



HAL
open science

La guerre contre le narcotrafic : une politique de Felipe Calderón en temps de transition démocratique (2006-2012)

Kevin Colleter

► To cite this version:

Kevin Colleter. La guerre contre le narcotrafic : une politique de Felipe Calderón en temps de transition démocratique (2006-2012). Linguistique. 2016. dumas-01479186

HAL Id: dumas-01479186

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01479186>

Submitted on 28 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



ueb

MASTER / UNIVERSITÉ RENNES 2
Sous le sceau de l'Université européenne de Bretagne
pour obtenir le diplôme de
MASTER Langues, Cultures Étrangères et Régionales
Spécialité: Études ibériques et latino-américaines
Parcours: Espagnol

présenté par

Kevin Colleter

LA GUERRE CONTRE LE NARCOTRAFIC: Une politique de Felipe Calderón en temps de transition démocratique (2006-2012)

Mémoire soutenu le 5 juillet 2016
devant le jury composé de :

Françoise LÉZIART
Professeur à l'Université de Rennes 2
Responsable du Master Études ibériques
et Latino-Américaines

Claire SOURP
Maître de conférences en littérature et civilisation
hispano-américaine à l'Université Rennes 2
Directrice de thèse

Photographie de couverture :

Felipe Calderón, a su llegada a la Zona Militar número 43
Apatzingán, Michoacán 03/01/07 © *La Jornada Michoacán*

SOUS LE SCEAU DE L'UNIVERSITE EUROPEENNE DE BRETAGNE

Université Rennes 2

Département d'Espagnol

***ERIMIT - Equipe de Recherche Interlangues :
Mémoire, Identités, Territoires***

Master Langues, cultures étrangères et régionales

Spécialité : Etudes ibériques et latino-américaines

Parcours : espagnol

LA GUERRE CONTRE LE NARCOTRAFIC:

**Une politique de Felipe Calderón
en temps de transition démocratique
(2006-2012)**

Kevin Colleter

Sous la direction de Claire Sourp

Le 5 juillet 2016

Liste des abréviations

ALENA - Accord de libre-échange nord américain

Cefprodhac - *Centro de Estudios Fronterizos y de Promoción de Derechos Humanos*

CNDH - *Comisión Nacional de los Derechos Humanos*

COCOPA - *Comisión para la Concordia y la Pacificación*

DEA - *Drug Enforcement Administration*

ENA - *Encuesta Nacional de Adicciones*

EZLN - *Ejército Zapatista de Liberación Nacional*

FDN - *Frente Democrático Nacional*

GAFES - *Grupo Aeromóvil de Fuerzas Especiales*

IETD - *Instituto de Estudios para la Transición Democrática*

IFE - *Instituto Federal Electoral*

INCD – *Instituto Nacional para el Combate de Drogas*

INEGI - *Instituto Nacional de Estadística y Geografía*

PAN - *Partido de Acción Nacional*

PCM - *Partido Comunista Mexicano*

PGR - *Procuraduría General de la República*

PNR - *Partido Nacional Revolucionario*

PREP - *Programa de Resultados de Elecciones Preliminares*

PRD - *Partido de la Revolución Democrática*

PRI - *Partido Revolucionario Institucional*

PRM - *Partido de la Revolución Mexicana*

PT – *Partido del Trabajo*

PVEM - *Partido Verde Ecologista de México*

Sedena - *Secretaría de la Defensa Nacional*

TEPJF - *Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación*

UNAM - *Universidad Nacional Autónoma de México*

INTRODUCTION

Du 27 août au 2 septembre 1990 se déroule à México *El Encuentro Vuelta*. Pendant une semaine, des écrivains et intellectuels, conviés par Octavio Paz se sont exprimés sur la thématique *El Siglo XX: La experiencia de la libertad*¹. Le 30 août, Mario Vargas Llosa, écrivain péruvien et entré brièvement en politique², prend la parole lors d'un débat télévisé au sujet des dictatures latino-américaines. À cette occasion, l'intellectuel péruvien n'hésite pas à associer le Mexique aux pouvoirs dictatoriaux d'Amérique Latine avec, néanmoins, une nuance : "México es la dictadura perfecta. La dictadura perfecta no es el comunismo. No es la URSS. No es Fidel Castro. La dictadura perfecta es México"³.

Tout d'abord, il faut replacer les propos de Vargas Llosa dans le contexte de l'année 1990. Le mur de Berlin tombé une dizaine de mois plus tôt, en novembre 1989, n'a pas encore mis un terme à la guerre froide qui oppose le bloc soviétique au capitalisme étasunien. Dans ce climat d'affrontement est/ouest, il apparaît que Vargas Llosa oppose la supposée démocratie capitaliste à la dictature communiste. À cette époque, le Mexique qui n'est pas communiste et pas encore complètement considéré comme capitaliste est cependant associé à une « dictature parfaite ». L'adjectif « parfaite » change fondamentalement le sens du mot « dictature ». L'association des adjectifs « dictatorial » et « parfait » semble former un oxymore dans un débat qui s'inscrit dans *La experiencia de la libertad*.

1 Pour plus d'informations, on peut consulter P. EUFRACIO SOLANO, "El liderazgo intelectual de Octavio Paz y el Encuentro Vuelta", *Revista Digital Universitaria*, vol. 9, n°9, le 10 octobre 2008. Consulté le 3 juin 2016, <http://www.revista.unam.mx/vol.9/num10/art78/int78-2.htm>

2 Candidat aux présidentielles de 1990 pour *el Frente Democrático*, Vargas Llosa s'est incliné au second tour face à Alberto Fujimori de *Cambio 90* (37,6 contre 62,4% des voix).

3 LA REDACCIÓN, "Vargas Llosa: 'México es la dictadura perfecta'", *El País*, 1er septembre 1990. Consulté le 31 mai 2016, http://elpais.com/diario/1990/09/01/cultura/652140001_850215.html

En qualifiant le Mexique de « dictature parfaite », Mario Vargas Llosa le distingue de Cuba, de l'URSS et de tout autre pays au régime considéré comme dictatorial. La définition dite « contemporaine » de « dictature » – dans laquelle il n'est pas question de communisme – précise qu'« elle caractérise une forme de pouvoir arbitraire, autoritaire, parfois tyrannique, sans autre frein apparent que la volonté de celui ou de ceux qui l'exercent.⁴»

Le Mexique en 1990 est-il un pays au « pouvoir arbitraire, autoritaire, parfois tyrannique » ? C'est probable, mais ce n'est pas ce qui motive le choix des mots de l'écrivain péruvien. Le 30 août 1990, Mario Vargas Llosa « enrichit », non sans cynisme, le vocabulaire des sciences politiques en parlant de “*dictadura perfecta*” pour nommer un régime dirigé par un parti hégémonique, le *Partido Revolucionario Institucional* (PRI), au pouvoir sans interruption depuis plus de soixante ans au Mexique.

Dans la continuité du débat, Octavio Paz tient à revenir sur les termes employés par l'écrivain péruvien. En introduisant son argumentation – ou plutôt sa précision par : “*como escritor e intelectual prefiero la precisión*”, Paz répond au cynisme de Vargas Llosa avant de développer sa pensée qu'il considère comme étant en désaccord avec ce qui vient d'être dit : “*México no es dictadura, es un sistema hegemónico de dominación, donde no han existido dictaduras militares. Hemos padecido la dominación hegemónica de un partido. Esta es una distinción fundamental y esencial*”. Octavio Paz refuse d'associer le Mexique aux dictatures militaires d'Amérique Latine en référence au *Cono Sur* des années 1950 aux années 1990⁵. La précision de l'intellectuel mexicain permet de mieux cerner la situation politique au Mexique, pour autant, l'argumentation de Paz peut s'interpréter comme la juste définition de la “*dictadura perfecta*” de Vargas Llosa. La “*dictadura perfecta*” n'est pas une dictature à proprement parler : c'est le maintien au pouvoir d'un parti, le PRI, qui remporte les élections exécutives et législatives avec une majorité écrasante faute de compétitivité des partis faisant figure d'opposition.

En 1990, le PRI monopolise le pouvoir depuis 61 ans. Les années 1920 sont marquées par l'institutionnalisation de la Révolution mexicaine, commencée en 1910. C'est en 1929 que Plutarco Elías Calles a créé le parti issu de la Révolution – nommé dans un premier temps *Partido Nacional Revolucionario* (PNR). En 1938, le président Lázaro Cárdenas –

4 B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD et G. HERMET, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. 7^{ème} édition, Armand Colin, Paris, 2010, p. 91.

5 *Proceso de Reorganización Nacional* en Argentine (1976-1983), Brésil (1964-1985), *Dictadura civico-militar* en Uruguay (1973-1985), *Regimen Militar* au Chili (1973-1990), Paraguay (1954-1989), *Gobiernos Militares* en Bolivie (1964-1982), *Segunda fase del Gobierno Revolucionario de las Fuerzas Armadas* au Pérou (1975-1980).

qui s'est attaché à appliquer les revendications et les acquis révolutionnaires – a refondé le parti qu'il a nommé *Partido de la Revolución Mexicana* (PRM) et ce n'est qu'en 1946 que Manuel Ávila Camacho a donné au parti le nom de PRI.

Depuis les années 1920, un nouveau candidat issu du parti de la Révolution est élu président tout les six ans (*sextena*) car la Constitution de 1917 interdit le renouvellement de mandat. La politique du mandat unique a très certainement permis d'éviter des dérives telles que l'accaparement du pouvoir. En ce sens, la loi constitutionnelle empêchant une réélection minimise le risque de la mise en place d'un régime dictatorial puisqu'une dictature est généralement caractérisée par un homme « fort » qui cherche à conserver par tous les moyens son pouvoir, qu'il ait été acquis par les élections ou par la force. En revanche, ce que la constitution ne peut pas empêcher, c'est une hégémonie politique, dans la mesure où les partis adverses ne sont pas capables de rivaliser avec le PRI. Comment évaluer le niveau de démocratie d'un pays lorsque ses dirigeants politiques unipartistes gouvernent sans réelle opposition ? La démocratie est – entre autres – faite de débats, d'opposition et de confrontation au sein d'une compétitivité entre différents partis.

La compétitivité au Mexique s'est développée lentement. Des désaccords au sein du PRI ont incité Cuauhtémoc Cárdenas (fils de Lázaro Cárdenas) à quitter le parti pour se présenter aux présidentielles de 1988 en tant que candidat représentatif du *Frente Democrático Nacional*. Suite aux élections, Cuauhtémoc Cárdenas a fondé le *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) qui a connu un succès rapide à l'échelle nationale et son fondateur a été, en 1997, le premier chef de gouvernement non *priísta* du District Fédéral de México. Le PRD est donc l'un des deux principaux opposants au parti hégémonique dans les années 1990. L'autre parti de l'opposition est le *Partido de Acción Nacional* (PAN) qui a été fondé en 1939 par Manuel Gómez Morín. Ce parti qui se veut humaniste, en incarnant les valeurs de la démocratie chrétienne, est en réalité très conservateur. Le PAN et le PRI se sont fait une place dans la vie politique mexicaine, rendant les victoires présidentielles *priistas* de moins en moins écrasantes jusqu'à la victoire du candidat *panista*, Vicente Fox, aux élections présidentielles de 2000.

La perspective d'une *Transición Democrática* est évoquée au Mexique dès la fin des années 1980 en raison de la compétitivité pluripartiste constatée lors d'élections nationales et locales. Le terme « transition démocratique » peut être contesté puisqu'il suppose l'existence d'une dictature, ce qui n'est pas exactement le cas, comme nous l'avons noté avec

Octavio Paz. Pourtant, la définition de « transition démocratique » – plus communément appelée « démocratisation » – peut s'appliquer à la situation politique mexicaine :

Dans son sens le plus courant, ce terme désigne l'extension progressive du principe de la citoyenneté active à un nombre plus grand de participants et/ou à un champ politique plus vaste, aussi bien dans la perspective d'une prise de décision collective directe que par l'intermédiaire de représentants élus. De façon plus spécifique, il s'applique également à présent aux processus de passage de formes diverses d'autoritarisme à la démocratie, soit par démocratisation plus ou moins délibérée des régimes en place, soit en vertu d'un changement effectif de régime. On parle alors couramment de « transition démocratique », étant entendu que la transition ne constitue en réalité qu'un laps de temps intermédiaire à l'issue incertaine, dont rien n'assure qu'il doive déboucher vraiment sur la démocratie. (...) ⁶

Le pluripartisme progressif constaté jusqu'à la victoire électorale du PAN en 2000 correspond au critère de la « démocratisation ». La *Transición Democrática* au Mexique dure le temps de deux mandats (de 2000 à 2012) : Vicente Fox et Felipe Calderón (élu en 2006), tous deux candidats du PAN, incarnent le « laps de temps intermédiaire à l'issue incertaine », synonyme de période où le régime politique du pays n'est ni dictatorial, ni démocratique.

Les 12 années de présidence du PAN sont censées conduire le Mexique à la démocratie. C'est du moins la raison pour laquelle le peuple mexicain s'est exprimé dans les urnes pour le PAN et/ou contre le PRI en 2000 et 2006. L'arrivée au pouvoir du PAN implique de ce fait une nouvelle ère politique. De part sa longue expérience au pouvoir et malgré les défaites électorales, le PRI connaît incontestablement mieux que quiconque les réalités du terrain au Mexique. Parmi les nombreuses problématiques, l'évolution internationale du commerce de drogue a évolué tout au long du XX^{ème} siècle et le Mexique est progressivement devenu un lieu de passage incontournable du trafic de stupéfiants.

Pendant 71 ans, le PRI s'est adapté, puis a géré et contrôlé le narcotrafic sur son territoire. La gestion d'un tel commerce implique une parfaite connaissance du marché et de ses composants à travers une complicité entre les politiciens et les narcotrafiquants. Le PAN est arrivé au pouvoir en ignorant tout du fonctionnement du marché le plus lucratif au monde et s'est rapidement confronté à un problème de sécurité publique.

Face aux exactions croissantes imputées au narcotrafic, Felipe Calderón prend l'initiative de lui déclarer la guerre dès sa prise de fonctions en décembre 2006. La décision

6 B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD et G. HERMET, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. 8^{ème} édition, Armand Colin, Paris, 2015, p. 85.

d'entrer en conflit si tôt dans son mandat nous interpelle. Une déclaration de guerre implique la participation active de l'armée pour assurer la sécurité publique. Alors qu'Octavio Paz réfutait l'appellation *Dictadura Perfecta* – sous prétexte que le Mexique n'avait jamais connu de dictature militaire –, Felipe Calderón a recours à l'armée pour affronter le narcotrafic et maintenir l'ordre dans un nouveau contexte politique.

Il paraît donc intéressant de se pencher sur le lien entre narcotrafic et transition démocratique et plus particulièrement sur l'impact qu'a pu avoir la guerre contre le narcotrafic déclarée par Calderón en 2006.

Les discours de Felipe Calderón, des principaux membres du gouvernement et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) constitueront nos principales sources puisqu'ils vont nous permettre d'établir la prise de position du gouvernement tout au long du mandat. Nous allons pouvoir analyser le programme, le suivi des opérations et le constat qui en est fait du point de vue des dirigeants. Tous les discours mentionnés sont officiels et destinés à toutes et tous puisque librement consultables sur le site du gouvernement mexicain.

En complément des discours, nous allons confronter les données factuelles et autres analyses à la presse mexicaine – voire internationale dans certains cas. L'un des principaux journaux cités est *La Jornada*, un quotidien de l'Université Nationale Autonome Mexicaine (UNAM). À « gauche » sur l'échiquier politique, *La Jornada* est l'un des principaux journaux d'opposition au gouvernement. Afin d'équilibrer les débats journalistiques et tenter de confirmer, non pas les analyses ou positions journalistique mais les chiffres et les faits parus dans la presse, nous nous référons également au quotidien *El Universal* – journal de « centre-droit » globalement complaisant avec le gouvernement. Le dernier journal fréquemment cité est la *Revista Proceso*, un hebdomadaire d'investigation qui reprend de nombreux sondages et statistiques auxquels nous ferons référence.

Dans quelle mesure la guerre contre le narcotrafic a-t-elle pu entraver la démocratisation au Mexique ? La question implique de prendre en compte le rôle accordé au peuple de façon à savoir s'il est ou non souverain et d'évaluer la compatibilité des actions menées avec les exigences démocratiques. L'enjeu est d'autant plus important que le PRI revient au pouvoir en 2012 et qu'un cycle, succédant à la « dictadura perfecta », paraît donc s'achever avec la fin du mandat de Calderón.

Nous procéderons, dans un premier temps, à une contextualisation du mandat de Felipe Calderón en revenant sur les raisons qui ont occasionné la chute progressive du PRI

au profit du PAN. La passation de pouvoir entre Vicente Fox et Felipe Calderón va être examinée pour expliquer l'empressement de ce dernier à s'attaquer au trafic de drogue. L'évolution du narcotrafic au Mexique doit également être étudiée pour comprendre la situation stratégique et l'enjeu qu'il représente dans le commerce mondial de stupéfiants.

Nous nous attacherons ensuite à définir les contours du conflit, dessinés entre la fin 2006 et l'année 2007, en partant de l'aspect logistique des opérations militaires et policières. À partir de ce constat, nous analyserons les objectifs gouvernementaux et le rôle attribué à la population dans sa participation au conflit. Puisque ces actions s'inscrivent dans un contexte de transition démocratique, il semble indispensable de mettre en relation le droit national et international aux directives politiques : la capacité d'un État à fortifier l'état de droit à des fins démocratiques implique le respect de la hiérarchie des normes. Si la guerre contre le narcotrafic a pour but d'assurer la sécurité publique, l'objectif et le devoir de Calderón restent la consolidation de la démocratie.

Dans une troisième et dernière partie, nous confronterons enfin le programme aux résultats globaux. Les propos du gouvernement et des observateurs seront étudiés et mis en perspective afin de juger de l'efficacité et de l'adéquation du dispositif militaire et policier lors des six années de conflit. Nous terminerons par dresser le bilan humain de la politique sécuritaire et des dommages collatéraux tout en tenant compte des réactions de l'opinion publique.

PREMIERE PARTIE

.....

GOUVERNEMENT ET NARCOTRAFIQUANTS, OU LE COURANT CAPITALISTE

Le soir des élections présidentielles du 2 juillet 2000, le président *prilista* Ernesto Zedillo a reconnu la victoire du PAN en déclarant devant les médias : “Somos ya una democracia madura⁷”. Bien que la déclaration soit grandiloquente, elle met en valeur une passation de pouvoir exemplaire entre deux partis rivaux marquant l'entrée dans le XXIème siècle.

Ce sont les deux mandats conquis par le PAN en 2000 et 2006 qui devront consolider la démocratie. Vicente Fox et Felipe Calderón disposent de douze ans pour passer de la *Transición democrática* à la “democracia madura” et laisser la *Dictadura perfecta* du PRI au siècle dernier. C'est tout l'enjeu du renouveau politique mexicain.

Comment l'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón dans un contexte de transition démocratique a-t-elle pu déboucher sur un conflit d'une telle ampleur ? C'est ce que nous voulons analyser ici en nous focalisant sur le processus de la transition depuis la campagne de Vicente Fox en 2000 jusqu'aux élections présidentielles de 2006. Nous étudierons également l'évolution du trafic de drogue au XXème siècle et les rapports entretenus par le PRI avec le narcotrafic avant l'escalade de violence constatée par le PAN.

7 C. PÉREZ SILVA, “Reconoce Zedillo en cadena nacional el triunfo de Fox”, *La Jornada*, le 3 juillet 2000. Consulté le 24 mai 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2000/07/03/somos.html>

UNE TRANSICION DEMOCRATICA INSTAUREE EN 2000 PAR COCA-COLA

Zedillo, le dernier président de l'hégémonie *priísta* : la fin de la *Dictadura perfecta*

.....

Les évènements du 1er janvier 1994 laissent à penser que le Mexique s'apprête à vivre une année « particulière ». Cette date marque la signature du traité de libre-échange nord américain (ALENA) ainsi que l'insurrection de l'*Ejercito Zapatista de Liberación Nacional* (EZNL) au Chiapas. L'insurrection zapatiste à la date de la signature de l'ALENA est un geste fort face à l'orientation néolibérale que prend le Mexique. Les insurgés, majoritairement indigènes, expliquent leur initiative en réclamant : “trabajo, tierra, techo, alimentación, salud, educación, independencia, libertad, democracia, justicia y paz”⁸, des revendications qui ne sont pas sans rappeler celles de la Révolution mexicaine. Le gouvernement Salinas de Gortari réagit en envoyant l'armée combattre l'EZLN. C'est dans ces conditions que le PRI prépare sa campagne présidentielle. Personne dans l'opposition ne semble pouvoir briser cette hégémonie ininterrompue depuis près de sept décennies. Carlos Salinas de Gortari termine son mandat à la fin de l'année, il a – comme ses prédécesseurs – nommé unilatéralement et sans concertation son candidat (une pratique appelée *el dedazo*) : Luis Donaldo Colosio. À quatre mois des élections, tout semble se passer comme prévu pour l'ancien secrétaire du développement social et rien ne laisse présager que Luis Colosio va connaître lors de cette journée du 23 mars un destin similaire à celui de Venustiano

8 Pour plus d'informations, on peut consulter l'article de G. VAN DER HAAR, “El movimiento Zapatista de Chiapas: Dimensiones de su lucha”, *Labour Again*, 14 juillet 2005.

Carranza et Álvaro Obregón. L'assassinat du candidat *priísta* contraint le parti à agir dans l'urgence. Il doit désormais désigner son nouveau candidat et le placer sur le devant de la scène afin de le rendre *presidenciable* en un temps record de quatre mois. Une contrainte supplémentaire s'ajoute à la désignation de ce nouveau candidat. La constitution mexicaine ne permet pas à un candidat aux présidentielles d'occuper une fonction publique dans les six mois qui précèdent l'élection, ce qui réduit considérablement les possibilités. Si la désignation de Luis Colosio est l'oeuvre de Salinas, celle d'Ernesto Zedillo ne peut se faire sans l'approbation de la hiérarchie *priísta*. La décision revient aux dirigeants et gouverneurs du parti⁹. C'est ainsi qu'est désigné Ernesto Zedillo le 29 mars, moins d'une semaine après l'homicide de Colosio. Ernesto Zedillo, qui n'a jamais occupé de charges populaires – et jusqu'alors coordinateur de la campagne de Colosio – incarne désormais le futur du PRI avec le devoir de remporter les élections à venir. La solution d'urgence s'avère être un succès puisque Zedillo gagne les présidentielles avec 48,69% des voix, loin devant le candidat *panista* (25,92%) et le *perredista* Cuauhtémoc Cárdenas (16,59%). La victoire est totale puisque le PRI est représenté à hauteur de 60% à la Chambre des députés. Malgré la victoire de Zedillo, l'absence de majorité absolue aux présidentielles suscite l'inquiétude dans les rangs du PRI et l'assassinat du secrétaire général du parti José Francisco Ruiz Massieu met au grand jour les conflits internes et les divisions au sein du parti :

Sucedido el 28 de septiembre de 1994, este asesinato destapó una caja de Pandora, tras lo cual Mario Ruiz Massieu, hermano de la víctima y encargado de las investigaciones judiciales, acusó a Ignacio Pichardo Pagaza y María de los Ángeles Moreno, presidente y secretaria general del PRI respectivamente, de entorpecer la investigación en curso¹⁰.

Les relations deviennent complexes entre Carlos Salinas et Ernesto Zedillo alors que la passation de pouvoir entre les deux hommes n'a pas encore eu lieu. L'absence de communication entre le nouvel élu et le parti s'accroît, si bien que lors de son discours d'intronisation, Zedillo s'adresse directement aux membres du PRI dans le but d'apaiser les tensions, expliquant clairement sa position vis-à-vis du parti :

9 M. GONZÁLEZ COMPEÁN et L. LOMELÍ (coords), *El Partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, México, FCE, 2000, p. 624.

10 R.M. MIRÓN LINCE, *El PRI y la transición política en México*, México, UNAM, 2011, p. 217.

Creo firmemente en que la democracia exige una distancia entre mi partido y el gobierno. La constitución señala, con precisión, el espacio que a cada uno corresponde y mi compromiso será mantener diáfana la distancia que debe separarlos. (...) Repito enfáticamente que, como Presidente de la República, no intervendré bajo ninguna forma en los procesos, ni en las decisiones que corresponden únicamente al partido al que pertenezco.¹¹

Cette volonté d'affirmer d'emblée qu'il n'a pas l'intention de s'adonner à l'ingérence s'inscrit dans un concept qu'il a lui-même qualifié de “sana distancia”.

La crise interne que connaît le PRI n'est pas l'unique problème auquel est confronté Ernesto Zedillo au début de son mandat. Le mois de décembre 1994 est également marqué par une grave crise financière qui provoque la dévaluation du peso. Cette crise (qui prend le nom de *El efecto Tequila*) accentue les dysfonctionnements au sein du PRI : les querelles entre le précédent gouvernement et le nouveau s'intensifient lorsque Carlos Salinas et Ernesto Zedillo se renvoient publiquement la faute. Plusieurs facteurs sont avancés pour expliquer la crise que connaît le Mexique en cette fin d'année. Le traité de libre-échange nord-américain signé à peine un an plus tôt a des conséquences directes sur cet effondrement économique. A l'approche de la signature du traité, Carlos Salinas a vu en l'ALENA l'opportunité d'alimenter massivement l'économie mexicaine en ouvrant les capitaux aux investisseurs étrangers, ce qui a eu dans un premier temps pour effet de stabiliser la croissance. Lors de la dernière année de son mandat, il a entrepris d'importants travaux de réaménagement, lesquels ont entraînés de fortes dépenses et un déficit conséquent qu'il a comblé par l'intermédiaire d'un prêt payable en dollars : *el Tesobonos*. Cet emprunt d'un délai de six mois s'est avéré être “¡una auténtica bomba de tiempo para México!¹²”.

En prenant ses fonctions, Ernesto Zedillo décide de baisser le taux du peso surévalué par rapport au dollar. Entre 1989 et 1994, son taux de surévaluation oscille entre 20 et 30%. En décembre, le gouvernement décide de baisser sa surévaluation à 15%¹³. Cette décision est l'élément déclencheur de la crise économique dans laquelle plonge le Mexique. C'est également cette décision que critique Carlos Salinas en tenant pour responsable son successeur de par son “error de diciembre”. Cet événement provoque la crainte des

11 E. ZEDILLO, *Discurso de toma de protesta como Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos*, prononcé au Palais Législatif de San Lázaro, le 1er décembre 1994. Consulté le 10 mars 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/dic94/01dic94-2.html>

12 J. CAMIL, “El error de diciembre en perspectiva”, *La Jornada*, vendredi 24 juin 2009. Consulté le 10 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2009/07/24/opinion/018a2pol>

13 A. MACÍAS MACÍAS, “Tipo de cambio y paridad del poder de compra en México”, *Comercio Exterior*, septembre 2003. Consulté le 10 mars 2015, <http://revistas.bancomext.gob.mx/rce/magazines/56/3/maci0903.pdf>

investisseurs étrangers qui s'empresstent de retirer massivement leurs capitaux, ce qui a pour conséquence d'accentuer irrémédiablement la dévaluation de la monnaie. À la fin du mois de décembre, Ernesto Zedillo s'adresse au peuple, expliquant que la situation dans laquelle se trouve le Mexique résulte d'une politique économique désastreuse et de conséquences sous-estimées. Il annonce la mise en place imminente d'une inévitable aide internationale à travers le *Programa de Emergencia Económica*¹⁴. Début janvier, le président étasunien Bill Clinton planifie le sauvetage de l'économie mexicaine “con un paquete de 50,750 mdd [milliards de dollars], credito integrado por el *Fondo de Estabilización Cambiaria* de EU, el *FMI*, el *Banco de pagos internacionales* y la Banca comercial¹⁵”. Ce programme d'urgence a pour effet de stabiliser le peso après l'avoir dévalué de plus de 50%.

Le conflit au Chiapas, deux assassinats politiques, une élection présidentielle « hors-norme », des problèmes internes au sein du PRI révélés au grand jour ainsi qu'une grave crise économique sont les principaux événements qui ont jalonné cette année 1994. Les problèmes sociaux, politiques et économiques rencontrés traduisent un essoufflement du parti issu de la Révolution. En 1995, Ernesto Zedillo possède une marche de manœuvre réduite. Il s'apprête à diriger un pays touché par une sévère austérité et à composer avec un parti divisé – ce à quoi il faut ajouter la perte de *gubernaturas* de trois États (Jalisco, Guanajuato et Baja California) au profit du PAN. De telles circonstances ne permettent pas à Ernesto Zedillo de s'inscrire dans la continuité du système autoritaire instauré par le PRI. Il doit incarner le changement. Dans cet état d'esprit et afin de laisser entendre son attachement à la démocratie, il annonce vouloir entreprendre une réforme de l'État et du système électoral¹⁶. La “sana distancia” évoquée lors de sa prise de fonctions se vérifie en septembre 1996, à l'occasion de la *XVII Asamblea Nacional* puisque les propositions émanent cette fois-ci du parti, et non du président, contrairement aux assemblées précédentes. *El Consejo Político Nacional priista* se fait entendre et acquiert une légitimité qui lui permet de contribuer à la modification de la structure hiérarchique du PRI. La révision de cette structure implique notamment une perte de contrôle du président sur les pouvoirs locaux et, autre fait notable, les conditions d'éligibilité imposées par le CPN ne

14 *El Presidente Ernesto Zedillo Ponce de León dio a conocer al pueblo de México el Programa de Emergencia Económica*, prononcé depuis la résidence officielle de Los Pinos, le 29 décembre 1994. Consulté le 10 mars 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/dic94/29dic94.html>

15 R. TAFFOLLA MACKLEN, *Problemas sociales, económicos y políticos de México*, México, UNAM, 2006, p. 130.

16 E. ZEDILLO, *En la ceremonia del LXVII Aniversario de la fundación del PRI*, discours prononcé à México, le 3 mars 1996. Consulté le 10 mars 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/mar96/03mar96.html>

permettent plus à Ernesto Zedillo de désigner son successeur¹⁷. Selon Mirón Lince, “la Sana distancia no provocó la democracia del PRI”. Il est cependant possible d'interpréter qu'elle favorise les procédés démocratiques, comme en témoigne *la XVII Asamblea*. L'« affaiblissement » du président au profit des gouverneurs permet de façon inédite la compétition entre les partis ; et le PAN prend au PRI deux nouvelles *gubernaturas* (Querétaro et Nuevo León). Les élections législatives de juillet 1997 marquent un tournant dans l'histoire du parti hégémonique puisqu'il perd la majorité absolue à la Chambre des Députés (47,8%).

A partir de las elecciones federales de 1997 [se señala] el papel de las elecciones y de diversos actores locales (estatales y municipales) en el proceso de democratización nacional. (...) en un primer momento el proceso de democratización se originó en el ámbito local, en donde se formaron y consolidaron sistemas de partidos competitivos. (...) la democracia avanzó de la periferia hacia el centro a través de la acumulación constante de victorias de la oposición en los estados.¹⁸

Au sein d'un système de partis compétitifs, le PRI ne parvient pas à réactiver son hégémonie. Ernesto Zedillo ne peut résoudre les problèmes internes qui continuent de diviser son parti. L'autoritarisme caractéristique du PRI est impraticable en 1999. Au moment de désigner un candidat en vue des élections présidentielles de 2000, *el dedazo* est remplacé par des primaires – les premières en 70 ans – que remporte Francisco Labastida Ochoa. Les velléités démocratiques entreprises par Ernesto Zedillo ne s'avèrent pas suffisantes. Le PRI s'apprête à connaître sa première défaite – 71 ans après sa création – face au PAN de Vicente Fox qui met un terme à *La Dictadura Perfecta*. “La pérdida de la presidencia en el 2 de julio de 2000 fue la factura que el PRI habría de pagar por su tardía e inconsistente determinación democrática¹⁹.”

17 R.M. MIRÓN LINCE, *op.cit.*, pages 224/225.

18 R.Y. ORTEGA ORTIZ et F. SOMUANO VENTURA, *La democracia en México*, Barcelona, Bellaterra, 2011, chapitre 1.

19 R.M. MIRÓN LINCE, *op.cit.*, p. 244.

La campagne de Vicente Fox : une politique de marketing

“Allí [à *Coca-Cola*] Fox aprendió que el crecimiento de la empresa se debía sobre todo a la publicidad y que la imagen de un producto puede ser más importante que el producto mismo²⁰.”

Le parcours de Vicente Fox s'avère être un atout indéniable perçu dès le début de la campagne présidentielle.

Ses origines modestes, son ascension à *Coca-Cola* – où il devient en l'espace de quelques années directeur général des opérations de l'entreprise pour l'Amérique Latine – jusqu'à sa « reconversion » en politique dans les années 80 et son élection au poste de gouverneur de l'État de Guanajuato en 1995 font de lui un candidat atypique. Cette entrée tardive en politique le distingue de ses concurrents *priistas* et *perredistas*. La proximité qu'il laisse transparaître, le langage courant qu'il emploie lors de ses interventions publiques accentuent ce contraste. Le peuple mexicain comprend ses paroles, s'intéresse à ses discours et s'identifie au candidat *panista*. Ses origines *guanajuatenses* – où il possède un ranch – crédibilisent ses intentions auprès des *campesinos* (une catégorie de la population généralement peu concernée par la politique car peu prise en considération par les pouvoirs publics) lorsqu'il évoque ses expériences agraires. En marge du PAN, l'association civile *Amigos de Fox* qui voit le jour en 1998 joue un rôle déterminant dans la pré-campagne présidentielle. Elle est créée par un groupe d'entrepreneurs rencontré à *Coca-Cola*, qui met en place une stratégie de marketing dans le but de provoquer une mobilisation citoyenne. Un réseau se développe derrière Vicente Fox avec une volonté commune : “sacar al PRI de los Pinos²¹”. *Los amigos* établissent *el Proyecto Millenium*²², un plan de campagne axé – comme l'association – sur la stratégie patronale et la publicité qui s'attache cette fois tout particulièrement à travailler l'image et le comportement du candidat face aux médias en

20 A. TEJADA, “Roberto, Amigos de Fox, breve historia de un “partido” efimero”, *Espiral*, septembre/décembre 2005, p. 68. Consulté le 15 mars 2015, <http://www.redalyc.org/pdf/138/13803403.pdf>

21 A. BORJAS BENAVENTE, “La campaña presidencial de Vicente Fox y el modelo propagandista de comunicación política”, *América Latina hoy*, février 2003, p. 109. Consulté le 15 mars 2015, <http://www.redalyc.org/pdf/308/30803306.pdf>

22 M. CUELLAR, “Alianza de Fox con empresarios, el paso a Los Pinos”, *La Jornada*, 2 juillet 2001. Consulté le 15 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2001/07/02/006n1pol.html>

l'exposant avec une panoplie d'accessoires destinée à focaliser l'attention du potentiel électeur :

Entre los diferentes objetos de difusión que elaboraron los Amigos de Fox, se podían apreciar calcomanías y camisetas, gorras, botones, placas para automóviles, balones de fútbol, tazas, hebillas, una gran variedad de souvenirs que se constituyen como objetos materiales de toda esa gran parafernalia desplegada en la campaña²³.

Vicente Fox se voit comme un produit qu'il doit vendre au plus grand nombre. La difficulté et l'objectif du marketing sont de convaincre le client. En l'occurrence celui-ci est représenté par l'électeur.

Fox deberá seguir retando al sistema, confrontando las dificultades de la realidad nacional, pero siempre al comunicarse con el pueblo deberá ofrecer nuevas esperanzas e ilusiones, especialmente a los menos privilegiados. Hay que recordar que el candidato está para convencer y no para educar a la gente²⁴.

Cette stratégie s'avère efficace, *los Amigos de Fox* sont désormais présents sur internet et se diffusent à travers les forums de discussions. À la fin des années 1990, peu de foyers au Mexique sont équipés d'internet, mais la présence des *amigos* sur la toile révèle l'ampleur du mouvement et l'importance des moyens de communication qui n'ont encore jamais été utilisés en politique. Dans ce sens, un programme radiophonique hebdomadaire est également créé : *Fox en vivo Fox contigo*. Une émission où le principal intéressé répond en direct aux questions des auditeurs sur les thèmes aussi divers que l'économie, l'agriculture, la corruption, le narcotrafic, la sécurité publique...²⁵. Tous les procédés sont utilisés pour faire connaître et légitimer Vicente Fox²⁶. Face à cette mobilisation, le PAN est soumis à une pression populaire qui l'« oblige » à le reconnaître officiellement (en mars 1999) comme le candidat *panista* aux présidentielles. N'ayant pourtant pas ce statut, *Los Amigos de Fox* se comportent comme une organisation politique, indépendamment du PAN. Ce dernier voit un mouvement citoyen le contraindre dans son choix du candidat ainsi que dans ses directives politiques, même si cela représente l'opportunité pour eux d'envisager l'alternance au pouvoir exécutif. Cette perspective de changement prend le dessus sur les aspirations

23 A. TEJADA, *op.cit.*, 2005, p. 72.

24 A. DELGADO, "Mister clean, un producto para venderlo al elector; Fox tendrá que "bajarle a la altanería", dice un documento interno", *Proceso*, 23 mai 1998. Consulté le 16 mars 2015, <http://www.proceso.com.mx/178152/mister-clean-un-producto-para-venderlo-al-elector-fox-tendra-que-bajarle-a-la-altaneria-dice-un-documento-interno>

25 "Renuevan "Fox en vivo, Fox contigo" ", *El Universal*, 19 janvier 2002. Consulté le 16 mars 2015, <http://archivo.eluniversal.com.mx/notas/44889.html>

26 "Las cadenas de simpatizantes se establecieron con base en 10 cartas por participante, con el fin de que cada uno atrajera otras 10, y así sucesivamente." R. TEJADA AVILA, *op.cit.*, p. 81.

personnelles de pouvoir au sein du PAN. *Los Amigos de Fox* ont une histoire récente, donc peu de références, mais à l'inverse du PAN, la brutale ascension qu'ils connaissent leur octroie une structure, une notoriété et d'importants fonds qui les rendent incontournables. Le PAN qui ne peut/veut répliquer se résout à voir l'association diriger la campagne au sein du regroupement politique *Alianza por el Cambio*, regroupement auquel prend part le *Partido Verde Ecologista de México* (PVEM). Cette alliance s'interprète comme un échange de bons procédés. Le PAN puis le PVEM, soutenant de façon unanime le candidat, bénéficient de financements des *Amigos* et d'entreprises affiliées²⁷. L'association civile n'a pas pour objectif d'acquiescer le statut de parti politique. Le but étant d'amener Vicente Fox à la présidence, elle est promise à la dissolution une fois sa tâche accomplie. Dans cette optique, le PAN entrevoit la victoire finale ainsi que le retour de son pouvoir de décision après les élections de juillet 2000.

L'utilisation du terme *Alianza* est une stratégie politique supplémentaire qui s'inscrit dans les promesses de changement. Lorsqu'est évoquée la *Transición Democrática* à la fin des années 80 par l'*Instituto de Estudios para la Transición Democrática* (IETD)²⁸, elle est définie de cette façon :

como un proceso profundo de cambio, en el cual cada una de las partes que actúan como sujetos y protagonistas hace uso de su fuerza relativa para ampliar y fortalecer una nueva institucionalidad más justa. Se concibe la transición democrática como el periodo de sustitución pacífica y negociada de los viejos mecanismos verticales y autoritarios de control político por un auténtico régimen de partidos plural, representativo, sustentado en elecciones libres, transparentes, capaces de devolver al elector el principal derecho del ciudadano: elegir a sus gobernantes²⁹.

La *Transición Democrática* sous-entend une véritable rupture avec la conception *priista* de faire de la politique. La *Alianza* implique que l'on ne parle pas pour soi ou au nom d'un parti mais au nom d'un regroupement, où des organisations, des personnes se côtoient plutôt que de s'affronter, échangent sur des idées, des opinions, incarnant les caractéristiques et les valeurs d'une communauté face à un tiers. Cette vision utopique de la politique s'avère inapplicable. Si le slogan "sacar al PRI de Los Pinos" est considéré dans un premier temps

27 L'enquête sur les financements illicites durant la campagne de Fox révèle en détails les apports perçus par le PAN, le PVEM et la *Alianza por el Cambio* entre septembre 1999 et décembre 2000. LA REDACCIÓN, "Hubo financiamiento ilegal en la campaña de Fox, comprueba el IFE", *La Jornada*, 3 octobre 2003. Consulté le 17 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2003/10/03/012n1pol.php?origen=index.html&fly=1>

28 Association civile créée en 1989.

29 Définition reprise par A. SANCHEZ REBOLLEDO, "Cosas que faltan", *La Jornada*, 11 avril 2002 et G.C. ZURITA MÉZQUITA, *Análisis normativo de la alianza electoral como mecanismo en la transición democrática en México*, Puebla, Universidad de las Américas, 2003, chap. 2.

comme suffisamment unificateur pour rassembler les partis politiques importants, les intérêts des uns et des autres sont un frein à sa concrétisation. En juin 1999, le PRD et le PAN envisagent *la Alianza Nacional Opositora*, ce qui illustre la volonté de part et d'autre d'amener le pays vers la démocratie par une transition pacifique. Les négociations entre les deux partis se sont achevées lorsqu'ils se sont penchés sur la désignation du candidat représentant de *la Alianza* aux élections. Un accord ne peut être trouvé et le projet est définitivement enterré puisque Cuauhtémoc Cárdenas et Vicente Fox ne se résolvent pas à mettre de côté leur ambition personnelle³⁰. De cet échec surgit *la Alianza por el Cambio* et *la Alianza por México*³¹. On peut considérer à ce moment que la dénomination *Alianza* adoptée par ces regroupements a perdu son sens initial et qu'il s'agit d'un leurre. Derrière les velléités d'une opposition unifiée représentative du peuple, se cachent des ambitions personnelles qui s'inscrivent dans la continuité du pouvoir hégémonique instauré par le PRI. Les partis qui se rattachent aux deux *Alianzas* sont minoritaires et ces regroupements – bien que symboliques – ne permettent pas de croire à un réel changement synonyme de transition démocratique au sens exact du terme.

Faire passer un regroupement – voire une absorption ponctuelle – pour une alliance aux yeux des électeurs est une opération à la portée du grand communicant Vicente Fox. Il se sait en position favorable. Le PRI tente, comme à chaque élection, de décrédibiliser ses adversaires mais cette fois-ci, il ne peut les faire passer pour minoritaires. Quant à Cuauhtémoc Cárdenas, il privilégie – comme en 1988 et 1994 – le contact avec la population, au détriment des médias, ce qui l'empêche d'accroître sa côte de popularité. Fox a inventé une nouvelle façon de faire de la politique. Ses promesses de campagne portées par une excellente communication sont perçues comme innovantes. Elles sont exprimées dans un langage accessible, qui se veut rassurant, où la vulgarisation semble parfois exacerbée³². Certes, dans les intentions, elles illustrent une volonté de transition vers la démocratie comme en témoignent ses engagements à mettre un terme au conflit du Chiapas, au narcotrafic et à la corruption. Il a également l'intention de réformer la justice et le système électoral (deux projets qui sont à mettre à l'initiative d'Ernesto Zedillo). Il n'a pas l'intention d'abandonner le système néolibéral qui a contribué à plonger le pays dans cette grave crise financière. Cela nous amène à remettre en question la rupture prônée par *la Alianza por el Cambio* : en supposant que Ernesto Zedillo soit l'initiateur d'un processus qui

30 Pour plus de précision, on peut consulter G.C. ZURITA MÉZQUITA, *op.cit.*, chap. 6.

31 La *Alianza por México* comprend le PRD, le PT (Partido del Trabajo) et le PSN (Partido de la Sociedad Nacionalista).

32 V. FOX, *Con la alternancia gana México y ganamos todos*, discours prononcé à México le 30 mai 2000.

amène le Mexique vers une transition à la démocratie, Vicente Fox ne s'inscrit-il pas davantage dans la continuité de son prédécesseur plutôt que dans la rupture ?

Quoi qu'il en soit, sa campagne médiatique a capté l'attention d'un peuple désireux d'une profonde réforme politique et morale. C'est du moins ce que laissent entendre les élections du 2 juillet. *La Alianza por el Cambio* est élue avec un total de 42,52% des votes, devant le PRI (36,11) et *la Alianza por México* (16,64). Vicente Fox a réussi son pari, son nom est désormais associé à celui qui est parvenu à “sacar al PRI de Los Pinos”.

De l'espoir d'une nouvelle ère à une rapide désillusion

“Respecto de las relaciones entre el Estado y Sociedad existen tres modelos: democracia, autoritarismo y dictadura. Debido que ningún grupo social permanece estático, los cambios entre una y otra forma de relación son conocidas con el nombre de "transiciones"³³”

Dans sa thèse, Guadalupe Zurita Mezquita reprend les six critères qui définissent, selon José Woldenberg³⁴, la transition démocratique :

- un processus historique dans une société modernisée qui ne souhaite plus adhérer au schéma d'un parti unique.
- un procédé cyclique, où les partis politiques libres et autonomes participent aux élections, acquièrent un pouvoir législatif et gouvernemental.
- un processus de pluralisation de l'État, qui rompt avec l'autoritarisme et les pratiques de l'époque du parti gouvernant.
- les électeurs constatent une ouverture pour les partis de l'opposition, et le suffrage universel devient représentatif du changement politique.
- la présence de députés de différents partis qui influent sur le pouvoir législatif.
- un changement progressif initié à échelle locale, dans les États, les municipalités, jusqu'au changement présidentiel.

Les élections présidentielles de juillet 2000 sont théoriquement conformes aux conditions énoncées ci-dessus. On ne parle plus de dictature (*perfecta*), mais pas encore de démocratie pour autant.

L'évènement marquant qui relativise le succès de Vicente Fox dès son élection est l'absence de majorité au parlement. L'approbation des décrets ne peut se faire sans le

33 G.C. ZURITA MÉZQUITA, *Op.cit.*, chap. 4.

34 J. WOLDENBERG, *La construcción de la democracia*, Barcelone, Editorial Plaza & Janés, 2002.

consentement parlementaire. Lors de son discours de prise de fonction, il aborde le sujet : “En esta nueva época de ejercicio democrático, el Presidente propone y el Congreso dispone. Esa es la nueva realidad del poder ahora en México³⁵”.

Il souhaite minimiser les conséquences de l'absence de majorité en considérant cet événement comme une avancée démocratique. C'est pourtant une véritable contrainte. Le PAN comptabilise un total de 206 représentants à la Chambre des Députés, 211 pour le PRI et 50 pour le PRD³⁶. C'est une situation sans précédent. Lors de la perte de majorité parlementaire historique du PRI en 1997, le parti hégémonique devançait encore très largement le PAN et le PRD (respectivement 236 contre 121 et 126). Comble de l'ironie, le PRI est le parti le plus représenté au Congrès. A chaque initiative, des processus de négociation doivent être engagés avec l'opposition, ce qui réduit considérablement la marche de manoeuvre du PAN. Cette situation montre les limites de *la Alianza por el Cambio* et met un peu plus en évidence l'échec du projet de *la Alianza Nacional Opositora* qui aurait permis de toute évidence une majorité parlementaire confortable. Malgré un congrès divisé, le PAN dispose d'un fort pouvoir exécutif dont dépend – conformément à la Constitution – la Justice Agraire, la Justice du Travail et la Justice Administrative³⁷. Dès sa prise de fonctions, Vicente Fox entreprend de réformer la Constitution dans le but de reconnaître les droits des peuples indigènes et mettre ainsi un terme au conflit qui perdure au Chiapas depuis début 1994. Ce projet de réforme ne peut être mis à son actif puisqu'il est étudié depuis le gouvernement Zedillo qui s'est officiellement engagé par la signature de *Acuerdos de San Andrés*³⁸ le 16 février 1996. Fox voit l'opportunité de concrétiser des engagements non tenus par le gouvernement précédent en lançant le processus de modification constitutionnelle. Cette initiative est dans un premier temps bien reçue par l'EZLN qui approuve la proposition faite par la *Comisión para la Concordia y la Pacificación* (COCOPA). Le président la soumet au Congrès qui la refuse, puis la proposition est envoyée devant le Sénat qui l'approuve après l'avoir substantiellement modifiée, et ce, malgré une mobilisation zapatiste d'envergure³⁹. Cette entrée en matière du président de la Transition est représentative du combat qui va se livrer entre exécutif et

35 V. FOX, *Mensaje de Toma de posesión*, prononcé à México le 1er décembre 2000.

36 Base de données de Los directorios de la Cámara de Diputados.

37 A. SÁNCHEZ REBOLLEDO, *¿Qué país nos deja Fox ? Los claroscuros del gobierno del cambio*, Barcelone, Norma, 2006, p. 39.

38 Pour connaître le contenu exact de ces accords, on peut consulter “Acuerdos de San Andrés. Derechos y Cultura Indígena” sur le site de *La Presidencia de la República*, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/chiapas/docs/sanandres.html>

39 G. VAN DER HAAR, *op. cit.*

législatif. Fox se retrouve dans l'impossibilité de tenir ses promesses. La presse, l'opinion publique et l'opposition ne manquent pas de lui rappeler ses prétentions initiales de résoudre le conflit au Chiapas “en 15 minutos”⁴⁰.

Lors de la campagne électorale, la sécurité publique est perçue comme l'une des priorités de ce *sextena*. Fox s'engage à éradiquer le narcotrafic et la corruption, principaux facteurs de violence et d'insécurité. L'intention est louable ; cependant pour passer le cap des intentions et prétendre lutter efficacement contre l'insécurité, il est nécessaire d'avoir élaboré au préalable un diagnostic détaillé du problème, permettant la mise en place d'un plan d'action. Ce n'est pourtant pas ce qui a été fait. Le gouvernement *panista* ne mesure pas encore la complexité de ces organisations criminelles, tout comme ce que peut représenter l'organisation d'une politique nationale de sécurité publique en coordination avec la police. Pour palier l'absence de programme en matière de politiques publiques, le gouvernement élabore le *Plan Nacional de Desarrollo* ainsi que le *Programa Nacional de Seguridad Pública*. Le *Plan Nacional de Desarrollo* rendu public en mai 2001 consacre une étude à la sécurité publique axée sur la prévention, la réforme intégrale du système de sécurité publique, le combat contre la corruption, la restructuration du système pénitencier et la participation citoyenne, soit, en d'autres termes, la collaboration à travers la dénonciation⁴¹. L'analyse qui suit pointe du doigt la *Procuración de Justicia* :

La ineficacia en la procuración de justicia se manifestó en impunidad, corrupción, inconsistencia jurídica ante las instancias judiciales nacionales y tribunales internacionales, inestabilidad laboral de personal, parcial incumplimiento de funciones y múltiples conductas ilegales, algunas de ellas atentatorias de los derechos humanos. (...)

Una de las políticas a emprender es la renovación e innovación institucional controlada a partir del análisis interdisciplinario de las relaciones entre marco legal, funciones orgánicas, necesidades de la gestión y operación, modelos de administración y organización eficaz, condiciones laborales, experiencias internacionales exitosas, demanda ciudadana y características y modalidades de la delincuencia contemporánea.⁴²

40 J. CERVANTES, “Ofrece Fox retirar de Chiapas al Ejército”, *El Universal*, 28 décembre 1999. Consulté le 20 mars 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/10993.html>

J. RAMIREZ CUEVAS, “Chiapas: El primer pendiente”, *La Jornada*, 3 décembre 2000. <http://www.jornada.unam.mx/2000/12/03/mas-chiapas.html> R. GARDUÑO et E. MENDEZ, “El gobierno foxista no resolverá el conflicto de Chiapas con el EZLN”, *La Jornada*, 25 mars 2004. <http://www.jornada.unam.mx/2004/03/25/013n1pol.php?origen=index.html&fly=1>

41 “Plan Nacional de Desarrollo 2001-2006”, *Diario Oficial de la Federación*, 31 mai 2001, 7.3.7 Seguridad Pública, p. 104. Consulté le 30 mars 2015, <http://www.sagarpa.gob.mx/ganaderia/Publicaciones/Lists/Otros/Attachments/4/PND0106.pdf>

42 “Plan Nacional de Desarrollo 2001-2006”, *op. cit.*, 7.3.8 Procuración de Justicia, p. 105.

Le constat est sans équivoque : le gouvernement doit réaliser de profondes réformes avant de se lancer dans la lutte contre l'insécurité. Il faut cependant attendre mars 2004 pour que Fox n'entreprenne de réformer le pouvoir judiciaire⁴³. Cette initiative s'articule autour de trois propositions principales :

- restructurer les institutions de la sécurité publique, comme le détaille la *Ley Orgánica de la Policía Federal*, qui propose une seule police fédérale, résultat d'une fusion de la *Agencia Federal de Investigación* avec la *Policía Federal Preventiva*.
- transformer les procédures pénales, les rendre moins rigides et faciliter ainsi le travail du ministère public et des juges par la mise en place du *Juicio Oral*⁴⁴ et la proposition d'élever au rang constitutionnel la présomption d'innocence.
- professionnaliser la défense pénale, en proposant une garantie procédurière supplémentaire aux accusés.

L'initiative est ambitieuse et innovatrice. Elle rompt clairement avec le système judiciaire alors en vigueur, mais, comme pour l'initiative de modification constitutionnelle au sujet des populations indigènes, Vicente Fox dépose son projet devant le Congrès sans le défendre devant le Pouvoir Législatif. À la fin du mandat, la plupart des propositions émanant de l'initiative présidentielle sont restées sans suite. Seules quelques-unes ont été approuvées. La plus importante est certainement la création d'un système intégral de justice pour adolescents, entré en vigueur en décembre 2005. Cette réforme s'inscrit dans un cadre préventif de protection des mineurs, ce qui représente une importante avancée. Cependant, le Mexique est encore bien loin d'une réforme judiciaire intégrale, indispensable pour pouvoir lutter efficacement contre l'insécurité. À un an du terme de son mandat, lors du *Quinto Informe de Gobierno*, Fox précise : “Esto no es un problema de ayer ni se puede resolver en un día. Poner fin a la criminalidad requiere que vayamos todos, todos a fondo⁴⁵”.

La démocratie ne peut être consolidée sans une politique qui garantisse la sécurité des citoyens. Cette sécurité est fortement compromise dans la mesure où ce gouvernement n'est pas en mesure de mettre en œuvre une justice rapide et efficace. C'est le constat qui est fait par le *secretario de la Seguridad Pública*, Eduardo Medina Mora, en mars 2006 à la Chambre des Députés :

43 “Initiativa de reforma al sistema de seguridad pública y justicia penal propuesta por el ejecutivo federal, 29 mars 2004”, consulté le 30 mars 2015, <http://www.ordenjuridico.gob.mx/Publicaciones/CDs2006/CDRefEdo/pdf/RP1.pdf>

44 Pour plus d'informations, on peut consulter E. RAMÍREZ MARTÍNEZ, “Juicio Oral”, *Biblio Jurídica Virtual*, 2005, consulté le 31 mars 2015, <http://biblio.juridicas.unam.mx/revista/pdf/ReformaJudicial/5/rjf/rjf5.pdf>

45 V. FOX, *Quinto Informe de Gobierno del Congreso*, discours prononcé à Mexico le 1er septembre 2005.

Con el modelo de organización policial actual, nadie podrá resolver el problema de la seguridad pública en México, porque fue concebido para un México semirural, aislado, con una delincuencia doméstica, y hoy las circunstancias han cambiado radicalmente y la policía sólo se ha transformado relativamente. (...)

El Estado de la fuerza de la Federación es insuficiente para atender sus responsabilidades en el combate al narcotráfico, delincuencia organizada, *narcomenudeo*, trata de blancas⁴⁶.

Ces paroles, bien que réalistes, nous paraissent surprenantes, puisqu'elles proviennent d'un haut fonctionnaire du gouvernement en place à l'époque. On peut interpréter cette intervention de différentes façons : peut-être que Medina Mora cherche à se dédouaner de ses responsabilités ; peut-être est-ce une façon de faire prendre conscience à l'opinion publique et à l'opposition, qu'aucune issue favorable ne peut être trouvée ? D'une façon générale, toute l'impuissance du gouvernement *panista* en terme de sécurité publique est résumée dans cette intervention. L'échec de l'opération policière et militaire *México Seguro* entreprise en juin 2005 contre les barons de la drogue va dans ce sens.

L'erreur de Fox est de promettre ce qu'il ne peut offrir. Mettre un terme au conflit du Chiapas "en 15 minutos", éradiquer le narcotrafic, la violence, la criminalité... : le peuple a cru en ses promesses. Il y a cru car c'est de cette façon que lui a été vendue la transition démocratique. On ne peut reprocher à Fox d'avoir pris des initiatives. Les propositions de modification constitutionnelle et de réforme intégrale du système judiciaire notamment, semblent cohérentes. « Semblent » car des réformes proposées non approuvées ne peuvent être jugées. Cependant l'impression laissée par ce gouvernement est qu'il a agi de façon conjoncturelle sans qu'un programme ne soit véritablement établi au préalable. Le contraste saute aux yeux si l'on compare le mandat à la campagne présidentielle où tout était prévu et calculé.

En 2000, Vicente Fox imaginait probablement une victoire plus large, lui permettant de compter sur un Congrès acquis à sa cause. Il n'est que rarement parvenu à convaincre l'opposition du bienfait de ses initiatives. Conformément à l'un des critères qui caractérisent la transition démocratique, la présence des différents partis a influé sur le pouvoir législatif. Ce blocage perpétuel est à mettre principalement à l'actif du PRI. D'un statut de parti hégémonique considéré comme dictatorial, il est passé à celui de principal opposant à la *Transición Democrática*. Les élections présidentielles de 2006 s'annoncent ouvertes. Comme en 2000, des partis compétitifs vont s'affronter. Le PRD qui accroît sa légitimité se

46 V. BALLINAS et E. MENDEZ, "Desairada comparecencia del titular de Seguridad Pública", *La Jornada*, le 3 mars 2006. Consulté le 31 mars 2015, h
[tp://www.jornada.unam.mx/2006/03/03/index.php?section=sociedad&article=056n1soc](http://www.jornada.unam.mx/2006/03/03/index.php?section=sociedad&article=056n1soc)

trouve en mesure de rivaliser avec le PAN. La transition étant acquise, il s'agit désormais de basculer du côté de la démocratie.

Deuxième et ultime chance pour la Transición Democrática du PAN en 2006

Un programme bancal : de la défense du thème économique à la stigmatisation populiste de son adversaire direct aux présidentielles

.....

La campagne électorale qui débute officiellement le 19 janvier 2006 voit s'affronter trois principaux candidats : Felipe de Jesús Calderón Hinojosa pour le PAN, Andrés Manuel López Obrador, dit AMLO, pour le PRD, et Roberto Madrazo Pintado pour le PRI. Comme en 2000, des coalitions se forment. Le PRD, le PT, et le PCM créent la *Coalición Por el Bien de Todos*, le PRI – qui voit le PVEM se rallier à sa cause – en manque d'inspiration, reprend le nom de coalition donné par Cuauhtémoc Cárdenas aux précédentes élections : *Alianza por México*. Le PAN, désormais dépourvu d'allié, se présente seul. Avant le début de la campagne, les sondages⁴⁷, début janvier, placent AMLO à un peu moins de 40% d'opinions favorables. Une avance qui peut sembler confortable puisque Madrazo et Calderón se situent tous deux aux alentours des 30%. Ces chiffres doivent cependant être relativisés. A l'inverse de son prédécesseur, Felipe Calderón dispose de peu de notoriété auprès du peuple mexicain au moment de se lancer dans la campagne. Il a évolué au sein du PAN en occupant des fonctions de député, local puis fédéral, avant d'être nommé – pour quelques mois seulement – au poste de Secrétaire de l'Energie entre 2003 et 2004. Face à lui, se trouve AMLO, président du PRD de 1996 à 2000 et chef du gouvernement de la ville

47 Résultats des différents sondages publiés sur le site Instituto Federal Electoral. Consulté le 3 avril 2006 http://www.ine.mx/documentos/proceso_2005-2006/encuestas_2006/se_resultados.htm

de México de 2000 à 2005. Ce dernier a occupé des fonctions importantes qui l'ont progressivement fait connaître du grand public. Au 19 janvier, Calderón dispose d'à peine six mois pour se faire un nom et permettre au PAN de briguer le second mandat de la transition démocratique. C'est dans ces conditions, et pour le travail qu'il a accompli avec un franc succès six ans plus tôt, qu'est rappelé Francisco Ortiz, l'ancien conseiller en image de Vicente Fox. Ortiz reprend les méthodes qui ont permis au PAN d'accéder à la présidence en 2000 et entend faire élire Calderón de la même façon que son prédécesseur. Contrairement à Fox six ans plus tôt, Calderón n'a pas le monopole des médias. Ses rivaux ont saisi l'importance des spots télévisés et les trois concurrents vont se livrer un affrontement par médias interposés. Dans un premier temps, les campagnes télévisées proposent des *spots de imagen* et *pro-positiva* du candidat. Dans le cas de Calderón, il s'agit de se faire plus amplement connaître et d'exposer ses principales idées et ses qualités personnelles, afin de se distinguer de ses concurrents⁴⁸. Ortiz contribue à la réalisation de quatre spots publicitaires dans lesquels il fait adopter au candidat *panista* le slogan “Valor y pasión por México⁴⁹”. Calderón se présente comme un homme intègre, honnête, incarnant la nouvelle génération de “manos limpias”. Il cherche à attirer l'attention avec trois principales propositions : offrir une vie meilleure au peuple mexicain ; mettre un terme au chômage, à la pauvreté et à la criminalité ; et capitaliser les « bonnes » intentions du gouvernement Fox⁵⁰. Cette stratégie n'obtient pas les effets escomptés par le PAN. Début mars, les sondages révèlent une stagnation du candidat *panista* pendant qu'AMLO, accroît légèrement son avance. À quatre mois des élections, une dizaine de points les sépare. Réalisant que sa personnalité et son programme ne lui permettent pas de combler son retard, Calderón doit réorienter sa campagne. Pour cela, il fait appel à Camilo Mouriño et Josefina Vásquez Mota⁵¹, qui sont désormais en charge de la coordination des opérations. Au même moment, Francisco Ortiz qui se retrouve au milieu d'un scandale financier, est remercié sans être parvenu à influencer sur le déroulement de la campagne.

48 A.Y. PÉREZ DÁMAZO, *Campañas negativas, identidad partidista y sofisticación presidencial de México en 2006*, México, Flasco, janvier 2009, p. 25.

49 C. HERRERA BELTRAN, “Comenzó bombardeo de Calderón en radio y tv”, *La Jornada*, 19 janvier 2006. Consulté le 3 avril 2015
<http://www.jornada.unam.mx/2006/01/19/index.php?section=politica&article=009n1pol>.

50 F.J. ACEVES GONZÁLEZ et L.F. SÁNCHEZ MURILLO, “Campañas políticas y configuración del voto electoral en 2006. Encuestas electorales y publicidades en México”, *Revista Mexicana de Ciencias Políticas*, Guadalajara, 2006, p. 95.

51 Camilo Mouriño était coordinateur de la sélection interne du PAN, et Josefina Vásquez Mota a démissionné de son poste de secrétaire du développement social pour intégrer la campagne de Calderón. F.J. ACEVES GONZÁLEZ et L.F. SÁNCHEZ MURILLO, *op. cit.*, p. 96.

Calderón entreprend de décrédibiliser son adversaire direct à travers la *publicidad negativa*. Le concept est le suivant : les promesses de campagne font place aux attaques, aux diffamations, qui prennent des allures de règlements de comptes publics. Il ne s'agit plus de gagner les élections en se montrant meilleur, mais de les faire perdre à ses rivaux en laissant entrevoir au peuple le danger qu'ils peuvent représenter à la tête de l'État. Le discours du 12 mars à Huáncito (Michoacán) montre par exemple que Calderón va attaquer son adversaire sur le plan économique. Il s'adresse “al candidato con quien estoy compitiendo” :

Es López Habrador: en los primeros cuatro años de gobierno en el Distrito Federal, no creó empleos y endeudó a la ciudad más de lo que ésta puede pagar. Él odia a los inversionistas; imaginenselo aquí cerrando empresas y hoteles, como lo hizo en Distrito Federal con el hotel Sheraton⁵² para defender a Castro, Presidente de Cuba⁵³.

Dès le lendemain, apparaît sur les écrans “Ladrillos, segundo piso, Obrador⁵⁴”, le premier *spot negativo* du PAN. “Segundo piso” fait référence aux travaux entrepris par AMLO en tant que chef du gouvernement de México en 2001⁵⁵. Ce spot de vingt secondes est explicitement diffamatoire d'un point de vue visuel et auditif.



Ladrillos del 2^{do} piso
(https://www.youtube.com/watch?v=B4Lx_Rt6VNo)

- 52 Le 4 février 2006, l'hôtel María Isabel Sheraton expulse 16 fonctionnaires cubains en appliquant la loi Helms-Burton (qui a pour but de renforcer l'embargo cubain) sur ordre du Département du Trésor des États-Unis. Cet événement constitue une violation de la souveraineté nationale. Cuba s'insurge face à cette expulsion et l'absence de réaction de Vicente Fox. L'hôtel qui ne dispose pas de programme interne de protection civile est fermé par le gouvernement du D.F. trois semaines plus tard. C'est ce que reproche Calderón à AMLO, le chômage des employés du à la fermeture de l'établissement. Pour plus d'informations, on peut consulter le rapport de la Chambre des Députés “Extraterritorialidad de la ley: el caso Sheraton”, mars 2006. Consulté le 8 avril 2015, <http://www.diputados.gob.mx/sedia/sia/re/RE-ISS-03-06.pdf>
- 53 F. CALDERÓN, Discours de Huáncito, Michoacán, le 12 mars 2006. Rapporté par V. BALLINAS ENVIADO, “Calderón: hace falta que otro michoacano llegue a Los Pinos, como Lázaro Cárdenas”, *La Jornada*, 13 mars 2006. Consulté le 8 avril 2015 <http://www.jornada.unam.mx/2006/03/13/index.php?section=politica&article=008n1pol>
- 54 Vidéo disponible sur *Youtube*. “Ladrillo del 2do Piso”, mise en ligne le 28 mars 2006. Consulté le 8 avril 2015, https://www.youtube.com/watch?v=B4Lx_Rt6VNo
- 55 “Anuncia AMLO la construcción de un “segundo piso” en Viaducto y Periférico”, *Proceso*, 5 décembre 2001. Consulté le 8 avril 2015 <http://www.proceso.com.mx/?p=238685>

Il est illustré par un empilement de briques rouges, dont certaines portent les inscriptions : “segundo piso”, “pensiones”, “distribuidores”, “crisis”, “devaluación” et “desempleo”.

Le mur qui s'écroule ensuite comme un château de cartes, s'interprète comme le résultat, selon le PAN, de la politique budgétaire de AMLO à la tête du District Fédéral. Le spot prend fin avec un gros plan sur le candidat *perredista* où apparaît l'inscription : “López Obrador, un peligro para México”.

Le contenu de la voix off est le suivant :

¡Este es el segundo piso de la ciudad de México! ¿Cómo pagó López Obrador por él? ¡Se endeudó! ¿Las pensiones?, ¡Se endeudó! ¡Triplicó la deuda del D.F.! Si llega a Presidente, nos va a endeudar más, y vendrá un crisis económica, devaluación, desempleo. Estos son los grandes planes de López Obrador. ¡Un peligro para México!

On assiste à un véritable acharnement personnel, sans aucune nuance, de la part du PAN. Le portrait dressé est totalement manichéen. L'objectif est de faire passer le candidat *perredista* comme l'unique responsable de la dette. C'est pour cette raison que ce mot revient quatre fois en vingt secondes, de façon à ce que ce martellement soit irrémédiablement associé à AMLO. Les conséquences d'une éventuelle victoire *perredista* évoquées, telles que la crise économique, la dévaluation et le chômage, renvoient au peuple le récent souvenir d'*El Efecto Tequila*.

Calderón n'est pour autant pas le premier à avoir lancé les hostilités puisque cinq jours plus tôt, Roberto Madrazo s'en prend violemment à AMLO à propos de différents au sujet de la planification des débats entre les candidats :

Definitivamente Andrés Manuel, cumplir no es tu fuerte, ahora resulta que de estos diez debates que prometiste, sólo quieres tener uno. Mentir es un hábito para ti y ya es tiempo de que la gente lo sepa, el debate es la esencia de la democracia. Tú dices cuándo, ponle día y hora y vámonos hablando de frente⁵⁶.

Ce *spot negativo* qui est considéré à juste titre comme le premier d'une longue série, a un impact moins violent que celui du PAN. Il émane d'un parti décrédibilisé qui ne cesse de chuter dans les sondages. Quoi qu'il en soit, ces deux *spots* représentent le point de départ d'une toute autre campagne présidentielle. C'est le début de ce que les principaux candidats appellent eux-mêmes la *Guerra Sucia*.

56 Spot publicitaire diffusé sur *Milenio Noticias* le 8 mars 2006.

“Para que vivamos mejor⁵⁷” remplace l'ancien slogan et marque symboliquement le début de la nouvelle campagne du PAN, illustré par deux nouveaux *spots negativos*⁵⁸. Dans le premier, une femme prend la parole : “No le creas todo. Con López Obrador en el DF, muchas personas no pudimos conseguir chamba.” Une voix off ajoute : “El DF es la ciudad con mayor desempleo del país” et Calderón conclut : “Lo que los mexicanos queremos es progresar en paz, y yo sé cómo: con empleos y no con deuda, con inversiones y no con crisis económicas. Por eso voy a ser el presidente del empleo”. Le second spot est similaire au premier et Calderón le conclut de la même façon que le précédent. La critique est toujours aussi virulente envers AMLO. Cependant, on observe un changement notable dans ces deux spots en comparaison avec le premier. Le candidat *panista* prend la parole au nom du peuple, et prétend pouvoir offrir la solution (“yo sé como”). Il ne se contente plus de critiquer mais expose son projet (“empleos” et “inversiones”), en se présentant comme le sauveur, “el presidente del empleo”. La stratégie du PAN basée sur la haine consiste à instaurer un climat de peur. Le PRI connaît une nouvelle crise interne, le vieux parti est déjà hors-course à ce moment de la campagne. Si Calderón parvient à convaincre le peuple du « danger » potentiel que représente AMLO, il devient la seule alternative possible, c'est à dire un président par défaut. López Obrador veut rester en marge de cette campagne diffamatoire. Confiant de sa popularité, il nie les faits qui lui sont reprochés, sans pour autant attaquer le candidat *panista*. Cependant, il commet une erreur lors d'un meeting à Oaxaca le 16 mars. En référence aux incessantes interventions du président Fox au sujet de la campagne, il lui adresse “Cállate chachalaca”. Cette intervention dans un tout autre contexte serait passé inaperçue, mais pas à trois mois des élections présidentielles où le PAN scrute les propos, les faits et les gestes du candidat *perredista* pour exploiter la moindre faille. La conséquence directe de cette intervention maladroite apparaît deux jours plus tard, avec un nouveau spot⁵⁹. Ecriture blanche sur fond noir, “Intolerancia” s'affiche à l'écran pendant qu'une voix off annonce : “Esto es intolerancia”. Apparaît ensuite, assis à son bureau, l'air grave, le président vénézuélien Hugo Chávez qui prend la parole : “Presidente Fox, no se meta conmigo, caballero, porque sale espinado”. Puis apparaît deux

57 C. HERRERA BELTRÁN, “ “Para que vivamos mejor”, el nuevo lema de Calderón”, *La Jornada*, 15 mars 2006. Consulté le 10 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/03/15/index.php?section=politica&article=007n1pol>

58 Vidéos disponibles sur *Youtube*. La première est intitulée “DF, mayor desempleo” (mise en ligne le 22 mars 2006) et la seconde “López Obrador sabe endeudarnos” (mise en ligne le 22 mars 2006). Consultées le 10 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=iGCYGS CpFh8&spfreload=10> et <https://www.youtube.com/watch?v=0vWyaASZFWU>

59 Vidéo disponible sur *Youtube*, “La intolerancia de Andrés Manuel López Obrador”, mise en ligne le 19 avril 2006. Consultée le 11 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=yySS8Io2Fis>

extraits de López Obrador en meeting : “Callése ciudadano presidente” et le récent “Cállate Chachalaca” qui fait écho de façon à insister sur cette dernière intervention. Le spot prend fin avec un “NO” rouge sur fond noir pendant que la voix off conclut : “No a la intolerancia”. On peut imaginer que l'impact de ce spot est plus prononcé que les précédents.

Le lien établi entre Chávez et AMLO pour dénoncer une intolérance commune des deux protagonistes – qui certes, a son importance – est davantage perçu comme un prétexte opportun. Le rapprochement de ces deux personnalités voulu par le PAN représente le moyen d'associer AMLO au populisme. Ce concept est apparu en Amérique Latine suite à la grave crise financière de 1929. Le populiste est incarné par un leader charismatique haranguant les foules à travers des discours qualifiés de démagogiques, ayant pour objectif de conquérir le pouvoir et d'y rester en s'appuyant sur une politique sociale destinée à une masse populaire fatiguée de l'oligarchie. Il est difficile de donner une définition précise du populisme – et nous parlons de populismes au pluriel – car sa conception peut-être perçue tout-à-fait différemment d'un pays à un autre en Amérique Latine⁶⁰. Au Mexique, Hugo Chávez est perçu comme un président populiste responsable de la situation économique catastrophique du Venezuela. Le 19 mars, le représentant de la *Coalición por el Bien de Todos*, sollicite auprès de l'*Instituto Federal Electoral* (IFE), le retrait de ce dernier spot. Cette requête est rejetée à l'unanimité, prétextant que la calomnie et/ou la diffamation n'étai(en)t pas clairement exprimée(s), et que le retrait de spots, constitue une atteinte à la liberté d'expression⁶¹. La justice n'étant pas un recours, AMLO décide, début avril, de se défendre par l'intermédiaire de l'écrivaine Elena Poniatowska (également sa conseillère culturelle) qui apparaît dans un spot⁶² dans lequel elle s'adresse à Calderón afin de démentir les diverses attaques, tout en rétablissant une vérité :

Los del PAN, atacan a López Obrador con puras mentiras. Es mentira que tenga relación con Hugo Chávez. Es mentira que con deuda pública se haya pagado los segundos pisos y el apoyo a nuestros viejitos. Se hicieron con buen gobierno, ahora y honradez. ¡No calumnien!

La réponse du PAN ne se fait pas attendre, un nouveau spot reprend l'image d'Elena Poniatowska en qualifiant ses propos de “engaño”, tout en insistant une nouvelle fois sur le

60 Pour plus d'informations, on peut consulter M. STANLEY, “El populismo en América Latina”, *UNR*, 2014. Consulté le 26 avril 2016, http://rephip.unr.edu.ar/bitstream/handle/2133/306/Stanley_Anuario_5.pdf?sequence=1

61 A.Y. PÉREZ DÁMAZO, *op. cit.*, p. 105.

62 Vidéo disponible sur *Youtube*. “AMLO spot – No calumnien”, mise en ligne le 5 juin 2006. Consulté le 11 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=MjPju-mPyMQ>

fait que le candidat à la présidence du PRD représente un danger pour le Mexique. Cette réponse du PAN n'est pas surprenante, pourtant, elle comporte une prise de risque. Elena Poniatowska est une personnalité respectée au Mexique. Chercher à la décrédibiliser – avec la bassesse qui fait désormais la renommée du PAN – engendre une polémique dans le milieu culturel et artistique⁶³.

Les sondages réalisés entre le 24 mars et le 23 avril montrent clairement les répercussions des *spots negativos* comme défavorables à la *Coalición por el Bien de Todos*. La moyenne des différents enquêteurs⁶⁴ estime AMLO à 35,6% d'opinions favorables contre 34% pour Calderón. Ces résultats sont minimisés par AMLO qui interprète une manipulation des chiffres. En guise de protestation, l'équipe de campagne de la *Coalición* prend la décision difficilement compréhensible de ne pas participer au premier débat du 25 avril entre les principaux candidats⁶⁵. Cette absence – décrite dans les médias comme la “Silla Vacía” – donne l'opportunité à Calderón d'attaquer AMLO sur les motifs de son absence : “Sabemos que el candidato del PRD no vino a este debate porque no tiene propuestas viables, porque el derecho de debatir es un derecho de los ciudadanos, de ti, no de los candidatos, y hasta en eso prefiere darte la espalda⁶⁶”. Ce débat aurait pu représenter l'opportunité pour le candidat *perredista* de faire taire ses détracteurs, de répondre aux calomnies et diffamations dont il est victime depuis six semaines. Son absence laisse libre cours aux interprétations et représente une occasion supplémentaire pour le PAN d'attaquer frontalement son concurrent avec trois nouveaux spots. Dans l'un d'eux, Calderón se dirige vers la “Silla vacía” en annonçant : “Esto es lo que te dice López Obrador. López Obrador te dio la espalda⁶⁷”. Pour le coordinateur de la *Coalición*, Manuel Camacho Solís, il est préférable de perdre des points dans les sondages plutôt que de s'être rendu à une « boucherie »⁶⁸. Pourtant, une nouvelle enquête publiée début mai, met en relief l'erreur stratégique d'avoir refusé le débat. AMLO est crédité d'une moyenne de 31,1% d'intentions

63 A. CASTEÑADA, “ “Atrociudad” el spot donde aparece Poniatowska: intelectuales y artistas” ”, *La Jornada*, 10 avril 2006. Consulté le 12 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/04/10/index.php?section=politica&article=003n1pol>

64 Reforma, Demotecnia, Mitofsky, Parametria, El Universal, et GEA-ISA.

65 R. GARDUÑO, “Ningún acuerdo sobre la tregua política rumbo al primer debate”, *La Jornada*, 12 avril 2006. Consulté le 12 avril 2006,

<http://www.jornada.unam.mx/2006/04/12/index.php?section=politica&article=014n2pol>

66 C. HERRERA et C. PÉREZ, “Calificativos y ofensas, lo destacado del debate”, *La Jornada*, 26 avril 2006. Consulté le 12 avril 2015,

<http://www.jornada.unam.mx/2006/04/26/index.php?section=politica&article=012n1pol>

67 H. JIMÉNEZ et L. SAÚL, “Lanzan cuatro candidatos nuevos spots”, *El Universal*, 28 avril 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://archivo.eluniversal.com.mx/notas/345737.html>

68 R. GÓMEZ, “Mejor perder puntos que ir a “carnicería”, afirma Camacho”, *El Universal*, 27 avril 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/137770.html>

de vote pendant que Calderón est estimé à 37,7%⁶⁹. En l'espace de huit semaines, les courbes se sont inversées. Le candidat *perredista* perd environ huit points alors que le *panista* en gagne huit. La *Coalición* se retrouve dans l'obligation de réagir. Si AMLO refuse jusqu'à son absence au débat de s'engager dans une campagne de *publicidad negativa*, le résultat des nouveaux sondages le pousse à revenir en partie sur sa position initiale. La production de *spots negativos* entreprise par la *Coalición* début mai marque leur entrée timorée dans la *Guerra sucia*. Dans ces spots, il est acquiescé avec ironie les attaques du PAN afin de les tourner en dérision. Le premier spot fait référence à la toute première attaque *panista* ainsi qu'à Calderón s'auto-proclamant «Presidente del empleo» :

¿Que López Obrador es un peligro? Sí, pero para Salinas de Gortari, para Diego Fernández -traficante de influencias-, para Felipe Calderón, representante de los grandes círculos del poder económico en México... ¿Que el candidato del empleo?... sí, el gobierno ha sido el gobierno del desempleo. En el sexenio del PAN no han aumentado los empleos, han aumentado los desempleos, y vamos a presentar los números del Seguro Social.

Dans le suivant, le nom du président vénézuélien, est associé à tous les homonymes communs en Amérique Latine et au Mexique, potentiels électeurs de ces présidentielles : «Que Chávez apoya a López Obrador? Sí, Chávez, Ramírez, López, Costa, Fernández... muchos mexicanos apoyan a López Obrador⁷⁰». Cette contre-attaque est sujet à questionnement. A deux mois à peine des élections, on peut se demander s'il n'y a pas de meilleurs moyens que l'humour pour décrédibiliser les attaques exacerbées dont AMLO est victime depuis plusieurs semaines. En d'autres termes, est-ce que la *Coalición* ne sous-estime pas le PAN et la montée en puissance de ce dernier comme le laissent entendre les sondages ? À ce sujet, on peut interpréter des désaccords au sein même de la *Coalición*.

D'un côté, ceux qui souhaitent répondre à la diffamation par la diffamation, et de l'autre, ceux qui souhaitent rester mesurés et ne pas descendre au niveau des attaques *panistas*, afin de conserver une « étiquette politique ». C'est en tout cas ce que laisse entendre le retrait immédiat d'un spot intitulé «mentiroso», où la supposée main de Calderón signe l'approbation du Fobaproa⁷¹, commenté par une voix off : «Ya no sigas engañando. Manos sucias, cero empleos⁷²».

69 Sondages effectués entre le 26 avril et le 8 mai.

70 L. SAÚL RODRÍGUEZ, «Contraofensiva de coalición con nuevos 'spots'», *El Universal*, 5 mai 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/138048.html>

71 Le Fobaproa est un budget de contingence créé pour faire face à une éventuelle crise financière. A la fin des années 90, il est perçu comme responsable de l'endettement de l'État sur le long terme. Pour plus

Au débat du 6 juin, on se demande quelle tournure va prendre l'affrontement entre AMLO et Calderón. Le candidat de la *Coalición* qui présente un programme économique destiné à aider les plus démunis, laisse passer dans un premier temps les attaques répétitives de Calderón qui le tient pour responsable notamment de l'insécurité et de l'endettement dans la ville de México. Ensuite, il revient sur les attaques dont il fait l'objet depuis plusieurs semaines sans pour autant se victimiser : “Se pusieron de acuerdo arriba para desaforarme, porque no querían que yo apareciera en la boleta electoral” et de qualifier ses attaques comme vaines en responsabilisant la population, puisqu'il affirme que celle-ci ne sera pas déstabilisée par cette *guerra sucia* au moment du vote : “Sin embargo, el pueblo es mayor de edad y la gente va a participar sin miedo”. AMLO ne reste pas sur la défensive et contre-attaque en reprenant l'argument du spot auto-censuré par la *Coalición* : “Si hablamos de deuda, lo que se dice deuda fue el Fobaproa, que ellos aprobaron para rescatar a los de arriba, incluidos los panistas. Se convirtieron deudas privadas de unos cuantos en deuda pública. ¡120 mil millones de pesos!”. Il conclut son intervention en accusant le PAN de trafic d'influence et Calderón d'avoir versé 2 milliards 500 000 pesos à la société de son neveu lors de son passage au gouvernement en tant que Secrétaire de l'Energie. Le candidat *panista*, surpris par les arguments de son adversaire, et peu habitué aux attaques insidieuses se retrouve pris au piège de son propre jeu⁷³.

Si la réaction d'AMLO s'est faite attendre par les sympathisants de la *Coalición*, elle semble avoir eu un impact direct sur les intentions de vote. À en croire les sondages, on observe un nouveau retournement de situation. La moyenne des enquêtes réalisées entre le 7 et le 11 juin situe AMLO à 35% d'intention de vote contre 34,8% pour Calderón. Les deux candidats ne sont séparés que par 0,2 points à trois semaines des élections. La diffusion de *spots negativos* va se poursuivre jusqu'au 28 juin, date qui correspond au *Cierre de campaña*. Aucune innovation de part et d'autre n'est à signaler. Le PAN reprend une nouvelle fois l'argument de l'endettement du District Fédéral, ainsi que la comparaison avec Hugo Chávez, tandis que la *Coalición* insiste sur le supposé penchant de Calderón pour le Fobaproa et l'affaire du “cuñado incómodo”. Les derniers sondages relevés au 20 juin indiquent une avance de deux points pour le candidat de la *Coalición* (35,7 contre 33,7%).

d'informations, on peut consulter “Fobaproa: El fin de Calderón”, *Proceso*, 30 mai 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=218125>.

72 J. HERRERA et L. SAÚL RODRÍGUEZ, “PRD retira dos “spots” contra Calderón pero prepara otro”, *El Universal*, 27 mai 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/138779.html>

73 C. HERRERA, C. PÉREZ et A. URRUTIA, “El encuentro devino confrontación entre los punteros AMLO y Calderón”, *La Jornada*, 7 juin 2006. Consulté le 14 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/06/07/index.php?section=politica&article=003n1pol>

Ces estimations sont fréquemment remises en cause par les politiciens, notamment par AMLO. Les organismes qui proposent les enquêtes auprès de l'opinion publique sont rarement neutres, ce qui peut expliquer les différences de résultats – parfois importantes – entre elles. Cependant, au vu des dernières semaines, on constate que la fluctuation des courbes coïncide avec les sorties médiatiques *negativas* des candidats, dans les spots comme dans les débats. La campagne diffamatoire de Calderón s'essouffle, pendant que celle d'AMLO le repositionne. Si ce dernier est élu, sa réaction tardive sera interprétée comme juste et stratégique. Cette *campana negativa* est une succession de batailles qui n'accroît la popularité d'aucun des protagonistes. En juin, les sondages indiquent que le candidat décrédibilisé perd des points qui ne sont pas récupérés par son détracteur. Ce dernier stagne pendant que l'« autre » chute. La peur s'est emparée de l'électeur et l'incertitude dans laquelle est plongée le Mexique à la veille du scrutin va se poursuivre après les élections.

Victoire électorale de Calderón : un scrutin remis en question

.....

Le 2 juillet, environ 42 millions de mexicains se rendent aux urnes. C'est un faible taux de participation, puisque cela représente près de 59% de la population inscrite sur les listes électorales, contre 77% en 1994 et 64% en 2000. Pour assurer le bon déroulement des élections, 1 992 conseillers électoraux, 393 126 représentants des partis politiques, 25 321 observateurs électoraux et 693 visiteurs étrangers accrédités sont mobilisés autour des 130 437 urnes installées pour l'occasion⁷⁴. A la clôture du scrutin, l'*Instituto Federal Electoral* est dans l'incapacité de déclarer un vainqueur. Cet événement marque le point de départ d'un long conflit post-électoral.

Le *Programa de Resultados de Elecciones Preliminares* (PREP) est chargé d'effectuer un calcul rapide au soir des élections afin d'anticiper la comptabilisation de tous les votes. Ce procédé permet d'estimer avec une infime marge d'erreur (estimée plus ou moins à 0,6%), le pourcentage de chacun des candidats et reconnaître ainsi le vainqueur avant les résultats officiels. Cependant, dans ce cas précis, le léger écart supposé entre Calderón et AMLO est inférieur à cette marge. Au soir de cette journée électorale, le président de la république Fox ainsi que le président de l'IFE, Luis Carlos Ugalde lancent, séparément mais

74 IFE, *La jornada electoral del 2 de julio de 2006*, México, Décembre 2006. Consulté le 19 avril 2015, http://www.ife.org.mx/documentos/proceso_2005-2006/cuadernos/pdf/C3jornada.pdf

simultanément, un appel au calme à la population et à la prudence des candidats dans leurs sorties médiatiques, déclarant qu'il faut désormais attendre le calcul officiel effectué par 300 *Consejos Distritales*, ce mercredi 5 juillet. Ces interventions sont perçues comme suspectes dans les rangs de la *Coalición*. L'IFE est un organisme public, autonome et indépendant du pouvoir. L'harmonisation de son discours avec l'actuel président mexicain, acquis à la cause de Calderón, laisse entendre une possible concertation, alimentant les soupçons de fraude électorale. Cet appel au calme produit l'inverse de l'effet escompté, et dans la continuité, le candidat de la *Coalición* s'auto-proclame vainqueur de ces élections depuis la place principale de la ville de México, le Zócalo. Il cherche à exalter la foule réunie pour l'occasion afin de créer une mobilisation citoyenne d'envergure : ‘‘No dejemos que nos roben nuestra victoria’’. La réaction de Calderón est dans le fond similaire à celle de son concurrent. Il se déclare également vainqueur avec, néanmoins, une différence dans son approche. Il apparaît serein, confiant, mesuré, et fait référence aux estimations du PREP, non divulgués au peuple, qui lui seraient définitivement favorables⁷⁵. Alors qu'aucun chiffre n'est encore avancé, le *conflicto postelectoral* est lancé. AMLO dans la position de la victime lutte afin de prouver l'injustice qu'il s'apprête à subir pendant que Calderón est dans son rôle de futur président légitime et incontestable. Ces comportements respectifs nous laissent entendre avant même l'officialisation des résultats – quels qu'ils soient – qu'aucun des deux candidats n'a l'intention de reconnaître le verdict du scrutin s'il lui est défavorable. Dès le lendemain, le quotidien *El Universal* reprend les résultats finalement divulgués dans la journée par le PREP contre l'avis d'Ugalde. Ces résultats prennent en compte 98,45% de la totalité des dépouillements d'urnes : 14 millions 27 214 voix (soit 36,38%) sont attribuées à Calderón contre 13 millions 624 506 (35,34%) pour AMLO. Le 1,55 point manquant à la totalité du vote représente 2017 urnes, soit 1 million 111 350 suffrages. De telles données sont censées assurer la présidence à Calderón. Cependant, *La Jornada* reprend les chiffres du PREP, en mettant en évidence une faille dans le processus électoral : l'IFE avance une participation de 58,90%, soit 42 millions 25 724 citoyens d'une liste électorale de 71 millions 350 976. En additionnant les votes comptabilisés on obtient un total de 39 millions 20 351 votes. Ce calcul implique que 2 millions 816 373 votes n'ont pas été comptabilisés. Selon l'IFE, les quelques trois millions de votes absents se justifient par des erreurs de calcul

75 G. E. EMMERICH, ‘‘Las elecciones de 2006 y su impacto sobre la democracia en México’’, *El Cotidiano*, México, UAM, 2007, p. 10. Consulté le 23 mars 2015, http://www.plataformademocratica.org/Publicaciones/16540_Cached.pdf

mais surtout par la présence d'« inconsistances »⁷⁶ qui dans un souci de clarté ne permet pas de les intégrer au décompte final⁷⁷.

Le 3 juillet, AMLO s'attaque au PREP, qu'il rappelle illégitime : “no es ningún instrumento para declarar a nadie ganador de la contienda”. En cas de défaite, il entend saisir l'IFE pour que tous les votes soient recomptés (“el conteo acta por acta”) dans un but de transparence tout en reconsidérant les supposés « inconsistants » qu'il qualifie de “perdidos” : “faltan alrededor de 3 millones de votos probables, y amerita también una revisión de fondo para saber dónde están esos sufragios perdidos”⁷⁸. Les 5 et 6 juillet, 300 *consejos distritales* sont à l'oeuvre et des résultats sont donnés au fil des heures. Au moment de son tirage quotidien, *La Jornada* affiche les résultats du 6 juillet donnés à 2h42. Alors que 96,63% du total des votes est comptabilisé, AMLO est en tête avec 35,72% devant les 35,47% Calderón. Le verdict tombe le jeudi 6 juillet à 15h, lorsqu' Ugalde annonce depuis le *Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación* (TEPJF) les résultats officiels des élections : Felipe Calderón est élu président avec 15 millions 284 voix (35,89%) face à AMLO et 14 millions 756 360 voix (35,31%).

Comme il l'a laissé entendre depuis le 2 juillet, AMLO refuse de reconnaître sa défaite. Il invite la population à se mobiliser dès le samedi, place du Zócalo à Mexico et saisit le TEPJF pour absence de transparence et irrégularités électorales :

No los aceptamos porque hay muchas irregularidades. No sólo por lo que ocurrió ayer, sino por las muchas inconsistencias e irregularidades, por decirlo de manera suave, que se dieron durante el proceso. Entonces presentaremos el recurso ante el tribunal, en el término que establece la ley, que es de cuatro días⁷⁹.

La Jornada du 7 juillet rapporte également la réaction de Calderón suite aux résultats. L'euphorie de la victoire et l'apaisement sont de rigueur puisqu'il se déclare ouvert au dialogue en prônant un gouvernement commun avec la *Coalición* ainsi qu'avec les autres identités politiques. Sa position peut sembler logique dans un sens puisque – si son élection est confirmée – le président *panista* sera confronté à une nouvelle absence de majorité au

76 Bulletins jugés nuls.

77 J. ARANDA, F. MÁRTINEZ et A. URRUTIA, “Con 98,45% de casillas, diferencia de un punto entre Calderón y AMLO: PREP”, *La Jornada*, 4 juillet 2006. Consulté le 23 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/04/index.php?section=politica&article=005n1pol>

78 R. GARDUÑO et A. BECERRIL, “AMLO: el PREP, manipulado y con infinidad de inconsistencias”, *La Jornada*, 4 juillet 2006. Consulté le 24 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/04/index.php?section=politica&article=003n1pol>

79 A. BECERRIL et R. GARDUÑO, “Demostraremos que no ganó Calderón: AMLO”, *La Jornada*, 7 juillet 2006. Consulté le 24 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/07/index.php?section=politica&article=007n1pol>

Congrès. Cependant, cette attitude peut également paraître contestable voire contradictoire si l'on se réfère à sa campagne. Il prétend désormais respecter AMLO, partager ses convictions (“no sólo reitero mi respeto, sino comparto su anhelo de justicia”), au point de proposer un dialogue et d'envisager une collaboration, alors qu'il n'a cessé d'affirmer pendant les semaines précédentes qu'il représentait un danger pour le Mexique. Pendant que Georges W. Bush, et José Luís Rodríguez Zapatero, notamment, félicitent Calderón pour sa victoire, les sympathisants de la *Coalición* se réunissent et bloquent les grands axes de la ville de México. Cette mobilisation d'ampleur qui va paralyser la capitale pendant des semaines donne l'occasion à AMLO de protester une nouvelle fois contre les irrégularités qui ont jalonné le processus électoral et de revenir sur la *Guerra Sucia* dont il a été victime durant la campagne présidentielle. Ces arguments, présentés sous l'appellation *recurso madre*⁸⁰, sont avancés par la *Coalición* devant le TEJPF le 9 juillet. Le Tribunal Electoral doit décider du sort de ces élections. Tant que celui-ci n'a pas validé la décision de l'IFE, il peut exiger le recompte des votes, voire même l'annulation des élections. La *Coalición* cherche à accumuler les preuves tangibles afin d'obtenir de la justice, un recompte total des votes “voto por voto, casilla por casilla”. À partir du 10 juillet, AMLO parle ouvertement de fraude électorale. Il commente deux vidéos dans lesquelles il est possible d'interpréter un bourrage d'urnes : “regresión a tiempos que pensábamos superados. Es una fraude al estilo antiguo⁸¹”. En prenant en compte l'impact des *spots negativos* durant la campagne, cet argument visuel est important en terme d'image et d'opinion publique. On peut considérer que ces dénonciations frauduleuses s'avèrent fédératrices et contribue à maintenir et à alimenter cette mobilisation citoyenne qui se crée à México, paralysant une importante partie de la ville. Calderón fait fi de ces événements et maintient une attitude pacificatrice tout en rejetant catégoriquement l'idée d'un recompte des voix : “es claro, ya se contó voto por voto, casilla por casilla, que en ese conteo de votos yo gané la elección del 2 de julio, como ha certificado ya el IFE⁸²”. Selon lui, toutes décisions du TEJPF autres que l'approbation des élections seraient illégales d'un point de vue constitutionnel.

La décision du TEPJF prend des allures de compromis. Le 5 août est décidé que seules les urnes qui potentiellement comportent le plus d'erreurs arithmétiques seront recomptées,

80 A. ZÁRATE, “Titular de TEPJF revisará “recurso madre” del PRD”, *El Universal*, 19 juillet 2006. Consulté le 26 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/363221.html>

81 E. MENDÉZ, “Presenta AMLO dos videos sobre embarazo de urnas y actas alteradas”, *La Jornada*, 11 juillet 2006. Consulté le 26 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/11/index.php?section=politica&article=003n1pol>

82 S. J. JIMÉNEZ et J. TEHERÁN, “Calderón: ya se contó voto por voto; yo gané”, *El Universal*, 14 juillet 2006. Consulté le 26 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/362248.html>

soit 9,07% du scrutin total (dans les États d'Aguascalientes, de Baja California et de Jalisco principalement). Les résultats rendus le 29 août invalident 237 000 votes, dont 81 080 pour Calderón et 76 897 pour AMLO. Bien que ces chiffres ne fassent que confirmer les erreurs commises durant la journée électorale, le TEPJF confirme le 5 septembre la victoire définitive de Calderón qui, avec le recompte partiel, comptabilise un total de 35,71% des voix devant les 35,15% de AMLO. Ce dernier refuse à nouveau de reconnaître sa défaite. Cependant, s'il considère ces élections comme illégitimes, il ne dispose cette fois plus d'aucun recours. Le pays demeure profondément divisé. Il y a d'un côté ceux qui crient au complot, à la fraude électorale et de l'autre ceux qui pointent du doigt la réaction du candidat de la *Coalición* refusant catégoriquement de reconnaître ou d'envisager la défaite. La transition démocratique a montré ses limites dans le processus électoral de cette année 2006.

Les campagnes de diffamation et l'incertitude des résultats définitifs mettent à mal le principe même de ce passage à la démocratie, vanté par le PAN depuis son arrivée au pouvoir. Pourtant, et comme nous l'avons vu antérieurement, la transition se caractérise, entre autres, par la compétitivité entre les partis politiques. Or, l'écart entre les candidat est dans ce cas tellement infime que l'on ne peut se permettre une quelconque approximation au moment du scrutin. Les institutions sont les premières remises en cause. Ce sont les conséquences indirectes d'un parti hégémonique au pouvoir durant 71 ans, habitué à remporter les élections sans aucune contestation possible. Le manque de rigueur du 2 juillet est représentatif de l'IFE et du TEPJF. Au sujet des irrégularités commises, le *Tribunal Electoral* se trouve dans l'incapacité de prendre une décision, avant d'ordonner un recompte partiel des urnes qui ne fait qu'accroître les suspicions de fraudes. Il est impossible de savoir si le recompte total des voix aurait permis ou non à AMLO de remporter les élections. Ce qui est certain, c'est que l'incertitude demeure lorsque Felipe Calderón fait son entrée le 1er décembre au palais national de Los Pinos.

Du président de l'emploi à l'*hampa*

.....

La passation de pouvoir entre les deux présidents *panistas* comporte son lot d'interrogations. Compte tenu des événements qui ont marquée l'année 2006, le peuple comme les observateurs se demandent dans quel état d'esprit se trouve Felipe Calderón au

moment de prendre ses fonctions. Il sait qu'il est considéré comme illégitime auprès d'une importante partie de la population, et doit faire face à de virulentes critiques et autres attaques personnelles depuis juillet dernier. Lors de son discours d'intronisation⁸³, il revient amplement sur les conditions de son arrivée au pouvoir et insiste sur la volonté de dialoguer avec les autres partis dans le but de gouverner « communément » ou tout du moins de l'envisager. Le passage suivant l'illustre parfaitement :

Sé de la complejidad de las circunstancias en que estoy asumiendo el Gobierno de México; sin embargo, estoy habituado a enfrentar y superar todos los obstáculos. (...)

A quienes votaron por mí, les agradezco su apoyo y les digo que sabré cumplir con su mandato y a quienes válidamente votaron por otras opciones políticas les digo que no ignoraré las razones, ni las causas de voto y les pido que me permitan ganarme con hechos su confianza. (...)

Es claro que México vive momentos de tensión entre las principales fuerzas políticas, soy consciente de la seriedad de nuestros distanciamientos y asumo plenamente la responsabilidad que me corresponde para resolver y reunificar a México.

Si nous aurions pu nous attendre, conformément à la campagne, à un discours accusateur, stigmatisant, envers AMLO et ses actuels détracteurs, cette intervention donne l'image d'un président responsable et tolérant qui se veut réaliste, pacificateur et unificateur. Calderón ne fait pas abstraction des difficultés qu'il affronte depuis ces dernières semaines. Ayant conscience que ses adversaires politiques et sympathisants pourraient y interpréter une provocation malvenue, il semble faire preuve de sincérité et de considération à leurs égards. Dans son discours, l'emploi de termes tels que “tensión”, d'expressions telles que “la seriedad de nuestro distanciamientos”, l'emphatique “reunificar a México”, laissent entendre qu'il est affecté par la division suscitée par ce conflit post-électoral. Il se dit prêt et déterminé à fédérer le peuple ; il affirme vouloir nouer un dialogue :

Por eso reitero formalmente mi invitación a un diálogo con todas las fuerzas políticas, por el bien de México este diálogo no puede esperar, dialogaré con quien esté dispuesto a dialogar y construiré con quien quiera construir, pero siempre sabré gobernar para todos. (...)

Estaré dispuesto siempre a dialogar, pero no esperaré el diálogo para ponerme a trabajar, más allá de los intereses de partido y de grupo hay una ciudadanía, hay una ciudadanía dispuesta y decidida a trabajar. (...)

83 F. CALDERÓN, *Palabras al pueblo de México*, discours prononcé à el Auditorio Nacional de México, le 1er décembre 2006. Consulté sur le site du gouvernement le 28 avril 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/12/palabras-al-pueblo-de-mexico-desde-el-auditorio-nacional/#b5>

Como mexicano y como Presidente creo que la división de poderes debe ser equilibrio y diálogo, y no más confrontación entre poderes. Por eso llamo, nuevamente, a un proceso de negociación abierta y sincera entre los partidos representados en el Congreso con el Presidente de la República. Llamo a un diálogo que no tenga otro propósito que el de analizar y resolver los problemas que el pueblo de México está sufriendo y cuya solución es impostergable.

Calderón souhaite jouir de l'image d'un président légitime, ce qui est formellement contesté par AMLO. Une collaboration avec le PRD impliquerait une reconnaissance définitive, équivalente à un « traité de paix » dans ce conflit post-électoral. Il est possible d'y interpréter une main tendue à AMLO lorsqu'il associe le dialogue à « por el bien de México ». Rappelons que la coalition menée par le *perredista* se dénommait *Por el Bien de Todos*. Le dialogue, en dehors de cette considération personnelle, est impératif d'un point de vue législatif. Le PAN ne souhaite pas revivre les désillusions du gouvernement Fox qui a vu la plupart de ses propositions rejetées devant le Congrès. Il possède le même nombre de représentants à la Chambre des Députés qu'en 2000 : 206. Il est cependant – et contrairement à il y a six ans – le parti le plus représenté puisque le PRD comptabilise 125 députés, et le PRI 106⁸⁴. L'absence de majorité absolue au parlement, contraint le PAN à négocier avec les différents partis. Dans le cas où le PRD refuse toute entente avec le gouvernement de Calderón, un compromis avec le PRI s'avère être une option viable et crédible. La crise que traverse le vieux parti hégémonique lui a coûté en six ans la moitié de ses représentants à l'Assemblée. A moins d'une entente improbable avec le PRD, il n'est donc plus en mesure de jouer le rôle de principal opposant. Il convient également de préciser que Madrazo a reconnu sa défaite ainsi que la victoire de Calderón dès l'annonce de l'IFE le 6 juillet dernier.

Il est évident que les événements qui ont marqué cette année 2006 auront des conséquences incontestables dans la façon de gouverner de Calderón. Le changement stratégique opéré entre les périodes pré et post-électorales témoigne de la friabilité politique du PAN. L'apaisement est de rigueur et l'affrontement a laissé place à la conciliation.

Ce discours permet aussi de présenter les priorités gouvernementales du sextenat. Sa campagne reprenait les directives de Vicente Fox, à savoir lutter de façon équivalente contre le chômage, la pauvreté et la criminalité. Lors du lancement de la *publicidad negativa*, en mars, les premiers spots étaient focalisés sur l'aspect économique et la lutte contre le chômage puisqu'il s'était auto-proclamé « Presidente del empleo ». Si les secteurs de l'emploi

84 Chiffres disponibles sur le site CÁMARA DE DIPUTADOS LX LEGISLATURA. Consulté le 28 avril 2015, http://sitl.diputados.gob.mx/album_dips.pdf

et de l'économie occultaient ses intentions initiales en matière de sécurité publique, un retour s'impose sur le discours prononcé lors la présentation du *Gabinete de seguridad*⁸⁵, la veille de son intronisation : “Hoy, la primera demanda de nuestra sociedad y la primera obligación del gobierno es que se garantice la seguridad de las familias. ”

Calderón établit ensuite un lien de cause à effet entre narcotrafic et insécurité, et fait part de sa volonté de coordonner des actions à l'encontre de ces organisations criminelles. Sans s'étendre sur une quelconque stratégie, les termes qu'il emploie pour qualifier cette initiative impliquent la préparation d'une opération d'envergure : “Será una gran batalla que tomará años, costará muchos esfuerzos, recursos económicos e incluso, como he dicho, probablemente sacrificio de vidas humanas de mexicanos, pero es una batalla que estamos decididos a librar y que vamos a ganar los mexicanos y para ello debemos estar unidos”.

On peut penser que l'évocation, entre autres, de “batalla” et “sacrificio de vidas humanas” sont des termes qui pourraient être employés par un chef d'État au moment d'une déclaration de guerre. S'il se montre confiant quant à l'issue de cette « bataille », il fait cependant usage de prudence. À l'inverse de ses prédécesseurs, il s'attend à un combat long et difficile. Zedillo et Fox, eux, prétendaient parvenir à éradiquer la violence et l'insécurité dans de brefs délais sans même avoir élaboré de programme au préalable. La volonté d'unifier le peuple est présente dans cette initiative (“debemos estar unidos”). Dans ce contexte, il paraît légitime de se demander s'il ne s'agit pas avant tout d'une stratégie de Felipe Calderón. Le narcotrafiquant représenterait l'ennemi commun dans cette lutte menée par un président soutenu unanimement par la population. Cet élan national pourrait s'avérer unificateur et relayer au second plan les querelles électorales. Quoi qu'il en soit, la lutte pour récupérer la sécurité publique est la première des trois priorités présentées lors du discours d'intronisation :

Una de las tres prioridades que voy a encabezar en mi Gobierno es, precisamente, la lucha por recuperar la seguridad pública y la legalidad; las instituciones responsables de la seguridad pública requieren transformaciones profundas para incrementar sustancialmente su eficacia.

Pour combattre le narcotrafic, Calderón sait qu'il devra entreprendre de profondes réformes institutionnelles. C'est d'ailleurs le principal constat qui a été dressé suite à l'échec de Vicente Fox en matière de sécurité publique. Le discours et l'implication qu'il en ressort

85 F. CALDERÓN, *Presentación del Gabinete de seguridad*, discours prononcé à México le 30 novembre 2006. Consulté sur le site du gouvernement le 28 avril 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/11/presentacion-del-gabinete-de-seguridad/>

est similaire voire identique par moment à celui de la veille prononcé devant le *Gabinete de Seguridad*. La sécurité publique est “Una de las tres prioridades”, ce qui signifie que le gouvernement n'a pas l'intention de procéder à une hiérarchisation mais qu'il souhaite traiter les deux autres avec autant de détermination :

De igual manera, soy plenamente consciente de la dramática condición de pobreza en la que vive la mitad de la población mexicana.

México tiene una enorme deuda social que pagar con los mexicanos más pobres, para cubrir esa enorme deuda social, la que permita reducir la pobreza extrema que es también la prioridad de mi Gobierno, es vital que sociedad y autoridades hagamos un esfuerzo mayor para orientar el gasto público hacia los que más lo necesitan. (...)

Para generar los empleos que necesitamos es indispensable remover los obstáculos que impiden a las empresas y a la economía en su conjunto crecer más y más rápido; requiere cambios importantes en la política económica. (...)

Me propongo, y seré el Presidente del Empleo en México.

La seconde priorité, la lutte contre l'extrême pauvreté, est indissociable à celle du chômage. La volonté d'instaurer un “plan social” est ici sous-entendue puisqu'il évoque un système de redistribution afin de venir en aide aux nécessiteux, lesquels représentent selon lui 50% de la population mexicaine. Cette considération à l'égard des plus démunis était la principale préoccupation de AMLO. Le programme économique de ce dernier, basé depuis toujours sur la redistribution lui a valu une impopularité grandissante face aux critiques de Calderón durant la campagne. À l'époque, le PAN considérait qu'AMLO accentuerait la dette et plongerait le pays dans la crise. Calderón parle désormais de “deuda social”. Les changements qu'il souhaite opérer en matière de politique économique impliquent une orientation ultra-libérale (“remover los obstáculos”, “crecer más y más rápido”). Cette orientation peut paraître paradoxale avec ce qui a été dit précédemment au sujet de la répartition, et semble incompatible avec une velléité de « plan social ». Quoi qu'il en soit, il a conscience qu'il pourra difficilement lutter contre l'extrême pauvreté sans créer d'emplois. C'est la raison pour laquelle il prétend de nouveau être “el Presidente del Empleo”.

La prise de fonctions du président Calderón marque le début d'un combat sur plusieurs fronts : sa propre légitimité, la sécurité publique, la pauvreté et le chômage. C'est avant tout la remise en cause de sa légitimité qui rend ce discours intéressant car les propos de Calderón traduisent une volonté fédératrice. Sa principale crainte est d'avoir à gouverner un pays divisé par son élection. C'est ce qui explique son empressement à vouloir dialoguer et collaborer avec l'opposition. Felipe Calderón est déterminé à agir vite. Par ailleurs, le discours de présentation du *Gabinete de Seguridad* démontre qu'il est déjà à l'œuvre concernant la lutte contre la criminalité. S'il n'obtient pas le consentement des autres partis

politiques, il compte sur le soutien populaire. On peut mettre en doute l'affirmation concernant l'absence de hiérarchisation des priorités du gouvernement. La lutte contre la criminalité semble déjà faire l'objet d'une attention plus prononcée, d'autant qu'il espère recevoir un soutien unanime de la part du peuple en réponse à cette initiative. Cette impression est confirmée dix jours plus tard, lorsque le *Gabinete de Seguridad* dévoile son plan d'attaque à travers *el Anuncio sobre la Operación Conjunta Michoacán*. Cette annonce représente le point de départ de ce qui sera désormais nommé dans les médias comme la guerre au narcotrafic, et “al hampa”⁸⁶. En deuxième partie, nous accorderons une attention toute particulière au contenu de cette annonce qui peut désormais être considérée comme la « déclaration de guerre » du 11 décembre 2006. Avant cela, il convient de revenir sur la création et l'évolution du trafic de drogue au Mexique, afin de saisir la complexité de ces organisations criminelles et ce qu'implique un conflit ouvert entre gouvernement et narcotrafiquants.

86 C. HERRERA BELTRÁN, “El gobierno se declara en guerra contra el hampa; inicia acciones en Michoacán”, *La Jornada*, 12 décembre 2006. Consulté le 4 mai 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/12/12/index.php?section=politica&article=014n1pol>

Le trafic de drogue : un commerce fleurissant plus compétitif que n'importe quelle entreprise

Un pays au coeur des débats depuis le *trampolín mexicano* des années 1970

.....

Il est impossible de comprendre les raisons de la subite violence à laquelle est confronté le Mexique engendrée par le trafic de stupéfiants sans que ne soit prise en compte l'histoire de ces organisations criminelles. La présence de drogues sur le territoire mexicain remonte à plusieurs siècles puisque la marijuana est importée au Mexique par les conquistadors entre la fin du Xvème et le début XVIème siècle. Pour autant, ce n'est que beaucoup plus tard que la production de drogues se transforme en culture de masse. L'arrivée des Chinois, venus s'installer en nombre à la fin du XIXème siècle aux États-Unis et au Mexique afin de travailler dans les constructions de voies ferroviaires, va permettre le trafic de celle-ci. Ils se rendent compte que le climat – notamment en Basse Californie et dans l'État du Sinaloa – est propice à la culture du pavot, base de la fabrication de l'opium. Ces plantes et donc la drogue qui en découle sont alors inconnues des Mexicains. Les Chinois peuvent ainsi être considérés comme les pionniers du narcotrafic établi au Mexique, même si le terme à cette époque est complètement anachronique⁸⁷. Les Chinois ne sont pas sans connaître l'intérêt et les convoitises que peut susciter la valeur lucrative liée au commerce de la drogue. Les deux guerres de l'opium, motivées par l'interdiction de toute production et importation de cette drogue, ont eu des conséquences économiques

87 « narcotrafic » est un néologisme, de même que « cartel », quelque peu détourné de son sens initial et employé pour nommer les organisations illicites de trafic de drogue plus tard en Colombie puis au Mexique.

draconiennes pour la Chine⁸⁸. Un premier conflit a lieu entre 1839 et 1842 la mettant aux prises avec le Royaume-Uni. Le second est plus conséquent puisqu'il voit se joindre aux forces britanniques la France et les États-Unis d'Amérique, entre 1856 et 1860. Toujours est-il que les Chinois font fleurir des champs entiers de pavots auxquels vient s'ajouter une production non moins importante de marijuana. Les deux drogues ne tardent pas à traverser la frontière mexicano-étasunienne, ce qui leur vaut d'être les premiers à tracer les routes d'un trafic de drogue qui va perdurer et se développer au fil des décennies. Ce commerce lucratif attise la convoitise des Mexicains qui veulent y prendre part. Il y a, à cette époque, un racisme très prononcé envers la population chinoise, qui subit grand nombre de persécutions notamment – et comme un peu partout dans le monde – pendant la période d'entre-deux-guerres⁸⁹. Peu à peu, les Mexicains s'approprient le marché mis en place par les Chinois. Les paysans se mettent à cultiver en quantité le pavot qu'ils associent aux autres fruits et légumes de leurs productions habituelles. Ils revendent leurs productions à des négociants. Le principe même du narcotrafic naît à ce moment-là. Le réseau de contrebande de Ciudad Juárez va profiter de cette opportunité par l'intermédiaire d'Ignacia Jasso, alias *La Nacha*⁹⁰. Elle dirige le réseau qui est parfois considéré à tort ou à raison comme l'« ancêtre » du *Cártel de Juárez* de par sa situation géographique. A l'origine, *La Nacha* et son mari Pablo González, *El Pablote*, organisent le trafic d'alcool vers les États-Unis rendu intéressant par la Prohibition, en vigueur de 1919 à 1933. En 1925, l'organisation de Juárez accroît de façon durable son hégémonie à la frontière lorsque ses rivaux Chinois sont assassinés⁹¹. L'assassinat des Chinois à des fins monopolistiques marque le début de la violence que va engendrer le narcotrafic, avec une protection par tous les moyens de la marchandise tant convoitée au nord de la frontière. Arrêtée en 1942 à El Paso, *La Nacha* parvient malgré tout à gérer son organisation jusqu'à la léguer à son petit fils Héctor González, *El Árabe*, à la fin des années 1960. Cependant, *El Árabe* meurt peu de temps après dans un accident, laissant

88 L'empire de Qing à l'époque de la première guerre, l'empire de Chine à l'époque de la seconde. En réalisant les profits disproportionnés des occidentaux vis-à-vis de la Chine, l'empereur de Qing décide de mettre un terme au commerce d'opium en le déclarant illégal. Les deux guerres contraindront la Chine à accepter des traités commerciaux inférieurs à ceux initialement remis en cause, exacerbant la pauvreté des populations locales.

J.D. OLIVAS, «*La Nacha* tuvo control total del narco aquí... desde 1925», *El Diario*, 22 mars 2014. Consulté le 4 mai 2015, http://diario.mx/Local/2014-03-22_cbd8efb1/la-nacha-tuvo-control-total-del-narco-aqui-desde-1925/

89 F. BOTTON BEJA, «La persecución de los Chinos en México», *Estudios de Asia y África*, vol. XLIII, n° 2, mai-août 2008. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=58611186007>

90 La plupart des *capos*, des barons de la drogue, ainsi que des narcotrafiquants ayant un statut important dans la hiérarchie du cartel sont généralement appelés par leur pseudonyme.

91 I. GRILLO, *El Narco*, Buenos Aires, Tendencia, 2012, p.58.

le pouvoir vacant sans réel reprenneur. Après cette date, aucune activité qui pourrait faire le lien avec le *Cártel de Juárez* d'aujourd'hui n'est avérée.

En 1929, Juan Nepomuceno Guerra, alias *Don Juan*, et ses frères voient aussi en la Prohibition une opportunité de développer un réseau de contrebande dans l'État du Tamaulipas. Ils organisent un commerce de whisky vers les États-Unis. Une fois la Prohibition levée, *Don Juan* continue, grâce à ses relations, de contrôler la contrebande qui transite par le Tamaulipas, en particulier à Matamoros. Le Golfe du Mexique ne possède pas le potentiel de la côte Pacifique si favorable à la plantation de pavot et de marijuana. Ce n'est que dans les années 1970 qu'il prend activement part au trafic de drogue – en particulier de la cocaïne et de la marijuana – en créant avec Juan García Ábrego l'actuel *Cártel del Golfo*.

Les années 1960 sont considérées comme la Première Génération de narcotrafiquants⁹². Le trafic de drogue prend une tout autre dimension lorsque le premier grand baron, Pedro Avilés Pérez, parvient à développer l'exploitation de marijuana à très grande échelle dans le Sinaloa. C'est également le moment choisi par les Américains pour prendre des mesures afin de lutter contre l'afflux massif de stupéfiants aux États-Unis. Avilés parvient à détourner les divers plans mis en place par les États-Unis du Président Nixon. Ce dernier est considéré comme le premier président étasunien à lutter véritablement contre le narcotrafic⁹³, constatant les ravages que provoque la drogue au sein de la population américaine. Il commence par fermer la frontière dès son intronisation en 1969, puis met au point cette même année la *Operation Interception*⁹⁴, afin de saisir à la frontière les cargaisons de marijuana, d'héroïne et d'autres stupéfiants. C'est aussi le gouvernement Nixon qui fonde en 1973 la désormais célèbre *Drug Enforcement Administration* (DEA) chargée de lutter contre les stupéfiants dans bon nombre de territoires du continent américain. Ces mesures ne sont cependant pas suffisantes pour réellement contrecarrer les réseaux de contrebande. Tout d'abord parce que la politique anti-drogue de Washington n'est pas suivie par le gouvernement mexicain puis parce qu'Avilés Pérez, véritable innovateur à tous les niveaux, utilise les voies aériennes en chargeant des avions entiers de marchandise.

92 L.A. ASTORGA ALMANZA, *Mitología del "narcotraficante" en México*, México, Plaza y Valdés, 1955, p. 72-73.

93 M. LINTON, "La guerra contra las drogas: de Richard Nixon a Barack Obama", *Nueva Sociedad*, n°255, janvier – février 2015. Consulté le 5 mai 2015, http://www.nuso.org/upload/articulos/4093_1.pdf

94 R. CRAIG, "Operación Intercepción: Una política de presión internacional", *Foro Internacional*, Octobre – Décembre 1981. Consulté le 5 mai 2015, http://codex.colmex.mx:8991/exlibris/aleph/a18_1/apache_media/3THLYQBFHLVURGYQLABXILJEML94N5.pdf

Les États-Unis accentuent la pression jusqu'à convaincre le gouvernement mexicain d'intervenir. Ils mettent à disposition de l'armée mexicaine des moyens pour éradiquer les champs de productions de marijuana et d'opium dans la zone du *Triángulo Dorado*. Ce triangle comprend les trois États producteurs que sont le Sinaloa, Durango et Chihuahua. C'est sous le nom de *Operación Cóndor*⁹⁵ que débute le 16 janvier 1977 au Mexique le processus de destruction des productions illicites. Elle va s'étendre dans le temps puisque selon le Secrétaire de la Défense Nationale elle ne prend fin qu'au 31 janvier 1987. Pour cette opération dont le but officiel est d'anéantir le pouvoir des narcotrafiquants et le but officieux le maintien d'une entente cordiale avec Washington, des produits d'une grande toxicité sont employés. Ils ont pour conséquence de voir disparaître beaucoup de petits villages ruraux dont les habitants migrent en direction des villes. La *Operación Cóndor* met fin à la production d'opium au Mexique et, dans un premier temps, met à mal les trafiquants qui doivent se délocaliser. Ces derniers vont finalement parvenir à renforcer leur pouvoir en réorganisant leur marché. La cocaïne, qui s'avère représenter un produit beaucoup plus rentable que l'héroïne et la marijuana, va désormais être acheminée par les Mexicains depuis la Colombie jusqu'aux USA.

Au moment où la *Operación Cóndor* sévit dans le Sinaloa, Pedro Avilés Pérez et ses sbires se réfugient à Guadalajara de façon à se réorganiser loin des opérations menées par l'armée. Miguel Ángel Felix Gallardo (*El Padrino*), Rafael Caro Quintero (*El Narco de Narcos*) et Ernesto Fonseca Carrillo (*Don Neto*) se trouvent parmi les trafiquants qui rejoignent Guadalajara. Lorsque Pedro Avilés Pérez est tué dans une escarmouche en 1978, *El Padrino*⁹⁶, *El Narco de Narcos* CARO QUINTERO Rafael (*El Narco de Narcos*) et *Don Neto* deviennent les trafiquants les plus influents. Ils incarnent par leurs actions la Seconde Génération de narcotrafiquants au début des années 1980. Ils fondent le *Cártel de Guadalajara* qui est le premier à traiter avec la Colombie en s'adressant à *El Patrón*, Pablo Emilio Escobar Gaviria, célèbre fondateur et leader du *Cártel de Medellín*. Cette association dans l'acheminement de la cocaïne aux États-Unis marque les grands débuts du *Trampolín Mexicano*, en référence à la drogue qui ne fait que passer sans s'arrêter au Mexique. Cette pratique dans un premier temps expérimentale s'accroît fortement au milieu des années 1980 lorsque Washington reprend la guerre contre le narcotrafic au

95 "La Operación Cóndor. Recuento mínimo", *Nexos*, 1 mai 1978. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.nexos.com.mx/?p=3120>

96 Ex policier fédéral et garde du corps du gouverneur du Sinaloa avant sa reconversion dans le monde de la drogue.

moment où le Président Reagan décide de s'y intéresser lors de son second mandat⁹⁷. Il travaille en étroite collaboration avec la DEA et prend des mesures radicales dans les ports de Floride, où le contrôle des marchandises devient systématique. Ces actions entraînent des saisies provoquant d'importantes pertes au *Cártel de Medellín* qui ont pour effet de sérieusement compromettre l'approvisionnement par la mer à travers les Caraïbes. Les routes maritimes et terrestres depuis la Colombie jusqu'aux USA en passant par l'Amérique Centrale et le Mexique sont tracées. Malgré quelques tentatives pour acheminer eux-mêmes la cocaïne jusqu'aux États-Unis, les Colombiens ne parviennent pas à s'implanter au Mexique. Un accord est trouvé par l'intermédiaire du Hondurien Juan Ramón Matta Ballesteres, *El Negro*⁹⁸. Il est chargé de développer le principe du Trampoline en organisant la jonction de la drogue en Amérique Centrale entre les cartels de Medellín et Guadalajara. Le trafic de drogue grimpe en flèche au Mexique à partir de ce moment et selon les rapports de la DEA de l'époque, 90% de la cocaïne importée aux États-Unis transite par le Mexique⁹⁹. La situation du *Cártel de Guadalajara* ne tarde pas à s'envenimer. C'est une nouvelle fois la politique interventionniste des États-Unis qui cause ce trouble. L'organisation du *Padrino* est infiltrée par un agent de la DEA, Enrique Camarena Salazar, *Kiki*. C'est en 1984 avec la *Operación Rancho Búfalo* que la situation devient critique. Les renseignements fournis par *Kiki* permettent aux autorités de localiser un champ de marijuana d'un hectare sur l'une des propriétés de Rafael Caro Quintero dans le sud du Sinaloa. C'est un nouveau coup dur pour le narcotraffic mexicain mais aussi pour les milliers de paysans qui travaillent dans cette exploitation. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la *Operación Cóndor*, elle est considérée comme la seconde attaque d'envergure après celle de 1977. Une nouvelle fois, l'armée mexicaine est envoyée sous la pression de Washington qui met à disposition les moyens nécessaires à l'éradication de l'exploitation illicite. En février 1985, l'agent de la DEA est enlevé et torturé, avant d'être tué. Dans la continuité, les États-Unis lancent la *Operación Leyenda*.

Cette mission, qualifiée secrète, a pour but de capturer les principaux membres du cartel de Guadalajara pour les extraditer de l'autre coté de la frontière. Un à un, ils arrêtent les *capos* du cartel, à commencer par Rafael Caro Quintero le 4 avril de cette même année qui se trouve au Costa Rica, puis c'est au tour de Ernesto Fonseca Carillo d'être arrêté trois jours

97 F. BUSTAMENTE, "La política de Estados Unidos contra el narcotráfico y su impacto en América Latina", *Estudios Internacionales*, vol. 23, n°90, 1990. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.revistaei.uchile.cl/index.php/REI/article/viewFile/15542/16003>

98 I. GRILLO, *Op. cit.*, Buenos Aires, Tendencia, 2012, p. 107.

99 E. VULLIAMY, *Amexica*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 47.

plus tard. Il leur faut trois ans pour mettre la main sur celui qui a développé le *Trampolín Mexicano*, Juan Matta Ballesteros, et une année supplémentaire pour porter le coup de grâce au *Cártel de Guadalajara* en arrêtant le 8 avril 1989 Miguel Ángel Felix Gallardo¹⁰⁰. Ce dernier n'est pas extradé aux États-Unis et son arrestation est à mettre à l'actif de Salinas de Gortari. Felix Gallardo poursuit son trafic depuis sa prison du Sinaloa. Il ne peut cependant le maintenir indéfiniment et le *Cártel de Guadalajara* finit par se désintégrer laissant le champ libre à de nouveaux leaders, anciens membres de l'organisation de Felix Gallardo. A cette époque, le *Cártel del Golfo* tout comme le *cártel de Juárez* sont déjà en place. Ce dernier l'est depuis la fin des années 1970 lorsque Rafael Aguilar Guajardo se met à la tête de l'organisation.

D'une organisation verticale à une structure horizontale des cartels

.....

Si l'on dispose de peu d'informations concernant les relations établies entre Juárez, Matamoros¹⁰¹ et Guadalajara avant l'arrestation de Felix Gallardo, ces trois cartels ne sont pour autant pas en conflit. Une nouvelle génération de narcotrafiquants – tous anciens membres du *cártel de Guadalajara* – voit le jour. Parmi eux, Joaquín Guzmán Loera, *El Chapo*, retourne à Culiacán, dans l'État du Sinaloa où il fonde, ou plutôt réactive, le cartel du même nom avec Héctor Luis Palma Salazar. Il revendique sa légitimité par les liens de parenté qui l'unissent à Pedro Áviles Pérez, son oncle. Au même moment, du côté de la Basse Californie, les deux frères Arellano Felix, Ramón et Benjamín, neveux de Miguel Ángel Felix Gallardo fondent le *Cártel de Tijuana* – également connu sous le nom de *Organización Arellano Felix*. Au début des années 1990, il y a donc quatre cartels principaux : *Tijuana*, *Sinaloa*, *Juárez* et celui *del Golfo*. Quatre cartels pour quatre *plazas* définies pour chacun d'entre eux par une répartition des itinéraires ainsi que des 3 200 kilomètres de frontière. C'est donc la fin d'un monopole tel que l'a connu le *Cártel de Guadalajara* depuis sa création jusqu'alors. Les frères Arellano Felix et *El Chapo* veulent faire valoir leur légitimité et récupérer le monopole du marché qu'a instauré Miguel Ángel

100 G. CASTILLO GARCÍA, ‘‘El asesinato de un agente de la DEA precipitó la debacle de Caro Quintero’’, *La Jornada*, 10 août 2013. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2013/08/10/politica/004n1pol>

101 Les cartels de Juárez et du Golf jouaient les seconds rôles à l'époque de Guadalajara.

Felix Gallardo selon les premiers, et Pedro Avilés Pérez selon le second. L'année 1993 représente un tournant dans le monde du narcotrafic et ce, à plus d'un titre. En mai, les Arellano Felix tentent d'assassiner *El Chapo* à l'aéroport de Guadalajara (événement notable puisque le cardinal Juan Jesús Posadas Ocampos est tué lors de la fusillade dans des circonstances qui laissent peu de place à l'hypothèse d'un simple dommage collatéral¹⁰²).

El Chapo est arrêté quelques jours plus tard au Guatemala avant d'être remis aux autorités mexicaines et incarcéré. Sept mois plus tard, à México, *Tijuana* tente de porter atteinte cette fois-ci à Amado Carrillo Fuentes, *El señor de los Cielos* (neveu de *Don Neto*). Le leader du *Cártel de Juárez*, échappe lui aussi à cette nouvelle tentative d'assassinat. L'évènement le plus notable, qui met le Mexique au centre de toutes les attentions, est la mort de Pablo Escobar, assassiné le 2 décembre de cette même année, entraînant avec lui la chute du *Cártel de Medellín*. La mort du *Patrón* laisse un vide dans le monde du narcotrafic que les Colombiens ne parviennent pas à combler. La situation en Colombie profite pleinement aux cartels mexicains qui imposent leurs exigences et leur suprématie au sein du marché de la drogue¹⁰³. Si le *Cártel de Sinaloa* est affaibli par l'arrestation du *Chapo*, ce dernier ne cesse de revendiquer sa légitimité depuis sa prison, et les rivalités avec les cartels voisins se poursuivent. La violence et la détermination qu'emploient les Arellano Felix – notamment Ramón,, sicaire dans l'âme – dans cette lutte rénovent la structure des cartels. Leur volonté expansionniste les expose à des attaques incessantes d'où la nécessité de devoir défendre un territoire.

Les gangs de rues commencent à être affiliés aux cartels dans le but d'assurer la sécurité de leurs employeurs et des marchandises illicites transportées. Un véritable système pyramidal voit le jour dans les années 1990. Les sicaires *Aztecas* travaillent pour *La Línea* qui travaillent eux-mêmes pour le *Cártel de Juárez* pendant que les *Artistas Asesinos* ainsi que les *Mexicles* se mettent au service du *Cártel de Sinaloa*¹⁰⁴. Ces procédés donnent lieu à une véritable course à l'armement où la drogue afflue vers le nord pendant que les armes descendent vers le sud. Le gouvernement américain reconnaît que la plupart des armes qui circulent au Mexique comme dans le reste de l'Amérique proviennent des armureries étasuniennes et que celles-ci traversent la frontière terrestre à la charge des narcotrafiquants¹⁰⁵. Suite à l'arrestation de Juan García Ábrego en 1996, Osiel Cárdenas

102 J. COVARRUBIAS et G. REZA, ‘‘Expediente Posada: dos décadas de impunidad’’, *Proceso*, 22 mai 2013. Consulté le 7 mai 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=342692>

103 I. GRILLO, *op. cit.*, Buenos Aires, Tendencia, 2012, p. 16.

104 E. VULLIAMY, *op. cit.*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 181.

105 E. VULLIAMY, *op. cit.*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 67.

Guillén et Salvador Gómez *Chava*, se disputent la succession. Cárdenas assassine *Chava* – ce qui lui vaut le surnom de *Mata amigos* – et devient en 1998 l'unique leader du *Cártel del Golfo*. L'année qui s'écoule avant l'ascension de Cárdenas est chaotique. Amado Carrillo Fuentes meurt lors d'une opération de chirurgie esthétique à Mexico, laissant vacante la succession du *Cártel de Juárez*. *El Chapo* de sa prison voit l'opportunité de déstabiliser encore un peu plus *Juárez* et lance une offensive qui se solde par un statu quo. Les frères du défunt Amado Carrillo Fuentes se réorganisent en assurant la succession des affaires. Dans cette démarche qui vise à assurer la sécurité des cartels, *el Golfo* va beaucoup plus loin que ses rivaux. En 1999, Cárdenas a une idée qu'aucun autre capo n'a envisagée avant lui. Elle naît de sa rencontre avec Arturo Guzmán Decena, un déserteur de 21 ans du *Grupo Aeromóvil de Fuerzas Especiales* (GAFES) qu'il s'appête à nommer comme leader de l'organisation qui va protéger le *Cártel del Golfo*¹⁰⁶. C'est à ce moment que les *Zetas* voient le jour, avec à leur tête Arturo Guzmán Decena *Z-1* et deux de ses camarades aux trajectoires similaires, Rogelio González Pizña *Z-2* et Heriberto Lazcano Lazcano *Z-3*. Ils sont chargés dans un premier temps de recruter d'anciens militaires pour former les rangs. Il ne s'agit pas d'un gang composé de sicaires habituels comme en disposent les autres cartels, mais d'une véritable branche paramilitaire. Ces membres sont tous d'anciens militaires, ou commandos, entraînés à la guerre, et donc au maniement des armes. Le FBI aurait affirmé que “a diferencia de otros traficantes, los antecedentes de sus líderes como militares de élite permite a [los] Zetas montar operaciones complicadas y precisas¹⁰⁷”. Ces opérations consistent, par exemple, à s'introduire dans les prisons et à en ressortir avec les membres du *cártel del Golfo* qui y sont détenus sans qu'un coup de feu ne soit tiré¹⁰⁸. Ils parviennent à assurer un accès direct à la Colombie le long de la côte. Les règles changent avec l'arrivée des *Zetas* et les autres cartels ne sont pas préparés à lutter contre une telle armada. Les *Zetas* ne se limitent pas à assurer la protection *del Golfo* ; ils s'adonnent également à l'extorsion, à la séquestration, au passage de clandestins et au siphonnage de pétrole, démontrant ainsi tout leur potentiel en terme de criminalité.

L'entrée dans le XXI^{ème} siècle est alors marquée par des conflits d'une violence exacerbée. La lutte pour les *plazas* est en jeu. En 2001, les *Zetas* sortent du Tamaulipas et

106 R. SAVIANO, “La crueldad se aprende... la crueldad tiene reglas”, *Proceso*, 20 février 2014. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=365455>

107 L. FREEMAN, “Déjà vu. La política antidrogas en la relación México-Estados Unidos”, *Foreign Affairs En Español*, Janvier – mars 2008. Consulté le 5 mai 2015, http://fes-seguridadregional.org/images/stories/docs/4157-001_g.pdf

108 M. IDALIA GÓMEZ, “Quirúrgico asalto en el penal de Apatzingán”, *El Universal*, 11 mai 2004. Consulté le 7 mai 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/110732.html>

prennent le contrôle de l'État du Michoacán¹⁰⁹. *El Chapo* Guzmán qui s'est évadé de la prison de Puente Grande¹¹⁰ a l'intention d'affronter Osiel Cárdenas et sa branche paramilitaire, afin de récupérer la place qui était celle du cartel de Sinaloa avant l'arrivée des *Zetas*. Les affrontements s'intensifient lorsque le *Cártel de Tijuana* – qui s'était allié entre temps au *cártel del Golfo* – perd ses deux leaders charismatiques à quelques semaines d'intervalle. Ramón Arellano Felix est assassiné en février et Benjamín est arrêté en mars 2002. Dans la continuité, en novembre, Arturo Guzmán Decena *Z-1* est assassiné puis Osiel Cárdenas est arrêté en mars 2003. Suite à de répétitifs règlements de comptes dans tout le pays début 2004 – qui ne sont pas sans rappeler ceux vécus en 1993 – les cartels vont s'adonner à de violents affrontements. L'un d'entre eux, particulièrement meurtrier, est dénommé la *batalla por Nuevo Laredo*. Le *Chapo* interprète que le *Cártel del Golfo* se trouve suffisamment affaibli par la perte de ses deux principaux leaders pour pouvoir lancer une série d'offensives au Tamaulipas. Nuevo Laredo représente la *plaza* la plus importante du pays : 36% du commerce terrestre entre le Mexique et les États-Unis traverse à cet endroit la frontière¹¹¹. *Z-3* (Heriberto Lazcano Lazcano) qui succède à *Z-1*, empêche coup sur coup les hommes du *Chapo* de prendre possession de la ville. Les affrontements incessants ne tardent pas à occuper le centre des débats au Mexique. La soif de pouvoir du *Chapo* Guzmán le pousse à envoyer ses meilleurs hommes sur le terrain dans une « guerre » où chaque coin de rue se défend jusqu'à la mort. Selon le principal allié du *Chapo*, Arturo Beltrán Leyva : «La guerra ya comenzó¹¹²». Les frères Beltrán Leyva avaient recruté pour l'occasion des hommes de la *Mara Salvatrucha*. Faire appel à ce gang – présent de l'Amérique Centrale aux États-Unis – réputé pour ses actions sanguinaires est représentatif de la « course à la violence » à laquelle s'adonnent les cartels. Cette extrême violence est revendiquée, comme lors d'une tuerie perpétrée par les *Zetas*. *El Lazco* donne l'ordre d'exposer les corps en y laissant un message explicite : «Mándanos más de estos pendejos». Cette démonstration de résistance de la part des *Zetas* montre que le successeur d'Arturo Guzmán assure de manière toujours aussi infaillible la protection du *cártel del Golfo*. Le

109 J. GONZÁLEZ, «La democratización del narcotráfico», *Revista Encrucijada Americana*, n°1, 31 août 2014. Consulté le 5 mai,

http://www.encrucijadaamericana.cl/articulos/a7_n1/Articulo_6_Jorge_Gonzalez.pdf

110 G. CASTILLO et C. FRIAS, «Se fuga *El Chapo* Guzmán del penal de Puente Grande; arraigan al director y 33 custodios», *La Jornada*, 21 janvier 2001. Consulté le 8 mai 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2001/01/21/fugo.html>

111 A. NÁJAR, «La guerra del narco por dentro», *La Jornada*, 10 juillet 2005. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2005/07/10/mas-najar.html>

112 F. GÓMEZ, «Vive Nuevo Laredo una «guerra de sicarios»», *El Universal*, 26 juin 2005. Consulté le 6 mai 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/primera/22620.html>

principal enseignement à tirer de cette « bataille » est qu'au XXI^{ème} siècle, il ne suffit plus d'abattre le leader d'un cartel pour que s'écroule son organisation.

Le narcotrafic n'échappe pas au principe même de la concurrence. Son évolution est la conséquence d'un marché extrêmement lucratif où la demande et l'offre connaissent une croissance exponentielle. Chaque cartel tente de pérenniser son marché tout en confortant ses places fortes qui sont autant de points de passage au niveau de la frontière avec les États-Unis. Certains endroits sont plus rentables que d'autres et représentent donc une source de conflits comme en témoigne *la batalla por Nuevo Laredo*. Si le concept d'un cartel hégémonique comme il en existait au temps de Felix Gallardo est révolu, les capos n'ont pour autant pas renoncé à empiéter sur les territoires rivaux. On ne parle plus d'hégémonie mais plutôt d'expansionnisme. C'est cet aspect qui a vu changer considérablement la conception du narcotrafic en l'espace de dix ans au Mexique. La sécurité des narcotrafiquants et de la marchandise est devenue plus importante que l'approvisionnement et l'acheminement de celle-ci. On peut considérer que l'arrivée des *Zetas* marque le passage du « simple » trafic de drogue au véritable crime organisé, *el hampa*. Les gangs employés jusqu'alors par les cartels étaient des mercenaires sans réelle expérience, qui se limitaient la plupart du temps à des rôles de sicaire ponctuel ou de revendeur local (*narcomenudeo*). Ce ne sont pas des professionnels du crime comme le sont les *Zetas*, tous anciens militaires d'élite, certes déserteurs, mais disciplinés et formés par le gouvernement. Le XXI^{ème} siècle est ainsi synonyme de militarisation du narcotrafic par le système de protection qu'acquiert *el Golfo*. Cependant, le fait de s'attacher les services de telles personnes implique une contrepartie. On assiste à une reconsidération, une répartition, du pouvoir au sein des cartels. Les uns ont besoin des autres pour opérer dans un climat de confiance. C'est la raison pour laquelle Cárdenas depuis sa prison peut continuer à envoyer ses directives. La puissance des *Zetas* est telle que s'ils décident de se retourner contre Cárdenas, le *cartel del Golfo* pourra difficilement conserver son monopole dans le Tamaulipas. Ce principe est également celui adopté par *El Chapo*. Il s'est associé au *cartel Beltrán Leyva*, et ces derniers – un peu à l'image des *Zetas* – se chargent de recruter des hommes de main pour défendre les intérêts de *Sinaloa*, comme à Nuevo Laredo. Les règles ont changé, si tant est qu'il y en ait encore. Les alliances opportunes sont fragiles et non immuables. Le gouvernement mexicain n'est pas le seul à connaître une période de transition.

De la *Pax Mafiosa* à un nouveau système de clientélisme

« Antes, las organizaciones delincuenciales eran gestionadas por el partido único, el PRI. Esa misma delincuencia organizada(, que) fue amamantada por el Estado con corrupción organizada de Estado’’¹¹³. Le trafic de drogue au Mexique est plus ancien que le vieux parti hégémonique. Les cartels ont pu s'organiser sans réelle menace extérieure jusqu'à la fin des années 1960. Les mesures prises par les États-Unis sont relativement récentes, comme en témoigne la fermeture de la frontière entre les deux pays. Comme nous avons pu le voir, les contrôles portuaires aux États-Unis ont impliqué la création du *trampolín*, plaçant le Mexique au centre des débats au milieu des années 1970. Cette logistique, à l'époque, est révélatrice d'une organisation internationale minutieuse. Cependant, il est impossible d'entreprendre de telles opérations sans protection gouvernementale :

Las autoridades políticas ofrecieron inmunidad a los elementos criminales y obtuvieron a cambio dinero para desarrollo, inversión y fondos de campaña para el partido, así como para el enriquecimiento personal. De los criminales se esperaba que pagaran y obedecieran a las autoridades y cuando se convertían en un riesgo o cuando ya no producían se les encarcelaba o aniquilaba¹¹⁴.

Cette affirmation revient à dire que les narcotrafiquants étaient « employés » par le gouvernement à l'époque du PRI, ce qui leur permettait d'opérer en échange de contreparties financières. En tant que patrons et représentants de l'autorité compétente, les politiques établissent les règles. L'élimination ou l'emprisonnement du trafiquant représente une solution doublement avantageuse. Les politiciens ne peuvent plus être compromis et laissent à penser à l'opinion publique qu'ils luttent contre le trafic de drogue. Cette entente entre narcotrafiquants et fonctionnaires de police, politiciens, est représentative de la corruption qui règne au Mexique jusqu'en plus haut lieu. Si le fonctionnaire de police sous-payé se contente de la *mordida*,¹¹⁵ qui lui permet de nourrir sa famille, le politicien, indirectement, y voit plus que son « simple » enrichissement personnel. La corruption vis-à-vis du narcotrafic implique d'importantes entrées financières pour le pays. La consommation, principalement étasunienne, croît au fil des décennies au point d'en devenir le marché le plus

113 E. BUSCAGLIA, *Vacios de poder en México*, México D.F., Debate, 2013, p. 43.

114 S. PIMENTEL, *Los nexos entre política y crimen organizado en México*, México, Grijalbo, 2000, p. 54. Repris par V. SÁNCHEZ MUNGUÍA, « La actual lucha del gobierno mexicano contra la delincuencia en la frontera con Estados Unidos », *Frontera Norte*, vol. 23, N° 45, janvier – juin 2011, p. 105. Consulté le 12 mai 2015, <http://www.colef.mx/fronteranorte/articulos/FN45/4-f45.pdf>

115 Terme mexicain pour qualifier la corruption policière. (Fruto de cohechos o sobornos. RAE.)

lucratif au monde¹¹⁶. Cet arrivage massif est favorisé par la signature de l'ALENA qui implique l'élimination des barrières douanières afin de faciliter les échanges transfrontaliers. Dans les années 2000, on parle du trafic de drogue comme d'un commerce qui générerait plus de 40 milliards de dollars par an, ce qui représente entre 2 et 4% du PIB mexicain. Une fois lavé par les banques, l'argent du narcotrafic intègre l'économie. Ces perpétuels afflux massifs de capitaux influencent l'économie permettant, entre autres, de générer (légalement) des emplois. L'éthique et la morale sont mises à mal par ces procédés, d'autant que la corruption est un fléau qui gangrène le pays. On peut également partir du principe qu'il est tout à fait impossible d'éradiquer le trafic de drogue et que le Mexique est géographiquement situé à un endroit trop stratégique pour pouvoir délocaliser ce marché. Au vu de la situation du début du XXIème siècle, il convient de reconnaître que la *pax mafiosa*¹¹⁷ a eu pour effet de contenir la violence. Il était dans l'intérêt des narcotrafiquants d'éviter tout dommage collatéral de façon à pouvoir maintenir leurs assises sans avoir à lutter contre les forces gouvernementales. L'assassinat du dénommé *Kiki* en 1985 va représenter un tournant dans les relations gouvernement/narcotrafiquants. Les États-Unis, responsables de l'exécution de leur agent¹¹⁸, font porter le chapeau à Rafael Caro Quintero. Cette accusation calomnieuse laisse à entendre que la divulgation de la véritable identité de l'agent de la DEA ne peut provenir que des hautes sphères du gouvernement de Miguel de La Madrid (président de 1982 à 1988). Ce prétexte est un moyen de pression idéal pour les États-Unis sur le gouvernement mexicain. De toute évidence, la *Operación Leyenda*, qui démantèle le cartel de Guadalajara, remet considérablement en question la *Pax Mafiosa*.

Au moment de la prise de fonctions de Carlos Salinas de Gortari, en décembre 1988, se tient à Vienne la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes¹¹⁹. Cette convention a pour but de définir une stratégie internationale dans la lutte contre le narcotrafic, impliquant une collaboration et des échanges d'informations entre les nations. Les chefs d'États qui y adhèrent s'engagent à faire de la lutte contre le trafic de drogue une des priorités de leur gouvernement. Le

116 M. KAPLAN, "ECONOMÍA, CRIMINAL Y LAVADO DE DINERO", Boletín Mexicano de Derecho Comparado, n°85, janvier – avril 1996. Consulté le 10 mai 2015, <http://www.juridicas.unam.mx/publica/rev/boletin/cont/85/art/art10.htm>

117 J.G. TOKATLIAN, "La Pax Mafiosa", *El Tiempo*, 12 mai 2005. Consulté le 10 mai 2015, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1635297>.

118 L. CHAPARRO et L.J. ESQUIVEL, "A Camarena lo ejecutó la CIA, no Caro Quintero", *Proceso*, 12 octobre 2013. Consulté le 10 mai 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=355283>

119 Les 34 articles de la convention sont accessibles depuis le site « France Diplomatie ». Consulté le 11 mai 2015, http://www.unodc.org/pdf/convention_1988_fr.pdf

Congrès mexicain approuve la convention le 30 novembre 1989, promulguant un article unique : “Se aprueba la convención de las naciones unidas contra el tráfico ilícito de estupefacientes y sustancias, adoptada en la ciudad de Viena, Austria, el veinte de diciembre de mil novecientos ochenta y ocho”¹²⁰.

Cette approbation place le Mexique face à ses responsabilités au même titre qu'elle officialise la politique interventionniste étasunienne par ce qui est décrit comme une « coopération internationale » – officieuse jusqu'à cette date depuis déjà deux décennies. Salinas tient cependant à clarifier les choses en affirmant conserver sa souveraineté vis-à-vis des États-Unis, tout en écartant l'entreprise d'opérations militaires sur le territoire national : “Cooperaremos, pero la responsabilidad de la lucha en nuestro territorio es exclusiva de los mexicanos y, por ello, en nuestro suelo no habrá operaciones militares conjuntas”¹²¹.

S'il s'engage à lutter contre la drogue, aucune action d'envergure n'est à mettre à son actif. Ce sont tout au plus des initiatives ponctuelles, comme l'arrestation de Felix Gallardo en 1989, qui ont jalonné ce sextenat. Selon le travail de recherche de Miguel Norzagaray, la signature d'accords internationaux en matière de lutte contre le trafic de drogue représente avant tout le moyen d'éviter les pressions internationales, plutôt qu'une réelle volonté de le combattre¹²². La *pax mafiosa* semble désormais révolue, elle est remplacée par un système de clientélisme plus arbitraire encore. Le peuple apprend à la veille de la conclusion de ce sextenat – qui avait débuté par des soupçons de fraude électorale¹²³ – que la corruption a probablement atteint son paroxysme durant le gouvernement Salinas. Le 21 novembre 1994, *Proceso* titre sa revue hebdomadaire “El hermano incómodo”. Raul Salinas de Gortari, frère du désormais ex-président, est incarcéré à México le 28 février 1995. En mars de cette même année, il est accusé de l'homicide de son ex beau-frère, Francisco Ruiz Massieu. Sa femme est arrêtée en Suisse, quelques mois plus tard, en possession de faux passeports appartenant à son mari. Les institutions helvètes découvrent que ces faux documents ont permis la transaction de millions de dollars sur dix-sept comptes bancaires associés à Raul Salinas et à sa famille.

120 Le décret complet est disponible sur le site “Secretaria de Gobernación”. Consulté le 11 mai 2015, http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=4644175&fecha=09/02/1990.

121 C. SALINAS, lors de la *Sesión conjunta del Congreso de los Estados Unidos de América*, le 4 octobre 1989. Repris par M.D. NORZAGARAY LÓPEZ, *El narcotráfico en México desde el discurso oficial*, México, FLASCO, novembre 2010, p. 61. Consulté le 11 mai 2015, http://www.flasco.edu.mx/biblioiberoamericana/TEXT/MCS_XVII_promocion_2008-2010/NorzagarayMD.pdf

122 M.D. NORZAGARAY LÓPEZ, *op. cit.*, p. 90.

123 Le 6 juillet 1988, les résultats préliminaires donnent gagnant le candidat de la gauche, Cuauhtemoc Cardenas. Le système de décompte des voix tombe en panne. Lorsque la comptabilisation des votes reprend, M. Salinas est proclamé vainqueur.

L'enquête menée par la Citibank en juin 1996 révèle que le montant total des comptes (dans les banques de México, Londres, en Suisse, aux États-Unis, et dans les Caraïbes) est estimé à plus de 400 millions de dollars. En octobre 1998, le procureur général de la Confédération suisse, Carla Del Ponte, ordonne le blocage de 114 millions de dollars appartenant à Raul Salinas. Son enquête lui aurait permis de confirmer les soupçons initiaux en prouvant que cet argent provenait en partie du narcotrafic¹²⁴. Le 21 janvier 1999, le tribunal mexicain condamne Raul Salinas à cinquante ans d'emprisonnement pour avoir commandité le meurtre de Ruiz Massieu. Il en ressort six ans plus tard, absout du meurtre pour lequel il est accusé ainsi que du blanchiment d'argent qui lui est attribué¹²⁵. Pourtant, l'entrevue de l'ex président Miguel de la Madrid avec la journaliste Carmen Aristegui confirme globalement les faits reprochés à Raul Salinas¹²⁶. Il parle de rancœur avérée envers Ruiz Massieu et confirme les liens établis avec le narcotrafic. Carlos Salinas est relativement « épargné » dans cet entretien. Il semblerait que sa principale faute soit d'avoir toléré la corruption à laquelle se sont adonnés ses frères (Raul et Enrique), sans y avoir directement participé. Rappelons que le *dedazo* implique que de la Madrid a choisi Salinas pour lui succéder à la présidence en 1988. Si le portrait dressé par celui qui l'a nommé ne comporte aucune nuance, il s'implique également et laisse peser sur sa personne et son mandat de nouvelles suspicions de corruption. L'affaire d'« El hermano incómodo » n'est pas l'unique cas de corruption retentissant du gouvernement Salinas qui a été mis à jour pendant la présidence de Zedillo. Le général José de Jesús Gutiérrez Rebollo, nommé depuis 1996 à la tête de l'*Instituto Nacional para el Combate de Drogas* (INCD) est placé en détention au début de l'année 1997. Des charges accablantes telles que l'enregistrement d'une conversation, des photos prises en compagnie de *El señor de los Cielos* (Amado Carrillo Fuentes, leader du cartel de Juárez), sont entre les mains de la justice. Il est condamné à

124 M. MAURISSE et F. PILET, « #Swissleaks: Carlos Hank Rhon, l'intouchable », *L'hebdo*, le 12 février 2015. Consulté le 13 mai 2015, <http://www.hebdo.ch/hebdo/cadragas/detail/swissleaks-carlos-hank-rhon-fraudeurs-narcodollars-cash-coke-diamants-arme>

125 Pour plus d'informations, on peut consulter « “El hermano incómodo”, la portada de Proceso en 1994 », *Aristegui Noticias*, 2 août 2013. Consulté le 12 mai 2015, <http://aristeguinoicias.com/0208/mexico/el-hermano-incomodo-la-portada-de-proceso-en-1994/>, A. Castro, « Cronología: La ruta del dinero de Raúl Salinas », *El Universal*, 18 juin 2008. <http://www.eluniversal.com.mx/notas/515862.html>

126 La rédaction, « La corrupción de Raúl Salinas, según el ex presidente De la Madrid », *Aristegui Noticias*, 1 août 2013. Consulté le 13 mai 2015, <http://aristeguinoicias.com/0108/mexico/la-corrupcion-de-raul-salinas-segun-el-ex-presidente-de-la-madrid/>

quarante ans de prison pour avoir violé la loi fédérale (notamment en transportant de la cocaïne), plus trente et un ans pour trafic d'armes¹²⁷.

Ernesto Zedillo a vu surgir lors de la première année de son mandat toutes les conséquences du gouvernement antérieur avec, entre autres, l'après ALENA, le conflit au Chiapas, ‘‘el efecto tequila’’, le procès de Raúl Salinas et celui du militaire le plus haut placé dans la lutte contre le trafic de drogue. Au vu des circonstances et des conditions socio-économiques dans lesquelles se trouve le pays, lutter contre le narcotrafic n'est clairement pas la priorité du président Zedillo. Il évoque la co-responsabilité des États-Unis. Sans demande, il n'y a pas d'offre et donc pas de trafic. Le Mexique peut se considérer comme victime d'un commerce qui ne lui est pas destiné, et qui ne fait que transiter. Zedillo a peut-être conscience également qu'envoyer un appareil d'État corrompu lutter contre le crime organisé ne ferait qu'accroître les problèmes de sécurité publique.

Avec l'arrivée du PAN au pouvoir, la lutte contre la corruption et le narcotrafic occupe une place prépondérante dans ce contexte de *transición democrática*. Cependant, l'évasion du *Chapo* Guzmán deux mois après la prise de fonctions de Vicente Fox laisse dubitatif quant à cette double lutte contre la corruption et le narcotrafic. Si Fox qualifie l'évasion de ‘‘autogol’’, Manuel Espino Barrientos (député fédéral à cette époque avant d'occuper la présidence du PAN) évoque cet événement de l'intérieur du palais présidentiel :

Vicente Fox, corrupto e impune, carga con el peso en toneladas del Chapo Guzmán. Las puertas de la cárcel de Puente Grande le fueron abiertas al capo de par en par y sólo faltó que lo despidieran con la alfombra roja que se estila en circunstancias solemnes. Fox admitió el silencio cómplice de los miembros de su gabinete de seguridad.¹²⁸

Cette révélation à caractère diffamatoire survenant onze ans après les faits relève de l'interprétation de son auteur. Cela dit, que Fox soit ou non impliqué dans la fuite du *Chapo*, il en ressort que l'évasion d'une prison de haute sécurité est peu probable. Il semble évident que des hauts responsables aient autorisé sa fuite de Puente Grande. Cet événement nous amène à nous demander si l'évasion du *Chapo* – coïncidant avec l'élection de Vicente Fox – est une simple coïncidence ou bien une conséquence de l'arrivée du PAN à Los Pinos.

127 C. GARCÍA, ‘‘Entérate: Cronología, de Gutiérrez Rebollo a Ramírez Mandujano’’, *El Universal*, 21 novembre 2008. Consulté le 14 mai 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/557250.html>

128 J. SCHERER, *Calderón de cuerpo entero*, México, Grijalbo, 2012, p. 14-15.

CONCLUSION • PREMIERE PARTIE

La transition démocratique matérialisée par l'arrivée du PAN à la présidence reflète un profond changement au Mexique allant bien au delà du clivage électoral. Si les conflits internes constituent les principales explications de l'essoufflement du PRI, nous pouvons également interpréter que le vieux parti n'a pas su s'adapter à la mondialisation qu'il a lui-même impulsée.

L'étape intermédiaire que représente la transition démocratique est entrevue dès l'investiture d'Ernesto Zedillo puisque la situation économique et politique laissée par ses prédécesseurs l'a contraint de rompre avec l'autoritarisme traditionnel du PRI. En favorisant une compétitivité pluripartiste, la "sana distancia" est probablement l'exemple le plus révélateur d'un renouveau politique mexicain. Le PAN a su en tirer profit en incarnant cette transition démocratique. La candidature d'un ex-PDG de Coca-Cola était un atout inestimable dans la course aux présidentielles de 2000. Le mandat de Vicente Fox a prouvé qu'il ne suffisait pas de "sacar al PRI de Los Pinos" et que ce dernier – parti le plus représenté à l'assemblée – empêchait toute possibilité de réforme. Les promesses non-tenues, telles que l'éradication du narcotrafic et la fin du conflit au Chiapas, symbolisent l'échec du mandat de Vicente Fox.

Si la transition démocratique est évoquée en 2006, c'est une nouvelle fois pour la compétitivité jugée équivalente (PRI, PAN et PRD) dans la course aux présidentielles. Cette compétitivité – pourtant encourageante dans ledit processus démocratique – s'est avérée être un désastre. Les campagnes de diffamations par les dirigeants des classes politiques dans les *spots negativos* ont donné une piètre image du Mexique. Les estimations de votes n'ont cessé de fluctuer et l'apothéose a été atteinte au moment du dépouillement. L'incapacité du

PREP à déclarer le vainqueur des élections au soir du 2 juillet 2006 a plongé le pays dans un chaos jusqu'à la décision du TEPJF de déclarer vainqueur Felipe Calderón le 5 septembre 2006. Le bilan de cette élection est foncièrement négatif. Le PRI au milieu de nouveaux scandales a poursuivi sa déchéance. Le PRD d'AMLO, populaire en début de campagne a suscité la méfiance des électeurs au gré des *spots negativos*. Quant au PAN de Calderón, il a profité des impopularités croissante et naissante de ses deux rivaux pour devenir un candidat crédible par défaut et la suspicion de fraude électorale favorisant un parti au pouvoir laisse planer le doute sur une éventuelle nouvelle hégémonie politique douteuse au Mexique.

Les soupçons sur la légitimité de Felipe Calderón ont un impact sur sa prise de fonctions. Alors que Calderón se voulait le “presidente del empleo” durant sa campagne, il fait le choix de mettre en avant dès son intronisation une politique sécuritaire à travers une lutte contre le narcotrafic et l'ensemble du crime organisé. Ce choix de dernière minute a pour but de fédérer un peuple derrière un plan d'envergure destiné à assurer la sécurité publique et faire oublier le chaos suscité durant l'été 2006 par les élections. L'argument d'une démocratie qui ne peut être fortifiée sans en assurer la sécurité de son peuple est recevable malgré ce subit empressement à combattre le crime organisé.

Le narcotrafic – et plus globalement le crime organisé – est en pleine mutation depuis le début des années 1990. C'est la raison pour laquelle nous précisons que si la transition démocratique se matérialisait dans les urnes en 2000, elle était latente au sein de la société mexicaine depuis la prise de fonctions de Zedillo. Le commerce lucratif de la drogue était encadré par le PRI, et ce, malgré une politique interventionniste étasunienne. Le démantèlement du cartel de Guadalajara en 1989 a modifié cette entente entre les narcotrafiquants et le gouvernement. L'apparition de nouveaux cartels a mis fin à un système hégémonique qui facilitait les négociations avec les autorités compétentes. Le trafic de stupéfiants ne peut plus être géré comme à l'époque du cartel de Guadalajara et le gouvernement doit désormais faire face à la violence croissante suscitée par le narcotrafic (entre les narcotrafiquants de cartels rivaux, entre les narcotrafiquants et les autorités non corrompues ou acquises à la cause d'un cartel rival). L'abolition des barrières douanières à la signature de l'ALENA en 1994 a fait exploser le marché de l'offre et le narcotrafiquant est devenu l'homme d'affaire le plus mondialisé au Mexique, le problème étant que la compétitivité entre narcotrafiquants est plus sanglante que chez n'importe quel autre *businessman*. Par ailleurs, le parti émergent qu'est le PAN ne connaît pas ce système de

clientélisme comme le PRI. Le PAN de Vicente Fox a constaté cette recrudescence de violence sans se pencher sur les origines et l'évolution de ce « mal ».

L'évaluation de la situation par Felipe Calderón interroge. Est-ce une décision purement conjoncturelle ou mûrie et évaluée de longue date ? La lutte pour la sécurité publique renforce la démocratie si l'État est en mesure d'y faire face efficacement. Dans le cas contraire, nous pouvons penser qu'elle la fragiliserait encore davantage.

DEUXIEME PARTIE

.....

UN PLAN D'ATTAQUE DANS UNE GUERRE DECLAREE A TRAVERS LE DISCOURS PRESIDENTIEL

Le 1er janvier 2007, le *secretaria de gobierno*, Francisco Ramírez Acuña est en visite officielle à Villahermosa, Tabasco. Quand un journaliste l'interroge sur l'amplification des violences qu'une lutte frontale contre les cartels pourrait occasionner, le secrétaire de l'intérieur élude la question en y répondant de façon offensive : ‘‘Déjenlo a los que saben de seguridad pública, de estrategias policiacas. Ustedes saben de periodismo, yo sé de política interior, vamos dejando que los cuerpos policiacos determinen la estrategia a seguir¹²⁹.’’

Ramírez Acuña laisse entendre qu'il n'est pas en mesure de connaître les conséquences des opérations conjointes puisque la stratégie policière dans cette guerre n'est pas encore élaborée. L'année 2007 va permettre au gouvernement de définir sa politique sécuritaire.

Nous voulons analyser ici les contours de la politique qui va être menée pendant le mandat de Felipe Calderón autour du principe de l'opération conjointe. Puisque l'on va jusqu'à parler de guerre, il semble important de comprendre ce que cela implique d'un point de vue juridique tout en insistant sur une définition précise de l'ennemi à combattre. Pour ce faire, nous allons essentiellement nous référer aux discours présidentiels ainsi qu'aux discours des principaux membres du gouvernement. Enfin nous allons aborder la place des droits de l'homme au Mexique dans une logique de fortification de l'état de droit. Une approche théorique et historique s'impose, notamment, à travers les études de Thomas Hobbes et de Jean-Jacques Rousseau dans le but de situer le Mexique de Calderón dans ce processus démocratique.

129 C. PÉREZ SILVA, ‘‘Pide Ramírez Acuña no hacerle 'el caldo gordo' al narcotráfico’’, *La Jornada*, le 2 janvier 2007. Consulté le 27 mai 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2007/01/02/index.php?section=politica&article=003n1pol>

Le concept de la Operación Conjunta : une volonté de fédérer les différentes forces

Un antécédent nommé Operativo México Seguro

El Gobierno Federal, en el marco de su estrategia integral contra el crimen organizado, inicia esta tarde el Operativo México Seguro, con el propósito de combatir al crimen organizado y garantizar la seguridad de las poblaciones que han sido víctimas de hechos violentos, resultado de las disputas entre las bandas de la delincuencia organizada¹³⁰.

Ces mots introduisent le communiqué du gouvernement fédéral du 11 juin 2005 introduit le bref communiqué du gouvernement fédéral annonçant le lancement de l'opération policière et militaire *México Seguro*, qui répond à la vague de violence attribuée au narcotrafic touchant essentiellement le nord du pays. Les affrontements entre cartels se sont intensifiés – à l'image de *la batalla por Nuevo Laredo* – et il est estimé que 550 personnes y ont trouvé la mort au cours des six mois précédents¹³¹. Cette opération, lancée essentiellement dans les États frontaliers avec les États-Unis (Baja California, Sinaloa et Tamaulipas) est qualifiée de conjointe parce qu'elle est orchestrée par plusieurs secrétariats d'État¹³². Le communiqué précisant que les actions à venir s'inscriront dans un cadre légal

130 GOBIERNO FEDERAL, *Ordena Presidente Vicente Fox puesta en marcha del "Operativo México Seguro" contra el crimen organizado*, communiqué prononcé depuis le Résidence officielle de Los Pinos à México le 11 juin 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/orden/?contenido=18872>.

131 LA RÉDACTION, "Lanza Fox operativo México Seguro", *El Universal*, le 12 juin 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/288181.html>.

132 Selon le communiqué du 11 juin : "Secretarías de Gobernación, Seguridad Pública, Defensa Nacional, Marina y Hacienda."

rigoureusement strict (“se realizarán con estricto apego a la ley, respecto a los derechos humanos”). L'objectif est d'assurer la sécurité de la population et passe, selon le gouvernement, par l'arrestation des principaux *capos* de la drogue, impliquant dans un premier temps des contrôles draconiens au niveau des différents points de passage vers les États-Unis.

Or, quelques jours seulement après le lancement de *México Seguro*, le *Centro de Estudios Fronterizos y de Promoción de Derechos Humanos* (Cefprodhac) émet de vives critiques à propos du déroulement des opérations dans le Tamaulipas. Il qualifie tout d'abord les mesures prises comme inadaptées : “Al ciudadano no solamente le preocupa la violencia generada por la delincuencia organizada, sino que también busca justicia cuando es víctima de asalto en sus empresas, sufre robo domiciliario o pierde su auto¹³³”.

Les méthodes employées par l'armée et la police semblent préoccupantes : “Enfrentar la violencia con la violencia demuestra que en nuestro país la Constitución es letra muerta”. Par cette déclaration, les observateurs du Cefprodhac remettent donc clairement en cause les intentions initiales du gouvernement qui consistent à agir selon la “ley, respecto a los derechos humanos”.

México Seguro est une véritable opération coup de poing, notamment à Tijuana où le *programa federal* prend fin le 17 juin. Le bilan est foncièrement négatif, d'autant que par l'intermédiaire de *La Jornada*¹³⁴, le maire de Tijuana remet lui aussi en cause l'opération conjointe. Il affirme n'avoir à aucun moment été informé par le gouvernement du lancement de l'opération, ni de l'envoi des forces fédérales dans sa ville. Ce manque de communication implique que la police municipale de Tijuana n'a pas pris part aux opérations fédérales (comme le veut le principe même de l'opération conjointe) et a eu pour conséquence de voir s'affronter la police de Tijuana aux *Fuerzas Estatales y Federales*. La *Procuraduría Estatal de los Derechos Humanos* annonce l'ouverture d'enquêtes donnant suite aux plaintes contre les forces gouvernementales pour de mauvais traitements infligés à des adolescents. Selon le représentant de cette institution, ces débordements semblent récurrents : “Constantemente se reciben denuncias donde los elementos policiacos, de los tres niveles de gobierno,

133 A. NAJAR ENVIADO, “Pobres resultados del operativo México Seguro en Nuevo Laredo”, *La Jornada*, 16 juin 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://www.lajornadasanluis.com/2005/06/16/index.php?section=politica&article=014n1pol>

134 A. HERAS et J. RÁMIREZ CUEVAS, “Termina patrullaje en BC con ejecución y secuestro”, *La Jornada*, le 17 juin 2005. Consulté le 3 juillet 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2005/06/17/index.php?section=politica&article=010n1pol>

comenten este tipo de abusos¹³⁵». Le quotidien de la UNAM rapporte également les propos de Antonio Mendoza Chávez, délégué de la PGR (*Procuraduría General de la República*) à Mexicali au sujet de cette opération : «Se trató de un ensayo, son ejercicios para que después se pueda aplicar de forma permanente en todo el país». Cette déclaration, pour le moins surprenante, marque clairement la volonté de répondre aux critiques et de relativiser une absence de résultats qui, dans le cadre d'un « essai » ou d'« exercice », est à priori sans conséquences. Pourtant le constat révèle qu'à Tijuana comme dans le Tamaulipas – où l'opération se poursuit – *el Operativo México Seguro* qui promet des résultats à «corto, medio y largo plazo» se solde rapidement par une hausse de la violence et de la criminalité. Le Tamaulipas est le plus touché et les États-Unis décident de rapatrier leurs fonctionnaires du consulat de Nuevo Laredo. Suite à ces événements, le gouvernement mexicain s'exprime dans un nouveau communiqué – tout aussi laconique que le précédent – le 2 août, estimant que cette recrudescence de violence témoigne de l'efficacité d'*el operativo* :

la sociedad debe tener la certeza de que desde el gobierno de la República se articula una estrategia coordinada con los diferentes órdenes de gobierno, que ha dado resultados positivos al desarticular numerosas bandas delictivas, cuyos efectos hoy se ven reflejados en brotes de violencia que han tenido lugar en días recientes¹³⁶.

Il est certain que les actions menées à l'encontre des narcotrafiquants ont suscité une vive réaction de ces derniers. Ils sont attaqués par les différentes forces gouvernementales et réagissent de façon à démontrer leur puissance de frappe (des attaques au bazooka et à la grenade sont mentionnées¹³⁷). En revanche, évoquer le démantèlement en cours de «numerosas bandas delictivas» semble extrêmement optimiste au vu des saisies («Las cifras son pobres si se comparan con los decomisos de varias toneladas de cocaína ocurridos en los últimos meses¹³⁸») et des arrestations. Si 1028 supposés délinquants ont été interpellés, aucun *capo* ne se trouve parmi eux et ces chiffres sont relativisés par des spécialistes universitaires sur les questions de sécurité et violence dont fait partie Vicente

135 J. RÁMIREZ CUEVAS, «El operativo México Seguro sólo dejó en Tijuana magros resultados y polémicas», *La Jornada*, le 18 juin 2005. Consulté le 3 juillet 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2005/06/18/index.php?section=politica&article=010n1pol>

136 GOBIERNO FEDERAL, Da instrucciones el Ejecutivo Federal para elevar la eficacia del Programa México Seguro, a efecto de erradicar la violencia y al crimen organizado, communiqué prononcé depuis le Résidence officielle de Los Pinos à Mexico le 2 août 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/orden/?contenido=19826>

137 L. ROBLES DE LA ROSA, «Ordena Fox «radicalizar» el operativo México Seguro», *Crónica*, le 3 août 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://www.cronica.com.mx/notas/2005/195071.html>

138 LA REDACCIÓN, «Deja operativo México Seguro más de mil detenidos», *El Universal*, 20 juillet 2005. Consulté le 3 juillet 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/294873.html>

Sánchez Munguía¹³⁹: “A pesar del optimismo oficial que sólo presenta el número de detenidos -la mayoría, consumidores y vendedores menores de droga-, dejan al crimen organizado intacto”.

Le gouvernement fait pourtant fi de ces constats et le communiqué du 2 août a pour but d'informer la radicalisation d'*el operativo* dans le Tamaulipas : “continuar dando una lucha sin cuartel a la delincuencia organizada con todos los instrumentos que el Estado de Derecho permite y con programas integrales como México Seguro”. Bien que l'annonce d'une lutte “sin tregua ni cuartel” soit annoncée, le gouvernement cessera de communiquer au sujet de *México Seguro*. À un an du terme de son mandat, Vicente Fox comprend de toute évidence qu'il ne pourra pas lutter efficacement contre le crime organisé. Il s'agit pour lui de préparer son parti à la prochaine présidentielle. Cette première opération d'envergure contre le narcotrafic est un échec qui démontre une profonde méconnaissance des principaux dirigeants au sujet de la criminalité et un amateurisme au niveau de la planification compromettant dès son lancement une opération qui se voulait pourtant conjointe. L'objectif était de réduire la violence ; *México Seguro* l'a accrue, au détriment des droits de l'homme. Nous concluons sur une intervention de Benedicto Ruiz Vargas – chercheur à l'université Iberoamericana de Tijuana – qui nous semble pertinente et représentative de la situation en Basse Californie comme dans le reste du pays :

Los gobiernos administran la violencia, pues sus respuestas son coyunturales y esporádicas, como es el caso de México Seguro, son medidas realmente irrelevantes. Hace falta voluntad política para enfrentar la corrupción policiaca y desarticular el narcotráfico. El programa del gobierno fue más propagandístico y una respuesta de consumo político para acallar las críticas y cambiar la imagen de inseguridad y violencia. No tuvo una incidencia real contra la delincuencia¹⁴⁰.

La Operación Conjunta Michoacán.

La reprise d'un concept de Vicente Fox promis à un autre futur

.....

La première différence importante entre *el Operativo México Seguro* de Fox et la *Operación Conjunta Michoacán* de Calderón est le lancement de ces opérations à des moments différents dans leurs mandats respectifs. S'il ne reste plus qu'une année de

139 Profesor – Investigador del Departamento de Estudios de Administración Pública dont les propos ont été relayés par *La Jornada* du 18 juillet 2005

140 *La Jornada* du 18 juillet 2005.

présidence à Fox, Calderón a pris ses fonctions dix jours plus tôt au moment d'*el Anuncio*¹⁴¹. La décision du gouvernement Fox dans sa lutte frontale contre le crime organisé relève d'une décision conjoncturelle et ponctuelle où la préparation et le déroulement de cette opération sont sujets à questionnement. Au vu de l'impopularité de *México Seguro*, il peut sembler risqué pour Felipe Calderón de planifier dès sa prise de fonction une nouvelle opération conjointe. Cependant, on peut aussi interpréter une volonté tenace de respecter ses engagements vis-à-vis de la population en s'attaquant d'emblée à la première des trois priorités mentionnées lors de son discours d'investiture. Depuis le 1er décembre, il répète que cette lutte contre le narcotrafic et le crime organisé sera un combat qui prendra du temps. Le lancement immédiat de la *Operación Conjunta* est la preuve qu'il est déjà à l'oeuvre et qu'il y consacra – si nécessaire – ses six années à la tête du gouvernement. C'est également ce qui différencie Calderón de Fox. Nous avons souligné les communiqués « laconiques » du gouvernement précédent lors de l'opération conjointe qui, avec le recul, peut s'apparenter à un manque d'investissement. Ce n'est pas l'impression donnée par ce nouveau gouvernement. Lors des discours de présentation du *Gabinete de Seguridad* et d'intronisation, Calderón a clairement laissé entendre que d'importantes opérations allaient être menées, tout en insistant sur les raisons de ce combat.

El anuncio du 11 décembre destiné à « informer la opinión pública » au sujet des opérations en cours est représentatif de cette entrée en matière en faisant preuve de transparence. Maximiliano Cortázar, chargé de la communication du gouvernement, prend la parole. En guise d'introduction, il précise que cet *anuncio* est l'oeuvre du *Gabinete de Seguridad* selon les vœux du président Calderón. Le principe de l'opération conjointe est mis en avant puisqu'il annonce la prise de parole des secrétaires « de Gobernación, Defensa, Marina, Seguridad Pública y [del] procurador General de la República ». Ces cinq représentants vont s'exprimer au sujet de l'implication de leur secrétariat dans cette opération et tenter de démontrer la complémentarité de leurs actions les unes vis-à-vis des autres.

Francisco Javier Ramírez Acuña s'exprime en tant que *Secretario de Gobernación* – à la manière d'un coordinateur. Ses propos sont tout d'abord perçus comme un constat, ou une analyse de ce qui a été dit précédemment par Felipe Calderón, puis tendent peu à peu à

141 M. CORTÁZAR, G. GALVÁN GALVÁN, E. MEDINA MORA, F. J. RAMÍREZ ACUÑA et M. F. SAYNEZ MENDOZA, Anuncio sobre la Operación Conjunta Michoacán, discours prononcé depuis la résidence officielle de Los Pinos à México, le 11 décembre 2006. Consulté le 5 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/12/anuncio-sobre-la-operacion-conjunta-michoacan/>

expliquer le processus mené jusqu'alors avec les objectifs que le gouvernement s'est fixés. “*Una de la tres prioridades del Gobierno del Presidente*” introduit son intervention. Dans un premier temps, Ramírez Acuña fait indirectement référence à Calderón puis le mentionne ensuite personnellement : “de acuerdo con la orden emitida por el Presidente de la República, desde el primer día de su gobierno”, “tal como se comprometió, el Presidente Calderón”. Calderón n'intervient pas (publiquement) lors ce discours, mais son absence le rend – paradoxalement – présent en étant mentionné de cette façon.

L'un des objectifs fixés par le gouvernement pour garantir la sécurité des Mexicains est le suivant : “la recuperación de los espacios públicos que la delincuencia organizada ha arrebatado; recuperación que acabará con la impunidad de los delincuentes”. Cette déclaration implique deux combats : Tout d'abord, la nécessité d'un combat territorial de façon à ce que la population puisse réinvestir “los espacios”, monopolisés jusqu'alors par “la delincuencia organizada” ; ensuite, “[acabar] con la impunidad”, ce qui sous-entend un second combat, celui de la justice. Le jugement et la condamnation de “los delincuentes” font intégralement partie de cette lutte. La première étape qui consiste à récupérer les espaces publics se traduit par un affrontement “con efectividad al narcotráfico y a la delincuencia organizada”. C'est pour répondre à cette logique que le gouvernement lance ce type d'opération dans le Michoacán :

Informamos a los mexicanos el inicio de la Operación Conjunta Michoacán, con un despliegue de más de cinco mil efectivos para esta operación en la cual se desarrollarán actividades de erradicación de plantíos ilícitos, establecimiento de puestos de control para acotar el tráfico de enervantes en carreteras y caminos secundarios, ejecución de cateos y de órdenes de aprehensión, así como ubicación y desmantelamiento de puntos de venta de droga.

Selon Ramírez Acuña, la sécurité du Michoacán dépend essentiellement de deux facteurs. La culture de la marijuana est extrêmement répandue dans cet État et représente la base du commerce orchestré par le cartel *La Familia*¹⁴². C'est la raison pour laquelle il évoque en premier lieu la “erradicación de plantíos ilícitos”. Ensuite, dans le but de démanteler les points de ventes, des postes de contrôle seront installés pour lutter contre la consommation locale. Il précise que ces actions programmées dans le cadre de cette opération sont réalisées “en acuerdo con el gobernador del Estado de Michoacán”. Bien que cette information nous paraisse évidente, elle nous permet de tirer deux enseignements :

142 Cartel fondé en 2006 par José de Jesús Méndez Vargas (*El Chango*) et Nazario Moreno González (*El Chayo*).

On comprend tout d'abord que le gouvernement souhaite démontrer à la population que la coordination des opérations – contrairement à *México Seguro* – est minutieuse. Cela sous-entend une participation efficace des différentes puissances concernées, conformément au principe même de l'opération conjointe. Par ailleurs, le gouverneur du Michoacán Lázaro Cárdenas Batel est membre du PRD. La collaboration dans cette opération entre le gouvernement *panista* et un gouverneur *perredista* est une importante victoire politique pour Felipe Calderón. Cette opportunité concrétise sa volonté de dialoguer avec l'opposition dans un élan unificateur occultant – au moins de façon temporaire – sa probable illégitimité liée aux suspicions de fraudes électorales.

Avant de céder la parole au Secrétaire de la Défense il précise que l'opération “forma parte de las diferentes actividades contra la delincuencia”, ce qui signifie que d'autres opérations verront le jour dans d'autres États, mais aussi que la délinquance ne se combat pas exclusivement à coup d'opérations conjointes.

Les interventions à suivre représentent un inventaire des moyens humains et matériels déployés dans le Michoacán pour cette occasion. Guillermo Galván Galván, *secretario de la Defensa Nacional*, met à disposition les effectifs suivants provenant de l'Armée et des Forces Aériennes Mexicaines : “Cuatro mil 260 elementos, 17 aeronaves de ala fija, 29 aeronaves de ala rotativa, 19 binomios canófilos¹⁴³, 246 vehículos terrestres”. Les “aeronaves” ont pour mission de survoler les différentes zones de l'État dans le but d'y repérer les exploitations illicites. Une fois ce travail accompli, l'Armée au sol est censée procéder à l'éradication des exploitations puis dresser les “puestos de control” afin d'empêcher le trafic de stupéfiants. Ces actions prévoient des résultats à court terme et pour montrer l'ampleur du travail préparatif réalisé, Galván énumère ce qui a déjà été accompli à ce jour :

El establecimiento de un Centro de comando, Control, Comunicaciones, Cómputo e Inteligencia en el Cuartel General de la 43 Zona Militar, en Apatzingán, Michoacán, al cual se han integrado elementos de la Secretaria de Marina Armada de México, Procuraduría General de la República, Secretaria de Seguridad Pública, gobierno del Estado de Michoacán y de la propia Secretaría de la Defensa Nacional.

Cette intervention démontre que les bases sont posées. Un véritable campement militaire a vu le jour dans le Michoacán et les soldats affectés sont déjà à l'œuvre. Une nouvelle fois, la coordination entre les différents Secrétariats est vantée. C'est également de

143 Les maîtres-chiens.

cette façon que le Secrétaire de la Marine, Mariano Francisco Saynez Mendoza, introduit son intervention (“En coordinación con la Secretaría ...”). Il structure son intervention de la même façon que Galván en évoquant ses effectifs :

Mil 54 elementos de infantería de marina, siete helicópteros Bolco, dos aviones Aviocard de patrulla equipados con cámara para detección nocturna, tres patrullas interceptoras y una patrulla oceánica en versión trimonio con helicóptero embarcado. (...)

También participamos con 35 vehículos tipo Comando y 17 vehículos de apoyo.

Les objectifs sont similaires à ceux de Galván dans les terres. La Marine doit sécuriser les côtes du Michoacán pour empêcher l'approvisionnement maritime de la drogue. L'Armée de Terre, l'Armée de l'Air et la Marine composent l'ensemble des corps militaires affectés à la *Operación*, auxquels il faut ajouter les forces de police dépendantes de la *Secretaría de Seguridad Pública Federal*.

Le Secrétaire, Genaro García Luna, procède lui aussi à une énumération détaillée de ses effectifs :

Mil 400 elementos de los cuales 900 elementos son de Fuerzas Federales de Apoyo; 300 elementos de seguridad regional de la Policía Federal Preventiva¹⁴⁴; 10 unidades caninas; además de 220 elementos de Unidades de Inteligencia y Operación de la Agencia Federal de Investigación.

Esto último suman en total mil 420 elementos de operación policial.

Con el apoyo de seis helicópteros, tres para traslado de unidades de operación, tres de reconocimiento operativo, un autotanque para transporte y suministro de combustible, tres unidades móviles en carreteras y brechas del estado.

Selon García Luna, les actions menées par ses hommes seront “específicas de orden policial”. C'est la raison pour laquelle la Police Fédérale sera complémentaire de l'armée dans cette opération. Une étroite collaboration semble indispensable puisqu'on leur demande d'effectuer des actions identiques. L'une d'entre elles consiste à dresser des « puntos de control, [la] revisión en carreteras y caminos secundarios ». À la différence de l'Armée, les Forces Fédérales seront chargées de procéder à des perquisitions (« ejecución de órdenes de cateo »), ce qui signifie qu'elles devront assurer en parallèle un travail d'investigation.

C'est ensuite au tour du Procureur Général de la République, Eduardo Medina Mora, de prendre la parole. Il procède à un récapitulatif des forces engagées dans cette opération en y ajoutant le « despliegue policial del Estado de Michoacán ». Ceci implique – sans plus

144 *La Policía Federal Preventiva* a été créée par Ernesto Zedillo en 1999 afin de préserver la sécurité publique.

de détails sur la nature de leurs interventions – que la *Policía Estatal* et la *Policía Municipal*¹⁴⁵ prennent aussi part à cette opération. L'objectif de Medina Mora dans cette prise de parole est de convaincre l'opinion publique de l'efficacité de cette opération en parlant déjà de résultat :

quisiera señalar que con fecha 5 de diciembre y como parte de los trabajos preparatorios de este operativo, el Ministerio Público Federal aseguró en el Puerto Lázaro Cárdenas, Michoacán, un cargamento de 19.7 toneladas de pseudoefedrina¹⁴⁶ que es el precursor químico utilizado para la metanfetamina.

Este aseguramiento equivale a un tercio, poco más de un tercio del total de importaciones legales de pseudoefedrina por nuestro país en este año 2006, es el mayor cargamento de pseudoefedrina decomisado en la historia.

Il convient de préciser que la méthanphétamine est une drogue synthétique hautement addictive, apparue récemment sur le marché des stupéfiants. La demande étasunienne croît au XXIème siècle et cette substance illicite représente – au même titre que les autres – un marché extrêmement lucratif. Le coût de fabrication de ce produit est peu élevé, ce qui amène les Mexicains à concevoir des laboratoires où ils transforment par des procédés chimiques la pseudoéphédrine en méthanphétamine. Il semble évident que le contenu de cette saisie était destinée à cet usage, ce qui représente une perte considérable pour le narcotrafic au vu du contenu évalué à 19.7 tonnes. Medina fait ensuite le lien avec le démantèlement d'un laboratoire de production dans le village de Cheranguerán, Michoacán (“este era un laboratorio en el cual se producía metanfetamina, precisamente, a partir de la materia prima pseudoefedrina”). Cette saisie (“el mayor cargamento de pseudoefedrina decomisado en la historia”) et ce démantèlement mettent en exergue les effets notoires de cette opération, incitant à l'optimisme.

Or, le *Secretario de Gobernación* tempère cet optimisme en guise de conclusion : “Reiteramos a la opinión pública que la batalla contra el crimen organizado apenas comienza y será una lucha que nos llevará tiempo”. Le lancement d'une bataille à durée indéterminée n'a rien d'une opération quelconque. La mobilisation militaire dont elle fait l'objet et le déploiement des troupes en conséquence s'apparentent à une entrée en guerre. Ramírez Acuña profite du dernier temps de parole pour rappeler que ces mesures sont prises à la demande du « grand absent » de cet *anuncio* : “Son instrucciones del señor Presidente

145 Le Mexique est composé de 31 États plus un District Fédéral. Chaque État possède sa propre police (*Estatal*), chargée d'assurer l'ordre public. Concernant la Police Municipale, elle est chargée d'assurer la sécurité publique au niveau local.

146 La pseudoéphédrine est une molécule qui peut provoquer des effets psychotropes. Elle est utilisée pour fabriquer certains médicaments et ainsi que la méthanphétamine.

de la República, Felipe Calderón”. La bataille contre le crime organisé est officiellement lancée ce lundi 11 décembre 2006.

Toute l'attention de l'opinion est désormais focalisée sur la lutte contre le crime organisé. Rappelons que pour faire face aux virulentes critiques dont il est victime depuis son élection, Felipe Calderón entreprend de fédérer le peuple autour d'un combat. L'annonce publique des actions programmées est une stratégie de communication ayant pour but d'impliquer le peuple dans cette lutte. Le choix du Michoacán peut s'expliquer par une recrudescence de violence liée au narcotrafic dans cet État, qui – selon *La Jornada*¹⁴⁷ – serait responsable de plus de 500 morts au cours de l'année 2006. Le quotidien rapporte également que le gouverneur *perredista* du Michoacán sollicitait depuis plusieurs mois l'intervention du gouvernement fédéral. La conjoncture est idéale pour le natif de Morelia¹⁴⁸. Il peut lancer sa bataille contre le crime organisé en répondant aux attentes d'un gouverneur et, par la même occasion, renouer le dialogue puis entreprendre une collaboration avec l'opposition : les opérations conjointes voient la participation des trois niveaux de l'État. Les forces fédérales de Calderón se greffent à la police d'État et municipale obligeant une étroite collaboration entre le pouvoir présidentiel et le PRD au Michoacán.

Bien que ces actions soient ciblées (à cette date) dans un seul État, la perspective de voir le principe de l'opération conjointe dépasser les frontières *michoacanas* est confirmée. Le 2 janvier, la *Operación Tijuana* est lancée en Basse Californie¹⁴⁹, puis le 21 janvier ce sont les États de Guerrero, Chihuahua, Durango et Sinaloa qui sont investis par les forces Armées dans le cadre de *la Operación Conjunta Sierra Madre*¹⁵⁰. Les discours présentant ces nouvelles opérations conjointes – élaborés par les mêmes auteurs – comportent une argumentation et une structure identiques à l'*anuncio* du 11 décembre. La proximité temporelle entre ces six opérations laisse à penser qu'elles ont toutes été programmées au même moment. On peut interpréter que ces lancements différés s'inscrivent dans une même stratégie de communication. Ces annonces sont toutes trois espacées d'une vingtaine de

147 *La Jornada* du 12 décembre 2006.

148 Felipe Calderón est né à Morelia, Michoacán.

149 G. GALVÁN GALVÁN, E. MEDINA MORA, F. J. RAMÍREZ ACUÑA et M. F. SAYNEZ MENDOZA, *Mensaje del Gabinete de Seguridad*, discours prononcés depuis la résidence officielle de Los Pinos à México, le 2 janvier 2007. Consulté le 9 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/mensaje-del-gabinete-de-seguridad/>

150 G. GALVÁN GALVÁN, E. MEDINA MORA, F. J. RAMÍREZ ACUÑA et M. F. SAYNEZ MENDOZA, *Mensaje del Gabinete de Seguridad del Gobierno Federal*, discours prononcés depuis la résidence officielle de Los Pinos à México, le 21 janvier 2007. Consulté le 9 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/mensaje-del-gabinete-de-seguridad-del-gobierno-federal/>

jours, créant un buzz médiatique à chacune d'entre elles, de façon à capter davantage l'attention de l'opinion publique.

Nous observons également que des six États concernés, seul le Michoacán a été « épargné » par l'*Operativo México Seguro*. Il semble évident que Felipe Calderón souhaite éviter la comparaison des opérations conjointes en cours à celles de son prédécesseur. Le fait d'entrer en guerre contre le crime organisé dans le Michoacán évite de dresser ce genre de parallèle. On ne peut pas parler de continuité entre *México Seguro* et l'*Operación Conjunta* de Calderón, mais de reprise d'un concept qui se distingue de son « modèle » autant sur la forme que dans le fond. La transparence constatée dans les discours remplace l'opacité des communiqués du gouvernement Fox et les forces Armées minoritaires lors de *México Seguro* deviennent majoritaires avec la *Operación Conjunta Michoacán*.

Les actions entreprises (le repérage et la destruction de plantations illicites, les saisies portuaires, le démantèlement de laboratoires destinés à la fabrication de méthanphétamines...) dans le Michoacán pour lutter contre le narcotrafic, le crime organisé ou la délinquance ne sont pas adaptées aux États frontaliers avec les États-Unis. Chaque État et chaque zone géographique doit faire l'objet d'une étude préalable. L'« ennemi » doit être précisément défini de façon extrêmement précise pour agir efficacement selon la loi et dans le respect des droits de l'homme. C'est ce que nous allons tenter d'analyser ensuite. Nous essayerons aussi de comprendre pourquoi le gouvernement tarde ou hésite à reconnaître ce combat comme une guerre qui en a pourtant l'aspect au vu du déploiement militaire estimé à 50.000 hommes.

Les objectifs avérés de cette entrée en guerre

Une guerre aux allures de Croisade

“Para ganar la guerra contra la delincuencia es indispensable trabajar unidos, más allá de nuestras diferencias, más allá de cualquier bandera partidista y de todo interés particular¹⁵¹.” Cette phrase prononcée, en clôture de discours lors du conseil national de la sécurité publique, le 22 janvier 2007 met fin aux interprétations journalistiques qui durent depuis les mois de décembre 2006 suite à l'annonce de l'*Operación Conjunta*. Pour la première fois, Felipe Calderón emploie le terme “guerra”, le substituant à “lucha” ou “batalla” que lui-même ou le *Gabinete de Seguridad* avait employés jusqu'alors. Felipe Calderón ne s'attarde pas sur ce terme, n'en justifie pas l'emploi, comme si l'objectif n'était pas d'attirer l'attention, mais plutôt de faire comme s'il avait déjà été employé à maintes reprises. Si cette allocution passe relativement inaperçue, on peut interpréter que “ganar la guerra” fait logiquement écho aux discours relatifs à la sécurité publique depuis la prise de fonction de Calderón. Cependant, les discours étant écrits au préalable, l'hypothèse de la maladresse ou du lapsus semble peu probable. *La Real Academia Española*, définit “guerra” en cinq points – tous déjà évoqués par le gouvernement pour qualifier son engagement vis-à-vis du narcotrafic :

1. Desavenencia y rompimiento de la paz entre dos o más potencias.
2. Lucha armada entre dos o más naciones o entre bandos de una misma nación.
3. pugna (|| entre personas).
4. Lucha o combate, aunque sea en sentido moral.
5. Oposición de una cosa con otra.

151 F. CALDERÓN, *La XXI sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública*, discours prononcé à Mexico le 22 janvier 2007. Consulté le 2 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/el-presidente-calderon-en-la-xxi-sesion-del-consejo-nacional-de-seguridad-publica/>

Comme nous l'avons souligné précédemment, l'*anuncio* du 11 décembre 2006, dans son contenu, est considéré comme « la » déclaration de guerre au narcotrafic. Cependant, il semble légitime de se demander pourquoi le président Calderón a attendu plusieurs semaines après le lancement des Opérations Conjointes pour affirmer textuellement qu'il s'agissait bien d'une véritable entrée en guerre. On peut avancer l'hypothèse de l'influence – pas nécessairement de pression – médiatique sur le discours présidentiel, notamment par le biais de la presse écrite. L'exemple de *La Jornada* qui s'est empressée de déclarer le gouvernement en “guerra contra el hampa” le 12 décembre 2006 va dans ce sens. Lire ou entendre au quotidien ce genre de déclarations journalistiques acte d'une certaine façon cette entrée en guerre auprès de la population. Le président peut alors glisser au milieu d'un discours “ganar la guerra” sans crainte de provoquer la stupeur au sein du peuple. Si l'on remonte à la passation de pouvoir, nous observons également que la volonté de rester prudent est de rigueur. L'attente des premiers résultats de ces opérations peut constituer un élément de réponse. Il est envisageable pour un gouvernement de perdre une bataille, pas une guerre déclarée. Les actions menées lors de ces deux premiers mois de présidence ont peut-être apporté des garanties nécessaires au principal intéressé qui, désormais, parle de « guerre contre la délinquance » et non plus de « lutte (ou de bataille) contre le narcotrafic ».

Il n'en demeure pas moins que, dans les médias, les propos du président sont relayés au second plan derrière ceux du secrétaire de la *Seguridad Pública* Genaro García Luna :

Hoy cerramos filas porque así, si de algo se ha aprovechado la delincuencia es de la falta de coordinación entre autoridades que estamos aquí presentes, de ahí que la piedra angular en la reingeniería para el combate al delito sea una efectiva colaboración entre todos los que tenemos el privilegio de servir y proteger a la sociedad.

Es este el sentido profundo de esta reunión, sellar un gran pacto nacional para dar respuesta inmediata a la exigencia de seguridad y reducir los índices de criminalidad en todo el país.

Por ello, señor Presidente, y en cumplimiento a sus superiores instrucciones hoy convocamos a una cruzada nacional en contra de la delincuencia¹⁵².

Cette intervention faite au cours de la XXIème Session Nationale de la Sécurité Publique ne fait que confirmer les précautions prises par le président. Ce dernier annonce être en guerre et se fait voler la vedette par la “cruzada nacional en contra de la delincuencia” de García Luna, éclipsant ses propos. Si *La Jornada* titre son quotidien

152 G. GARCÍA LUNA, *La XXI sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública*, discours prononcé à Mexico le 22 janvier 2007. Consulté le 11 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/palabras-del-secretario-de-seguridad-publica-genaro-garcia-luna-durante-la-xxi-sesion-del-consejo-nacional-de-seguridad-publica/>

“Calderón lanza su cruzada nacional contra el crimen¹⁵³”, *El Universal* reste plus fidèle à la réalité en publiant l'article “Unidad en guerra contra el crimen, pide el gobierno¹⁵⁴”. Or, contrairement à ce que peut laisser entendre *La Jornada*, cette différence entre “Calderón” et “gobierno” nous semble importante. Depuis la prise de fonctions de Calderón, la plupart des propos rapportés dans les médias en relation avec la sécurité publique, émanent des membres du Cabinet de Sécurité Public et du Cabinet de la Défense, non du président en personne. Ceci implique – du moins en apparence – que ce dernier délègue son autorité dans ce secteur de la politique et souhaite dans un premier temps apparaître en retrait. Ces précautions confirment la prudence du président dans l'attente de résultats. Si cette politique convainc le peuple, Calderón n'hésitera pas à se l'approprier discursivement et soignera son image et sa popularité. Dans le cas contraire, Calderón s'en détachera et sera perçu comme l'homme à l'initiative de cette politique sans être directement responsable de cet échec puisqu'il aura délégué.

Il nous semble important de revenir sur la déclaration de García Luna et remettre en question l'emploi du terme “cruzada¹⁵⁵”. On peut interpréter qu'il rend légitime à lui seul cette lutte contre la délinquance. La croisade renvoie à la Guerre Sainte, à une lutte contre les infidèles, qui serait menée par un État mexicain très chrétien agissant sous la bénédiction de Dieu. Nous partons du principe que l'objectif de cette guerre est avant tout d'unifier un président à son peuple. C'est ce que confirme “sellar un gran pacto nacional”, qui intègre la population dans cette démarche gouvernementale au nom d'une puissance divine. Cependant, son emploi nous semble contestable à plus d'un titre. D'abord parce que la connotation mystique qui la caractérise, au même titre que “piedra angular¹⁵⁶”, fait référence à des temps archaïques, ce qui contraste avec les narcotrafiquants qui utilisent depuis longtemps les nouvelles technologies afin de mieux opérer. Ensuite parce que, dans ce même contexte, le terme “cruzada” a déjà été employé deux fois par le passé. La dernière fois par Vicente Fox six ans plus tôt (“estamos apenas en los inicios de esta gran

153 *La Jornada*, 23 janvier 2007. Consulté le 11 juin 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2007/01/23/>.

154 M. GONZÁLEZ et S JIMÉNEZ, “Unidad en guerra pide el gobierno”, *El Universal*, 23 janvier 2007. Consulté le 11 juin 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/primer/28308.html>

155 Selon la *RAE* : Expedición militar contra los infieles, especialmente para recuperar los Santos Lugares, que publicaba el Papa concediendo indulgencias a quienes en ella participaran.

156 « **Pierre angulaire, pierre d'achoppement** : appellations souvent données au Christ dans le Nouveau Testament : cf. saint Paul, Rom. 9, 32-33, Luc, 2, 3, reprenant Isaïe, 8, 13-14 : “Yahvé... sera un sanctuaire, mais aussi une pierre d'achoppement et un roc où l'on trébuche”, dans un obstacle qui va arrêter l'homme et l'obliger à se déterminer devant Dieu.

Pierre angulaire : c'est la pierre assurant l'angle extérieur d'un édifice, donc au figuré ce qui fait la force d'une institution, et dans l'Église, Jésus Christ, qui en est le fondateur et le soutien. »

J. THIELLAY, *Lexique des religions chrétiennes*, Ellipses, Paris, 1995, p. 136/137

Cruzada contra el Narcotráfico y el Crimen Organizado¹⁵⁷») et la première par Ernesto Zedillo le 26 août 1998 («Por eso, reitero la convocatoria a una Cruzada Nacional contra el Crimen y la Delincuencia¹⁵⁸»). Comme nous avons pu le constater précédemment, la lutte contre le narcotrafic ne constituait pas une priorité du gouvernement Zedillo, puis s'est soldée par un échec avec Vicente Fox. Cette intervention peut donc remettre en cause les intentions et la véracité des propos qui sont avancés puisque les deux gouvernements précédents, alors qu'ils avaient affirmé eux aussi partir en « croisade » contre le narcotrafic, n'ont pas pu/su allier leurs paroles aux actes. Si le discours ne se renouvelle pas, il semble compliqué d'imaginer un quelconque changement et impossible d'occulter le spectre de l'Histoire qui se répète.

Lutter contre tous les ennemis de la Sécurité Publique : « du narcotrafic à la délinquance en passant par le crime organisé »

.....

L'absence d'une déclaration de guerre en bonne et due forme s'explique également d'un point de vue juridique, conformément au droit international défini par La Convention de la Haye à laquelle le Mexique adhère depuis août 1995¹⁵⁹:

Article premier.

Les Puissances contractantes reconnaissent que les hostilités entre elles ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque, qui aura, soit la forme d'une déclaration de guerre motivée, soit celle d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle¹⁶⁰.

L'article premier de cette Convention est inapplicable dans le contexte mexicain de 2007. Si les actions menées contre le narcotrafic jusqu'alors peuvent être assimilées à un « avertissement », l'absence d'une seconde puissance « contractante » (au sens strict du

157 V. FOX, *Informe de Resultados de la Campaña Permanente Contra la Delincuencia y el Narcotráfico*, discours prononcé à Culiacán, Sinaloa le 24 janvier 2001. Consulté le 11 juin 2015, <http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/?contenido=373>

158 E. ZEDILLO, *Presentación de la Cruzada Nacional contra el Crimen y la Delincuencia*, discours prononcé depuis le musée national d'anthropologie de México le 26 août 1998. Consulté le 11 juin 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/ago98/26ago98.html>

159 Pour plus d'informations, on peut consulter le site du Consulado General de México en Sacramento, Secretaría de Relaciones Exteriores. Consulté le 16 juin 2015, <http://consulmex.sre.gob.mx/boise/index.php/component/content/article/40>

160 « Convention (III) relative à l'ouverture des hostilités », ICRC, La Haye, le 18 octobre 1907. Consulté le 16 juin 2015, <https://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/ART/190-190002?OpenDocument>

terme, impliquant que l'« ennemi » soit clairement défini) invaliderait cette déclaration de guerre au niveau international¹⁶¹. Comme pour définir les opérations menées, le gouvernement demeure vague et ambigu pour qualifier l'ennemi. Il est défini comme le narcotrafic, puis la délinquance, en passant par le crime organisé... Ces termes remettent en cause des actions et non des personnes physiques. La délinquance est le terme le plus vague et générique qui puisse être employé dans ce cas de figure puisqu'il représente un ensemble de délits, dont font partie le narcotrafic et le crime organisé. Si l'ennemi se limitait au narcotrafic, le gouvernement s'emploierait à attaquer le commerce de drogue. Nous pourrions, à ce moment là, supposer que la guerre serait déclarée aux narcotrafiquants. Ce n'est pas le cas et, dans le texte, le narcotrafiquant est un délinquant au même titre que toute autre personne qui enfreindrait la loi mexicaine quel que soit le degré de gravité du délit. Le fait de mettre au même plan un voleur et un sicaire homogénéise la délinquance dans le discours en criminalisant à l'extrême celui qui enfreint la loi – à juste titre au sujet du crime organisé et disproportionnellement concernant les autres.

Il faut attendre le 10 février¹⁶² pour entendre Felipe Calderón parler plus précisément de l'ennemi. Le contexte est particulier car les jours précédant son intervention ont été marqués par des affrontements entre narcotrafiquants qui ont causé la mort de policiers et de civils dans les États de Guerrero et Coahuila¹⁶³. S'il reste vague en introduction en parlant à nouveau de “lucha contra el narcotráfico y el crimen organizado”, il définit l'ennemi par la suite : “En el gran esfuerzo nacional para arrebatar a los delincuentes los espacios públicos que amenazan”.

“Delicuencia” est remplacée ici par “delicuentes”. Désormais, il ne s'agit plus de condamner des actions comme précédemment, mais les personnes qui commettent des actes répréhensibles. Sont considérés comme “delincuentes” ceux qui représentent une menace précise, à savoir les personnes qui mettent en danger l'espace vital de la population. La récupération¹⁶⁴ des espacios públicos fait partie du vocabulaire relatif à une guerre employé par le gouvernement. En l'occurrence, ces espaces sont assimilés à des territoires aux mains

161 Article 2 et 3 de la Convention.

162 F. CALDERÓN, *Desayuno conmemorativo al día de la Fuerza Aérea Mexicana*, discours prononcé à Mexico le 10 février 2007. Consulté le 18 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/palabras-del-presidente-calderon-durante-el-desayuno-conmemorativo-al-dia-de-la-fuerza-aerea-mexicana/>

163 A. CRUZ et R. GARDUÑO, “En lucha contra el crimen no habrá tregua, dice Calderón a la Fuerza Aérea”, *La Jornada*, le 11 février 2007. Consulté le 20 juin 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2007/02/11/index.php?section=politica&article=012n1pol>

164 “La recuperación de los espacios públicos” sera repris à maintes reprises dans les discours de Calderón.

de l'ennemi qui doivent être repris. Un peu plus loin dans son discours, il précise : “Quien quiera que siembre entre los mexicanos la zozobra, la violencia y la muerte, es el enemigo”.

Ce passage peut sembler problématique. Si la “muerte” laisse peu de place à l'interprétation, il n'en va pas de même pour “violencia” et “zozobra¹⁶⁵”. Ces deux termes sont difficilement définissables. La violence est visible dans certains cas et invisible dans d'autres. Elle peut être aussi bien physique que verbale et/ou psychologique et répond à des critères qui ne sont pas clairement explicités. Nous nous trouvons ici dans le même cas de figure que lorsque Calderón parle de “delincuencia”, puisque l'emploi de “violencia” résume tout un genre. La principale répercussion que peut provoquer ce genre de déclaration serait le manque d'uniformité au sein des différentes forces, entraînant une politique relativement arbitraire.

Cette hypothèse se confirme dans la continuité du discours : “Y claramente digo, que mientras más violenta sea la destrucción del crimen hacia nuestra sociedad, más contundente debe ser y será la respuesta de los Tres Órdenes de Gobierno¹⁶⁶ de las Fuerzas Armadas.” Ces propos sont cette fois-ci directs et Felipe Calderón donne carte blanche à ses Forces Armées. La violence se situe désormais au cœur du discours et l'on y interprète une vision des choses et une justice partiales. La violence (illégitime) – qui est blâmée et considérée comme l'ennemi – devient tout à coup légitime si elle est employée par le gouvernement. Il y a donc une violence légale en réponse à la violence illégale. Cette intervention donne une marge de manœuvre illimitée au gouvernement, où politiciens, policiers et soldats, n'auront de comptes à rendre de leurs actes s'ils estiment s'être attaqués à la “violencia”.

Le durcissement du ton lors de cette intervention est perceptible dans tous les domaines. Il ne s'exprime plus uniquement en tant que président mais comme “Camandante Supremo de las Fuerzas Armadas”. Il endosse le costume de militaire en se désignant de la sorte et prend les responsabilités que lui incombe la Constitution Mexicaine de 1917, revisitée depuis par la *Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos*¹⁶⁷:

165 Cette définition de la RAE nous semble être la plus adaptée : “Inquietud, aflicción y congoja del ánimo, que no deja sosegar, o por el riesgo que amenaza, o por el mal que ya se padece.”

166 Federal, Estatales y municipales

167 “Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos”, *El Diario Oficial de la Federación*, México, le 26 décembre 1986. Consulté le 20 juin 2015, http://www.sedena.gob.mx/pdf/leyes/ley_organica.pdf

Artículo 11. El mando Supremo del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos, corresponde al Presidente de la República, quien lo ejercerá por sí o a través del Secretario de la Defensa Nacional; para el efecto, durante su mandato se le denominará Comandante Supremo de las Fuerzas Armadas.

Artículo 13. El presidente de la República dispondrá del Ejército y Fuerza Aérea, de acuerdo con lo establecido en el Artículo 89 Fracción VI de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

Le contexte explique en partie ce positionnement puisqu'il s'adresse à des militaires, ce qui lui permet de rappeler à tous que le chef d'État est aussi celui des armées. Le contraste est suffisamment important pour affirmer qu'un changement notable s'est produit dans l'attitude du président en l'espace de quelques jours. S'il ne parle plus de "guerra", il s'est repositionné sur le devant de la scène, et entend mener d'une main de fer la première des trois priorités qu'il s'est fixé lors de son intronisation. Désormais, son implication personnelle en matière de sécurité publique ne fait plus aucun doute. La prudence des déclarations qui caractérisait ses interventions est révolue. L'expression "no daremos tregua, ni cuartel a los enemigos de México" est lourde de sens et laisse à présager une perpétuelle lutte acharnée. Cette déclaration en rejoint une autre : "esta será una batalla ardua y difícil, que tomará tiempo, que costará recursos económicos y, por desgracia, vidas humanas". Les coûts humains et économiques sont des aspects qui avaient déjà été abordés lors de la présentation du *Gabinete de Seguridad* en novembre dernier, avec moins de certitudes à l'époque toutefois : "probablemente, sacrificios de vidas humanas". Il ne s'agissait que d'une probabilité, comme s'il était possible d'imaginer une lutte de cette envergure sans dommages collatéraux.

La présence de la violence au cœur du discours représente le point de départ de la radicalisation de la "lucha contra la delincuencia", plus encore que celui du 22 janvier où "guerra" et "cruzada" ont été prononcés à l'emporte pièce. Il ne s'agit pas seulement d'une réaction ponctuelle et contextuelle puisque les deux principaux thèmes abordés – la définition de l'ennemi et la lutte acharnée – sont repris six jours plus tard lors de la *Inauguración de la XXXI Reunión Ordinaria de la Conferencia Nacional de Gobernadores*¹⁶⁸. Cette fois-ci, l'ennemi est incarné par "los criminales", ces derniers étant définis de la façon suivante :

168 F. CALDERÓN, *Inauguración de la XXXI Reunión Ordinaria de la Conferencia Nacional de Gobernadores*, discours prononcé à México le 16 février 2007. Consulté le 21 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/palabras-del-presidente-felipe-calderon-durante-la-inauguracion-de-la-xxxi-reunion-ordinaria-de-la-conferencia-nacional-de-gobernadores/>

Su actividad criminal también tiende a diversificarse, no sólo es el narcotráfico, sino ahora el robo, particularmente de automóviles; la extorsión a los ciudadanos, el secuestro y otras actividades criminales¹⁶⁹ en las plazas y lugares donde pretenden tomar control territorial a través de las autoridades.

Es por eso que hemos dado y seguiremos dando pasos contundentes para cerrarle el paso a la criminalidad. (...)

Calderón fait clairement référence ici aux narcotrafiquants. Il a conscience que les cartels de drogue n'ont plus exactement les mêmes fonctions ni la même organisation qu'auparavant. C'est d'ailleurs ce que nous avons tenté de démontrer dans notre première partie. Si la drogue continue de représenter la principale activité des cartels, la stratégie de lutte contre le trafic de stupéfiants ne peut être appropriée à celle de l'extorsion et des autres "actividades criminales". C'est probablement cet aspect qui pose problème au gouvernement dans sa conception de l'ennemi, même si les narcotrafiquants restent les principaux auteurs de ces actions criminelles. Ces précisions replacent les cartels, et donc les narcotrafiquants, au cœur des débats. Ces derniers ne sont pas des délinquants quelconques mais des criminels qui jouissent d'un pouvoir exponentiel. Ils prétendent substituer les pouvoirs locaux, en imposant leurs propres lois, ou en bénéficiant de la corruption de fonctionnaires – comme semble le laisser entendre Calderón ("a través de las autoridades"). Cette énumération d'activités à mettre à l'actif des narcotrafiquants justifie incontestablement les préoccupations du gouvernement. Les mesures prises en conséquence peuvent ainsi sembler légitimes :

Por eso no cederemos, no daremos ni un paso atrás. Tengan ustedes, además la plena seguridad que en esta batalla contra los enemigos de México, entre todos los mexicanos habremos de salir victoriosos, particularmente si seguimos uniendo nuestras fuerzas, si continuamos sumando nuestra energía, nuestro talento y nuestra voluntad. (...)

La surenchère, à savoir la violence en réponse à la violence, est perçue comme une suite logique. Comme si "la criminalidad", "el enemigo", ne pouvait être combattus que par les armes. Calderón établit une opposition entre "los enemigos de México" et "todos los mexicanos". L'initiative qui tend à unifier la population implique une contrepartie perceptible sous la forme de l'exclusion, rejetant toute possibilité de neutralité. Si le Mexicain ne prend pas part – ne serait-ce que d'un point de vue idéologique – à cette lutte

169 "los criminales no detienen su actuar en las actividades tradicionales, no es ya el mero trasiego de drogas a Estados Unidos, sino ahora un esfuerzo deliberado por provocar la adicción de nuestros niños y jóvenes con el objeto de crear en ellos dependencia y, con ello, ampliar un mercado doméstico, seguro y rentable" Calderón fait référence au *narcomenudeo*. Thème qui sera l'objet de notre 3).

contre la criminalité, il sera considéré comme un ennemi (avéré ou potentiel). L'opposition entre deux clans résumée de la sorte prend une tournure manichéenne. Dans cette intervention, celui qui est considéré comme l'ennemi n'est pas mexicain. On pourrait dresser un parallèle avec la Croisade récemment évoquée où l'infidèle mexicain ne serait plus digne de sa nationalité. Il n'a plus de patrie et plus de droit à l'identité. Cet ennemi complètement déshumanisé est irrécupérable, il n'est plus reconnu en tant que personne mais en tant que cible. Calderón rappelle avec insistance qu'il agit conformément à la volonté des citoyens mexicains :

Lo hacemos porque las condiciones de seguridad del país, hay que reconocerlo, llegaron a un deterioro insostenible, al punto de convertirse primero, en la principal preocupación de la gente en varias regiones y ciudades del país, y luego en la principal preocupación de los mexicanos. (...)

La demanda de la sociedad por vivir en un país seguro y libre de violencia debe ser atendida ya, como se está atendiendo ahora por ustedes y por mi Gobierno.

Tenemos que aprovechar también este entorno para poner la casa en orden en todo el país: en la Federación, en los estados y en los municipios.

De cette façon, et à travers ce combat – pourtant absent de son programme électoral – il estime répondre à l'une des principales préoccupations de la population. Cette précision implique qu'il souhaite donner l'image d'un président à l'écoute de son peuple, se voulant représentatif de celui-ci. Le peuple qu'il inclut dans “el entorno” (l'environnement) qualifié de favorable attire notre attention. On peut interpréter qu'il entend profiter de cet état d'esprit général pour intensifier ses actions sans crainte de contestations. Il sait qu'il n'a pas de temps à perdre. Les choses peuvent aller très vite en politique, il a conscience que l'approbation de la population à laquelle il fait référence peut rapidement disparaître et se retourner contre lui. Cependant, à ce moment du mandat, il semble convaincu de disposer enfin de cette légitimité présidentielle tant contestée et d'une popularité suffisante pour “poner la casa en orden” par tous les moyens. Il est évident que la population aspire à vivre dans un pays sans perpétuelles menaces criminelles. Elle peut accepter d'incarner le rôle de citoyen irréprochable, en participant à cette cohésion si importante aux yeux du président. Ce citoyen est aussi en droit d'exiger un gouvernement et des institutions irréprochables. Calderón sous-entend inclure ce genre de projet avec “casa” et “todo el país”, avant de l'exprimer plus explicitement : “Revisar con cuidado y con atención la integración de nuestros cuerpos policíacos, poner en marcha programas preventivos amplios. ” Au vu du passif mexicain concernant la corruption, de la violation des droit de l'Homme... ce sont

également ces types de mesures qu'est en droit d'attendre la population, et nous ne pouvons nous empêcher de penser que c'est par là qu'il aurait dû commencer.

L'ambiguïté discursive et juridique ne nous permet pas de considérer cette lutte comme une guerre à proprement parler. Les multiples synonymes employés par les hauts dirigeants mexicains pour nommer les actions menées sont significatifs de ce point de vue. Nous conserverons cependant cette appellation pour des raisons pratiques, et surtout parce qu'elle est socialement reconnue comme telle au Mexique. La définition de l'ennemi est, elle aussi, source d'ambiguïté et plus problématique encore. Les qualificatifs employés restent vagues, tandis que les actions menées et envisagées s'intensifient. Cet ennemi est essentiellement représenté par ce que génère le narcotrafic au XXI^{ème} siècle, mais pas uniquement. Il comprend tous ceux qui commettent des actions considérées violentes et/ou délinquantes. A aucun moment il n'est défini précisément. Calderón nous a semblé vouloir le déshumaniser au point de le rendre abstrait au yeux de l'opinion publique. L'effet recherché pourrait être l'absence de toute compassion justifiant cette lutte acharnée ainsi que l'emploi de ce que nous dénommons la « violence légitime » en réponse à la « violence illégitime ». La guerre qui se profile comporte un certain nombre de risques, exposant le Mexique à une quasi-inéluctable violation de la Convention Internationale des Droits de l'Homme. Le délinquant criminalisé à l'extrême quel que soit le délit est problématique car foncièrement injuste. Cette ambiguïté discursive empêche un quelconque discernement lors des interventions policières et favorise l'arbitraire.

Narcomenudeo : quand la sécurité empiète sur la santé

hoy sabemos que el crimen organizado lo que busca es hacer de nuestro México, no sólo un país de tránsito de droga hacia los Estados Unidos, sino también busca hacer de nuestro México un destino, un punto de venta y de consumo y por eso se esmera en darle y regalarle incluso la droga a nuestros niños y adolescentes afuera de las escuelas¹⁷⁰.

La vente au détail (*menudeo*) de la drogue illégale sur le territoire mexicain est présentée comme l'un des nouveaux dangers du narcotrafic au début des années 2000. Ce phénomène est avancé comme l'une des principales raisons de la guerre contre le crime organisé. Le Mexique serait devenu un pays consommateur de stupéfiants, laissant entendre que le gouvernement ne peut plus se cacher derrière le seul concept du *trampolín mexicano*. Calderón estime que la hausse des ventes et de la consommation de substances illicites sur le territoire national s'explique par le phénomène addictif qui touche désormais les plus jeunes. Les ‘‘niños y adolescentes afuera de las escuelas’’ représentent des proies faciles. Certains d'entre eux deviendront des consommateurs, d'autres des revendeurs agissant à la solde des narcotrafiquants, comme il le souligne un peu plus loin : ‘‘Por eso buscan inculcar en ellos el consumo, para que luego esclavos de la adicción tengan a fuerza que comprarles las drogas. ’’

Les enquêtes de la *Encuesta Nacional de Adicciones* (ENA), réalisées entre 2003 et 2012 mettent en évidence quatre tendances¹⁷¹:

- la consommation de substances psychotropes a augmenté sur l'ensemble du territoire
- les consommateurs sont de plus en plus jeunes
- la marijuana (*sustancias de inicio*) est progressivement délaissée au profit de la cocaïne ou autres drogues synthétiques (*sustancias de impacto*)
- de plus en plus de femmes et de plus en plus jeunes consomment désormais des substances addictives

170 F. CALDERÓN, *La presentación del Programa Nacional contra las Adicciones*, discours prononcé à Tecomán (Colima), le 17 avril 2007. Consulté le 23 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/04/el-presidente-calderon-en-la-presentacion-del-programa-nacional-contra-las-adicciones/>

171 M. L. FUENTES, ‘‘México social: Jóvenes adicciones y violencia’’, *Excelsior*, le 17 décembre 2013. Consulté le 25 juin, <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2013/12/17/934174#imagen-3>

Ces données apportent du crédit à Calderón dans la guerre qu'il livre au crime organisé. En évoquant le *narcomenudeo*, il ne parle plus de Sécurité Publique de façon générale mais cible et pointe du doigt la sécurité de la jeunesse mexicaine, préoccupante pour l'avenir du pays.

Il est possible de dresser un parallèle entre les États-Unis d'Amérique de Nixon (président de janvier 1949 à août 1974) et le Mexique de Calderón à travers des processus radicaux de lutte contre le narcotrafic. Il ne convient pas de dire que le Mexique a quarante ans de retard sur son voisin nord-américain ; il s'agit de mettre en évidence la probable similitude des constats effectués par ces deux présidents à leurs époques respectives au sujet des ravages provoqués par la drogue au sein de la population. Début mars 2007, il n'hésitait pas à considérer la protection de la jeunesse comme la raison de ce conflit :

La razón de ser de esta lucha es muy clara: no vamos a dejar en manos de la delincuencia el curso de nuestras vidas y de nuestro país, ni mucho menos cederemos la plaza a quienes pretenden envenenar el cuerpo y el alma de nuestros hijos, de nuestros niños y jóvenes a través de la violencia y la drogadicción. Por ello debemos actuar de inmediato, lo estamos haciendo, y haremos en estos seis años todo lo posible para salvarlos de las garras de las drogas y del peligro del crimen¹⁷².

L'urgence qu'il manifeste à s'engager dans ce combat "por ello" confirme cette inquiétude vis-à-vis de la jeunesse. Il fait référence à leur santé – aussi bien physique ("cuerpo") que mentale ("alma") – et cherche à les épargner de la drogue, tout comme de la "violencia" et "del peligro del crimen". Tel le « petit père des peuples », Calderón veille sur sa population et plus particulièrement sur sa jeunesse, considérant que c'est la tranche de population la plus vulnérable et qu'elle doit faire l'objet d'une attention toute particulière.

On retrouve cet engagement dans le discours du 17 avril, où le concept de l'affrontement entre violence « légitime » et « illégitime » est une nouvelle fois avancé : "Yo quiero refrendar que no sólo vamos a perseverar en el esfuerzo, sino que mientras más violenta sea la conducta de quienes criminalizan a nuestros jóvenes más enérgica va a ser la respuesta del Gobierno." Calderón fait preuve de fermeté conformément aux discours précédents. Il maintient cette volonté de rivaliser coûte que coûte, et ce, quel que soit le

172 F. CALDERÓN, *Anuncio de la Estrategia Integral para la Prevención del Delito y Combate a la Delincuencia*, discours prononcé à México, le 7 mars 2007. Consulté le 25 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/el-presidente-calderon-en-el-anuncio-de-la-estrategia-integral-para-la-prevencion-del-delito-y-combate-a-la-delincuencia/>

degré de violence employé par les criminels. On peut cependant être amené à se demander pourquoi, dans cette intervention contre les addictions, Calderón évoque une nouvelle fois ses intentions répressives dans un cadre qui se veut préventif. Ces propos vont au-delà de la santé de la jeunesse puisque l'on constate également qu'il fait référence à celle-ci comme à un danger potentiel (“criminalizan”). La pire des conséquences envisagée serait de voir ces jeunes, victimes de la drogue, intégrer le crime organisé, représentant eux-mêmes un danger pour les générations à venir dans un processus cyclique et sans fin. La jeunesse qui tenait, jusqu'à ces déclarations, le statut de “esclavos” peut désormais tout aussi bien endosser le rôle de criminel. Ce risque encouru est un argument considérable pour un président à la tête d'un pays où environ 34 % de la population a moins de 14 ans¹⁷³. L'exemple de Colima permet à Calderón de confirmer les craintes évoquées :

Me preocupa mucho este dato que me acaba de comentar el Gobernador, que en Colima la edad promedio, promedio en que los jóvenes se inician en las drogas es de 12 años y no estoy hablando de que hay jóvenes que a los 12 años llegan a usar drogas, estoy hablando del promedio de inicio, esto quiere decir que muchos niños de ocho, de siete, de nueve años son inducidos a consumir droga por estos criminales.

Cette déclaration se veut émouvante. Son combat contre le crime organisé se justifie dans ce discours par la nécessité de préserver des griffes des narcotrafiquants de jeunes enfants. Une intention louable qui lui assure un soutien populaire évident. Si nous ne disposons pas des résultats d'enquêtes concernant les adolescents pour le seul État de Colima – ne nous permettant pas d'infirmer ou de confirmer les chiffres avancés par Calderón selon les supposées révélations du gouverneur –, l'ensemble des résultats fournis par l'ENA nous amènent à remettre en cause les constats de cette subite hausse de consommation qui serait, selon le président mexicain, un phénomène sans précédent. Il est incontestable que la consommation de drogues illégales a augmenté ces dernières années. Les résultats d'enquêtes démontrent que les consommateurs représentent 1,4% de la population totale mexicaine (compris entre 12 et 65 ans) en 2008 contre 0,8% en 2002¹⁷⁴. Sur cette même période, le nombre des consommateurs adolescents (compris entre 12 et 17 ans) a presque été multiplié par deux, passant de 0,9 à 1,7%. Cette hausse est suffisamment conséquente pour ne pas être minimisée. Cependant, si nous prenons la peine d'étudier les graphiques évolutifs de ces consommations sur une plus longue période, nous observons que

173 Selon une étude réalisée en 2005 par El Instituto Nacional de Estadística y Geografía.

174 SECRETARIA DE SALUD, *Encuesta Nacional de Adicciones 2011. Drogas ilícitas*. México, 2012. Consulté le 1 septembre 2015, http://encuestas.insp.mx/ena/ena2011/ENA2011_drogas_con_anexo.pdf

ces courbes ne sont pas croissantes. Toujours selon l'ENA, en 1988 les consommateurs représentent 1,4% de la population urbaine mexicaine¹⁷⁵ contre 1,2% en 1998, 0,9% en 2002 et 1,6% en 2008. Chez les adolescents urbains, les consommateurs de substances illicites sont représentés à hauteur de 1,6% en 1988, 1,3% en 1998, 0,9% en 2002 et 1,7% en 2008. Les fluctuations de ces courbes relativisent les interprétations de Calderón puisqu'en vingt ans d'écart, le pourcentage de la population consommatrice de drogues illicites au Mexique est similaire – chez les adultes comme chez les adolescents. Le constat du président qui consiste à affirmer que les narcotrafiquants aujourd'hui cherchent à développer le commerce de drogue sur le territoire mexicain nous semble donc contestable. La consommation de drogues illicites connaît des périodes de croissance et de décroissance sans qu'un lien apparent ne soit dressé avec le pouvoir ou le déclin des cartels. Par exemple, le pourcentage des consommateurs en 1988 est « élevé » alors que le principal cartel (Guadalajara) se trouvait sur le point d'être entièrement démantelé. Ensuite, les années 1990 qui voient les cartels se multiplier correspondent à une période de décroissance des consommateurs, et ce, jusqu'en 2002. Il y a bien une forte augmentation constatée par Calderón (en avril 2007) sur les quatre dernières années, mais il est impossible d'interpréter cette hausse comme une conséquence de la restructuration des cartels comme il l'affirme en préambule de son discours. Des études comparatives réalisées entre 2005 et 2009 par l'ENA nous informent que le Mexique possède un pourcentage de consommateurs inférieur à la majorité des pays qui composent les continents américain et européen¹⁷⁶. Il ne s'agit pas de déconsidérer le problème des consommateurs et des toxicomanes sous prétexte que le taux mexicain est relativement faible comparé aux autres nations, mais de remettre en cause les propos alarmistes d'un président cherchant à justifier par tous les moyens l'usage de la violence légitime dans la guerre qu'il livre au narcotrafic.

Il est vrai que ce discours donné lors de l'inauguration d'une clinique de réhabilitation à Colima se veut préventif. C'est l'occasion pour Felipe Calderón d'informer la population de l'ouverture de « un nuevo frente de batalla », basé sur la prévention et le traitement des addictions.

Hay que reconocer que la mayor parte de la rehabilitación, como muchas cosas buenas que ocurren en nuestro México, proviene no tanto del gobierno sino de la sociedad civil, (...)

175 La population rurale n'était pas prise en compte avant 2002.

176 SECRETARIA DE SALUD, *op. cit.*, Anexo 2 Panorama Internacional del Consumo de Drogas.

Yo por eso he instruido a la Secretaría de Salud que coordine y ponga en marcha la Estrategia Nacional de Prevención y Tratamiento de las Adicciones.

Calderón reconnaît que le gouvernement s'est peu intéressé aux traitements et à la réinsertion des personnes dépendantes. Ce constat l'amène à revoir ses positions en cherchant à remédier à ce manque par l'intermédiaire de la *Secretaría de Salud*. Cependant, malgré cette volonté affichée de promouvoir la prévention dans cette lutte contre les drogues illicites, nous interprétons que cet aspect reste secondaire puisque Calderón considère davantage les addictions comme un problème de sécurité et non de santé : “lo vemos como un problema de seguridad, porque precisamente en la necesidad de obtener recursos para pagar la adicción, nuestras comunidades y nuestros pueblos ven crecientes fenómenos de delincuencia, por el lado de los dependientes”. Le fait d'associer “dependientes” à “delincuencia” implique que tous les consommateurs de substances illicites confondus – estimés à 1,4% de la population totale en 2008 – sont responsables de l'augmentation de la délinquance au Mexique. Il semble concevable d'attribuer à une partie des “dependientes” des actes de délinquance, finançant ainsi des consommations onéreuses. Ce n'est pas cet aspect que nous remettons en question mais la tendance à simplifier une situation complexe par un ensemble de généralités stigmatisantes. Dans ce cas précis, le consommateur s'en trouve réduit à un rôle de délinquant et non de victime de la drogue ou de patient potentiel d'une clinique de réhabilitation comme le suggérerait ce nouveau “frente preventivo”. Sachant que, selon le président, la jeunesse incarne cette nouvelle vague de consommateurs qui doit être protégée par tous les moyens, la frontière entre le consommateur victime et le consommateur bourreau devient imperceptible. Comme nous l'évoquions précédemment, la définition de l'ennemi est source d'ambiguïté. Il est d'abord incarné par le narcotrafic, puis par le crime organisé, la délinquance et désormais par le consommateur/délinquant et/ou le délinquant/consommateur.

La problématique des addictions dans ce discours se focalise sur le *narcomenudeo*. Si les “18 millones de fumadores activos [tabac], tres millones y medio de personas que abusan del alcohol” sont brièvement mentionnés, le “medio millón, probablemente un millón de adictos a drogas ilegales” fait l'objet de toutes les attentions. Les addictions sont implicitement classées par le président : “el consumo de tabaco, de alcohol y de drogas se ha convertido en uno de los mayores problemas de salud pública”. Cette déclaration nous indique que le principal intéressé ne considère pas l'alcool comme une drogue et qu'il y a deux sortes d'addictions : légales et illégales. Nous constatons également que l'ensemble des

addictions est perçu comme un problème de “salud pública” alors que l'addiction aux drogues illégales est elle considérée comme “un problema de seguridad”. Cela nous laisse à penser que les préoccupations de Calderón sont fondées à partir du seul concept de légalité. La stratégie présidentielle consiste à redéfinir la problématique du narcotrafic. Les addictions aux drogues illégales sont reconsidérées en faisant l'objet d'une préoccupation sécuritaire répressive au détriment d'une préoccupation sanitaire préventive et curative.

Certes, Calderón prétend ouvrir un second « front » dans ce conflit entrepris en décembre 2006. Quatre mois séparent l'*anuncio de la Operación Conjunta Michoacán* – envoyant l'armée et la police dans les rues – et l'ouverture du “frente de la prevención”. Le front répressif qui précède le préventif démontre un manque de cohérence dans les actions entreprises, témoignant d'une situation inédite dans une guerre atypique. Le président mexicain y voit pourtant une certaine logique, notamment d'un point de vue financier :

como ustedes probablemente se hayan enterado, en esta batalla contra las drogas y el crimen organizado, mi Gobierno recuperó recientemente el mayor decomiso de dinero en efectivo, no sólo en México, en la historia del mundo, es decir, 205 millones de dólares y 17 millones de pesos.

Y hoy anuncio que cuando menos la tercera parte de ese dinero lo vamos a destinar a la prevención y al tratamiento de las adicciones.

Esto quiere decir que si ya teníamos 300 millones para los centros de integración juvenil y 160 más para prevención a eso vamos a más que duplicar la cifra.

La saisie record mentionnée est à mettre à l'actif des opérations militaires et policières dans le cadre de la “batalla contra las drogas y el crimen organizado”. Calderón se félicite de cette saisie en la présentant comme une aubaine puisque, dans ce cas précis, l'argent de la drogue constituera la principale source de financement du secteur préventif. Autrement dit, le budget de la *Secretaria de Salud* – attribué aux addictions – est en partie tributaire de la guerre livrée au crime organisé sur le terrain.

C'est en ramenant le thème de la sécurité sur le terrain de la santé que Calderón justifie une fois de plus la nécessité d'une guerre contre le crime organisé. Le nouvel argument du président est celui d'une jeunesse prise en otage par le narcotrafic. Calderón insistera une dernière fois à ce sujet dans une intervention empreinte de solennité :

Las drogas hoy son una grave amenaza a nuestra sociedad y a nuestro México, anulan la libertad y la dignidad del ser humano, cancelan la superación individual y colectiva, comprometen el futuro de nuestros niños y jóvenes, y como he dicho terminan con la persona, con la familia, con la comunidad y con los países.

En insistant sur la protection de la jeunesse – dans un pays où celle-ci est représentée à hauteur du tiers de sa population – Calderón attend en retour un soutien inconditionnel. Cette volonté de soutien populaire faisant front derrière un président est une nouvelle fois mise en évidence, même si les chiffres des consommateurs comme les méthodes gouvernementales prêtent à confusion. L'objectif étant de focaliser l'attention des foyers, Calderón livre une prestation relativement convaincante lorsqu'il évoque « la » nouvelle priorité gouvernementale en illustrant ses propos et ses craintes par des exemples simples suscitant émotion et préoccupation. En contrepartie, l'ambiguïté demeure vis-à-vis du statut de cette jeunesse. Rappelons-le, elle incarne – à travers les addictions – une tranche de la population en danger, représentant elle-même un danger potentiel pour les générations à venir. La frontière entre victime et bourreau est abstraite et indéfinie puisque le passage de l'une à l'autre de ces catégories n'est pas synonyme du passage de la jeunesse à l'âge adulte. Du moins ce n'est pas ainsi que le présente Calderón. Ces considérations impliquent deux craintes au sein des foyers : la crainte de voir leurs enfants consommer des substances illicites tout comme celle de voir ces mêmes enfants devenir la cible des forces gouvernementales. Les réalités du terrain sont biaisées par un discours alarmiste, pour ne pas dire démagogique, qui justifierait une guerre livrée au crime organisé dans le but de protéger la jeunesse.

La supposée lutte préventive fait l'objet d'une problématique liée à la légalité et non à la santé puisqu'elle se retrouve absorbée par le concept de Sécurité. Nous assistons à l'élaboration d'un nouveau terme générique. A l'instar de « l'ennemi délinquant », la Sécurité Publique n'a plus aucun sens précis, si ce n'est d'accentuer la confusion. Calderón cherche à redéfinir les contours d'une guerre contre le crime organisé en cherchant à simplifier une situation complexe. Les problématiques sécuritaires et sanitaires ne sont pas définies mais éludées et l'ouverture d'un second front nous semble dérisoire – voire illusoire – vis-à-vis d'un front répressif en pleine expansion, conséquence d'une fusion santé/sécurité.

Le discours du 17 avril 2007 comporte une succession d'amalgames destinée à justifier la poursuite et l'intensification des opérations militaires. Les incohérences et le manque de discernement mis en évidence dans les propos de Felipe Calderón décrédibilisent ses intentions de prendre en considération la Santé Publique. La stratégie présidentielle qui consiste à rappeler la nécessité et l'omniprésence d'un front répressif réitère d'une certaine façon l'immunité des forces gouvernementales. L'usage à outrance de la lutte répressive accentue cette inéluctable violation de liberté fondamentale. C'est pourquoi nous essayerons

à suivre de comprendre comment le gouvernement compte-il consolider l'état de droit dans un contexte si propice à l'arbitraire et tenterons également de dissocier la « violence légitime » de ce qui peut déjà s'apparenter à de l'abus de pouvoir.

États de droit et reconsidération des institutions

État de droit et état de droit définis par le contrat social

El señor Presidente de la República Felipe Calderón, agradece el apoyo que la ciudadanía ha mostrado respecto de las acciones del Gobierno de la República, sólo con un frente común formado por la sociedad y gobierno, es como vamos a poder mantener la vigencia del Estado de Derecho¹⁷⁷.

Le gouvernement – par l'intermédiaire de Francisco Ramírez Acuña et Mariano Saez Mendoza – évoque brièvement le maintien de l'état de droit comme une raison supplémentaire à cette lutte frontale livrée au crime organisé. Selon les membres du gouvernement, “el Estado de Derecho” ne peut être préservé que par une étroite collaboration entre “sociedad y gobierno”. Nous allons tout d'abord tenter de définir l'état de droit de façon chronologique et générale, puis du point de vue mexicain tel qu'il est exprimé dans le discours. Nous mettrons également en relation l'état de droit avec le contrat social, implicitement évoqué à travers le “frente común formado por la sociedad y gobierno”.

Il convient tout d'abord de différencier l'état de droit de l'État de droit. Comme le précise l'*Académie française*¹⁷⁸, « l'erreur est fréquemment commise ». Un état de droit s'écrit sans majuscule « lorsque l'acceptation de ce mot est une “situation” » et un État de droit comporte une majuscule lorsqu'il s'agit d'un « corps politique ». On peut interpréter que l'état de droit s'applique à partir du moment où un acte/contrat/pacte est passé entre une

177 F. J. RAMÍREZ ACUÑA, *op. cit.* le 21 janvier 2007.

178 « Questions de langue », *Académie française*. Consulté le 11 décembre 2015, http://www.academie-francaise.fr/la-langue-francaise/questions-de-langue#33_strong-em-tat-de-droit-tat-de-droit-em-strong.

puissance gouvernante et un peuple, tous deux vivant dans une société régie par un droit en vigueur, l'opposant à l'état de nature. Si les sources sont rares concernant l'origine de l'état de droit, l'état de nature a fait l'objet de multiples études du point de vue politico-philosophique. Nous allons nous pencher sur les approches de Thomas Hobbes et de Jean-Jacques Rousseau. Avant de développer la théorie de ces deux philosophes, il convient de préciser que Hobbes a élaboré sa pensée politique en Angleterre dans un contexte de guerre civile, ce qui contraste avec le siècle des Lumières de Rousseau où la Raison, contestataire et libératrice, est perçue comme le prélude de la Révolution de 1789.

Dans le *Léviathan*, Thomas Hobbes associe l'état de nature à « un horrible état de guerre¹⁷⁹ » et préconise l'instauration d'une puissance qui une fois en place deviendrait incontestable :

sans la terreur d'une puissance quelconque, qui est cause de ce qu'elles sont observées, les lois de nature (justice, équité, humilité, clémence, et en somme, faire aux autres ce que nous ne voudrions pas qui nous fût fait) sont, par elles-mêmes, contraires aux passions naturelles, lesquelles nous portent à la partialité, à la vanité, à la vengeance et ainsi de suite. Les conventions, sans l'épée, ne sont que des mots, et sont sans forces aucune pour mettre qui que ce soit en sécurité. Donc indépendamment des lois de nature (auxquelles chacun se conforme quand il le veut et quand il le peut sans danger), si aucune puissance n'est établie ou si elle n'est pas assez grande pour assurer notre sécurité, chacun aura recours et pourra licitement recourir à ses propres forces et à son art afin de se protéger des autres¹⁸⁰.

L'emploi de termes tels que « terreur » et « les conventions, sans l'épée, ne sont que des mots » prête à Hobbes la volonté d'une politique autoritaire et répressive au nom de la sécurité. Cette politique doit être menée par une puissance incarnée par un État qui se protège lui-même et assure la sécurité du peuple en contrepartie de sa soumission. Le contrat social remis en cause par Hobbes se substitue au pacte¹⁸¹ de soumission impliquant

179 « Il est manifeste que tant que les hommes vivent sans une puissance commune qui les maintienne tous en crainte, ils sont dans cette condition que l'on appelle guerre et qui est la guerre de chacun contre chacun. La guerre GUERRE ne consiste pas seulement dans la bataille ou dans le fait d'en venir aux mains, mais elle existe tout le temps que la volonté de se battre est suffisamment avérée; car de même que la nature du mauvais temps ne réside pas seulement dans une ou deux averses mais dans une tendance à la pluie pendant plusieurs jours consécutifs, de même la nature de la guerre ne consiste pas seulement dans le fait actuel de se battre, mais dans une disposition reconnue à se battre pendant tout le temps qu'il n'y a pas assurance du contraire. Tout autre temps que la guerre est la PAIX ». T. HOBBS, *Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil*, Éditions Gallimard, Paris, 2000.

180 T. HOBBS, *op. cit.*, Éditions Gallimard, Paris, 2000, p. 282-283.

181 « il pose toujours le principe rationnel d'adhésion à la légitimité de l'État sous la forme du pacte. Même si ce pacte n'est qu'un objet théorique et sans mode d'emploi, il demeure que Hobbes en voit la nécessité rationnelle comme condition de la paix entre les hommes ». p. 77
« Sa théorie de l'État a non seulement orienté tout le parcours de la tradition de la philosophie politique, en réformant la notion de droit naturel, mais inséré la notion de pacte social comme instrument de *légitimité* du pouvoir de l'État. Hobbes a permis de concevoir une forme de l'État dont le pouvoir équivaut

que cet État tout puissant soumette au droit le peuple sans pour autant s'y soustraire. Sa seule obligation envers lui étant d'en assurer sa protection. La remise en question du pacte n'est envisageable que si cette obligation n'est pas tenue. Si l'État ne peut maintenir la sécurité, alors le peuple pourra « licitement recourir à ses propres forces », impliquant un retour à l'état de nature jusqu'à l'émergence d'une nouvelle puissance capable de dominer toutes les autres. Bien que cette conception de la société repose sur un modèle absolutiste monarchique, on peut le qualifier d'état de droit dans la mesure où un pacte conclu entre une puissance gouvernante et le peuple imprègne la société à tous les niveaux.

Un siècle plus tard, Jean-Jacques Rousseau s'oppose catégoriquement à la conception hobbesienne puisqu'il compare l'état de nature à un « rêve paradisiaque d'un âge d'or de l'humanité primitive [qui] disparaît avec la civilisation et avec un certain ordre social car c'est par les institutions seules que les hommes deviennent méchants ». Il serait erroné de penser que Rousseau idéalise l'état de nature. L'adjectif « paradisiaque » est empreint de connotation mythologique et l'« âge d'or de l'humanité primitive » renvoie à une époque inconnue, comme lui-même le laisse à entendre par la suite :

ce n'est pas une légère entreprise de démêler ce qu'il y a d'originaire et d'artificiel dans la nature actuelle de l'homme, et de bien connaître un état qui n'existe plus, qui n'a peut-être point existé, qui probablement n'existera jamais, et dont il est pourtant nécessaire d'avoir des notions justes pour bien juger de notre état présent.

Rousseau semble reconnaître que l'état de nature n'a probablement pas existé – ce qui écarte la menace d'un retour à celui-ci. Cependant, cet état doit être analysé et défini dans la mesure où il incarne l'humanité avant l'émergence de la société. L'interprétation qu'il en fait est basée sur un modèle théorique qui tend à analyser le comportement humain en dehors de toute structure sociétale qu'il imagine comme étant semblable à l'animalière (« À l'état de nature, l'homme a une vie essentiellement animale ; son activité intellectuelle est à peu près nulle mais il est heureux car solitaire et indépendant. »). Si l'état de nature représente une menace réelle pour Hobbes – justifiant un pacte de soumission – il en va du domaine de

à la somme individuelle des pouvoirs singuliers déléguant leur propre pouvoir dans un pacte conclu implicitement. » p. 81

« Hobbes va donc concevoir l'idée d'un pacte de telle façon que non seulement les citoyens par celui-ci renoncent à l'exercice de la force, mais que chaque citoyen délègue également celui-ci à l'État souverain. L'État se retrouve donc en présence d'une force commune de paix, celle déléguée sous la forme d'un pacte entre les citoyens et dont la finalité suppose même le moyen de la violence afin d'être assurée. » p. 84

L. VIGNEAULT, « La reconnaissance comme puissance spéculative du pacte social. Réflexion sur la lecture hégélienne de Hobbes », *Revista de Filosofía*, Universidad Complutense Madrid, Vol. 31, n°1, 2006. Consulté le 19 novembre 2015,

<http://revistas.ucm.es/index.php/RESF/article/view/RESF0606120075A/9371>

l'abstrait pour Rousseau qui n'a de cesse de penser l'origine de la société dans le but de déterminer « le » contrat social. Lorsque Rousseau écrit *Du contrat social*, il revient sur le pacte de soumission théorisé par Hobbes :

Ceux qui prétendent que l'acte par lequel un peuple se soumet à des chefs n'est point un contrat, ont grande raison. Ce n'est absolument qu'une commission, un emploi, dans lequel, simples officiers du souverain, ils exercent en son nom le pouvoir dont il les a fait dépositaires, et qu'il peut limiter, modifier et reprendre quand il lui plaît¹⁸².

De son point de vue, un pacte de soumission ne peut être associé à un contrat dans la mesure où il est incompatible avec la souveraineté populaire, que l'on peut retrouver assimilée à la « volonté générale » (« Le Souverain n'ayant d'autre force que la puissance législative n'agit que par des lois, et les lois n'étant que des actes authentiques de la volonté générale, le Souverain ne saurait agir que quand le peuple est assemblé. Le peuple assemblé dira-t-on !¹⁸³ »).

Les deux philosophes nous proposent deux théories propres à deux régimes politiques distincts. En tant que penseur de l'absolutisme, Hobbes exige le pacte de soumission à des fins sécuritaires, s'opposant à la République¹⁸⁴ démocratique pensée par Rousseau qui implique la souveraineté populaire à travers l'association : « Il n'y a qu'un contrat dans l'État, c'est celui de l'association ; et celui-là seul en exclut tout autre. On ne saurait imaginer aucun contrat public, qui ne fût une violation du premier¹⁸⁵ ». Le pacte social de Hobbes et le contrat social idéalisé par Rousseau définissent la nature de l'État. Le *Léviathan* préconise un État jouissant d'un pouvoir illimité, *Du contrat social* un État limité par le droit. Hobbes et Rousseau ne sont évidemment pas les seuls à avoir théorisé le contrat social et le rôle de l'État dans la société, mais nous pouvons considérer que leurs démonstrations sécuritaires et démocratiques – s'accordant difficilement entre elles comme nous pouvons le constater – sont deux préoccupations omniprésentes dans nos sociétés contemporaines, même s'il convient d'avoir à l'esprit que le contexte qui était le leur explique en partie l'aboutissement de tel ou tel contractualisme¹⁸⁶.

182 J.J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, Champion Classiques, Paris, 2010. Livre III, chap. I, p. 184/185.

183 J.J. ROUSSEAU, *op. cit.*, Champion Classiques, Paris, 2010, Livre III, Chap. XII, p. 224.

184 « J'appelle donc République tout État régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être : car alors seulement l'intérêt public gouverne, et la chose publique est quelque chose. Tout Gouvernement légitime est républicain » J.J. ROUSSEAU, *op. cit.*, Champion Classiques, Paris, 2010, Livre II, Chap VI, p. 161/162.

185 J.J. ROUSSEAU, *op. cit.*, Champion Classiques, Paris, 2010, Livre III, Chap. XVI, p. 234.

186 Théorie du contrat.

Afin d'éviter toute ambiguïté avec l'état de droit, nous allons évoquer l'État de droit comme corps politique d'un point de vue juridique. Au début du XX^{ème} siècle, le juriste autrichien Hans Kelsen a (re)défini l'État de droit comme un « État dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée¹⁸⁷ ». L'évolution des sociétés et de leur droit nous amènent à évoquer le droit positif, qui correspond au droit en vigueur dans un pays à une époque bien précise. Ce droit est constamment remis en question et sujet à des modifications. C'est cette évolution permanente qui a poussé Kelsen à trouver les caractères communs de tous les droits positifs afin d'élaborer une théorie formelle appelée la hiérarchie des normes¹⁸⁸. Ce que l'on retient essentiellement de Kelsen, à travers *La théorie pure du droit*, c'est la structure hiérarchique de l'ordre juridique – plus couramment appelée la pyramide de l'ordre juridique ou la hiérarchisation des normes. Le fonctionnement de cette structure est le suivant :

Pour décrire la relation qui s'établit ainsi entre deux normes dont l'une est le fondement de la validité de l'autre, on peut recourir à des images spatiales et parler de norme supérieure et de norme inférieure, de subordination de la seconde à la première. Une norme juridique n'est pas un système de normes juxtaposées et coordonnées. Il a une structure hiérarchique et ses normes se distribuent en diverses couches superposées. L'unité de l'ordre réside dans le fait que la création – et par conséquent la validité – d'une norme déterminée par une autre norme, dont à son tour la création a été déterminée par une troisième norme. On peut ainsi remonter jusqu'à la norme fondamentale dont dépend la validité de l'ordre juridique dans son ensemble¹⁸⁹.

Si chaque norme inférieure obéit à une norme supérieure, chacune d'entre elles dépend de la norme fondamentale, considérée comme « le degré supérieur du droit positif » : la Constitution. Les normes inférieures à la Constitution sont les normes internationales, puis nous retrouvons ensuite les lois, les règlements et les arrêtés. Le juriste Michel Troper constate que les droits positifs auxquels fait référence Kelsen comportent des normes juridiques appartenant à l'ensemble du système juridique, qui se confond lui-même avec l'État :

187 « Qu'est-ce que l'État de droit ? », *Vie publique, Au cœur du débat public*, le 2 janvier 2014. Consulté le 26 novembre, <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/approfondissements/qu-est-ce-que-etat-droit.html>.

188 « La théorie pure du droit est une théorie du droit positif, du droit positif en général et non d'un droit particulier. Elle est une théorie générale du droit et non une interprétation de tel ou tel ordre juridique, national ou international. » H. KELSEN, *La théorie pure du droit*, La Baconnière, Neuchâtel, 1953, p. 17.

189 H. KELSEN, *op. cit.*, La Baconnière, Neuchâtel, 1953, p. 123.

C'est la fameuse thèse de l'identité de l'État et du droit, qui présente l'immense avantage de « dissoudre » le vieux problème des rapports de l'État et du droit : on ne peut pas demander si l'État est soumis au droit ou le droit à l'État, dès lors qu'ils se confondent. De ce point de vue, l'expression « État de droit » est un pléonisme, et tout État est un État de droit¹⁹⁰.

Cette affirmation de Troper signifie que se référer à un État de droit est désormais dénué de sens. Nous pouvons interpréter que l'État fait le droit et s'y conforme depuis qu'il (se) soumet (à) une Constitution – que le régime en vigueur soit une république ou une monarchie. Rousseau imaginait un État soumis au droit au sein d'une République démocratique. En prenant l'exemple français, nous constatons que la Révolution de 1789 répond d'une certaine façon à ses écrits puisqu'elle débouche sur la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, suivie de la première Constitution en 1791 et de la première République l'année suivante. Cependant – en poursuivant dans la logique de Kelsen et Troper –, si nous partons du principe que tout État est un État de droit, nous devons reconnaître qu'il n'implique pas nécessairement la démocratie¹⁹¹. Rousseau voyait dans la République un idéal, où l'État soumis au droit serait le fruit de la souveraineté populaire. Kelsen n'a rien imaginé, en tant que juriste ; il a constaté que les Républiques ayant comme fondement une Constitution ne garantissaient pas l'intérêt du peuple dans le sens où l'entendait Rousseau. Le peuple est soumis à une Constitution créée et modifiée par des « usurpateurs¹⁹² » de façon à ce que des lois non conformes à la Constitution initiale puissent être approuvées en toute légalité.

Revenons au discours du 21 janvier 2007 et tentons de comprendre la signification de « mantener la vigencia del Estado de derecho ». Le Mexique, République fédérale, obéit à sa propre hiérarchie des normes dont fait partie un ensemble de normes internationales

190 M. TROPER, « Kelsen Hans (1881-1973) » Encyclopædia Universalis [en ligne]. Consulté le 2 décembre 2015, <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/hans-kelsen/>.

191 « La hiérarchie des normes peut exister dans d'autres gouvernements. Montesquieu la concevait dans la monarchie ou dans le gouvernement mixte. C'est même pour lui la hiérarchie qui permet de distinguer la monarchie du despotisme, puisqu'elle est définie comme un système dans lequel "un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies ". Au demeurant, si l'État de droit, c'est la hiérarchie des normes et si, comme le soutient Kelsen, l'État n'est pas autre chose que le droit lui-même, alors, selon la célèbre formule de l'auteur de la théorie pure du droit; tout État est un État de droit . Par conséquent, la démocratie aussi, mais pas seulement la démocratie. »

M. TROPER, « La démocratie comme État de droit », *Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique*. Consulté le 5 décembre 2015, http://www.unesco.chairephilo.uqam.ca/textes/michel_troper.htm

192 « Si l'on veut ensuite déterminer sur quoi se fonde la validité de la constitution dont dépend celle des lois et des actes juridiques, on pourra peut-être remonter à une constitution plus ancienne, mais on arrivera finalement à une première constitution établie par un usurpateur ou un groupe quelconque de personne. » H. KELSEN, *op. cit.*, La Baconnière, Neuchâtel, 1953, p. 115.

comme la charte de l'Organisation des Nations Unies (le Mexique adhère à l'ONU depuis 1945) qui définit l'état de droit de la façon suivante :

Au niveau national, l'état de droit est au cœur du contrat social conclu entre l'État et les individus relevant de sa compétence. C'est grâce à ce principe que la justice imprègne la société à tous les niveaux. L'état de droit garantit la protection de tous les droits de l'homme sans exception, donne aux citoyens comme aux non-citoyens des voies légitimes de recours contre les abus de pouvoir, et permet le règlement pacifique et équitable des différends. L'état de droit est assuré par des institutions nationales qui peuvent élaborer et faire appliquer des lois claires et publiques et qui assurent la fourniture de services publics justes, équitables et responsables à tous sur un pied d'égalité. Le renforcement de l'état de droit favorise la création d'un environnement propice au développement humain durable mais aussi à la protection et à l'autonomisation des femmes, des enfants et des groupes vulnérables (personnes déplacées, apatrides, réfugiés, migrants)¹⁹³.

Conformément à ce qui a pu être démontré précédemment, cette définition nous confirme l'indissociabilité du contrat social et de l'état de droit. «Un frente común formado por el gobierno y la sociedad» est un contrat social destiné à combattre l'insécurité publique qui met en péril le « développement humain durable ». La guerre contre le crime organisé va à l'encontre du « règlement pacifique et équitable des différends », ce qui démontre la précarité « del Estado de Derecho ». La volonté de consolider l'état de droit doit être interprétée dans les propos de Ramírez Acuña. La théorie hobbesienne d'une guerre entre tous et contre tous, synonyme d'un retour à l'état de nature n'est pas applicable au Mexique du XXI^{ème} siècle et l'évoquer serait anachronique. Pour autant la situation mexicaine prête à confusion. Certes, le Mexique est un état de droit, mais ses institutions sont mises à mal par la corruption de ses fonctionnaires et le crime organisé, ce qui représente un frein considérable au renforcement de cet état puisqu'il empêche « la justice [d'imprégner] la société à tous les niveaux ». L'un des principaux problèmes imputé à l'*hampa* est l'impunité dont profite la délinquance. Les mexicains, freinés dans leur épanouissement personnel, éprouvent un besoin de sécurité et de justice, ce qui doit l'inciter à assumer sa fonction pour le bien de tous et dans son propre intérêt. Le combat contre l'insécurité et l'impunité ne peut se faire sans l'appui du peuple puisqu'il implique un profond changement dans les mentalités et correspond dans un sens à une certaine « normalité » au sein d'une société caractérisée par la loi du plus fort. C'est le double enjeu des opérations conjointes en cours : démontrer que la lutte contre le crime organisé est lancée afin de ramener la sécurité publique et qu'elle a

193 RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL, « Rendre la justice : programme d'action visant à renforcer l'état de droit aux niveaux national et international », Nations Unies, le 16 mars 2012. Consulté le 13 juillet 2015, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/66/749

aussi pour but d'en finir avec l'impunité, ce qui permettrait aux citoyens de prendre confiance dans les institutions. Cependant, après deux mois de discours de guerre et d'unité nationale, nous ne connaissons toujours pas le contenu de ce contrat social ni le rôle que pourra endosser le citoyen au sein de ce *frente común* pour contribuer à la fortification de cet état de droit.

La délation comme base du pacte social

.....

En étudiant les caractéristiques du contrat social selon Hobbes et Rousseau, nous avons tenté de mettre en évidence la différence entre un pacte et un contrat. Nous sommes arrivés à la conclusion que le pacte hobbesien était un acte de soumission pour un idéal sécuritaire et le contrat rousellien un acte d'association pour un idéal démocratique. Il y a deux façons de voir le rapport entre l'État mexicain et le peuple : nous pouvons penser que Felipe Calderón en tant que juste représentant du peuple (élu à 35% des voix) s'associe à lui pour répondre à ses attentes en matière de sécurité (“La demanda de la sociedad por vivir en un país seguro y libre de violencia debe ser atendida ya, como se está atendiendo ahora por ustedes y por mi Gobierno¹⁹⁴.”) ce qui correspondrait aux caractéristiques d'un contrat. L'autre interprétation – celle d'un pacte – serait d'observer la tournure manichéenne relevée dans le discours, entraînant une impossible neutralité, sous peine d'exclusion dans un combat où la violence est légitime si elle est perpétrée par la puissance gouvernementale dans le but d'établir ou de rétablir la sécurité. Il s'agit là d'une question de point de vue et les deux théories sont défendables mêmes si le pacte nous semble plus en conformité avec la situation mexicaine de 2007.

Bien que le citoyen soit fréquemment nommé comme un acteur primordial conjointement au gouvernement, il faudra attendre le 22 mars 2007 et le *Consejo de Participación Ciudadana*¹⁹⁵ pour que sa participation soit clairement déterminée. Felipe Calderón fait d'abord référence au problème de la justice lors du discours de la *toma de protesta* du conseil d'administration en mentionnant la nécessité de “una nueva cultura de la

194 F. CALDERÓN, *op. cit.*, le 16 février 2007.

195 F. CALDERÓN, La toma de protesta a la Mesa Directiva 2007-2008 del Consejo de Participación Ciudadana de la Procuraduría General de la República, discours prononcé au palais présidentiel de Los Pinos le 22 mars 2007. Consulté le 15 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/el-presidente-calderon-en-la-toma-de-protesta-a-la-mesa-directiva-2007-2008-del-consejo-de-participacion-ciudadana-de-la-procuraduria-general-de-la-republica/>

legalidad’’. Cette « culture de la légalité » implique une culture de l'illégalité en vigueur ancrée dans les mœurs, nécessitant une lutte sans relâche pour permettre cette substitution progressive. L'objet de cette intervention étant justement la participation citoyenne, Calderón rappelle l'importance de cette union reprenant le concept du “frente común”¹⁹⁶. C'est dans ce but que le président du Conseil de Participation Citoyenne, Oleg Vázquez Raña, prend la parole, suite à l'intervention de Calderón, afin d'exposer aux citoyens comment prendre part activement à cette lutte contre le crime organisé :

existe un comité estatal cuyo fin es colaborar con las autoridades. Disponemos de programas nacionales de acciones relevantes para impulsar la cultura de la denuncia. En el Programa Jueves Ciudadano de visitas guiadas a la Agencia Federal de Investigación se han recibido muchas personas, ahí mismo instalamos un centro de denuncias telefónicas que ha canalizado reportes anónimos de delitos¹⁹⁶.

Selon Vázquez Raña, la participation citoyenne active implique la généralisation de “la cultura de la denuncia”¹⁹⁷. Il convient de rappeler que ce concept – paru dans le *PLAN Nacional de Desarrollo 2001 – 2006* – est à mettre à l'actif du gouvernement Fox (“Es fundamental promover la cultura de la denuncia por parte de las víctimas de los delitos”). L'emploi répétitif du terme « culture » fait preuve d'une détermination à changer les mentalités. La légalité et la dénonciation conçues comme des « cultures » impliquent une dimension idéologique caractérisant la société par opposition à un groupe (en l'occurrence le crime organisé). Le programme mis en place consiste à développer la collaboration entre les citoyens et la “Agencia Federal de Investigación” en encourageant les “reportes anónimos de delitos”¹⁹⁷. La dénonciation constitue un acte de collaboration volontaire avec l'État. La personne peut être victime du délit rapporté ou simple témoin. Seulement dans les deux cas de figure, le représentant qui recevra la plainte devra s'assurer de l'identité du dénonciateur. Si le plaignant reste anonyme, il s'agit d'un acte de délation (“Recordemos que la delación es la denuncia que no suscribe el denunciante, quien con asentimiento de la autoridad, oculta su identidad¹⁹⁷”) qui n'a aucune valeur dans le droit mexicain. Si la *Ley Federal*

196 E. MEDINA MORA et O. VÁZQUEZ RAÑA, Diversas intervenciones durante la toma de protesta a la Mesa Directiva 2007-2008 del Consejo de Participación Ciudadana de la Procuraduría General de la República, discours prononcé au palais présidentiel de Los Pinos le 22 mars 2007. Consulté le 15 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/diversas-intervenciones-durante-la-toma-de-protesta-a-la-mesa-directiva-2007-2008-del-consejo-de-participacion-ciudadana-de-la-procuraduria-general-de-la-republica/>

197 J. HERNÁNDEZ PLIEGO, “Denuncia, Delación y Pesquisa”, *Biblioteca Jurídica Virtual de Investigación Jurídicas de la UNAM*, p. 276. Consulté le 15 juillet 2015, <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/7/3228/16.pdf>

*contra la Delincuencia Organizada*¹⁹⁸ autorise la réception des “denuncias anónimas” qu'elle nomment dans l'article 38 “informaciones anónimas”, elle confirme que ces informations ne constituent en aucun cas des charges dans les éventuelles procédures judiciaires à l'encontre des personnes dénoncées anonymement (“en ningún caso dicha información, por sí sola, tendrá valor probatorio alguno dentro del proceso”).

Le fait d'inciter le citoyen à témoigner sous couvert d'anonymat semble compréhensible. La peur des représailles comme la corruption policière sont des considérations qui font logiquement garder le silence. Seulement, la culture de la délation – et non la culture de la dénonciation – met en danger certaines libertés. Un climat de peur peut rapidement s'installer entre les citoyens et la pratique de dénonciations calomnieuses notamment n'est pas à exclure. Si cette participation citoyenne semble pouvoir apporter des résultats positifs à cette lutte contre le crime organisé, la délation tendrait à favoriser l'arbitraire des forces policières, mettant un peu plus à mal l'état de droit à travers le non respect des droits de l'homme.

L'absence de la déclaration universelle des droits de l'homme ou le vice constitutionnel

.....

Le gouvernement Calderón, comme ses prédécesseurs, gouverne au sein d'une République Fédérale ayant comme norme fondamentale la Constitution de 1917. Selon toute vraisemblance et conformément à la théorie élaborée par Kelsen, le Mexique est un État de droit qui se soumet à ses propres lois ainsi qu'aux lois internationales. La déclaration des droits de l'homme représente – en théorie – l'un des points fondamentaux de la Constitution des Républiques démocratiques ou se revendiquant comme telle. La question est de savoir de quelle façon les droits de l'homme peuvent-êtr suspendus ou restreints dans un État se revendiquant de droit. A ce propos, l'article 29 de la Constitution mexicaine mérite d'être cité :

198 CÁMARA DE DIPUTADOS, *Ley Federal contra la Delicuencia Organizada*, le 7 novembre 1996. Consulté le 15 juillet 2015, <http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/101.pdf>

En los casos de invasión, perturbación grave de la paz pública, o de cualquiera otro que ponga a la sociedad en grave peligro o conflicto, solamente el Presidente de la República Mexicana, de acuerdo con el Consejo de Ministros, y con aprobación del Congreso de la Unión, y en los recesos de éste, de la Comisión Permanente, podrá suspender en todo el país, o en lugar determinado, las garantías que fuesen obstáculo para hacer frente, rápida y fácilmente, a la situación; pero deberá hacerlo por un tiempo limitado, por medio de prevenciones generales y sin que la suspensión se contraiga a determinado individuo. Si la suspensión tuviese lugar hallándose el Congreso reunido, éste concederá las autorizaciones que estime necesarias para que el Ejecutivo haga frente a la situación. Si la suspensión se verificase en tiempo de receso, se convocará sin demora al Congreso para que las acuerde.

Nous constatons que les discours ainsi que les mesures prises par le gouvernement Calderón dans cette guerre livrée au crime organisé s'interprètent comme un état d'exception dans un contexte de “perturbación grave de la paz pública”. La “[suspensión] en todo el país o en lugar determinado, [de] las garantías” peut se justifier dans les États concernés par le déploiement des forces gouvernementales liées aux *operaciones conjuntas*. Cependant, un ensemble de faits remettent en cause l'application de cet article. Si nous constatons l'évidence d'un état d'exception concordant avec le lancement de la *Operación Conjunta Michoacán*, l'article 29 n'a pas été évoqué pour autant. Le lancement des opérations conjointes relève de l'initiative du Gouvernement Calderón mais l'application de l'article 29 ne peut se faire sans l'accord du Congrès qui n'a pas été consulté (rappelons que le PAN n'y possède pas la majorité absolue). Son approbation serait donc contraire au principe de légalité. Ensuite, et en imaginant que l'ambiguïté discursive permette au gouvernement de considérer comme acquise la restriction des garanties, il est également mentionné que ces restrictions devraient être limitées dans le temps (“deberá hacerlo por un tiempo limitado”). Bien qu'aucune durée maximale ne soit indiquée, son prolongement devrait, comme sa mise en place, être approuvé par ce même Congrès, ce qui semble improbable.

En prenant en considération les déclarations précédentes de Calderón – insistant sur le fait que ce combat se gagnera dans la durée – cela implique un état d'exception, non pas exceptionnel mais permanent durant lequel le législatif et le judiciaire verraient leurs fonctions « suspendues » au profit d'un exécutif au pouvoir illimité factuellement et temporellement. En plus d'une restriction des garanties, le danger que peut occasionner l'article 29 est la remise en cause du principe de séparation des pouvoirs.

Bien que cet article 29 ne soit officiellement pas appliqué, revenons sur les termes employés. Il est fait mention de “las garantías individuales” et non des droits de l'homme. Le *Título Primero* de la Constitution de 1917 est intitulé “De las garantías individuales”, en

lieu et place du “De los derechos del hombre” de la Constitution de 1857. Ce changement d'appellation a beau sembler ténu, les « droits de l'homme » ont disparu de la Constitution, ce qui aura pour conséquence une perpétuelle confusion entre « garantie » et « droit »¹⁹⁹²⁰⁰. Cette absence est problématique et inadaptée au Mexique du XXIème siècle puisque les garanties individuelles renvoient au contexte mexicain de 1917 qui concrétisent la Révolution menée majoritairement par la classe paysanne. La modification constitutionnelle de l'article 102-B par Carlos Salinas en 1992 qui réintroduit “los derechos humanos” et la “[violación de] estos derechos” dans la Constitution mexicaine est insuffisante :

El Congreso de la Unión y las legislaturas de los Estados en el ámbito de sus respectivas competencias, establecerán organismos de protección de los derechos humanos que otorga el orden Jurídico Mexicano, los que conocerán de quejas en contra de actos u omisiones de naturaleza administrativa provenientes de cualquier autoridad o servidor público, con excepción del Poder Judicial de la Federación, que violen estos derechos. Formulan recomendaciones públicas autónomas, no vinculatorias y denuncias y quejas ante las autoridades respectivas.

L'organisme de protection de référence évoqué par Salinas – et créé suite à cette modification – est la *Comisión Nacional de los Derechos Humanos* (CNDH). Cette identité gouvernementale a comme principale fonction la protection des citoyens mexicains face aux violations des droits de l'homme commises par les autorités gouvernementales. Nous avons constaté dans la hiérarchisation des normes que les lois nationales et internationales devaient être en conformité avec ladite Constitution. Si nous nous penchons sur la charte de l'ONU nous remarquons que la Déclaration universelle des droits de l'homme – définie comme l'« idéal commun à atteindre par tous les peuples²⁰¹ » – y figure depuis le 10 décembre 1948, soit trois ans après l'adhésion du Mexique aux Nations Unies. Par souci de conformité, la hiérarchie des normes aurait dû imposer la modification du *Título Primero*, d'autant que le respect de la déclaration des droits de l'homme correspond à la principale

199 M. CARBONNEL, “Los derechos humanos en México durante el siglo XX: Notas para su estudio”, *Revista Mexicana de Historia del Derecho*, México, UNAM, 2012, p. 126. Consulté le 7 décembre 2015, http://miguelcarbonell.com/artman/uploads/1/ddhh_en_Mexico.pdf

200 “a propósito de las garantías individuales su contenido es sumamente heterogéneo, pues por un lado se protegen determinados derechos de suma importancia que tienen que ver con la idea de dignidad del hombre, pero por el otro, se protegen figuras (con la misma jerarquía normativa) que poco o nada tienen que ver con la protección fundamental del hombre.” R.G. CARREÓN GALLEGOS, “Derechos humanos, garantías y derechos fundamentales. Problema terminológico o conceptual”, *Biblioteca Jurídica Virtual del Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM*, México, UNAM, 2012, p. 139. Consulté le 14 décembre 2015, <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/7/3171/7.pdf>

201 « L'ONU et les droits de l'homme », *La Charte internationale des droits de l'homme*. Consulté le 10 décembre 2015, <http://www.un.org/fr/rights/overview/charter-hr.shtml>

obligation de l'état de droit²⁰². La modification en 1992 de l'article 102-B remplace, certes, les droits de l'homme dans la Constitution, mais de façon plus que contestable et totalement symbolique, puisque ces droits ne sont pas détaillés. En recoupant l'article 102-B au *Título Primero* en vigueur en 2007, nous constatons que la norme fondamentale mexicaine ne lui permet pas d'élever les traités et normes internationales de droit de l'homme au rang constitutionnel. Il faudra attendre 2011 pour que le Mexique se décide à renommer le *Título Primero* "De los derechos humanos y sus garantías" (modifiant considérablement l'article premier²⁰³ en conséquence), ce qui représentera une étape importante en renforçant "las capacidades nacionales y estatales para investigar y reparar casos de abusos y violaciones²⁰⁴". Si l'argument est difficilement recevable, jusqu'en 2011, on ne peut parler au Mexique de violation des droits de l'homme comme d'une infraction constitutionnelle.

La Comisión Nacional de los Derechos Humanos en 2007

.....

A México, le 23 février 2007 coïncide avec le rapport d'activités annuel de la CNDH. Le président de la Commission, José Luis Soberanes Fernández, dresse un bilan alarmant de l'année 2006²⁰⁵. Une "aparente ausencia de autoridad" est constatée à travers l'impunité du crime organisé ainsi que la "arbitrariedad" de nombreuses interventions policières ("El abuso de la autoridad policíaca en Lázaro Cárdenas, Michoacán, y en Atenco, Estado de México, desnudó una alarmante realidad en nuestros cuerpos de seguridad."). La conjoncture défavorable en 2006 est avancée. La "enconada polarización política" fait implicitement référence au chaos suscité par l'élection présidentielle, alors même que le

202 cf partie 2, C. 1) p. 31. « L'état de droit garantit la protection de tous les droits de l'homme sans exception, donne aux citoyens comme aux non-citoyens des voies légitimes de recours contre les abus de pouvoir »

203 "En los Estados Unidos Mexicanos todas las personas gozarán de los derechos humanos reconocidos en esta Constitución y en los tratados internacionales de los que el Estado Mexicano sea parte, así como de las garantías para su protección, cuyo ejercicio no podrá restringirse ni suspenderse, salvo en los casos y bajo las condiciones que esta Constitución establece.

Las normas relativas a los derechos humanos se interpretarán de conformidad con esta Constitución y con los tratados internacionales de la materia favoreciendo en todo tiempo a las personas la protección más amplia."

204 D. BROOKS, "Los planes para proteger los derechos humanos son de *largo aliento*, dice la SRE", *La Jornada*, 30 mars 2011. Consulté le 8 décembre 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2011/03/30/politica/015n1pol>

205 J. L. SOBERANES FERNÁNDEZ, *Informe de actividades de la Comisión Nacional de Derechos Humanos*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos le 23 février 2007. Consulté le 24 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/intervencion-del-doctor-luis-soberanes-fernandez-durante-el-informe-de-actividades-de-la-comision-nacional-de-derecho-humanos/>

pays subissait des “niveles inéditos de violencia criminal y desbordamiento de la delincuencia organizada”. Aucune relation directe entre les deux n'est établie. On peut, cependant interpréter un lien de cause à effet où la recrudescence de violence serait la conséquence d'une société fragilisée par l'instabilité politique. Afin d'illustrer la gravité de la situation, Soberanes précise qu'en 2006, “la muerte de mil 700 personas”²⁰⁶ serait imputée au crime organisé alors que la CNDH recevait 6895 plaintes. Si l'instabilité politique nous semble un facteur favorisant la recrudescence de violence, il faut ajouter l'absence de coopération du gouvernement précédent :

Durante este periodo, debemos lamentarlo, diversas autoridades rechazaron las recomendaciones de la Comisión Nacional. Es deplorable la renuncia de una autoridad ante una recomendación del ombudsman²⁰⁶. Se envía así un mensaje o una confirmación del desprecio a los derechos fundamentales de los integrantes de la sociedad y se fomenta a un clima de impunidad entre los servidores públicos quienes pueden suponer o interpretar una especie de patente de corso frente a las violaciones a la ley, augurándoles, bajo este supuesto, ausencia de investigación o castigo ante actos de igual naturaleza.

La plainte formulée par le citoyen ne peut aboutir sans un travail bilatéral réunissant la CNDH et l'autorité gouvernementale concernée, car la Commission n'a pas pour fonction de sanctionner. L'absence de coopération lui attribue un rôle purement symbolique, dénonçant vainement des infractions qui ne seront pas considérées. Ce constat implique un rejet de la défense des droits de l'homme par le gouvernement. “Un clima de impunidad” est évoqué cette fois-ci non pas vis-à-vis des narcotrafiquants – et autres délinquants – mais du côté des autorités. Par ces révélations, on pourrait parler d'une culture de l'illégalité imprégnée à tous les niveaux de la société dans le sens où les abus et les interventions arbitraires auxquels s'adonnent la police sont implicitement tolérés puisque couverts par le gouvernement. L'absence de coopération n'est pas l'unique problème dénoncé par le président de la Commission :

Señor Presidente Calderón:

Los defensores públicos de los Derechos Humanos enfrentamos presiones en el 2006; (...)

Pero lo peor resultó ser la promoción y aliento de tales despropósitos por parte de la autoridad, creando una especie de persecución política contra el ombudsman nacional, tolerada y quizá auspiciada desde la Jefatura del Estado, esta situación no ha sido aclarada todavía.

206 Médiateur entre les plaignants et les administrations mises en cause.

En s'adressant exclusivement à Felipe Calderón, Soberanes entend retourner les pressions dont la CNDH a été victime en 2006. La révélation de “persecución política” à l'encontre de la Commission prend des allures de procès. C'est l'occasion pour Soberanes de régler ses comptes publiquement avec le gouvernement Fox et de mettre en garde Felipe Calderón en prenant à témoin la population. Le doute émis sur la probable orchestration des persécutions par Vicente Fox – ou son entourage – est une accusation lourde de sens, d'autant qu'il ajoute : “Cuando un mal líder devalúa sistemáticamente la palabra política, acaba por cerrar la puerta al diálogo y abrirla a la violencia”. Si Soberanes faisait part de ses soupçons à l'encontre de Vicente Fox, sans pour autant le nommer (“la jefatura del Estado”), sa culpabilité reste à prouver. Cette fois-ci le président de la Commission attaque personnellement le prédécesseur de Calderón en le qualifiant de “mal líder”. Nous évoquons le rôle purement préventif de la Commission qui ne pouvait donner suite aux plaintes unilatéralement. Ce discours représente l'opportunité pour Soberanes d'informer – ou de rappeler – l'élargissement du champ d'action de la Commission :

Las reformas aprobadas por el Congreso de la Unión en el 2006 nos permiten ahora solicitar la aplicación de sanciones penales a los servidores públicos cuya información ante y para esta Comisión resulte falsa.
También se otorgó a la CNDH la facultad de solicitar procedimientos administrativos contra trabajadores gubernamentales, todo esto para evitar el bloqueo doloso de nuestra labor por parte de malos servidores públicos.

Soberanes fait preuve d'optimisme en se voyant octroyer la possibilité de “solicitar la aplicación de sanciones penales... [y] procedimientos administrativos”. Cette nouvelle fonction accordée par le législatif représente une avancée puisque la commission pourra formuler publiquement des sanctions à l'encontre des autorités mises en cause. Cependant, il semble naïf de penser que la recommandation de sanctions pénales révolutionnera le rôle de la CNDH et incitera les autorités à coopérer dans la mesure où la réception des recommandations demeure facultative. L'importance de cette commission – en dehors du côté symbolique que nous évoquions précédemment – se trouve d'avantage dans le rôle médiatique de l'*ombudsman* auprès de l'opinion publique. Il agit en tant que principal représentant des droits de l'homme en pointant du doigt des incohérences fondamentales au Mexique dans une période dénommée Transition Démocratique.

Cependant, malgré les critiques acerbes prononcées à l'encontre de Vicente Fox, le président de la CNDH reste extrêmement prudent vis-à-vis des nouveaux hauts représentants de ce gouvernement. Soberanes omet par exemple de préciser que l'ancien

secretario de Seguridad Pública – et actuel Procurador General de la República – Eduardo Medina Mora, “[rechazó] recomendaciones emitidas por el órgano a su cargo para corregir la vulneración de las garantías individuales²⁰⁷”. Le principe des opérations conjointes n'est pas questionné, mais au contraire appuyé (“Creemos en los compromisos muchas veces expresados por usted y sus principales colaboradores, tanto militares como civiles para respetar en el complejo de esta difícil tarea los derechos fundamentales”) et Soberanes va jusqu'à reprendre la rhétorique gouvernementale concernant le combat dans lequel il s'est engagé : “combatir a los delincuentes con intensidad y sin pausa, ni fatiga hasta terminar con sus ruines actividades”. Le principe de coopération entre la CNDH et gouvernement ne permet pas à Soberanes d'attaquer frontalement Calderón. Paradoxalement, les éloges à l'égard du gouvernement en clôture de discours nous interpellent :

Sólo cuando un líder valora la política puede generar confianza y, por lo tanto, estabilidad. Sólo en un país de leyes puede haber dignidad, igualdad, orden y respeto a los derechos humanos.

De todas las personas, usted señor Presidente, como hombre de leyes, suscribe, estoy convencido, estos conceptos. (...)

De haber vivido en un sistema autoritario diferentes hechos violentos del 2006 nos hubieran hecho retroceder como sociedad, por el contrario, gracias a las libertades de la democracia, al celo y a la decisión de preservarlas, nuestra cultura política dio un paso al frente.

Il est entendu que pour exister, la CNDH a besoin de l'appui gouvernemental. Si Soberanes s'oppose à la guerre contre le crime organisé il expose la commission à une inefficacité probablement comparable à celle connue sous le gouvernement Fox. L'estime portée à Calderón – et à son gouvernement – dans ces propos peut s'interpréter comme une façon de le légitimer. En approuvant la politique gouvernementale, la CNDH entend renouer le dialogue avec le gouvernement dans le but d'être à son tour considérée. Soberanes veut croire en une rupture occasionnée par la passation de pouvoir entre Fox et Calderón. Il semble résumer – voire isoler – les “diferentes hechos violentos” à l'année 2006. La position de Soberanes face à Calderón ressemble davantage à un compromis politique. Il semble difficile d'envisager qu'un ombudsman puisse être convaincu par la théorie d'une compatibilité entre une politique guerrière et la défense des droits de l'homme.

207 A. CRUZ et E. OLIVARES, “CNDH: espiral de violencia, por la 'aparente falta de autoridad' “, *La Jornada*, 24 février 2007. Consulté le 15 décembre 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2007/02/24/index.php?section=politica&article=003n1pol>

L'a réponse de Felipe Calderón²⁰⁸ est d'une manière générale en conformité avec celle de l'*ombudsman*. Les charges à l'encontre de Vicente Fox représentent une aubaine pour Calderón qui n'hésite pas à parler de la “impunidad [como una] institucionalización de la injusticia”. Nous en revenons une fois de plus à l'omniprésence de l'impunité dans la société mexicaine, permettant à Calderón de réaffirmer que la “lucha frontal contra la delincuencia” est la solution incontournable pour y remédier. Il affirme également que cette lutte sera menée “en el marco de un Estado democrático de Derecho y con pleno apego a los derechos humanos y a las garantías constitucionales”. Cette déclaration nous apprend qu'il n'est pas question pour Calderón de déclarer le Mexique en état d'exception et qu'il ne prévoit pas de suspendre ou restreindre les garanties individuelles. Son intervention est prudente, les mots sont choisis avec précaution comme le démontre sa conception de la justice :

No creo en la mano dura, porque ésta tiene, precisamente, una connotación y una implicación que desconoce a los derechos humanos.
Si creo en la mano firme de un gobierno que es capaz de cumplir y hacer cumplir la ley respetando los derechos de todos y todos los derechos.

La “mano firme” s'applique à des procédures opérées conformément au droits de l'homme répondant à un principe de légalité lié à un usage strict de la justice, tandis que la “mano dura” implique la pratique de la violence et de l'arbitraire. La distinction entre “dura” et “firme” s'avère habile dans ce contexte mais partiellement contradictoire. Nous évoquons la justification d'un concept de violence légitime du gouvernement en réponse à la violence illégitime de la délinquance. Il est toujours question d'un rapport de force, même si Calderón adapte son discours à un public de défenseurs des droits de l'homme : “por quienes buscan imponer su criterio por la vía de la fuerza ilegítima y el atropello de los derechos de los demás, el ejercicio de la autoridad y el legítimo uso de la fuerza pública se convierte más que en una prerrogativa en un deber de quien gobierna”. En parlant de “uso legítimo de la fuerza” Calderón peut prétendre éviter l'arbitraire – ce qu'il affirmera de la sorte : “La opacidad y la arbitrariedad no serán prácticas que se permitan y se toleren en mi administración”. En revanche, il ne pourra pas éviter la violence légitime qui l'implique inévitablement.

208 F. CALDERÓN, *Informe de actividades de la Comisión Nacional de Derecho Humanos*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 23 février 2007. Consulté le 24 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/el-presidente-calderon-en-el-informe-de-actividades-del-presidente-de-la-comision-nacional-de-derechos-humanos/>

Calderón et Soberanes concordent du point de vue discursif. Les deux mois et demi de présidence sont insuffisants pour que la CNDH fasse un premier bilan de ce début de mandat. Toutefois, il est peu probable que la passivité de Fox face à la délinquance, mise en exergue par Soberanes, soit reprochée à Calderón. L'approbation de la CNDH concernant les opérations conjointes est explicite, même si elle peut surprendre. Quoi qu'il en soit, Calderón a engagé son gouvernement dans un nouveau combat à travers le respect des droits de l'homme. Les opérations en cours et à suivre nous apprendront s'il dispose ou non d'un appareil d'État suffisamment fort pour allier les actes aux propos.

Réformes policières et revalorisations salariales militaires

.....

Calderón prétend être à la tête d'un gouvernement en mesure de faire respecter “los derechos de todos y todos los derechos”. Pourtant, il reconnaît (dans le même discours consacré aux droits de l'homme) que des réformes policières s'imposent puisqu'il s'apprête à mettre en œuvre le “Programa Integral de Seguridad Pública” : “Este programa tendrá como puntos centrales el ordenar, depurar y fortalecer nuestros cuerpos policiales, asegurar su profesionalización, capacitación y modernización, y generar una nueva cultura y acción preventiva del delito que tanta falta le hace al país”. La police *Municipal*, *Estatal* et *Federal* représentent les trois ordres du gouvernement, mobilisées conjointement avec l'armée. Lors du mandat de Fox, les différentes polices ont vivement été critiquées par la CNDH ainsi que par le Cefprodhac au moment de l' “Operativo México Seguro”. Le fait de reconnaître la nécessité de “ordenar, depurar y fortalecer” démontre que Calderón n'est pas convaincu par les capacités policières actuelles pour répondre pleinement aux exigences que le gouvernement s'est fixé.

Le 7 mars 2007, Genaro García Luna, chargé de développer le *Programa de Seguridad Pública*, présente une série de réformes²⁰⁹ dont les quatre premières concernent directement la police :

209 G. GARCÍA LUNA, *Diversas intervenciones en el Anuncio de la Estrategia Integral para la Prevención del Delito y Combate a la Delincuencia*, discours prononcé à Mexico, le 7 mars 2007. Consulté le 24 décembre 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/diversas-intervenciones-en-el-anuncio-de-la-estrategia-integral-para-la-prevencion-del-delito-y-combate-a-la-delincuencia/>

1. Plataforma México, Sistema Único de Información Criminal.
2. Evaluación del personal policial y aplicación de exámenes de control de confianza para policías de los municipios, estados y la Federación.
3. Formación y capacitación con estándares internacionales para contar con cuerpos de policía de calidad.
4. Establecer el servicio civil de carrera policial.

Dans ces quatre propositions, la 1. et la 3. correspondent à une modernisation de l'institution policière qui tendrait à modifier considérablement son fonctionnement et sa structure. La 2. et 4. font référence aux policiers qui composent cette institution comme des citoyens responsables ou en passe de le devenir. La “Plataforma México” (également dénommé *Systema Unica de Información Criminal*) est censée répertorier toutes les informations de *los tres ordenes* en lien avec la sécurité publique, de façon à relier les trois polices entre elles dans un souci d'unité et d'efficacité²¹⁰. Lorsque Calderón parle de “asegurar su profesionalización, capacitación y modernización”, cela implique que la formation et les outils policiers sont inadaptés à la délinquance, comme le précise García Luna : “Toda vez que las organizaciones criminales utilizan las más avanzadas tecnologías para actuar sin fronteras, es esencial que el Estado cuente con las herramientas y medios adecuados para hacerles frente”. La “Formación y capacitación” semblent indispensables pour l'utilisation de ce nouveau système d'information ainsi qu'un entraînement adéquat pour agir sur le terrain face à une délinquance qui s'est considérablement militarisée au cours de ces dernières années.

Cette modernisation va engendrer les effets escomptés à condition que les rangs des *cuerpos policíacos* soient composés d'honnêtes policiers/citoyens. L'ensemble de la police mexicaine est réputée pour la corruption qui la gangrène, rendant impossible toute collaboration avec la population. L'un des enjeux des réformes proposées par García Luna – à travers le “control de confianza” notamment – est de rompre avec cette image de policier corrompu de façon à ce que le citoyen puisse (re)considérer l'institution policière. Le concept d'une “cultura de la legalidad” imprégnant la société mexicaine à tous les niveaux est repris par Calderón : “al igual que los ciudadanos, yo exijo una policia honesta, limpia, confiable para mexicanas y mexicanos, y sé que no será fácil pero lo necesitamos garantizar con urgencia²¹¹”. L'exemplarité des forces policières sera un objectif difficile à atteindre – probablement irréalisable à court terme – puisqu'elle implique un profond changement dans

210 Pour plus d'information, on peut consulter “Plataforma México”, SSP, Octobre 2008. Consulté le 24 décembre 2015, <https://www.oas.org/dsp/Presentaciones/secret%20seg%20pub-mexico.pdf>

211 F. CALDERÓN, *op. cit.*, discours prononcé à México, le 7 mars 2007.

les mentalités. Nous nous interrogeons sur le fait que Calderón prenne la citoyenneté comme un modèle à suivre pour la police. Il peut sembler surprenant que le stéréotype du citoyen irréprochable inspire des institutions plutôt que l'inverse... Pourtant ce combat contre la délinquance ne peut se faire sans la police, comme il est réaffirmé à Chihuahua lors de la *Reunión del Consejo Estatal de Seguridad Pública*²¹²: “La clave para dar el siguiente paso en esta batalla es que se fortalezcan tanto la confiabilidad y honestidad, como la capacidad operativa de todos los cuerpos policiacos en el país”. Les opérations menées depuis sa prise de fonctions sont principalement militaires, ce qui signifie que les polices ont été peu sollicitées depuis le début de la guerre contre la délinquance. “El siguiente paso” s'interprète comme une relève où les polices substitueraient progressivement les forces armées déployées depuis le lancement des opérations conjointes. L'armée ne peut être mobilisée éternellement. En plus des réformes, un tri s'impose au sein des effectifs policiers :

Tenemos que ser bien claros y poner los estímulos adecuados. Al que cumpla, al que responda al deber, al que desarrolle su trabajo con honestidad hay que reconocerlo, protegerlo y recompensarlo.

Y al que se corrompa y que traicione a sus compañeros y a la sociedad, hay que castigarlo con todo el peso de la ley.

Hoy, sociedad y Gobierno, debemos ofrecer todo nuestro respaldo a cuerpos policiacos para evitar que el poder del crimen organizado intente cooptarlos y vulnerar así las instituciones del Estado.

En faisant part de sa volonté de valoriser le policier exemplaire et punir le corrompu, Calderón fait de nouveau référence au combat contre l'impunité. Or, le stade des intentions ne peut être dépassé sans consultation du Congrès. Si la restructuration policière doit être garantie “con urgencia” le processus parlementaire prend du temps. Le Congrès approuvera les propositions de García Luna, mais il faudra attendre le 18 juin 2008 et la modification de l'article 21 de la Constitution Mexicaine pour entreprendre ce projet de restructuration²¹³. Les délais pour mettre en place le “control de confianza” sont plus importants encore malgré l'accord²¹⁴ promulgué le 25 août 2008 :

212 F. CALDERÓN, *Reunión del Consejo Estatal de Seguridad Pública*, discours prononcé depuis Chihuahua, Chihuahua, le 22 mai 2007. Consulté le 21 décembre 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/05/el-presidente-calderon-en-la-reunion-del-consejo-estatal-de-seguridad-publica/>

213 “a) regulación de la selección, ingreso, formación, permanencia, evaluación, reconocimiento y certificación de sus integrantes; b) establecimiento de datos criminalísticos y de personal, ninguna persona podrá ingresar a dichas instituciones si no ha sido debidamente certificada y registrada en el sistema...” PODER EJECUTIVO SECRETARIA DE GOBERNACIÓN, “DECRETO por el que se

Crear un modelo nacional de evaluación y control de confianza.

(...)

Tiempo de ejecución: cuatro meses.

Impulsar la creación de centros estatales de control de confianza certificados.

(...)

Tiempo de ejecución: un año.

Sujetar a evaluación permanente y control de confianza al personal de las instituciones policiales, de procuración de justicia, de Aduanas, de los centros de readaptación social federales, así como del Instituto Nacional de Migración, a través de organismos certificados.

(...)

Tiempo de ejecución: un año.

Cet accord nous apprend que le “control de confianza” sera effectif dans le meilleur des cas début 2009. Ce bond dans le temps nous semblait nécessaire afin d’illustrer la difficulté du processus de réformes institutionnelles et constitutionnelles. Les intentions du gouvernement Calderón ne sont pas remises en cause puisque l’article 21 va permettre cette restructuration policière souhaitée – impliquant les formations et outils adéquats pour lutter contre le crime organisé. Il en va de même pour la lutte contre la corruption avec l’accord national d’août 2008, même si cet accord est contestable puisqu’il ne s’appliquera qu’au niveau *federal*. La volonté gouvernementale de réformer un appareil d’État corrompu semble cohérente contrairement à sa participation à la guerre contre la délinquance. Calderón compte sur la citoyenneté pour limiter les dérives policières (“para evitar que el poder del crimen organizado intente coptarlos”). Cette participation citoyenne aux côtés des policiers est la seule alternative dont le gouvernement dispose avant l’entrée en vigueur des réformes. Il est pourtant peu probable que le citoyen soutienne la police comme le souhaiterait Calderón. La culture de la légalité est un processus, tout comme la confiance ou la méfiance que peut générer une institution étatique. Les réformes indispensables souhaitées ne peuvent être appliquées dans l’urgence et leur application future n’est pas un gage d’efficacité immédiat. Il faudra du temps avant que le Mexique puisse bénéficier de *cueros policíacos* efficaces. Malgré ses promesses discursives, Calderón n’est pas en mesure de proposer une institution policière de qualité sur laquelle pourra s’appuyer le citoyen – tout du moins pas à court terme.

reforman y adicionan diversas disposiciones de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos”, *Diario Oficial*, le 18 juin 2008. Consulté le 27 décembre 2015,

http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_180_18jun08.pdf

214 SECRETARIA DE GOBERNACIÓN, “Acuerdo Nacional por la Seguridad, la Justicia y la Legalidad”, *Diario Oficial de la Federación*, le 25 août 2008. Consulté le 27 décembre 2015,

http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5057719&fecha=25/08/2008

Las Fuerzas Armadas han estado siempre en la primera línea de combate para defender la soberanía nacional y para proteger la integridad territorial. Su valor, su patriotismo y su disciplina son características que los distinguen a ustedes y que honran a todos los mexicanos, les han hecho ganarse la confianza y la admiración de la sociedad²¹⁵.

Le contraste entre la situation des *cuerpos policíacos* et la description des ‘‘Fuerzas Armadas’’ est frappant. Les éloges de Calderón à l'égard des militaires laisse entendre qu'il a une totale confiance dans ses Forces Armées. Cette intervention représente l'opportunité pour lui de justifier le déploiement militaire initié depuis le lancement des opérations conjointes. L'article 129 de la Constitution²¹⁶ ne permet pas la mobilisation de troupes armées en temps de paix. L'exemplarité militaire que décrit Calderón est une façon de se protéger contre d'éventuelles attaques politiques au sujet de cette violation constitutionnelle. Si la présence des forces armées ne peut incarner une solution durable, elle représente déjà une alternative et c'est pour cette raison que Calderón entreprend de les revaloriser :

Hoy les reitero que cuentan conmigo, que tienen un Presidente que se ocupa de las condiciones de vida de los soldados y marinos y de sus familias. (...) Para este año 2007, instruí que los soldados y marinos percibieran un sobrehaber²¹⁷ en promedio del 70 por ciento en todo el país, y que adicionalmente la tropa y la marinera percibieran un reconocimiento de mil pesos mensuales por encima de sus haberes y sobrehaberes.

Ces hausses significatives accordées aux militaires correspondent à l'image d'un président soucieux de valoriser les défenseurs de la sécurité publique – comme il l'exprimait à Chihuahua pour le policier irréprochable (‘‘reconocerlo, protegerlo y recompensarlo’’). Calderón démontre que l'intégrité et l'honnêteté sont récompensées. Cette revalorisation salariale pourrait inspirer les garants de la sécurité publique car si la faible rémunération a la réputation moins solide que la corruption qui l'accompagne le lien de cause à effet s'avère évident.

La raison supplémentaire qui pourrait inciter Calderón à glorifier et récompenser ses forces armées est liée à la conjoncture du narcotrafic qui a engendré la restructuration des

215 F. CALDERÓN, *La entrega de créditos hipotecarios para las Fuerzas Armadas*, discours prononcé à México, le 23 juillet 2007. Consulté le 27 décembre 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/07/el-presidente-calderon-en-la-entrega-de-creditos-hipotecarios-para-las-fuerzas-armadas/>

216 En tiempo de paz, ninguna autoridad militar puede ejercer más funciones que las que tengan exacta conexión con la disciplina militar. Solamente habrá comandancias militares fijas y permanentes en los castillos, fortalezas y almacenes que dependan inmediatamente del Gobierno de la Unión; o en los campamentos, cuarteles o depósitos que, fuera de las poblaciones, estableciere para la estación de las tropas.

217 Remuneración adicional que se cubre al personal militar en activo en atención al incremento en el costo de la vida o insalubridad del lugar donde preste sus servicios.

cartels. Rappelons que le groupe paramilitaire des *Zetas* est composé de déserteurs du GAFES. Calderón semble convaincu de l'intégrité de ses troupes, pourtant la désertion est un phénomène courant dans l'armée. Au Mexique, un militaire entraîné au combat qui déserte est susceptible de rejoindre les *Zetas* ou n'importe quel groupe de sicaires assurant la protection des cartels. C'est probablement pour éviter ce genre de *narcomantas* et les conséquences des désertions que Calderón tient tant à reconsidérer ses forces armées :

GRUPO OPERATIVO "LOS ZETAS" TE QUIERE A TI
MILITAR O EX-MILITAR. TE OFRECEREMOS BUEN SUELDO
COMIDA Y ATENCIONES A TU FAMILIA.
YA NO SUFRAS MALTRATOS Y NO SUFRAS HAMBRE.
NOSOTROS NO TE DAMOS DE COMER SOPAS MARUCHAN²¹⁸
RELAJES ABSTÉNGASE DE LLAMAR
INTERESADOS COMUNICARSE TEL 867 1687423²¹⁹



Soldados mexicanos pasan frente a una manta que ofrece
“comida, sueldo y atenciones” a los militares que trabajen para el narcotráfico. © EFE
(http://www.nacion.com/mundo/Narcos-ofrecen-casa-carro-militares_0_971102965.html)

218 “Maruchan es una marca de sopa instantánea que proporcionalmente contiene casi tantos químicos como el anticongelante que se le pone a los coches en invierno. Se hace con colorantes, saborizantes y glutamato monosódico, un aditivo que causa terror entre los nutriólogos y los oncólogos. Hay quienes creen las advertencias a comerla están originadas en mitos malintencionados pero no se necesita ir a un laboratorio de París para ver lo que es un Maruchan. Si uno prepara una y en lugar de comerla de inmediato la deja que se enfríe, verá cómo se forma una capa gruesa de grasa tan sólida que hay que romperla con una cuchara”. D.E. OSORNO, *La guerra de los Zetas*, Grijalbo, México, 2012.

219 “Fracasa estrategia para capturar a los cabecillas de los Zetas”, *Proceso*, le 15 avril 2008. Consulté le 27 décembre 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=198082>

CONCLUSION • DEUXIÈME PARTIE

Six semaines ont séparé la lutte contre le crime organisé par l'annonce de l'opération conjointe au Michoacán (le 11 décembre 2006) d'une sémantique assumée de guerre contre la délinquance (le 22 janvier 2007). La communication faite autour de la sécurité publique pendant les deux premiers mois de présidence est caractérisée par une force oratoire rapprochée dans le temps : le discours d'intronisation du 1er décembre 2006, le 11 décembre, l'annonce des opérations conjointes Tijuana et Basse Californie le 2 janvier 2007, l'annonce des opérations conjointes Guerrero, Chihuahua, Durango et Sinaloa le 21 janvier et le conseil national de sécurité publique le 22 janvier.

La présentation des opérations conjointes aura occupé l'espace politique et eu trois effets à très court terme :

- relayer au second plan l'été 2006 et l'éventuelle illégitimité présidentielle d'un scrutin contesté
- répondre à la principale attente de la population en se focalisant sur la sécurité publique
- réhabiliter le principe de l'opération conjointe terni par *México Seguro* (la recette est similaire, les ingrédients sont les mêmes, mais le dosage et le facteur communication différents)

Le gouvernement Calderón s'est focalisé sur l'aspect logistique des opérations à travers le déploiement militaire et policier. Le jour où Calderón confirme être en guerre marquée, paradoxalement, le point de départ d'une ambiguïté discursive. La communication autour des opérations conjointes qui visait le narcotrafic et l'ensemble du crime organisé s'est subitement élargie à la délinquance générale. La problématique de la sécurité publique est assimilée à la « petite » délinquance et au crime organisé dans une guerre déclarée. Les appels à une participation citoyenne impliquent l'union d'un peuple derrière un président

luttant pour la sécurité de toutes et tous. Cette stratégie a pour but de créer deux « camps » distincts au sein d'une lutte d'envergure : d'un côté, les autorités gouvernementales et les citoyens favorables à ce concept sécuritaire omniprésent ; de l'autre, les criminels, les délinquants et autres citoyens n'adhérant pas à la politique pratiquée. La communication clairvoyante centrée sur le narcotrafic et/ou le crime organisé depuis la prise de fonctions de Calderón – jusqu'au discours du 22 janvier 2007 – a basculé dans l'opacité et l'ennemi est généralisé sans être défini.

La guerre déclarée a pour but de rétablir la sécurité publique et mettre fin à la violence. Or, en avril 2007, l'aspect sanitaire est présenté comme la raison de ce conflit. Le *narcomenudeo* implique la revente de substances illicites et les dépendances, ce qui a pour effet d'établir un lien de cause à effet entre la problématique sécuritaire et sanitaire. La rhétorique présidentielle se focalise sur la croissance des consommateurs considérée – à tort – comme exponentielle. Le consommateur est tour à tour perçu comme une victime puis comme un potentiel bourreau. L'amalgame entre sécurité et santé est effectué par Calderón et le concept sanitaire est littéralement absorbé par le sécuritaire.

Le gouvernement en appelle à un front commun dans cette orientation sécuritaire. Le pacte social imposé à la population est un acte de soumission. En contrepartie, l'État a le devoir d'assurer la protection de ses citoyens par tous les moyens. Une politique focalisée sur la sécurité peut sembler contradictoire avec un processus démocratique. Sans sécurité il n'y a pas de démocratie mais qu'en est-il des principes démocratiques si les forces gouvernementales possèdent des moyens d'action illimités ?

La consolidation d'un état de droit est tributaire du respect de la convention internationale des droits de l'homme – pourtant absente de la Constitution mexicaine jusqu'en 2011. Le bilan annuel de l'*ombudsman* de la CNDH en 2007 démontre une absence de considération du gouvernement Fox à l'égard des droits de l'homme et de ses représentants. Face à un tel constat, Calderón s'engage à en tenir compte et à l'appliquer à sa politique sécuritaire répressive. Les promesses de Calderón faites à l'*ombudsman* de la CNDH impliquent l'exemplarité des forces gouvernementales dans ce conflit. Le respect des droits de l'homme est le nouveau combat présidentiel et il sera scruté par les observateurs.

TROISIEME PARTIE

.....

PROPAGATION ET ENLISEMENT DU CONFLIT : ENSEIGNEMENTS ET (AUTO) CRITIQUES

Le 14 janvier 2007, Felipe Calderón s'est déclaré satisfait de sa politique en constatant une nette amélioration de la situation mexicaine depuis sa prise de fonctions : «siento que vamos bien y que México está en orden y en paz²²⁰». Le bilan positif dressé après seulement 45 jours de présidence peut sembler prématuré et contradictoire. Il paraît surprenant d'évoquer l'« ordre » et surtout la « paix » comme deux facteurs caractérisant le Mexique au moment où les opérations conjointes s'étendent dans le pays.

Afin de vérifier qu'une amélioration se confirme dans le temps, nous allons dresser plusieurs bilans des opérations conjointes en relation avec les engagements pris par Felipe Calderón en matière de droits de l'homme. Les discours présidentiels ainsi que les bilans annuels de l'*ombudsman* de la CNDH vont représenter nos principales sources. Nous analyserons ensuite en détail le bilan humain imputé à la politique sécuritaire en nous étendant tout particulièrement sur les victimes dites « collatérales » du conflit. Enfin, il semble important d'évoquer l'évolution de l'opinion publique durant le mandat. Comment s'est positionné le gouvernement face aux éventuelles revendications populaires concernant la guerre au crime organisé ? L'analyse du rapport entre le gouvernement et ses citoyens va nous permettre d'évaluer la transition démocratique ou tout du moins savoir si elle est caractérisée par un peuple souverain.

220 C. HERRERA BELTRÁN, «México ahora 'está en orden y en paz; vamos bien': Calderón», *La Jornada*, le 15 janvier 2007. Consulté le 30 mai 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2007/01/15/index.php?section=politica&article=003n1pol>

Guerre et démocratie : un inévitable antagonisme

Un premier bilan annuel contrasté

.....

La mise en place des opérations conjointes puis des propositions de réformes en matière de sécurité ont occupé l'espace politique et public de manière quasi-exclusive lors des six premiers mois de présidence. L'enchaînement successif et rapproché des évènements, caractéristique d'un gouvernement hyperactif – sur le terrain et discursivement –, a ôté toute possibilité de recul. L'annonce des opérations conjointes était accompagnée de premiers résultats « encourageants » quant aux saisies et arrestations. La communication autour de ces opérations avait pour but de convaincre la population de la nécessité du dispositif d'où une nécessité de résultats immédiats. À l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire de *México unido contra la delincuencia*²²¹ en novembre 2007, Felipe Calderón revient sur les résultats globaux et ponctuels qui ont jalonné cette première année de mandat :

Hemos golpeado al crimen organizado con la captura de importantes capos y la detención de casi 15 mil criminales que amenazaban la vida y la integridad de nuestras familias.
Hemos asegurado armas y dinero producto de actividades criminales, así como grandes cantidades de droga que tenían como destino las calles, las escuelas y a nuestros hijos a final de cuentas.

221 F. CALDERÓN, *En la conmemoración del décimo aniversario de México unido contra la delincuencia*, discours prononcé à México, le 13 novembre 2007. Consulté le 3 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/11/el-presidente-calderon-en-la-conmemoracion-del-decimo-aniversario-de-mexico-unido-contra-la-delincuencia-ac-y-premiacion-de-los-ganadores-del-segundo-concurso-de-carteles-exigimos-seguridad/>
Pour plus d'informations on peut consulter le site officiel de *México Unido Contra la Delincuencia* (MUCD). Consulté le 10 février 2016, <http://www.mucd.org.mx>

Para darnos una idea de la magnitud del reto, en estos meses México logró el mayor decomiso de dinero en efectivo en el mundo y recientemente el mayor decomiso de cocaína en el mundo.

Precisamente el mes de octubre fue un mes negro para el crimen organizado, en total se aseguraron más de 35 toneladas de cocaína, es decir, en sólo un mes se decomisó casi 50 por ciento más de todo lo asegurado en el año de 2006.

Nous constatons dans un premier temps, une volonté d'insister sur les chiffres. L'arrestation des "15 mil criminales", et la saisie de "35 toneladas de cocaína" peuvent être perçues comme des données impressionnantes du point de vue du peuple. C'est probablement la raison pour laquelle Calderón apporte à son discours un ton grandiloquent : "el mayor decomiso de dinero en efectivo en el mundo" et "el mayor decomiso de cocaína en el mundo" nous renvoient à cette idée de « record » déjà mentionné lors de l'*anuncio de la Operación Conjunta Michoacán* lorsque García Luna évoquait l'interception du chargement de pseudoéphédrine comme "el mayor cargamento decomisado en la historia". Le principe de l'opération conjointe doit être justifié car il n'est pas envisageable pour le gouvernement d'admettre ou de laisser entendre des résultats mitigés qui remettraient profondément en cause son prolongement. La date de la saisie est une donnée importante pour le gouvernement puisque la cocaïne a été interceptée en octobre, soit près d'un an après le lancement des opérations. Ceci implique que la présence des forces armées dans les rues porte ses fruits sur le court et le long terme, justifiant cette mobilisation indéterminée.

Le deuxième élément intéressant dans cette intervention se trouve dans la qualification de l'ennemi, puisqu'il est nommé « capo » et « criminel » dans un discours consacré à "la delincuencia". Ces appellations peuvent sembler surprenantes, voire paradoxales, puisque Calderón restait évasif sur la définition de l'ennemi en parlant essentiellement de « délinquant » ou de « délinquance » lors d'interventions qui visaient implicitement le narcotrafic. Pour autant, les termes employés semblent appropriés à la situation, nous laissant entendre que le discours gouvernemental en matière de lutte pour la sécurité publique s'est (re)centré autour du trafic de drogue.

Enfin, le troisième point mis en exergue concerne le *narcomenudeo*. Calderón a tenté de justifier la lutte contre le crime organisé à des fins sanitaires pour la protection de la jeunesse. Nous retrouvons cet argument dans ce fragment de discours : "droga que [tenía] como destino las calles, las escuelas y a nuestros hijos a final de cuentas". Calderón omet volontairement le principal destinataire étasunien pour focaliser la lutte entreprise sur le

territoire mexicain pour la jeunesse et espérer compter sur le soutien familial en misant une nouvelle fois sur l'émotion.

Cependant, le *narcomenudeo* et la protection de la jeunesse semblent être un argument conjoncturel. Nous parlons de propos « conjoncturels » ou opportunistes dans la mesure où ils peuvent être interprétés comme contraires à d'autres affirmations, et ce, au gré des événements marqués par une approche ponctuelle et non globale. Le discours de novembre 2007 est clairement optimiste : le président félicite son gouvernement pour l'efficacité des opérations conjointes. Le mois d'octobre 2007 est une réussite totale donnant du crédit aux autorités qui arrêtent les criminels et saisit la drogue destinée à la jeunesse mexicaine. Lorsque le constat est plus contrasté dans les faits, la problématique est abordée depuis un autre angle, comme en témoigne son intervention du 10 août 2007 devant parlementaires et sénateurs²²²:

hemos enfrentando con toda la fuerza del Estado a la delincuencia organizada, pero debemos de reconocer que este es un problema que va más allá de nuestras fronteras y que de hecho tuvo como principal causa el consumo de drogas en los Estados Unidos, que se requiere que ambas naciones enfrentemos juntos a un enemigo común.

Con pleno respeto a la soberanía y a la jurisdicción en cada país, a través del principio de responsabilidad compartida, cada parte debe asumir la parte de trabajo y el compromiso que le corresponde.

Por ello hemos demandado que Estados Unidos asuma una mayor responsabilidad en la tarea de reducir el consumo y de combatir a la delincuencia que actúa en su territorio y desde su territorio, así como una estrategia de cooperación bilateral, el diseño de una estrategia conjunta que contribuya a fortalecer las capacidades de México y de Estados Unidos en términos materiales y técnicos para enfrentar con toda la fuerza al crimen organizado.

Felipe Calderón reconnaît sans détour la responsabilité étasunienne dans cette escalade de violence générée par le narcotrafic sur le territoire mexicain (“tuvo como principal causa el consumo de drogas en los Estados Unidos”). En évoquant le Mexique comme victime d'un commerce qui ne lui est pas destiné, Calderón relativise *de facto* la question du *narcomenudeo* pourtant généralisée trois mois plus tard – comme lors des discours préventifs précédents. L'argument du *narcomenudeo* comme prétexte contestable pour justifier la guerre au crime organisé n'est pas une nouveauté ; nous l'avons déjà évoqué. Le principal enseignement de ce discours est à chercher dans le constat préoccupant dressé par Calderón : “debemos de reconocer que este es un problema que va más allá de nuestras

222 F. CALDERÓN, *Reunión de trabajo con el grupo parlamentario del Partido Acción Nacional del Senado de la República*, discours prononcé à Mexico, le 10 août 2007. Consulté le 4 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/08/el-presidente-calderon-en-la-reunion-de-trabajo-con-el-grupo-parlamentario-del-partido-accion-nacional-del-senado-de-la-republica/>

fronteras’’. Cette intervention démontre que Felipe Calderón comprend l'essence même du narcotrafic ... 9 mois après lui avoir déclaré la guerre. Cette déclaration est caractéristique d'un constat d'impuissance et d'un amateurisme flagrant. Le fait de rendre compte de l'incapacité mexicaine à gagner cette guerre seul, malgré l'engagement de “toda la fuerza del Estado”, montre les limites des opérations conjointes. Quant à la demande explicite formulée aux États-Unis pour son entrée dans ce conflit, elle semble nécessaire mais maladroite si l'on considère qu'il est d'usage dans une guerre de compter les belligérants au moment de sa déclaration. On peut supposer que Calderón était en pourparler (lors du discours du 10 août 2007) avec l'administration Bush puisqu'elles précèdent l'entrée en vigueur, en juin 2008, de l'*Iniciativa Mérida*. Ce plan d'aide au Mexique provenant du gouvernement étasunien est essentiellement financier et il est estimé que 1,4 milliard de dollars seront reversés au Mexique pour contribuer à moderniser les institutions de sécurité mexicaines dans le but de lutter contre le narcotrafic²²³. Le rapport avec les États-Unis contraste avec les prédécesseurs de Calderón. Salinas était contraint de signer des accords sur la lutte contre le trafic de drogue pour une meilleure entente entre les deux pays nord-américains – clarifiant que des opérations conjointes n'étaient pas envisageables. 18 ans plus tard, c'est le Mexique de Calderón qui tente de faire pression sur les États-Unis dans le but d'acquiescer sa participation active dans ce conflit.

Plutôt qu'un seul et unique bilan contrasté, nous pouvons parler de plusieurs bilans pour qualifier cette première année marquée par le sceau des opérations conjointes. L'inquiétude suivie de l'autosatisfaction dans les interventions présidentielles ne cessent d'alimenter cette ambiguïté discursive. Cependant, il semble important de différencier le constat global du ponctuel. La saisie « record » n'est pas un gage de représentativité d'un constat global mettant en évidence les insuffisances d'un dispositif unilatéral. Calderón a probablement commis une erreur vis-à-vis du peuple mexicain en reconnaissant cette faille le 10 août 2007. Une hésitation de la part du président est perceptible lors de cette intervention puisque Calderón demande expressément la coopération étasunienne sous peine d'échouer dans son initiative. Nous nous posons la question de savoir si cette intervention peut s'interpréter comme une remise en question de la part de Calderón et s'il envisagerait de renoncer à sa guerre pour éviter à son gouvernement cet échec pressenti. Si cette hypothèse

223 Pour plus d'informations, on peut consulter J. CHABAT, ‘‘La Iniciativa Mérida y la relación México-Estados Unidos: En busca de la confianza perdida’’, *CIDE*, janvier 2010, n°195. Consulté le 14 mars 2016, <http://libreriacide.com/librospdf/DTEI-195.pdf>

est vaguement abordée, trois semaines plus tard, lors du *Primer informe de Gobierno*²²⁴, un changement de cap en politique sécuritaire n'est clairement pas souhaité :

Hoy los mexicanos enfrentamos una decisión fundamental, o cerramos los ojos a la realidad, y por temor o irresponsabilidad dejamos que la delincuencia siga imponiendo su ley en las calles de México, o nos decidimos a enfrentar y derrotar a la delincuencia con todos los riesgos y costos que ello implica. (...)
Convoco a los mexicanos a respaldar sin titubeos esta lucha, a no cerrar los ojos a la realidad y a vencer el temor que permite a la delincuencia seguir imponiendo su ley.

Les termes “o cerramos los ojos... o nos decidimos a afrontar y derrotar” démontrent une absence d'alternative et un refus de compromis évident de Calderón. La lutte contre la délinquance se fera à coup d'opération conjointe ou ne se fera pas. S'il n'est pas envisageable d'y mettre un terme, Calderón ne bénéficie plus du soutien populaire si fréquemment mis en exergue lorsqu'il évoquait la sécurité publique comme principale préoccupation citoyenne : “Hace algunos meses, más del 50 por ciento de los mexicanos consideraban que la inseguridad era el principal problema del país, hoy ese porcentaje, siendo importante, se ha reducido al 30 por ciento”.

Ce désaveu de l'opinion publique vis-à-vis de cette politique sécuritaire est une défaite lourde de sens pour le gouvernement Calderón. Ce nouvel appel à la population (“Convoco a los mexicanos a respaldar sin titubeos esta lucha”) pour recréer la cohésion qui était sa force en début de mandat semble vain. Le potentiel espoir d'un retournement de situation par des courbes fluctuantes dans les sondages comme lors des présidentielles de 2006 n'aura pas lieu. Felipe Calderón va poursuivre sa guerre à la délinquance contre l'avis de 70% de la population mexicaine “con todos los riesgos y costos que ello implica”.

Les observateurs face au « justicier » militaire

.....

exigimos a todos los niveles de Gobierno atender el problema de fondo y voltear a la prevención, porque la inseguridad no se resuelve con sacar al Ejército a las calles ni con más policías, ni ministerios públicos, ni con más cárceles²²⁵.

224 F. CALDERÓN, *Mensaje del Presidente como motivo del Primer Informe de Gobierno*, discours prononcé depuis le Palacio Nacional de Los Pinos à Mexico, le 2 septembre 2007. Consulté le 9 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/09/mensaje-a-la-nacion-del-presidente-de-los-estados-unidos-mexicanos-con-motivo-de-su-primer-informe-de-gobierno/>

225 M. A. MORERA DE GALINDO, *Diversas intervenciones en la conmemoración del décimo aniversario de México Unido contra la Delincuencia*, discours prononcé à Mexico, le 13 novembre 2007. Consulté le 10 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/11/diversas-intervenciones-en-la->

Cette intervention du 13 novembre 2007 de la présidente de *México Unido contra la Delincuencia* clôture la cérémonie en guise de réponse au discours initial de Calderón. “La inseguridad no se resuelve con sacar al Ejército” est un constat représentatif de l'opinion publique au sujet de la politique sécuritaire, traduisant l'absence de consensus évoquée par Calderón le 2 septembre 2007. En pointant du doigt une politique répressive inadaptée au problème sécuritaire, María Morera De Galindo met en garde Calderón et l'incite à revoir considérablement ses positions en optant pour une politique préventive.

Le président mexicain n'a pour autant pas l'intention de reconsidérer sa politique sécuritaire. La venue à Mexico de Louise Arbour (Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme entre 2004 et 2008) en février 2008 expose une certaine incohérence entre l'emploi de l'armée et le respect des droits de l'homme ainsi que le manque d'uniformité au sein même du PAN. Si Calderón affirme une nouvelle fois pouvoir concilier le déploiement militaire aux droits de l'homme (“Quiero refrendar aquí el sólido compromiso de mi Gobierno con la protección de los derechos humanos y con la sujeción a estándares internacionales en la materia.²²⁶”), le sénateur *panista* Alejandro González Alcocer se montre plus dubitatif face au Haut-Commissaire de l'ONU – comme le rapporte *La Jornada* :

no siempre los países pueden estar cumpliendo al ciento por ciento con los convenios internacionales (...)
Recurrimos a las fuerzas armadas (en la lucha contra el crimen organizado) porque no nos queda de otra; no es lo deseable, todo mundo lo sabe; el Ejército Mexicano no está hecho para pelear contra la delincuencia, pero por la descomposición de las fuerzas policiacas hemos tenido que recurrir a él²²⁷.

Si González semble approuver la politique gouvernementale qui tend à faire appel à l'armée, le sénateur reconnaît qu'il s'agit d'un choix par défaut que l'on peut difficilement qualifier d'alternatif (“el Ejército Mexicano no está hecho para pelear contra la delincuencia”). La reconnaissance de l'inadéquation de l'armée dans ce conflit par un membre du PAN conforte les observateurs et l'opinion publique dans leurs refus de voir se

conmemoracion-del-decimo-aniversario-de-mexico-unido-contra-la-delincuencia-ac-y-premiacion-de-los-ganadores-del-segundo-concurso-de-carteles-exigimos-seguridad/

226 F. CALDERÓN, *El evento en torno a la visita de la señora Louise Arbour, Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los derechos humanos*, discours prononcé depuis le Palacio Nacional de Los Pinos à Mexico, le 6 février 2008. Consulté le 19 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/02/el-presidente-calderon-en-el-evento-en-torno-a-la-visita-de-la-senora-louise-arbour-alta-comisionada-de-las-naciones-unidas-para-los-derechos-humanos/>

227 J. ARANDA, V. BALLINAS et A. BECERRIL, “Si el Ejército hace funciones policiacas debe estar bajo vigilancia civil: Arbour”, *La Jornada*, le 7 février 2008. Consulté le 19 février 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2008/02/07/index.php?section=politica&article=005n1pol>

poursuivre les opérations conjointes. Quant à l'impossibilité de faire respecter dans sa totalité les traités internationaux en matière de droits de l'homme, ce constat peut sembler contestable de la part d'un haut fonctionnaire mais il n'en est pas moins réaliste au vu de la situation mexicaine. Il serait intéressant de connaître les raisons qui ont motivé González à s'exprimer de la sorte. Deux hypothèses nous semblent plausibles : ou bien le sénateur soutient la politique sécuritaire de Calderón, mais il tient à clarifier d'avance les dommages collatéraux et autres violations des droits de l'homme que celle-ci implique et impliquera. Ou bien ce serait une critique sous-jacente afin de ne pas dénoncer ouvertement la politique gouvernementale du parti dont il est lui-même membre. Quoi qu'il en soit, cette intervention s'oppose catégoriquement à celle de Calderón – prononcée quelques heures plus tôt – en matière de respect le plus total des droits de l'homme conformément aux traités internationaux. Ce double discours au sein du PAN à propos d'un sujet aussi sensible en cette période de transition démocratique démontre le manque d'uniformité du parti. Bien que le caractère polémique de cette intervention puisse exacerber les remises en question, *La Jornada* demeure le seul média – à notre connaissance – à avoir relayé cette information malgré la réponse inéquivoque de Louise Arbour :

Quiero enfatizar que rechazo totalmente cualquier sugerencia de que los derechos humanos son lo opuesto y un adversario a la seguridad. El derecho a la vida es fundamental; también a la libertad de la persona; la obligación primordial de un Estado es proveer o dar seguridad y voy a ser clara, no solamente de sus ciudadanos sino de todos aquellos que están bajo su jurisdicción, autoridad o control.

Cette première visite d'un Haut-Commissaire de l'ONU sous l'ère Calderón est riche en enseignements. Cette rencontre avec les parlementaires est à mettre à l'initiative de Louise Arbour. Nous interprétons une volonté de sa part de connaître la position et la vision de hauts-fonctionnaires mexicains autres que les principaux membres du gouvernement aux discours feutrés et stéréotypés. La réponse formulée par Louise Arbour à Alejandro González est une mise en garde destinée à Calderón. Un avertissement probablement vain qui n'a eu que peu d'échos dans la presse puis rappelons que – malgré les traités internationaux signés par le Mexique – la convention internationale des droits de l'homme n'a toujours pas été élevée au rang constitutionnel en 2008.

Le troisième forum contre la délinquance²²⁸ est l'occasion pour María Morera de justifier ses craintes émises un an plus tôt : ‘‘Hoy México vive una ola de violencia, que por

228 M. A. MORERA DE GALINDO, *Inauguración del tercer foro contra la Delincuencia*, discours prononcé à México, le 28 octobre 2008. Consulté le 3 mars 2016,

el número de muertos podría equipararse a un conflicto armado; nos preocupan las víctimas, los ciudadanos inocentes, los policías y los militares que han muerto en el ejercicio de su trabajo''. Le constat de recrudescence de violence n'est pas sans rappeler celui de l'*Operativo México* de Vicente Fox. Morera confirme par ses propos que la violence en réponse à la violence a pour conséquence de l'accroître. Cette surenchère exacerbe le sentiment d'insécurité à travers le nombre de victimes directes et collatérales causées par les opérations en cours, associé – à juste titre – à “un conflicto armado”.

En réponse à la présidente de *México Unido contra la delincuencia*, – et conformément à ce qu'il a toujours affirmé – Calderón assume pleinement les pertes humaines qu'il juge nécessaires (“Son costos que el Gobierno Federal está absolutamente decidido a enfrentar y lo está haciendo. Son costos que hay que pagar para tener un México libre²²⁹”). La référence de “un México libre” impliquant une nouvelle fois le constat d'un « Mexique en guerre » confirme l'engagement total dans ce conflit du point de vue logistique permettant au président Calderón de relativiser les victimes en conséquence. Afin de justifier ces pertes humaines ainsi que l'efficacité des opérations en cours, il procède à un nouveau bilan en énumérant les « prises » importantes de ces derniers jours d'octobre 2008 :

Simplemente para hablar de lo que han hecho estas fuerzas, las Fuerzas Federales, en la última semana, si ustedes quieren en los últimos 10 días; el 18 de octubre se capturó a la principal o probablemente la principal banda de narcotraficantes de cocaína colombianos operando en México, 24 personas vinculados a la organización de Arturo Beltrán Leyva, alias El Barbas. (...)

El 20 de octubre, unos cuantos días después, se capturó a Jesús Zambada, El Rey Zambada, que controlaba, precisamente, el tráfico de drogas del aeropuerto internacional y buena parte del comercio que se realiza en la Zona Metropolitana de la Ciudad de México, y que es, probablemente, uno de los cinco capos más, con mayor liderazgo en toda la estructura criminal de los distintos cárteles del país.

El 26 de octubre, el sábado pasado, se logró la detención de Eduardo Arellano Félix, alias El Doctor, que es uno de los líderes del cártel de los Arellano, el último hermano que faltaba por ser capturado en vida, y que la Interpol lo buscaba en más de 180 países.

Calderón sait qu'il a besoin de résultats pour enrayer les critiques des observateurs. L'énumération de ces arrestations dans ce contexte représente une aubaine pour le président mexicain. Tout d'abord elles laissent entendre que les opérations s'attaquent de manière

<http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/10/intervencion-de-maria-elena-morera-de-galindo-presidentanacional-de-mexico-unido-contra-la-delincuencia-durante-la-inauguracion-del-tercer-foro-contra-la-delincuencia-a-quien-le-toca-prevenir-el-deli/>

229 F. CALDERÓN, *Inauguración del tercer foro contra la Delincuencia*, discours prononcé à México, le 28 octobre 2008. Consulté le 7 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/10/el-presidente-calderon-en-la-inauguracion-del-tercer-foro-contra-la-delincuencia-a-quien-le-toca-prevenir-el-delito/>

équivalente à tous les cartels puisque trois des principaux (Beltrán Leyva, Sinaloa et Tijuana) sont amputés d'un de leurs principaux *capos*. Ensuite, parce qu'il s'agit d'arrestations (“ser capturado con vida”) – et non d'exécutions – prouvant que l'armée est en capacité de mener ce type d'opérations en confiant ces criminels aux mains de la justice. Nous parlons ainsi de démantèlement ou de processus de démantèlement d'organisations sans victimes ni violences apparentes.

La réponse de Calderón au discours inaugural de Morera s'avère habile. Cette dernière, en se focalisant sur la délinquance a reproché ceci au président mexicain : “a esta delincuencia no podemos verla como un concepto abstracto, sino que ésta tiene rostro, tiene nombres y apellidos de hombres y mujeres, que aprovechando la ausencia de un sistema justo, engrosan sus filas con personas de escasos recursos.”

Cette description de la délinquance s'oppose à la déshumanisation de l'ennemi lorsque le gouvernement tentait de le définir. Nous constatons que Calderón remédie instantanément à ce “concepto abstracto” avancé par Morera puisqu'il nomme en l'occurrence les narcotrafiquants par leurs noms, prénoms et surnoms (“Arturo Beltrán Leyva alias El Barba”, “Jesus Zambada, el Rey Zambada” et “Eduardo Arellano Felix, alias El Doctor”). Il faut préciser que l'importance hiérarchique des détenus dans le monde du narcotrafic balaie, sur un point, la comparaison avec *México Seguro* puisqu'à cette époque, aucun capo important n'avait été intercepté.

L'intervention de Morera est cependant partiellement éludée puisque Calderón se réfère exclusivement au narcotrafic – qu'il a pourtant amalgamé jusqu'alors dans le terme générique de « délinquance ». Hors il est ici question de délinquance dans sa globalité et plus particulièrement d'une jeunesse en perdition :

Con campesinos que no tienen otra forma de ingreso, con niños y jóvenes que no tuvieron educación, o que han sido víctimas de la violencia intrafamiliar o social, y que tienen rencores y que ven en los desvalores de la delincuencia una forma de vida, incluso aspiracional.

Morera évoque les manquements étatiques propices au maintien et développement de cette délinquance. Cette intervention s'apparente à une volonté de réhabiliter le délinquant lui-même victime des inégalités générées par la société mexicaine. Cette lutte frontale est vivement critiquée par Morera pour deux raisons : elle plonge le Mexique dans une spirale de violence préoccupante et ne s'attaque pas aux racines du problème. La culture de l'injustice et des inégalités sociales restent un terreau propice à la délinquance pour une

jeunesse laissée pour compte entraînant un lien de cause à effet entre délinquance juvénile et crime organisé.

Lors de son dernier rapport²³⁰ à la tête de la CNDH le 20 mars 2009, José Luis Soberanes se montre conciliant à l'égard de Felipe Calderón. Pourtant la situation en matière des droits de l'homme et de sécurité publique ne cesse d'empirer :

Los ajustes de cuentas, las pugnas entre miembros del crimen organizado, los secuestros y otros delitos, se han convertido en algo cotidiano. Hay ciudades del país como Tijuana, Juárez, Chihuahua y Culiacán, donde es imposible caminar sin el constante temor de que familiares, hijos o amistades, sean presas de la ola delictiva.

Bien que les villes mentionnées soient toutes frontalières avec les USA – et donc davantage exposées à la violence qu'ailleurs au Mexique –, Soberanes parle d'une insécurité chronique sans précédent (“se han convertido”). Ce constat confirme une fois de plus la dangerosité du déploiement militaire puisque les États de Baja California (Tijuana), Chihuahua (Juárez et Chihuahua) et Sinaloa (Culiacán) ont vu s'implanter les opérations conjointes. Malgré l'insécurité croissante que l'on peut désormais imputer à la présence militaire dans ces zones géographiques, Soberanes ne remet pas en question le principe de l'opération conjointe :

Es urgente poner un alto a la criminalidad desbordada porque está amenazada la paz social. Las situaciones que enfrentamos han obligado al Estado a hacer uso de las Fuerzas Armadas en tareas policiales que no son de su competencia. Esa presencia debe ser temporal, como lo ha señalado el propio titular del Ejecutivo Federal.

Si l'*ombudsman* reconnaît que l'armée est inadaptée pour occuper les fonctions policières qui lui sont accordées, il approuve – au même titre que Calderón – la nécessité d'y avoir recours de manière délimitée dans le temps. Nous pouvons cependant nous interroger sur la signification de cette présence normalement temporaire qui dure depuis deux ans et surtout sur l'absence de remise en cause de ces opérations conjointes aux bilans catastrophiques selon le principal représentant des droits de l'homme au Mexique en 2009 : “Como usted bien lo señalara en algunas otras ocasiones, señor Presidente, el retiro de los

230 J. L. SOBERANES, *Informe de actividades 2008 de la CNDH*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 20 mars 2009. Consulté le 9 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2009/03/intervencion-de-jose-luis-soberanes-en-el-informe-de-actividades-2008-de-la-comision-nacional-de-los-derechos-humanos/>

militares de las calles no es posible en estos momentos, al no existir una policía capacitada para combatir al crimen organizado en tales lugares.²³¹

Le principal reproche constaté lors de ce rapport à l'encontre du gouvernement concerne le rejet de recommandations émises à certaines entités :

Algunas autoridades decidieron rechazar las recomendaciones de la CNDH, entre ellas, principalmente la Procuraduría General de la República, así como los gobernadores de los estados de Baja California, Sinaloa y Guerrero. Al lamentar estas decisiones consideramos que en nada contribuyen a combatir la impunidad, por el contrario, abren la puerta para que otras autoridades sigan cometiendo abusos sin señalamiento y castigo alguno.

Ce constat est similaire à celui qui était dressé peu après la prise de fonctions de Calderón à propos de la dernière année de mandat du président Fox. Nous remarquons que les gouverneurs de Baja California et du Sinaloa font partie de ceux qui ont refusé les recommandations de la CNDH. L'*ombudsman* ne juge pas nécessaire de faire le rapprochement entre l'insécurité perpétuelle liée au crime organisé dans ces États et l'absence de prise en compte des droits l'homme par les autorités étatiques concernées. Lorsque le gouvernement mexicain évoque la nécessité de renforcer l'état de droit à des fins démocratiques, le résultat deux ans plus tard laisse perplexe. À l'inverse, une insécurité permanente ajoutée à la non-reconnaissance des droits de l'homme par les gouverneurs concernés peuvent être considérées comme une absence d'état de droit localisée – sans qu'elle ne soit dénoncée. Si Soberanes se garde de tirer ce genre de conclusions, il donne matière à interprétation. La PGR est mentionnée comme la principale autorité ayant refusé les recommandations de la CNDH. Nous rappelons pour l'occasion que depuis 2006, le Procureur Général de la République n'est autre qu'Eduardo Medina Mora, déjà mis en cause en tant qu'ancien secrétaire de la sécurité publique – de façon sous-jacente par le même Soberanes, pour le même refus de coopération – en février 2007. Malgré les liens étroits entre la PGR et la présidence mexicaine, Soberanes loue l'implication et la dévotion de Felipe Calderón dans sa prise en compte des droits de l'homme et de la CNDH :

Permítame usted, señor presidente, expresarle mi agradecimiento, a nombre propio y del Consejo, por su fiel vocación de abogado y hombre de Estado y porque a lo largo de su gestión de Gobierno siempre, repito, siempre, ha respondido positivamente a todos los requerimientos del Ombudsman nacional y de su Consejo Consultivo de la Comisión. Es una actitud que mucho reconozco y celebro.

231 F. CALDERÓN, *Informe de actividades 2008 de la CNDH*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 20 mars 2009. Consulté le 9 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2009/03/el-presidente-calderon-en-el-informe-de-la-comision-nacional-de-los-derechos-humanos/>

Cet échange de politesse entre les deux hommes, concluant une intervention plus que conciliante, remet en cause l'utilité de la CNDH. Nous pouvons difficilement nous empêcher de penser que l'*ombudsman* s'en est allé sans vouloir « faire de vagues ».

Le 10 janvier 2010 – soit à peine deux mois après le départ de Soberanes – *La Jornada* chiffre les plaintes recensées par la CNDH à l'encontre de l'armée dans un article intitulé «Crecen 300% quejas ante la CNDH contra el Ejército en primera mitad del sexenio²³²». Le premier paragraphe est un bilan de cette première moitié de mandat :

La Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH) señala que desde el primero de diciembre de 2006, cuando el presidente Felipe Calderón asumió su mandato y le declaró la guerra al narcotráfico y al crimen organizado, y hasta el 31 de diciembre de 2009, las quejas contra el Ejército se incrementaron 300 por ciento y las recomendaciones dirigidas a la Secretaría de la Defensa Nacional por graves violaciones a los derechos humanos aumentaron 400 por ciento.

Selon *La Jornada* et *El Universal*²³³, ces recommandations concernent les plaintes liées à la privation illégale de liberté, la torture, la disparition forcée, la violation sexuelle, l'exécution extrajudiciaire, le vol, des perquisitions illégales ainsi que des détentions arbitraires. Ces graves atteintes à l'encontre de la population civile correspondent à des « crimes de guerre », conformément à l'article 8 du Statut de Rome²³⁴ – ratifié dès sa publication en 1998 par le gouvernement Zedillo – précisant que « La Cour a compétence à l'égard des crimes de guerre, en particulier lorsque ces crimes s'inscrivent dans le cadre d'un plan ou d'une politique ou lorsqu'ils font partie d'une série de crimes analogues commis sur une grande échelle ». Il est incontestable que le déploiement militaire qui entraîne ces accusations résulte « d'un plan » et « d'une politique » planifiée par le gouvernement Calderón à travers les opérations conjointes.

Parmi les infractions reprochées à l'armée en 2009, celles-ci sont formellement mentionnées par l'article 8 du Statut de Rome :

- La torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques
- Le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé ;

232 V. BALLINAS, «Crecen 300% quejas ante la CNDH contra el Ejército en primera mitad del sexenio», *La Jornada*, le 10 janvier 2010. Consulté le 10 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2010/01/10/politica/007n1pol>

233 J. MARTÍNEZ, «Abusos militares, prácticas común en México: CNDH», *El Universal*, le 14 mai 2010. Consulté le 10 mars 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/notas/680548.html>

234 LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE, « Statut de Rome », le 17 juillet 1998. Consulté le 11 mars 2016, [http://legal.un.org/icc/statute/french/rome_statute\(f\).pdf](http://legal.un.org/icc/statute/french/rome_statute(f).pdf)

- La destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire ;
- Le fait de priver intentionnellement un prisonnier de guerre ou toute autre personne protégée de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement ;
- La déportation ou le transfert illégal ou la détention illégale ;
- Le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée

Le 5 mars 2010 – soit à peine deux mois après la publication de l'article dans *La Jornada* – Raúl Plascencia Villanueva, à la présidence de la CNDH depuis novembre 2009, présente son premier rapport²³⁵. Nous aurions pu nous attendre à un changement de cap de la part du supposé grand représentant des droits de l'homme au Mexique. Or, il présente comme son prédécesseur le bilan des recommandations émises et l'absence de collaboration flagrante de la part des autorités concernées :

Las autoridades más frecuentemente señaladas en hechos presuntamente violatorios a los Derechos Humanos fueron la Secretaría de la Defensa Nacional, seguida por el Instituto Mexicano del Seguro Social y la Procuraduría General de la República. Se emitieron 78 recomendaciones específicas a más de 100 autoridades, a instancias federales y locales, de las cuales, es importante señalar, sólo a la fecha se han cumplido siete de ellas.

Conformément aux articles journalistiques mentionnés, la *Secretaría de la Defensa Nacional* (Sedena) arrive en tête des recommandations émises à son encontre. Bien que Plascencia ne le précise pas, nous constatons qu'elles représentent près de la moitié de ces recommandations : 30 sur un total de 78. Ces chiffres auraient mérité davantage d'explications quant aux contenus de ces plaintes et sur le fait qu'elles soient majoritairement refusées ou non élucidées par la Sedena. “Sólo a la fecha se han cumplido siete de ellas”.

Certes, la Sedena n'est pas l'unique entité à cibler, cependant les infractions qui lui sont reprochées sont les plus « graves » en matière de violation des droits de l'homme. Si Plascencia ne mentionne pas les crimes de guerre évoqués dans la presse, il reconnaît l'importance du travail journalistique :

235 R. PLASCENCIA VILLANUEVA, *Informe de actividades de la CNDH del 1 de enero al 31 de diciembre de 2009*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 5 mars 2010. Consulté le 12 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/03/intervencion-de-raul-plascencia-villanueva-presidente-de-la-comision-nacional-de-los-derechos-humanos-en-el-informe-de-actividades-de-la-cndh-del-1-de-enero-al-31-de-diciembre-de-2009/>

Los periodistas y los defensores de derechos humanos son aliados directos de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos.

Sin su aporte, nuestra actividad sería mucho más compleja. En ese sentido, debo expresar la más enérgica condena, por el hecho de que en 2009, se haya presentado el mayor número de atentados y agravios en contra de periodistas y defensores civiles de derechos humanos en los últimos años.

Bien que les informations parues dans *La Jornada* – et à posteriori dans *El Universal* – émanent de la CNDH, Plascencia loue l'importance du travail de journaliste qui s'apparente à un relai d'informations. Il parle d'un travail potentiellement “mucho más [complejo]”²³⁶ sans l'aide de la presse. Cette intervention nous rappelle que la CNDH, en tant qu'institution, ne peut pas s'exprimer de façon totalement libre. Nous interprétons que ce sont ces mêmes journalistes qui, à titre informatif, prennent les risques (“atentados y agravios en contra de periodistas”) que n'endossent pas les membres de la Commission – même si Soberanes en février 2007 relatait les menaces dont il avait été victime lors de la dernière année du gouvernement Fox.

Les 78 “recomendaciones” détaillées sont publiées sur le site de la CNDH – dont figurent les 30²³⁶ adressées à la Sedena. Malgré leurs publications, nous constatons un manque de transparence quant aux suivis de ces plaintes. Si Plascencia affirme que seulement 7 sur les 78 ont été résolues au 5 mars 2010, il nous est impossible de savoir lesquelles et s'il y en a eu d'autres par la suite. Cette opacité est remise en cause par le président de la CNDH :

El grado de cumplimiento de los Derechos Humanos representa un signo característico de la democracia, así como un indicador de la gobernabilidad y el pilar fundamental del Estado de Derecho. Por ello, considero oportuno fortalecer el trabajo de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos, a través de una reforma legal necesaria, para que aquellos servidores públicos que no acepten, o bien, que aceptando, no cumplan con una recomendación, puedan ante el Congreso de la Unión y de cara a la sociedad explicar los motivos por cuales no observarán una recomendación emitida por la Comisión Nacional de los Derechos Humanos.

La demande explicite d'une réforme afin de traduire devant le Congrès les “servidores publicos que no acepten [las recomendaciones]” va dans ce sens²³⁷. Cette menace face aux

236 Pour les consulter, se rendre sur le site de la CNDH (<http://www.cndh.org.mx/Recomendaciones>), “Recomendaciones” et dans “Buscar” taper “2009 Secretaría de la Defensa”. Consultées le 12 mars 2016.

237 Une loi sera votée en avril 2012 octroyant à la CNDH la possibilité de solliciter le Sénat ou la Cour permanente du Congrès qui auditionnera la ou les personnes concernées refusant de prendre en compte la recommandation émise. Pour plus de précision concernant cette loi, on peut consulter R. GARDUÑO et E. MÉNDEZ, “Avalan diputados que la CNDH proponga castigo a quien desatienda recomendaciones”, *La Jornada*, le 28 avril 2012. Consulté le 14 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2012/04/28/politica/009n1pol>

perpétuels refus ou abandons des requêtes formulées dans ces plaintes inciterait sans nul doute une considération plus importante de l'ensemble des pouvoirs publics. 7 sur 78, ce chiffre représente moins de 9% des cas de violations des droits de l'homme résolus par le gouvernement dans un pays qui prétend fortifier l'état de droit et fructifier la transition démocratique entreprise 10 ans plus tôt en décembre 2000. Les rapports annuels de la CNDH se suivent et se ressemblent du point de vue de l'apparente inertie gouvernementale en matière de droits de l'homme. Ce gouvernement n'est donc pas en mesure de juger et condamner ses propres représentants commettant des infractions qui sont pourtant reconnues puisqu'elles font suite aux plaintes et enquêtes préalables. Ce constat enlève toute crédibilité à un président et son gouvernement qui exigent une citoyenneté irréprochable en mentionnant sans relâche l'impulsion d'une nouvelle culture de la légalité et de fin d'impunité.

Nous terminerons ce point par un exemple représentatif de cette surenchère de violence à laquelle les forces gouvernementales ont amplement pris part depuis le début du conflit. Le 16 décembre 2009, Arturo Beltrán Leyva est abattu à Cuernavaca par des soldats de la marine. Ed Vulliamy relate cet épisode²³⁸:

Il s'agit du plus important baron de la drogue exécuté par les militaires depuis le début de l'offensive du président Calderón, et le premier depuis Arellano Félix en 2002. Le cadavre tuméfié de Beltrán Leyva fut soumis par ses assassins, des soldats, à un rite associé généralement aux narcos. Des photographies le montrent jean baissé jusqu'aux genoux et poitrine couverte de rouleaux de billets de cent dollars ensanglantés ; d'autres avec des médaillons religieux posés sur le ventre.

Calderón, qui depuis Copenhague, félicite ses troupes pour ce “Golpe contundente²³⁹” n'a probablement pas connaissance des clichés de la mise en scène du narcotraffiquant relayés par la presse et nous imaginons qu'il se serait abstenu de préciser que “el gobierno federal seguirá en esta lucha para hacer de México un país de leyes”.

238 E. VULLIAMY, *op. cit.*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 53.

239 F. CALDERÓN, *Golpe contundente a una de las organizaciones criminales más peligrosas en México y América Latina*, discours prononcé à Copenhague, le 17 décembre 2009. Consulté le 15 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2009/12/golpe-contundente-a-una-de-las-organizaciones-criminales-mas-peligrosas-en-mexico-y-america-latina-presidente-calderon/>



Fotografía del cadáver del narcotraficante Arturo Beltrán Leyva
2009 : México. © Ap México

Les photos d'Arturo Beltrán Leyva ont logiquement fait réagir les médias mexicains, y compris ceux réputés pour être complaisants à l'égard du gouvernement comme *El Universal*. L'analyste politique Jorge Chabat analyse cette mise en scène cinq jours après les faits²⁴⁰:

Sólo faltó un letrero que dijera “para que aprendan a respetar”, para confirmar el sello inconfundible de una venganza entre narcos. El problema con esta escenografía es que ésta no fue montada por narcos sino por autoridades, presumiblemente por las autoridades federales a cargo del operativo de captura de Beltrán Leyva, o al menos con la autorización de éstas. Eso es lo que es realmente grave: que el gobierno actúe con la lógica de los narcotraficantes, que busque venganza en lugar de justicia, que se conduzca como una banda de criminales y que, en su proceder, los derechos humanos sean irrelevantes.

Comme le souligne Chabat, l'emploi de méthodes attribuées aux narcotrafiquants par les forces gouvernementales est “grave”. Les décapitations et autres mutilations ou mises en scène pratiquées par les narcos ne sont pas anodines. Elles correspondent à un message précis destiné à un cartel rival, à des personnes dérangeantes, ou à montrer de quelle façon sont punis les « traîtres ». Ces actes d'une violence extrême ne sont pas gratuits, c'est un véritable langage²⁴¹. Alors quels enseignements peut-on tirer de l'emploi de la *narcoviolenca* par les forces armées ? Les conséquences sont limpides et avancées par le

240 J. CHABAT, “Todos somos narcos”, *El Universal*, le 21 décembre 2009. Consulté le 15 mars 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/editoriales/46754.html>

241 F. CAMACHO SERVÍN, “Mediante las *ejecuciones* más crueles, los sicarios “ritualizan” la muerte: académico, *La Jornada*, le 19 janvier 2011. Consulté le 15 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2011/01/19/politica/008n1pol>

journaliste. L'escalade de violence est on ne peut plus claire, la vengeance substitue la justice et évoquer les droits de l'homme relève de l'irrévérence dans un tel contexte. Il sera une nouvelle fois question de vengeance le 21 décembre 2009 lors des funérailles de Melquisedet Angulo Córdoba, militaire tué lors de l'affrontement avec Beltrán Leyva. Les sicaires du cartel font irruption au domicile familial de Angulo et exécutent sa mère, deux de ses sœurs et une tante²⁴². L'escalade de violence à travers la vengeance peut difficilement prendre fin. Comment le cartel Beltrán Leyva a-t-il pu connaître l'identité du défunt soldat ? Il convient à chacun de se forger une opinion entre la négligence administrative et la corruption. Le spectre de la corruption sur les forces gouvernementales nous amène à nous questionner sur la mort d'Arturo Beltrán : les représentants gouvernementaux ne font qu'agir comme des criminels – ce que semble penser le journaliste de *El Universal* (“el gobierno actúe con la lógica de los narcotraficantes” et “se conduzca como una banda de criminales”) – ou sont-ils des criminels, agissant à la solde de narcos ? En décembre 2009, seuls les auteurs de cette mise en scène ainsi que les membres du cartel Beltrán Leyva sont en mesure de répondre à cette question.

Quoi qu'il en soit, l'exposition du cadavre d'Arturo Beltrán Leyva n'est pas anecdotique. Elle ponctue une année 2009 de tous les « records » quant aux violations des droits de l'homme commises par l'armée à la moitié du mandat du président Calderón. Répéter une fois de plus que l'armée n'est pas apte à occuper les fonctions qui lui sont octroyées dans cette lutte contre le crime organisé devient un euphémisme et l'état de droit se fragilise au fil des mois avec les victimes qui s'alourdissent. Nous allons évoquer le bilan humain ainsi que des dommages collatéraux de cette politique tout en essayant de comprendre pourquoi et comment Calderón justifie le maintien de ses troupes dans les rues mexicaines jusqu'à la fin de son mandat.

242 R. BARBOZA, “Asesinan a la familia del heroe paraiseno”, *El Universal*, le 23 décembre 2009. Consulté le 16 mars 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/nacion/174075.html>

Nous « accusions » *El Universal* de complaisance envers le gouvernement. Nous remarquons toute la subversivité de ce média (l'un des plus lu au Mexique) en l'espace de deux jours : le 21 décembre 2009, Chabat publie un article intitulé “Todos somos narcos” et le 23 décembre paraît “Asesinan a la familia del heroe paraiseno” de Barboza. Pour le lecteur, le militaire passe du narco au héros en 48 heures d'intervalle.

Les dommages collatéraux

Un bilan humain non exhaustif évalué à une centaine de millier de morts

En l'absence de statistiques officielles émanant du gouvernement, il est impossible de connaître avec exactitude le nombre de morts imputé à la guerre contre le crime organisé. *Proceso* rapporte les chiffres de l'ONG mexicaine *Instituto Nacional de Estadística y Geografía* (INEGI) évaluant le *sexenio* de Calderón à 121.683 morts violentes²⁴³²⁴⁴. Il convient de reconsidérer ce chiffre dans la mesure où les homicides recensés ne sont pas tous liés au crime organisé. Avant de procéder au détail du bilan annuel de l'ère Calderón, *Proceso* précise que la dernière année de mandat de Vicente Fox comporte un total de 10.452 homicides. Le bilan humain lors de la première année est évalué à 8867 homicides, la seconde à 14.006, la troisième à 19.803, la quatrième à 25.757, la cinquième à 27.213 et la sixième et dernière à 26.037.

Bien que les opérations conjointes ne soient lancées qu'à partir de décembre 2006, il serait erroné de penser que les homicides entre décembre 2005 et l'opération Michoacán soient étrangers au crime organisé. La lutte entreprise par Calderón était censée enrayer la spirale de violence croissante – exacerbée depuis l'*Operativo México Seguro* de 2005. Le

243 LA REDACCIÓN, ‘‘Más de 121 mil muertos, el saldo de la narcoguerra de Calderón: Inegi’’, *Proceso*, le 30 juin 2013. Consulté le 16 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/348816/mas-de-121-mil-muertos-el-saldo-de-la-narcoguerra-de-calderon-inegi>

244 *La Jornada* rapporte des statistiques similaires en s'appuyant sur l'ONG italienne Liberia qui dresse un bilan de 136 100 morts sur la période allant de 2005 à 2012. A. MÉNDEZ, ‘‘Documentan 136 mil muertos por lucha al narco; ‘‘más que un país en guerra’’, *La Jornada*, le 11 décembre 2012. Consulté le 16 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2012/12/11/politica/015n1pol>

bilan humain tout comme l'évolution de ce conflit pendant ce *sexenio* est catastrophique. Il est possible d'accorder une efficacité momentanée à cette politique sécuritaire lors de la première année de mandat. L'année 2007 marque une baisse encourageante du nombre d'homicides de 15% comparée à la dernière année de Vicente Fox. Cette entrée en matière n'est pas représentative de l'évolution des pertes humaines des cinq années suivantes. En prenant comme base l'année 2007, les homicides augmentent de 58% en 2008, 123% en 2009, 190% en 2010, 207% en 2011 et 193% en 2012. À l'instar des violations des droits de l'homme perpétrées par l'armée, la croissance exponentielle des victimes témoigne de la perte totale de contrôle de Felipe Calderón dans sa politique sécuritaire qu'il maintiendra pourtant jusqu'au terme de son mandat.

La proximité temporelle est une contrainte pour dresser un bilan humain de cette politique désastreuse et il continuera de s'alourdir avec les perpétuelles découvertes macabres – sans compter les disparus. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les exécutions sont généralement exposées lorsqu'un message veut être transmis à une autorité ou à un cartel rival. Si l'exécution est « gratuite » ou ne comporte aucun intérêt particulier aux yeux des assassins, le corps disparaît. Les corps disparus ne sont pas comptabilisés. Même lors d'aveux de sicaires, estimant leurs nombres de victimes par dissolution à l'acide²⁴⁵. Il y a d'un côté les morts et l'autre les disparus. Contrairement au cartel de Tijuana²⁴⁶, les *Zetas* ne prennent pas le temps de plonger leurs victimes dans des bacs remplis d'acide sulfurique – probablement parce qu'il n'existe pas de bacs suffisamment grands. Les *Zetas* emploient l'illustre méthode militaire en temps de guerre qui a fait ses preuves lors de nettoyages ethniques tels qu'en Ukraine en 1941 (la Shoah par balle) ou encore plus récemment dans les années 1990 en ex-Yougoslavie : les fosses communes. Cette méthode allie la rapidité à l'efficacité. Les corps ensevelis disparaissent et seront retrouvés dans le meilleur des cas quelques mois/années plus tard en état de décomposition avancée et estimés non-identifiables par les autorités gouvernementales au moment de leurs découvertes²⁴⁷. Les victimes des *Zetas* sont principalement civiles et proviennent des bus long-courriers traversant les États du Tamaulipas et Nuevo León. L'interception de ces bus

245 G. CASTILLO et A. HERAS, « Detienen a *El Chago*, quien afirma haber disuelto en ácido a 300 personas en 2008 », *La Jornada*, le 24 janvier 2009. Consulté le 17 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2009/01/24/index.php?section=politica&article=013n1pol>

246 La dissolution de corps dans l'acide a été expérimentée et développée à l'époque des frères Benjamín et Ramón Arellano Félix dans les environs de Tijuana.

247 M. TURATI, « Fosas de San Fernando: evidencias se vuelven humo », *Proceso*, le 22 décembre 2012. Consulté le 17 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/328600/fosas-de-san-fernando-evidencias-se-vuelven-humo>

précèdent le massacre des passagers s'explique par le pillage des biens de ses occupants. La plupart des disparus dans ces zones frontalières immigrèrent depuis l'Amérique Centrale ou du Sud dans l'espoir de traverser la frontière pour rejoindre les États-Unis. Ils n'ont pas de famille ni d'amis susceptibles de signaler leur disparition et à l'inverse, les autorités mexicaines n'ont que faire du sort des immigrants latino-américains sur leur territoire. Les *Zetas* ont coutume de décapiter leurs ennemis, telle une marque de fabrique²⁴⁸. Les passagers de ces bus sont des personnes anodines qui se trouvaient au mauvais endroit, au mauvais moment. Leurs exécutions sont gratuites et les *Zetas* ne laissent pas de témoins d'où la présence de ces charniers.

Nous observons un tournant dans ces procédés survenu en 2010. La rupture entre le *cartel del Golfo* et les *Zetas* – relatée notamment par Jesus Enrique Rejón Aguilar, *Z 7*, lors d'un interrogatoire suite à son arrestation par la Police Fédérale²⁴⁹ – a accru considérablement cette violence au nord-est du pays entre les cartels et envers la population civile²⁵⁰. *El Golfo* s'est allié, entre autres, à Sinaloa dans une logique de *todos contra los Zetas*²⁵¹ – remaniant considérablement les ententes préalables au Mexique. Selon *Z 7*, «ahí empezó la guerra». Les *Zetas* accentuent l'interception des long-courriers non plus exclusivement pour voler leurs occupants mais pour enrôler de force les hommes en âge et en capacité de combattre *el Golfo*²⁵². L'article paru dans le journal *Proceso* le 22 décembre 2012 donne la mesure de l'impunité généralisée dans les États frontaliers au sujet de ces voyageurs « oubliés » :

Esto ocurrió durante 2010 y 2011. Las maletas llegaban a las terminales pero no sus dueños. Y todos guardaron silencio: Los gobiernos federal y estatal, los policías dedicados a vigilar los caminos, los medios de comunicación, las compañías de autobuses.

248 LA REDACCIÓN, «Heriberto Lazcano: a sus enemigos los decapitaban o se los tiraba vivos a un tigre», *América economía*, le 10 octobre 2012. Consulté le 20 mars 2016, <http://www.americaeconomia.com/politica-sociedad/mundo/heriberto-lazcano-sus-enemigos-los-decapitaba-o-se-los-tiraba-vivos-un-tigre>

249 Vidéo disponible sur *Youtube*, «Jesús Enrique Rejón Aguilar, *El mamito*, líder de los *Zetas*», mise en ligne le 7 juillet 2011. Consulté le 20 mars 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=bfNwZOX3gc8>.

250 M. TURATI, «A la luz, los secretos de las matanzas de Tamaulipas», *Proceso*, le 2 novembre 2013. Consulté le 20 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/357024/a-la-luz-los-secretos-de-las-matanzas-de-tamaulipas-2>

251 A. VEGA, «Se alían cárteles para pelear contra los *Zetas*», *Excelsior*, le 19 septembre 2011. Consulté le 20 mars 2016, <http://www.excelsior.com.mx/2011/09/19/nacional/769062>

252 «A las víctimas las forzaban a enrolarse en su ejército o las secuestraban para cobrar rescates o las asesinaban por no ser buenos elementos para la guerra, por rehusarse a enlistarse o para que no fueran cooptados por el *Cártel del Golfo*, su rival en la zona.» M. TURATI, *op. cit.*, le 22 décembre 2012.

Cette absence de réaction gouvernementale et citoyenne traduit un climat de peur omniprésent. Des centaines d'effets personnels n'ont fait l'objet d'aucune enquête ni dénonciation. Pourtant, ces disparitions comme les fosses sont des secrets de polichinelle pour la population locale. La dénonciation et la délation que nous interprétons comme la base de ce pacte social voulu par le président Calderón est un échec total. La peur des *Zetas* et les intérêts personnels des pouvoirs locaux empêchent toutes actions à leur encontre. Le Mexique se résigne à compter ses morts et tente d'oublier ses disparus pour ne pas alourdir un décompte déjà injustifiable. Les disparitions ne se limitent pas aux États de Baja California et Tamaulipas. Si toutes les villes/États sont concernés à plus ou moins grande échelle, Ciudad Juárez surpasse toutes les autres villes en matière de meurtres et disparitions. Cette ville frontalière a vu apparaître un phénomène : le féminicide que cette spirale de violence liée au crime organisé a amplifié à Ciudad Juárez, comme dans le reste du pays.

Feminicidio*²⁵³ y *narcoviolencia

.....

Desgraciadamente hemos de reconocer, con toda honestidad, que la problemática hacia la mujer en Ciudad Juárez no sólo no termina por resolverse, sino que se ha generalizado a todos, en gran parte, por la lucha brutal de los delincuentes por dominar no sólo el territorio donde pretenden realizar sus actividades criminales, no sólo por dominar a sus rivales, sino por dominar y doblegar a la sociedad.²⁵⁴

Un bref historique du féminicide au Mexique, de son origine à son évolution, semble nécessaire afin de comprendre pourquoi le crime de genre est l'un des dommages collatéraux de la guerre livrée au crime organisé.

L'implantation des maquiladoras qui emploient principalement des femmes a entraîné une migration féminine massive dans le nord de l'État du Chihuahua. Les premiers cas de féminicide sont évoqués à Ciudad Juárez en 1993. Il est estimé dans un premier temps que ce type d'assassinat est la conséquence d'une ‘‘política de la sexualidad’’ générée par la

253 Définition de la *RAE* : Asesinato de una mujer por razón de su sexo.

254 F. CALDERÓN, *Entrega del Premio Nacional de derechos humanos 2008*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 11 décembre 2008. Consulté le 21 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/12/el-presidente-calderon-en-la-entrega-del-premio-nacional-de-derechos-humanos-2008/>

division du travail entraînant un clivage homme/femme dans une société mexicaine marquée par la suprématie masculine²⁵⁵.

Esther Chávez Cano est considérée comme une pionnière au Mexique en militant pour le droit des femmes à travers la création de l'ONG *Grupo 8 de marzo* en 1992 – qui deviendra par la suite *Casa Amiga*. À l'époque, elle parle de Juárez comme « une ciudad de mujeres »²⁵⁶.

Mujeres en las maquilas, en el comercio, en las universidades, en los hogares; mujeres solas, mujeres a las que las empresas les exigen la prueba de no gravidez y hasta la toalla sanitaria; madres solteras que trabajan en la maquila y no se quieren casar porque los maridos las golpean y les quitan el dinero. En una palabra mujeres desprotegidas.

Cette analyse rend compte du conflit de genre au Mexique où le machisme latent ne permet pas aux femmes de s'exprimer et d'exister en tant que telles. La situation économique de Juárez offre une possibilité émancipatrice sans précédent – malgré un salaire familial – pour les femmes mexicaines, dont celles qui souhaiteraient se libérer du joug d'un mari violent. L'afflux de population féminine à des fins professionnelles exacerbe l'archaïsme masculin, mettant à mal la conception de femmes au foyer au sein d'un Mexique patriarcal. Ce refus de voir évoluer les femmes dans une société masculine constituerait l'un des principaux éléments de réponse concernant les violences et agressions perpétrées à l'encontre des femmes. La revue féministe *Freedom Socialist* rapporte qu'entre 1993 et 2005 un tiers des femmes assassinées ou disparues à Juárez travaillaient dans les maquiladoras, tandis que les autres étaient principalement serveuses ou étudiantes²⁵⁷. Ce constat recoupe l'analyse d'Esther Chávez qui parle de femmes travailleuses, ou tout du moins actives, répondant à cette volonté émancipatrice. Ces femmes sont victimes de l'indifférence des autorités gouvernementales qui ne cherchent pas à élucider ces assassinats ou ces disparitions. L'injustice à travers l'impunité des auteurs de ces crimes implique une extrême vulnérabilité des femmes de Juárez. Les autorités locales sont régulièrement accusées d'étouffer ces assassinats, lorsqu'elles ne menacent pas elles-mêmes les familles des

255 Pour plus d'informations, on peut se référer à J. E. MONÁRREZ FRAGOSO, « La cultura del feminicidio en Ciudad Juárez, 1993-1999 », *Frontera Norte*, Vol. 12, n° 23, janvier à juin 2000. Consulté le 21 mars 2016, http://www.colef.mx/fronteranorte/articulos/FN23/4f23_Cultura_del_feminicidio_en_Ciudad_Juarez.pdf

256 LA REDACCIÓN, « Se rinde homenaje a Esther Chávez Cano », *Proceso*, le 13 avril 2007. Consulté le 22 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/207075/se-rinde-homenaje-a-esther-chavez-cano>

257 T. MENDICINO, « Ni una más », *Freedom Socialist*, avril 2005. Consulté le 22 mars 2016, <http://www.socialism.com/drupal-6.8/articles/jni-una-más-que-se-acabe-el-femicidio-en-juárez>

victimes qui exigent justice et réparation²⁵⁸. Il faut le combat d'ONG pour inciter les instances internationales à demander des comptes au gouvernement mexicain sur l'absence de prévention et de réactivité au sujet des féminicides à Juárez. L'intervention de la *Corte Interamericana de Derechos Humanos* (Corte IDH) en 2009 à propos du cas dénommé *Campo Algodonero*²⁵⁹ représente une première en matière de justice pour les familles des victimes de féminicide, huit ans après les faits :

Se condena al Estado mexicano por violar derechos humanos y señala su responsabilidad internacional –en el ámbito interamericano– por incumplir sus deberes por los hechos vinculados a tres víctimas y sus familias, en un contexto de violencia contra las mujeres que se ha documentado en Ciudad Juárez desde 1993.²⁶⁰

La condamnation émise par la Cour Interaméricaine à l'encontre du Mexique en 2009 est la seconde de son histoire²⁶¹ depuis sa création en 1979. L'affaire *Campo Algodonera* est représentative des manquements étatiques envers le droit des femmes au Mexique. Il aura fallu attendre seize ans – depuis les premiers cas de féminicide recensés en 1993 – pour qu'une institution judiciaire internationale ne se décide à agir face à l'inertie gouvernementale et au consentement des autorités mexicaines. Ce procès intenté et gagné par les familles des victimes représente un symbole important pour la protection des femmes de Juárez. Cependant, l'intervention exceptionnelle de la Corte IDH ne constitue pas une menace suffisamment importante pour promouvoir un changement dans la société mexicaine – à tous les niveaux – qui permettrait une reconsidération du droit des femmes.

Le féminicide ne peut pourtant pas être perçu comme un phénomène attribué à la seule ville de Juárez. C'est ce que précise Felipe Calderón, en décembre 2008, lors de son discours prononcé à l'occasion de la remise du prix national des droits de l'homme à Esther Chávez. Le président mexicain affirme que le féminicide s'est répandu dans l'ensemble du pays à travers la violence générée par le crime organisé (“se ha generalizado a todos, en gran parte, por la lucha brutal de los delincuentes”). Si l'on en croit les chiffres avancés par l'INEGI²⁶²,

258 R. VILLALPANDO, “Familiares de mujeres asesinadas denuncian amenazas policiales”, *La Jornada*, le 19 février 2001. Consulté le 23 mars 2016, http://www.jornada.unam.mx/2005/10/03/esp_juarez/2004_juarez.htm

259 S. J. VÁZQUEZ CAMACHO, “El caso ‘Campo Algodonero’ ante la Corte Interamericana de Derechos Humanos”, *Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM*, le 4 octobre 2010. Consulté le 30 mars 2016, <http://www.scielo.org.mx/pdf/amdi/v11/v11a18.pdf>

260 A MEDINA ROSAS, *Campo Algodonero. Análisis y propuestas para el seguimiento de la sentencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos en contra del Estado mexicano*, CLADEM, México, février 2010. Consulté le 30 mars 2016, <http://www.scielo.org.mx/pdf/amdi/v11/v11a18.pdf>

261 S. J. VÁZQUEZ CAMACHO, *op. cit.*, le 4 octobre 2010, p. 561.

262 INEGI, *Estadísticas a propósito del día internacional de la eliminación de la violencia contra la mujer*, Aguascalientes, novembre 2015. Consulté le 31 mars 2016,

la hausse des assassinats à l'encontre des femmes durant le *sextena* de Calderón est comparable au bilan total des victimes mentionné précédemment. Nous observons que 1083 femmes ont été assassinées en 2007 contre 1298 lors de la dernière année de Vicente Fox. Ces assassinats se sont développés de façon considérable lors des cinq autres années du mandat avec respectivement 1425, 1925, 2418, 2693 et 2764 femmes assassinées. En nous basant une nouvelle fois sur l'année 2007 comme référence, nous constatons une augmentation de 31% en 2008, 77% en 2009, 123% en 2010, 148% en 2011 et 155% en 2012. La décroissance à un taux supérieur à 16% observée entre 2006 et 2007 coïncide également avec la baisse du taux d'homicide général que l'on peut attribuer au lancement des opérations conjointes. L'INEGI a chiffré l'évolution des assassinats de femmes État par État sur 24 ans²⁶³. Nous observons que la Baja California, Chihuahua, Guerrero, et l'Estado de México sont en 2009 les États les plus touchés. Le lien entre crime organisé et féminicide semble évident puisque sur ces quatre États, seul l'Estado de México n'a pas vu s'implanter d'opération conjointe sur son territoire. En l'espace de deux ans (2007 à 2009²⁶⁴) le nombre de femmes assassinées est passé de 27 à 149 par an en Baja California, de 49 à 212 dans le Chihuahua et de 77 à 149 dans le Guerrero, occasionnant une hausse respective de 451, 332 et 93%.

Comment un déploiement militaire destiné à lutter contre le crime organisé – dans une société où les soldats sont des hommes, où les policiers sont majoritairement des hommes, tout comme les narcotrafiquants et autres sicaires – peut-il déboucher sur une telle explosion et généralisation du féminicide au Mexique ?

Il est impossible de déterminer le pourcentage de féminicide – au sens strict du terme – parmi l'ensemble des assassinats de femmes. Nous pouvons supposer que ce contexte de guerre entraîne les belligérants à accroître leur suprématie masculine dans une société culturellement imprégnée par le machisme. Le graphique comparatif entre hommes et femmes à propos des causes du décès confirme qu'il s'agit majoritairement de crime de genre pour la sauvagerie avec laquelle elles sont assassinées. Si 70% des hommes sont assassinés à l'arme à feu, c'est le cas de 40% des femmes. Les 60% restantes ont succombé à

<http://www.inegi.org.mx/saladeprensa/aproposito/2015/violencia0.pdf>

263 ONU MUJERES, *Feminicidio en México, Aproximación, tendencias y cambios, 1985-2009*, México, 2011, p. 79. Consulté le 1 avril 2016,

http://cedoc.inmujeres.gob.mx/documentos_download/00_femicidMx1985-2009.pdf

264 Nous ne disposons pas de données suffisamment précises pour étendre notre analyse à 2012.

l'arme blanche (15%), à l'étranglement (environ 20%), ou de manière inconnue ou non communiquée pour les 25% restantes²⁶⁵.

L'assassinat croissant des femmes n'échappe pas à la tendance évoquée lors du bilan global humain. Nous observons un recul encourageant lors de la première année de mandat de Calderón puis une hausse considérable lors des cinq années suivantes. Si nous partons du principe que l'année 2007 a porté ses fruits grâce au déploiement militaire nous devrions en toute logique lui incomber en retour cette recrudescence de violence envers les femmes à partir de 2008. Il y a une hausse importante du féminicide dans les États concernés par la lutte frontale au crime organisé. C'est la raison pour laquelle nous parlons de lien direct avec la *narcoviolencia*. Nous constatons, une nouvelle fois, l'incapacité des forces gouvernementales à assurer la protection des citoyens et le respect des droits de l'homme. En reprenant l'exemple de Ciudad Juárez, nous interprétons un processus de violence crescendo qui peut s'appliquer à l'ensemble des États mexicains victimes de la lutte frontale au crime organisé. La guerre entre cartels puis entre le gouvernements et les cartels provoque un besoin supplémentaire de sicaires, amplifiant le nombre de criminels et de crimes en tout genre. La situation géographique de Ciudad Juárez a amplifié ce phénomène de violence, présent bien avant l'arrivée de Calderón à la présidence. L'économie légale – à travers les femmes des maquiladoras – s'est confrontée à l'économie illégale du narcotrafic où les criminels jouissent d'une totale impunité. C'est probablement la raison pour laquelle Ciudad Juárez a le plus haut taux de féminicide au monde en 2012²⁶⁶.

L'assassinat de genre peut être perçu comme le reflet d'une société mexicaine patriarcale dépourvue de justice à tous les niveaux. C'est en tout cas ce que démontrent les études réalisées au sujet du féminicide. La guerre livrée au crime organisé a décuplé ces chiffres et généralisé le meurtre de genre dans un pays où son président souhaite promouvoir la culture de la légalité ainsi qu'une justice imprégnant la société à tous les niveaux. Force est de constater que cette justice concerne peu les femmes comme le démontre l'intervention de la Corte IDH en 2009. L'augmentation des victimes féminines est comparable au bilan humain total estimé depuis le lancement des opérations conjointes. Nous assistons d'une certaine façon à un classement ou à une hiérarchisation des victimes où les femmes sont globalement laissées pour compte à l'image de l'ensemble des victimes collatérales de ce conflit.

265 ONU MUJERES, *op. cit.*, México, 2011, p. 44.

266 LA REDACCIÓN, ‘‘Tasa de feminicidios en Juárez, la más alta del mundo’’, *24 Horas*, le 2 mars 2012. Consulté le 2 avril 2016, <http://www.24-horas.mx/tasa-de-feminicidios-en-juarez-la-mas-alta-del-mundo/>

Dans un souci de justifier encore et toujours une politique au détriment d'un bilan humain conséquent, nous remarquerons que le discours de *un delinciente menos* au détriment des victimes est l'un des arguments employé par Felipe Calderón. Cette « défense » volera publiquement en éclat, en février 2010, lors d'une visite officielle de Calderón à... Ciudad Juárez, quelques jours après l'assassinat d'étudiants et de lycéens.

Muertos equivocados : Les lycéens victimes de sicaires n'étaient pas des *pandilleros* “señor presidente”

Los hechos del domingo reflejan una falta elemental de sentido y de aprecio por la vida. No sabemos qué haya ocurrido ahí, si estamos en presencia de simplemente un hecho de rivalidad entre dos grupos de jóvenes, prácticamente adolescentes [o] si esto refleja una lógica de pandillas y de bandas criminales (...)

Esta violencia entre grupos criminales se ha extendido de una manera muy preocupante a grupos de jóvenes, asociados en bandas, en pandillas juveniles, Los Aztecas y Los Mexicanas, así llamados, y que han llevado un enorme deterioro y actos de barbarie, como los que, probablemente sea el caso, se hayan presentado el domingo pasado.²⁶⁷

Cette réponse de Calderón à un journaliste depuis Tokyo fait référence à la *tragedia de Salvarcar*, à Ciudad Juárez, survenue une semaine plus tôt, le 31 janvier 2010. Cette tuerie amplement relayée dans les médias²⁶⁸ est perpétrée lors d'une soirée étudiante par une vingtaine de sicaires. Après avoir fait irruption sur les lieux, les criminels ont ouvert le feu sur les étudiants, tuant seize d'entre eux. Felipe Calderón, six jours plus tard, prétend ne pas savoir ce qui s'y est passé (“No sabemos qué haya ocurrido ahí”). Or, il prend pourtant la liberté d'associer la jeunesse *juarense* à la délinquance en faisant référence aux “pandillas” et “bandas criminales”, sans à aucun moment parler de potentielles victimes innocentes. Nous ne pouvons pas envisager que Calderón ne soit pas au courant en détail de la *tragedia de Salvarcar* au moment de la conférence de presse qui lui a valu cette sortie médiatique. Peut-être a-t-il simplement souhaité ne pas ternir davantage l'image de son pays à l'étranger où des accords économiques étaient en jeu. Il est probable que faire passer une tuerie à

267 F. CALDERÓN, *Sesión de preguntas y respuestas en la conferencia: México, una economía emergente. Retos internos y política exterior*, depuis Tokyo, le 6 février 2010. Consulté le 4 avril 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/02/sesion-de-preguntas-y-respuestas-en-la-conferencia-mexico-una-economia-emergente-retos-internos-y-politica-externor/>

268 M. H. SILVA CORRESPONSAL, “Juárez llora; exigen justicia tras matanza”, *El Universal*, le 2 février 2010. Consulté le 4 avril 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/estados/74615.html>
M. BREACH et R. VILLALPANDO, “Sube a 16 número de víctimas de la masacre en Ciudad Juárez”, *La Jornada*, le 2 février 2010. <http://www.jornada.unam.mx/2010/02/02/estados/028n1est>

travers un règlement de compte entre deux bandes rivales est toujours mieux perçu qu'un massacre d'innocents dans une ville où le déploiement militaire conséquent est sensé protéger avant tout le citoyen. C'est l'hypothèse qui nous semble la plus plausible.

Les propos du président stigmatisant les victimes ont exacerbé la colère des *juarenses* envers les autorités, dans une ville où le quotidien espagnol *El Mundo* recense cent assassinats en quinze jours²⁶⁹. Face à l'indignation locale et nationale, Felipe Calderón décide de se rendre sur place le 11 février 2010. Il apporte avec lui un projet élaboré dans l'urgence intitulé *Todos somos Juárez*²⁷⁰ pour tenter d'enrayer ces massacres perpétuels que les autorités ne parviennent plus à dissimuler à l'opinion publique. Plus d'un millier de personnes sont conviées au centre de conventions *Cibeles* à Juárez pour intervertir avec Calderón. Les familles des victimes du 31 janvier composent l'assemblée au milieu de patrons de médias, de députés, de fonctionnaires d'États et municipaux chargés d'assurer les applaudissements en règle, symbole de la popularité d'un président y compris dans l'adversité. La jeunesse *juarense*, dont les étudiants de l'Université Autonome de Chihuahua, n'est pas conviée. Elle se contente de manifester aux alentours, bloquée par les autorités chargés de contenir la colère montante envers Calderón. Les slogans de circonstance criés et affichés «No somos pandilleros, somos estudiantes²⁷¹» ne doivent pas perturber l'intervention présidentielle. Tout a été planifié. Du point de vue gouvernemental, la réception des familles des victimes du 31 janvier est censée atténuer leur peine et leur colère puisque c'est la raison pour laquelle Felipe Calderón a daigné voyager jusqu'à Juárez. En laissant les étudiants à la porte, Calderón pense certainement se préserver de toute intervention intempestive à son encontre. La garde rapprochée du président n'a pas anticipé la détermination des familles des victimes, s'étant vu refuser un entretien préalable avec Calderón. Luz María Dávila, mère de deux fils assassinés par les sicaires à Salvarcar, fend la foule pour se dresser à deux mètres du président mexicain, contraint de l'écouter sans l'interrompre devant la présence des caméras²⁷².

269 EFE, «Ciudad Juárez registra cien asesinatos en los primeros diez días de 2010», *El Mundo*, le 16 janvier 2010. Consulté le 5 avril 2016, <http://www.elmundo.es/america/2010/01/11/mexico/1263232251.html>

270 Pour plus d'informations, on peut consulter «Estrategía Todos somos Juárez, reconstruyamos la ciudad» élaboré par la *Secretaría de la Educación Pública* en février 2010. Consulté le 5 avril 2016, [https://sep.gob.mx/work/models/sep1/Resource/889/2/images/todossomosjuarez\(1\).pdf](https://sep.gob.mx/work/models/sep1/Resource/889/2/images/todossomosjuarez(1).pdf)

271 E. NÚÑEZ ALBARRÁN, *Crónica de un sexenio fallido*, Grijalbo, México, 2012.

272 Vidéo disponible sur *Youtube*, «Madre coraje confronta a Calderón», mise en ligne le 12 février 2010. Consulté le 5 avril 2016, https://www.youtube.com/watch?v=n2JrmJ8_vbQ

No voy a guardar silencio, no; discúlpeme, señor Presidente. Yo no le puedo decir bienvenido, porque para mí no lo es, ¿sí? Nadie lo es. Porque aquí son más de dos años que se está cometiendo asesinatos, se está cometiendo muchas cosas y nadie hace nada, ¿sí?

Y yo quiero que se haga justicia. No sólo para mis dos niños, sino para todos los demás niños, ¿sí? Yo no puedo darle la mano, decirle “bienvenido” porque para mí no es bienvenido, ¿sí?

Yo quiero que se haga... que el Juárez sea el Juárez de antes. Aquí Juárez está en luto, ¿sí?

No es justo que... mis muchachitos estaban en una fiesta. Quiero que usted se retracte de lo que dijo, que eran pandilleros. ¡Mentira! Uno de mis hijos estaba en la UACH, y el otro estaba en la prepa²⁷³. No tenían, más que nada, tiempo.

No, no, no, eso no puede ser señor presidente. No puede ser que ellos eran pandilleros. No tenían ni tiempo para andar en la calle. Estudiaban y trabajaban. ¡Sí? Le apuesto que si a usted le hubieran matado a un hijo, usted debajo de las piedras buscaba al asesino. Siendo que como yo no tengo los recursos, yo no los puedo buscar, ¿sí?

No, no, siempre dicen lo mismo señor presidente. El Ferriz, Baeza²⁷⁴, todos dicen lo mismo, y aquí no se arregla nada, todo sigue peor, es la verdad, ¿sí?

En mi casa, están tendidos, estamos en el novenario²⁷⁵. Yo quiero justicia para mis hijos y para los demás estudiantes, porque eran de 14 años en adelante, era una fiesta de un muchachito de 18 años. Póngase en mi lugar a ver qué siento yo; que yo no tengo a mis hijos, y eran los dos únicos hijos.

Y ustedes señores, ¿no dicen nada? Ah pero qué aplaudan al presidente porque vino, qué bueno, pues sí. Quiero que se ponga en mi lugar ahorita por lo que yo estoy sintiendo.

No diga por supuesto, presidente. ¡Haga algo por Juárez! Qué Juárez se vea como antes, no como lo sangriento que está ahorita.

C'est, à notre connaissance, la première fois depuis la prise de fonction de Calderón qu'un citoyen interpelle publiquement le président de cette façon. Les propos de Luz María Dávila illustrent les conséquences du déploiement militaire dans cette guerre de la voix de celles et ceux qui la subissent au quotidien. Hormis le côté émotionnel omniprésent dans cette intervention, cette femme se mue en porte-parole d'une population subissant violences et assassinats perpétrés par le crime organisé, l'armée et les fédéraux tout comme du mépris et du désintérêt des autorités pour les victimes et leurs familles.

Lorsque Luz María Dávila fait part de sa volonté de voir Juárez redevenir la ville d'antan (“que el Juárez sea el Juárez de antes”), elle fait clairement référence à la période précédant le lancement de l'opération conjointe Chihuahua (“son más de dos años que se está cometiendo asesinatos”). Nous avons étudié les chiffres croissants des homicides durant le *calderonismo*, Juárez n'échappe pas à cette tendance et surpasse toutes les autres villes

273 La UACH est la *Universidad Autónoma de Chihuahua* et la *prepa* est l'équivalent du lycée.

274 José Reyes Estrada Ferriz est maire de Juárez entre octobre 2007 et octobre 2010 et José Reyes Baeza Terrazas est gouverneur de l'État du Chihuahua entre octobre 2004 et octobre 2010.

275 Définition de la *RAE* : Espace de nueve días que se emplea en los pésames, luto y devociones entre los parientes inmediatos de un difunto.

mexicaines en terme d'homicides, de féminicides et de crimes en tout genre depuis 2008. Le ressenti à travers l'émotion de cette femme ne se chiffre pas en statistique, ni en nombre de morts mais rend compte d'une situation insoutenable pour une population dépourvue de justice (“nadie hace nada”) en évoquant l'inertie des autorités des trois niveaux du gouvernement (*Federal, Estatal* en référence au gouverneur du Chihuahua Baeza et *Municipal* pour le maire de Juárez El Ferriz). La justice est une affaire qui se monnaie au Mexique plus qu'ailleurs comme le laisse entendre Luz María Dávila à propos de sa situation ou de sa classe sociale qui ne lui permet pas d'espérer que justice soit faite (en référence aux assassins de ses enfants : “Siendo que como no tengo los recursos, no los puedo buscar”). Enfin, nous ne pouvons pas ignorer la colère, représentative des *juarenses*, pour la description des victimes qu'en a fait Calderón devant les médias internationaux au Japon laissant entendre qu'il s'agissait de délinquants. Les accusations de Luz María Dávila à l'encontre de Felipe Calderón sont jusqu'alors inimaginables dans un pays où les hiérarchies sont extrêmement prononcées, où chacun a pour habitude de rester à sa place. La mémoire des victimes a été salie par un président souhaitant interchanger victime et bourreau. La « porte-parole » de ces familles s'est chargée publiquement de faire démentir une stratégie discursive de un *delicuenta menos* : “Quiero que usted se retracte de lo que dijo, que eran pandilleros”, “¡Mentira!”, “No, no, siempre dice lo mismo señor presidente”, “No diga por supuesto, presidente”.

C'est au tour des médias mexicains de s'emparer de cette sortie médiatique et des excuses²⁷⁶ de Calderón prononcées dans la foulée après s'être brièvement entretenu avec les familles des victimes :

Y también quiero platicar lo que comenté con ellos durante estos minutos. Platicamos de sus problemas, de cómo ocurrieron las cosas, de la vida de sus hijos, de muchos temas que, seguramente, abundaremos en esta reunión con ustedes. Pero no quiero entrar al tema sin antes reiterarles lo que les comenté a ellos. Mis condolencias más sentidas y las de mi familia por la irreparable pérdida de sus hijos. El hecho del dolor y la indignación que a todos nosotros nos generó este trágico evento, y el agravio que le ha causado a Juárez, que me queda absolutamente claro, a Chihuahua y a México.

276 F. CALDERÓN, *Primera intervención en la reunión con el Gabinete Social*, discours prononcé depuis Juárez, Chihuahua, le 11 février 2010. Consulté le 5 avril 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/02/primera-intervencion-del-presidente-calderon-en-la-reunion-con-el-gabinete-social-en-ciudad-juarez-chihuahua/>

También les señalé que comprendía perfectamente el malestar, la irritación, la incomprensión que pudieran haber generado las declaraciones que hemos hecho en el primer momento, cuando a pregunta de la prensa le di cuenta del estado que guardaban las primeras investigaciones y que señalaban, precisamente, el poder, el que las pesquisas llevaban a, según las primeras declaraciones del primer detenido, a una agresión de un grupo criminal, hacia otro con el que tenía una rivalidad y que eso llevo, precisamente, a una incomprensión y a una estigmatización.

Pero cualesquiera que hubieran sido el sentido de mis palabras, les dije a aquellos padres de familia que les presentaba y les ofrecía la más sentida de las disculpas, si cualquiera de esas palabras hubiera ofendido a ellos, o a la memoria de sus hijos.

Que me queda claro, y así lo he dicho desde entonces y lo reitero ahora, eran muchachos ejemplares, deportistas, estudiantes, buenos estudiantes, y buenos hijos, como quisiéramos que fueran los hijos de todos.

Les excuses contraintes et forcées de Felipe Calderón semblent indispensables dans ce climat de colère montante. Le président mexicain ne s'attendait certainement pas à un tel accueil. Le bénéfice du doute lui sera accordé – ou pas – quant à sa bonne foi à propos de ses justifications dans une phrase interminable et peu clairvoyante (“También les señalé... una incomprensión y a una estigmatización”) démontrant tout son embarras. La stigmatisation qu'il évoque comme une erreur dans ce contexte est pourtant représentative de ses sorties discursives à propos de la sécurité publique. Rappelons la définition de l'ennemi dans cette guerre, incarné par le narcotrafic ou le crime organisé ou encore la délinquance, un ennemi chaque fois plus générique et abstrait sans nuance. Le *mea culpa* n'est pourtant pas total puisque Calderón peine à assumer l'entière responsabilité de ses déclarations en parlant au nom d'une supposée communauté gouvernante (“las declaraciones que hemos hecho”). Quoi qu'il en soit, Calderón présente des excuses aux familles des victimes en louant l'exemplarité des étudiants assassinés à Salvarcar (“buenos hijos, quisiéramos que fueran los hijos de todos”). La frontière entre bourreau et victime est mince ou plutôt poreuse du point de vue du discours – à l'instar de certains médias qualifiant de “narcos” les soldats puis de “heroes” deux jours plus tard. Les étudiants perçus, quelques heures plus tôt, comme des *pandilleros* sont désormais officiellement associés à des *muchachos ejemplares*.

Felipe Calderón pense probablement que la présentation du projet *Todos somos Juárez* ainsi que les excuses formulées aux familles des victimes vont calmer l'ardeur des *juarenses*. Cette journée se divise en trois interventions présidentielles. La première – interrompue par Luz María Dávila avant d'être reprise – est ponctuée par les excuses du président que nous venons de commenter. Ensuite, un dialogue s'est créé entre les *juarenses* autorisés à pénétrer dans *Cibeldes* et Calderón. La principale réclamation formulée par

l'assemblée est le retrait pur et simple de l'armée de leur ville²⁷⁷, ce que Calderón refuse d'envisager, comme en témoigne ses propos lors de la deuxième intervention de la journée²⁷⁸:

Porque sé que hay desconfianza, sino ante la propia sociedad, porque así como no se vale que haya abuso de nadie, de ninguna autoridad, tampoco se vale denostar a soldados mexicanos que están arriesgando su vida por otros ciudadanos. Si estuviera seguro señores, si yo tuviera la certeza que retirando al Ejército mexicano se acabarían los problemas de violencia en Juárez, tengan la certeza que lo haría. Pero mi temor es que es al revés.

¿Por qué razón?

Porque obedece a esta lógica criminal de disputa violenta por un territorio que es muy rentable para su negocio. Y esta disputa violenta implica que debe haber una autoridad que le haga frente y la combata. Implica que haya una autoridad que recupere el mandato de los ciudadanos, cuya primera obligación es, precisamente, velar porque se cumplan los derechos de los ciudadanos.

Sí, sí estoy por recuperar el Estado de Derecho, pero créanme, en mi opinión, la mayor amenaza, la mayor amenaza a los derechos humanos, el mayor quebranto al Estado de Derecho no proviene del Gobierno, no proviene del Ejército, proviene del crimen organizado y tenemos que enfrentar al crimen organizado con toda la fuerza del Estado.

Il est inconcevable pour le chef des armées Felipe Calderón que les militaires soient – ne serait-ce qu'indirectement – responsables de la recrudescence de violence et d'assassinats à Juárez – une considération applicable à toutes les villes où l'armée est déployée. Les arguments sont identiques à ceux mentionnés depuis sa prise de fonction. Seule l'armée serait habilitée à pouvoir faire face au crime organisé et veiller sur la population, ce qu'elle est pourtant incapable de faire depuis son déploiement. L'objet de sa visite en est la preuve par excellence. Le fait d'évoquer l'état de droit peut être perçu comme une incongruité dans de telles circonstances. Certes, il est du devoir de l'État d'instaurer, maintenir ou fortifier l'état de droit. En soi, le déploiement militaire devrait être assimilé au pacte social dans la mesure où cette puissance soumettrait au droit la population à des fins sécuritaires. Les militaires ne peuvent incarner cette puissance capable de soumettre toutes les autres et ne parviendront pas à contrôler le crime organisé. Les narcotrafiquants demeureront mieux armés, mieux informés, mieux organisés et mieux payés. Il n'y a que le gouvernement mexicain pour parler d'«Estado de derecho» à Juárez. L'argument de l'état de droit fragilisé par le crime organisé qui doit mobiliser «toda la fuerza del Estado» s'essouffle. Il serait

277 C. HERRERA BELTRÁN, «Exigen juarenses la salida del Ejército; se queda: Calderón», *La Jornada*, le 12 février 2010 Consulté le 6 avril 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2010/02/12/politica/003n1pol>

278 F. CALDERÓN, *Segunda intervención en la reunión con el Gabinete Social*, discours prononcé depuis Juárez, Chihuahua, le 11 février 2010. Consulté le 6 avril 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/02/segunda-intervencion-del-presidente-calderon-en-la-reunion-con-el-gabinete-social-en-ciudad-juarez-chihuahua/>

intéressant d'entendre un début d'explication présidentielle sur la fragmentation de l'état de droit – pour ne pas parler de disparition progressive – depuis le lancement de l'opération conjointe Chihuahua. Les *juarenses* devront patienter encore un peu pour que leurs plaintes et exigences soient entendues mais leur abnégation leur donnera gain de cause.

Les évènements qui ont marqué ce début d'année 2010 à Juárez ont suscité un véritable mouvement citoyen contre la politique gouvernementale. La cohésion autour des familles des victimes et des étudiants a intensifié les protestations contre la présence militaire. Les organisations appellent à manifester, le 13 février 2010, sous l'emblème *Marcha de Coraje, Dolor y Desagravio*²⁷⁹. Les slogans criés et affichés sont identiques à ceux érigés lors de la venue de Calderón : “¡JUÁREZ NO ES CUARTEL, FUERA EL EJÉRCITO DE ÉL!”, “SOMOS ESTUDIANTES NO PANDILLEROS”, “¿QUÉ ES LO QUE QUIERE EL PUEBLO? JUSTICIA”, “SÓLO EL PUEBLO PROTEGE AL PUEBLO”...

En rapportant les propos des manifestants²⁸⁰, *La Jornada* relaie le caractère inconstitutionnel de la présence militaire dans les rues comme le stipule l'article 129 – globalement ignoré par les médias depuis plus de trois ans de déploiement militaire.

Le bilan chiffré à Juárez entre le 27 mars 2008 (date du lancement de la *Operación Coordinada Chihuahua*) et le 27 mars 2010 fait état de 5024 morts dont 1668 en 2008, 2754 en 2009 et 602 sur les deux premiers mois de l'année 2010, soit une moyenne de sept homicides quotidien, ce qui est cinq fois supérieur au bilan humain avant l'arrivée de l'armée et des fédéraux²⁸¹. Entre mars 2009 et mars 2010, les autorités *juarenses* ont enregistré 978 plaintes contre les forces gouvernementales dont 630 à l'encontre de l'armée – les 348 restantes concernant la police fédérale. La mobilisation citoyenne a eu raison de l'obstination présidentielle à Ciudad Juárez. Le gouvernement annonce le retrait progressif des 4000 soldats présents dans cette ville à partir du 1er avril 2010. La Police Fédérale assistée de 3000 policiers municipaux sera chargé d'assurer la sécurité publique. L'année

279 R. VILLALPANDO, “Con marcha en Juárez, exigen dimisiones de Calderón, Reyes Baeza y el alcalde”, *La Jornada*, le 14 février 2010. Consulté le 6 avril 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2010/02/14/politica/005n1pol>

280 “La presencia del Ejército es anticonstitucional y vulnera los derechos de los ciudadanos. Es por eso que estamos pidiendo su retiro. No se puede combatir la violencia con más violencia y vulnerando las leyes.” J. CONTRERAS du *Frente Nacional contra la Represión*.

281 R. VILLALPANDO, “Falló el Operativo Conjunto Chihuahua, coinciden diversos sectores sociales”, *La Jornada*, le 28 mars 2010. Consulté le 7 avril 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2010/03/28/index.php?section=politica&article=007n1pol>

2010 est la plus meurtrière avec 3622 morts puis 2086 en 2011 et 737 en 2012²⁸². L'année qui suit le retrait des troupes voit une baisse des homicides de 42% et de 79% en 2012 par rapport à 2010. L'année 2011 reste extrêmement meurtrière à Juárez, seulement nous constatons que cette baisse de 42% est une exception puisque la moyenne nationale des homicides croît entre 2010 et 2011. L'année 2012 quant à elle marque un retour au calme relatif contrastant, quoi qu'il en soit, avec trois années de présence militaire.

Nous avons évoqué à de nombreuses reprises la volonté de Calderón de fédérer un peuple afin de lutter pour la sécurité publique. Les *juarenses* se sont mobilisés envers et contre l'autorité militaire que souhaitait leur imposer Calderón. Le fait de laisser la police fédérale et municipale gérer la sécurité publique est une défaite politique pour un président qui loue l'intégrité militaire depuis sa prise de fonction. Malgré les réformes entreprises, la corruption qui gangrène la police ne lui permet pas de faire face efficacement au crime organisé. Calderón le sait mais il a voulu croire en l'exemplarité militaire. L'exemple de Juárez démontre qu'il ne dispose pas de l'appareil d'État pour entreprendre une guerre, un conflit ouvert, ou une lutte d'envergure au crime organisé. On dénombre 11.142 homicides à Juárez pendant le *sextena* de Calderón pour une ville d'environ 1.300.000 habitants – ce qui correspond à environ 10% des homicides sur cette période dans l'ensemble du pays où la population avoisine les 113.000.000 d'habitants. Le retrait des troupes à Juárez – en violation constitutionnelle jusqu'alors – aura le mérite de consolider l'État de droit au Chihuahua, à défaut d'état de droit. La stigmatisation des victimes de la *tragedía de Salvarcar* a provoqué cette mobilisation citoyenne dans une ville en implosion. Si les *juarenses* ont la stigmatisation aussi facile que les autorités qui les gouvernent, nous pouvons imaginer que ce retour à la caserne soit associé, de leurs points de vue, à *4000 delincuentes menos*.

282 E. PACHICO, ‘‘Tasa de homicidios en Juárez llega a su nivel más bajo en cinco años’’, *Insight Crime*, le 4 janvier 2013. Consulté le 7 avril 2016, <http://es.insightcrime.org/analisis/tasa-de-homicidios-en-juarez-llega-a-su-nivel-mas-bajo-en-cinco-anos>

“si es de pedir perdón...”

estamos hasta la madre, porque la corrupción de las instituciones judiciales genera la complicidad con el crimen y la impunidad para cometerlo; porque, en medio de esa corrupción que muestra el fracaso del Estado, cada ciudadano de este país ha sido reducido a lo que el filósofo Giorgio Agamben llamó, con palabra griega, zoe: la vida no protegida, la vida de un animal, de un ser que puede ser violentado, secuestrado, vejado y asesinado impunemente; estamos hasta la madre porque sólo tienen imaginación para la violencia, para las armas, para el insulto y, con ello, un profundo desprecio por la educación, la cultura²⁸³(...)

Dans une lettre ouverte destinée, entre autres, aux belligérants de cette guerre, Javier Sicilia²⁸⁴ met en exergue les manquements étatiques liés à la corruption et l'impunité qui en découle. Cette perspective a pour effet – et c'est l'objectif du poète mexicain puisqu'il intitule son écrit “Carta abierta a políticos y criminales” – de mettre au même plan le politicien et le criminel. Nous nous sommes posés la question de savoir si le militaire agissait comme un criminel ou s'il en était un lui-même. L'avis de Sicilia relayé par *Proceso* laisse clairement entendre que le politicien permet au crime organisé d'opérer, ce qui fait de lui un criminel à part entière. Nous pensons que l'inverse est également valable puisque la corruption permet un enrichissement du politicien qui le rend plus puissant et favorise sa notoriété. C'est ce que l'on peut définir comme de la *narcopolítica* à travers cet échange de « bons procédés » reflétant une logique de politicien-criminels et de criminel-politiciens. Les propos de Javier Sicilia nous renvoient aux événements qui ont succédé la *tragedía de Salvarcar* en février 2010 :

Al volverla a poner ante nuestros oídos –después de los miles de cadáveres anónimos y no anónimos que llevamos a nuestras espaldas, es decir, de tantos inocentes asesinados y envilecidos–, esa frase debe ir acompañada de grandes movilizaciones ciudadanas que los obliguen, en estos momentos de emergencia nacional, a unirse para crear una agenda que unifique a la nación y cree un estado de gobernabilidad real.

Contrairement à l'extrait précédemment cité, Javier Sicilia ne s'adresse pas aux belligérants mais au peuple mexicain. Il est ici question d'une prise de conscience générale qui doit engendrer une réaction citoyenne (“grandes movilizaciones ciudadanas”). Malgré

283 LA REDACCIÓN, “Javier Sicilia: carta abierta a políticos y criminales”, *Proceso*, le 3 avril 2011. Consulté le 14 avril 2016, <http://www.proceso.com.mx/266990/javier-sicilia-carta-abierta-a-politicos-y-criminales>

284 Poète, écrivain et journaliste de *La Jornada* et *Proceso* dont le fils a été assassiné à Temixco, Morelos, le 28 mars 2011 avec six de ses camarades.

une opposition de styles, le parallèle entre l'intervention de María Luz Dávila à Juárez et l'écrit de Javier Sicilia peut être avancé. Nous avons constaté que l'union et la mobilisation des *juarenses* avaient permis de faire plier le gouvernement au sujet de la présence militaire. S'il ne s'agit pas directement du retrait des troupes, dans les propos de Sicilia, celui-ci espère une démarche similaire à celle qui a pu naître à Juárez en proposant une manifestation : “Las redes ciudadanas de Morelos están convocando a una marcha nacional el miércoles 6 de abril que saldrá a las 5:00 PM del monumento de la Paloma de la Paz para llegar hasta el Palacio de Gobierno, exigiendo justicia y paz.”

De son point de vue, l'union populaire est indispensable pour instaurer ou restaurer un état de droit (“[unificar] a la nación y [crear] un estado de gobernabilidad real”). La lettre ouverte de Sicilia a l'effet escompté dans la mesure où la mobilisation d'ampleur nationale du 6 avril 2011 mobilise plus de 40.000 citoyens²⁸⁵. Dans le but de prolonger cette mobilisation citoyenne, Javier Sicilia crée le 26 avril 2011 le *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*²⁸⁶. La popularité de cette association civile contraint Calderón à s'exprimer officiellement sur les griefs du poète, le 23 juin 2011, en présence des principaux concernés²⁸⁷.

C'est par un “Muy estimado Javier Sicilia”, que Felipe Calderón introduit son discours d'une teneur, au premier abord, compatissante à travers une longue énumération de victimes, introduite par des anaphores telles que “Me entristece”, “Me pesa” et “Me duele”. Ce constat et cette approche permettent à Calderón de coïncider avec l'indignation des mexicains et de faire croire au peuple qu'il est avant tout un citoyen mexicain comme les autres avant d'être le président de tous les autres (“Como padre de familia, como mexicano, y como Presidente de la República, me duele profundamente este dolor de México”).

L'intention du président est de relativiser cette opposition citoyenne incarnée par Javier Sicilia en paraphrasant tout d'abord les critiques :

285 R. MORELOS CRUZ, “Que no anide el crimen en sus filas, pide Sicilia a las fuerzas armadas”, *La Jornada*, le 7 avril 2011. Consulté le 16 avril 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2011/04/07/politica/002n1pol>

286 Pour plus d'informations, on peut consulter F. PRIETO, “Violencia e historia en el siglo XXI”, *Revista de la Universidad de México*, septembre 2011, n°91, p. 42 à 47. Consulté le 16 avril 2016, <http://www.revistadelauniversidad.unam.mx/9111/pdf/91prieto.pdf>

287 F. CALDERÓN, *En el diálogo con miembros y representantes de la sociedad civil sobre seguridad*, discours prononcé depuis México le 23 juin 2011. Consulté le 16 avril 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2011/06/el-presidente-calderon-en-el-dialogo-con-miembros-y-representantes-de-la-sociedad-civil-sobre-seguridad/>

Sé que hay quienes afirman que la violencia que hoy vive México ha sido generado por el Estado. Que todo es culpa, como usted ha dicho, de que el Presidente decidió lanzar al Ejército a las calles a esta guerra absurda; que se asume, en consecuencia, que la solución es detener esta guerra.

Sinceramente, Javier, pienso, en este punto, que la premisa está equivocada, y que por tanto, la conclusión a la que se llega, también está equivocada.

Calderón refuse de considérer les propos de Sicilia, ainsi que les mouvements citoyens s'organisant dans le pays depuis plusieurs semaines, comme représentatifs de l'opinion publique et va jusqu'à diffamer son analyse : “¿Será cierto que todo es culpa del Gobierno? ¿Qué no tendrán nada que ver los criminales que los levantaron, y los torturaron, los que lo asesinaron, los que aun esconden a los nuestros? ”

Rappelons que la lettre ouverte de Sicilia s'intitule “Carta abierta a políticos y criminales”. Étant donné que Calderón y fait essentiellement référence dans son discours, il semble difficile d'attribuer et de reprocher à Sicilia des propos tels que “todo es culpa del gobierno” dans la mesure où la lettre évoquée fait justement référence à la coresponsabilité des politiciens et des criminels. Quant à légitimer cette “guerra absurda”, elle serait le fruit d'une demande citoyenne majoritaire face à ses opposants comme le prétend Calderón, en feignant l'indignation à travers un ensemble de questions rhétoriques : “¿No dicen nada a los pueblos asustados, que usted encontró en su camino? ¿No le dijeron en Zacatecas nada acerca de los Zetas? ¿Y no le dijeron nada acerca de la gente de El Chapo? (...)”

Nous avons suffisamment évoqué les *Zetas* ou les hommes de main du *Chapo* – tels que les frères Beltran Leyva – précédemment pour ne pas remettre en cause les propos de Felipe Calderón concernant la violence et la barbarie dont ces hommes sont capables. Ce constat est indiscutable, de même qu'il est indiscutable que la politique sécuritaire menée exacerbe cette violence. Mais c'est précisément ce que refuse d'admettre Calderón :

Sé que se piensa que de no haber actuado, no hubiera pasado nada. De no haber actuado con los criminales todo seguiría, entre comillas, bien.

Desafortunadamente, no es así. Es como si un enfermo de cáncer pensara que nada hubiera pasado si no hubiera ido ese día con el médico, que detectó su enfermedad, apenas a tiempo, por cierto, e inició el tratamiento que le puede salvar la vida.

Le crime organisé n'aurait pas disparu non plus sans la guerre qui lui a été déclaré mais Calderón contourne une fois de plus les reproches et la réalité des faits. L'association métaphorique de “cancer” à « crime organisé » et “medico” à « gouvernement » peut sembler juste, il n'en demeure pas moins qu'un cancer ne peut pas être soigné s'il est incurable ou si le traitement n'est pas adapté. En référence au bilan humain et pour rester

dans le jargon médical, la douleur du peuple mexicain et de son président, a davantage été traitée au cyanure qu'à la morphine.

Un changement de traitement, c'est ce que demandent les citoyens mobilisés (“sólo tienen imaginación para la violencia, para las armas, para el insulto y, con ello, un profundo desprecio por la educación, la cultura...”). La critique ne vise pas un président qui agit mais vise un président qui s'est trompé et qui est incapable de changer le cap d'une politique mortifère.

Calderón cherche une nouvelle fois à redéfinir la problématique en expliquant que le diagnostic initial du narcotrafic est erroné. L'argument du *narcomenudeo* est repris et dissocié du narcotrafic :

El primero [narcotraficante] busca salir pronto y sin ser visto, pasar al otro lado; el segundo [narcomenudista] busca meterse y quedarse, ser el dueño de la plaza, que se sepa que está ahí, que manda, que es el más violento. (...)
Entre el viejo y el nuevo modelo, entre el puro narcotráfico y el asociado al narcomenudeo, hay una diferencia sustancial, que es el problema que nos reúne, y esa diferencia sustancial, es la violencia.

La différenciation entre ces deux termes ne peut être contestée. Ce qui l'est davantage dans cette guerre à la délinquance, c'est la place qu'occupe le *narcomenudeo* – sporadiquement évoqué selon la conjoncture. Pourquoi la guerre n'a-t-elle pas été déclarée au *narcomenudeo* si elle incarne la principale source de violence au Mexique ? Qui se charge de revendre localement la drogue ? Felipe Calderón parle d'*El Chapo* et de ses hommes, des *Zetas*... Ce sont des narcotrafiquants, des criminels ou encore des paramilitaires dont l'objectif est d'acheminer la drogue aux États-Unis pour pouvoir en tirer un maximum de profit. En août 2007, Calderón avance la responsabilité étasunienne en matière de consommation de drogue dans cette escalade de violence²⁸⁸ pour la passer sous silence quatre ans plus tard aux dépens du *narcomenudeo*.

Tous les moyens sont bons pour justifier une politique désastreuse, y compris l'oubli puisqu'il n'hésite pas réfuter ce qu'il a lui-même affirmé : “no se trata, por cierto, de una lucha contra las drogas en sí misma y menos una guerra, como se ha insistido en verbalizar.”

288 “tuvo como principal causa el consumo de drogas en los Estados Unidos”

Les observateurs ne manqueront pas de rappeler à juste titre qu'il a lui-même qualifié cette lutte pour la sécurité publique de “guerra” en janvier 2007²⁸⁹.

Calderón finit pourtant par admettre la responsabilité de l'État dans les atrocités commises pendant son *sextena* en expliquant le processus menant, non pas à une absence de pouvoir, mais à la substitution du pouvoir légal par le pouvoir du crime organisé :

El crimen, al controlar un territorio, se adueña de esa comunidad; desplaza a la autoridad, la corrompe o la mata; y, entonces, secuestra, extorsiona, asalta, viola impunemente.

¿Por qué? Porque la autoridad, o ya no existe, o está a su servicio.

Y ahí es donde yo coincido, efectivamente, en la responsabilidad del Estado, que abdica de su deber esencial, precisamente de defender a los ciudadanos.

La corruption relatée par Calderón laisse entendre que le policier local (municipal) est victime des pressions du crime organisé et que son choix, limité à la collaboration ou à la mort, reprend le vieil adage *Plata o plomo*. La généralisation de ce procédé implique de fait la participation policière au crime organisé et l'on assiste à un *mea culpa* global évoquant les différents niveaux du gouvernement :

somos responsables, y coincido que debemos pedir perdón por no proteger la vida de las víctimas. (...) El Estado si tiene responsabilidad. Por supuesto que la tiene, en particular, por la complicidad, en particular, por la corrupción rampante que se sigue presentando en muchos niveles de Gobierno.

Ce qui interpelle, c'est que Calderón s'exprime à la première personne du singulier jusqu'au moment où il engage la responsabilité de son gouvernement. Comme lors de la *tragedía de Salvarcar*, le président mexicain refuse d'endosser personnellement la responsabilité de ses propos et de sa politique. “Somos responsables” et “debemos pedir perdón” relativisent son statu au sein du gouvernement comme s'il en était un fonctionnaire quelconque. Ce dédouanement peut sembler d'autant plus prononcé lorsqu'il évoque “El Estado” à la troisième personne du singulier : “tiene responsabilidad. Por supuesto que la tiene”. Nous pouvons également interpréter que Felipe Calderón – avocat de métier – défend l'État, comme n'importe quel avocat défendrait son client. Ce monologue a toutes les allures d'une plaidoirie et Calderón n'intervient pas pour plaider coupable mais pour se réhabiliter aux yeux de l'opinion publique. Ce qui est paradoxal, c'est que la corruption “en

289 “Para ganar la guerra contra la delincuencia es indispensable trabajar unidos, más allá de nuestras diferencias, más allá de cualquier bandera partidista y de todo interés particular.”

muchos niveles de Gobierno” est évoquée mais seul *el nivel municipal* est explicitement visé :

los jóvenes asesinados en los bares de Torreón y los migrantes de San Fernando, en Tamaulipas. Sí, efectivamente, fueron levantados por policías de ese municipio, y luego, cruelmente asesinados por un grupo de criminales, para quienes la vida simplemente no tiene valor.

Ahí, el Estado tiene responsabilidad por los policías municipales que los levantaron y por los que no actuaron. Pero, también, estuvo presente el Estado, con soldados y con marinos, aunque duela oírlo o decirlo, que han rescatado también a cientos de migrantes que pudieron correr la misma suerte.

En stigmatisant la police municipale – qui n'est pas de son ressort –, Calderón n'a pas à répondre de ces crimes et justifie la présence des forces dont il dispose (fédérales et militaires) pour rétablir un pouvoir légal. Nous mettons, une nouvelle fois, en évidence la vision manichéenne d'un président en exposant d'un côté les mauvais représentants de l'État travaillant à la solde du crime organisé et de l'autre les bons représentants (“con soldados y con marinos”) – qui auraient permis d'éviter un bilan humain plus conséquent. Si l'exemple de Ciudad Juárez nous prouve le contraire, Felipe Calderón ne dispose probablement pas du recul nécessaire pour en arriver à ce genre de conclusion : “De lo que, en todo caso, me arrepiento, es no haberlos mandado antes (...) Es, precisamente, no haber actuado entre todos con más fuerza.”

Le regret d'un président en fin de mandat – et nous constatons qu'il s'exprime cette fois-ci en son nom – n'est pas la violence, engendrée elle-même par la violence étatique, causant des milliers de morts (concernant les victimes, il s'agit de pardon collectif), mais de ne pas avoir tapé plus fort. Calderón parvient à adopter la posture de victime en parlant d'injustice en référence aux critiques émanant du peuple : “Yo prefiero asumir la crítica, así sea injusta, de haber actuado a quedarme con el cargo de conciencia de haber visto el problema, y por conveniencia, no haber hecho nada.”

En mettant en perspective ce discours avec ceux que nous avons étudiés tout au long de ce travail, nous observons une certaine constance dans la rhétorique présidentielle. La justification de cinq ans de tueries, un ensemble d'incohérences et de maladresses, un ennemi indéfini, une corruption omniprésente... résumant une absence de programme en matière de sécurité publique. Cette absence est floutée un temps par la politique répressive, à priori temporaire, d'un gouvernement constatant progressivement le fonctionnement du crime organisé à travers ses propres failles institutionnelles aux dépens de sa citoyenneté. *México Seguro* était un avertissement. La transition démocratique a vu le PAN jouer aux

apprentis-sorciers avec un pouvoir qu'il ne maîtrise pas. Ce constat nous renvoie à cette introduction du principal intéressé, pleine de bon sens, destinée à Javier Sicilia : “Pienso, en este punto, que la premisa está equivocada, y que por tanto, la conclusión a la que se llega, también está equivocada.”

CONCLUSION • TROISIÈME PARTIE

L'année 2007 définit l'orientation d'une politique sécuritaire pour l'ensemble du mandat. Le premier bilan des opérations conjointes dans la lutte contre la délinquance est contrasté mais le résultat global en matière de criminalité est « positif » comparé à 2006 : les pertes humaines sont moindres et les saisies de stupéfiants plus importantes. Les données factuelles et chiffrables de cette amélioration n'incitent pas le gouvernement à réévaluer sa politique répressive malgré les mises en garde et inquiétudes formulées par l'ONU et différentes ONG. Les craintes d'une orientation sécuritaire difficilement compatible avec le respect des droits de l'homme ne sont pas prises en considération et les résultats imputés à l'aspect répressif du conflit s'estompent dès 2008.

La politique répressive a perturbé le fonctionnement du narcotrafic en 2007 mais une année aura suffi pour qu'il se réorganise. Les narcotrafiquants se sont adaptés à la présence militaire et aux persécutions comme ils se sont adaptés à la mondialisation. La répression perpétrée par le gouvernement implique un rapport de force quotidien et une corruption massive des autorités – phénomène courant facilité par l'appât du gain lié au commerce lucratif de la drogue. L'affrontement avec les forces gouvernementales pose des problèmes de sécurité immédiats et d'importants dommages collatéraux. Les narcotrafiquants sont armés et entraînés pour combattre les autorités. Face à la résistance du crime organisé, une spirale de violence s'installe comme en témoigne le bilan humain chaque année plus lourd entre 2007 et 2011. Les exactions commises de part et d'autre banalisent la violence et les plaintes formulées à l'encontre des autorités en 2009 sont passibles de crimes de guerre. En deux ans (2007 à 2009) les plaintes traitées par la CNDH à l'encontre des entités gouvernementales ont augmenté de 300%.

La hausse des violations des droits de l'homme – principalement commises par l'armée – symbolise l'impunité des forces gouvernementales d'autant que les requêtes de la CNDH sont majoritairement ignorées par les entités concernées. Les promesses de Felipe Calderón de faire respecter les droits de l'homme et d'imprégner la justice à tous les niveaux de la société afin de fortifier l'état de droit ne sont pas tenues. Le gouvernement n'est pas en mesure de se montrer exemplaire et d'impulser la culture de la légalité souhaitée. L'état de droit n'a cessé de se fragiliser, à l'image de la délation comme base du pacte social : l'exemple du Tamaulipas démontre que chacun garde le silence par peur des représailles – qu'elles proviennent des *Zetas*, du *Golfo* ou d'autorités corrompues.

Les événements survenus à Ciudad Juárez en 2010 ont exacerbé le désaveu populaire de la politique sécuritaire de Felipe Calderón. Le peuple mexicain rejette massivement les présences militaires et fédérales dans la rue. Les manifestations à Ciudad Juárez survenues après la *tragedía de Salvárcar* et la stigmatisation des victimes par Calderón marquent le début d'une mobilisation citoyenne. La pression populaire maintenue par les manifestants à Ciudad Juárez a eu raison de l'obstination présidentielle et les militaires ont progressivement rejoint leurs casernes. L'union populaire constatée dans le Chihuahua et à México en 2011 est représentative de la colère des mexicains contre son gouvernement. Les demandes telles que le retrait de l'armée, la justice pour toutes et tous... émanent d'un peuple qui sait ce qui est bon pour sa propre sécurité et d'une manière générale pour le bien commun. Le retrait des troupes de Ciudad Juárez n'a pas éradiqué le crime organisé mais la violence a considérablement diminué. Les citoyens *juarenses* avaient compris que l'appareil d'État ne pouvait pas intervenir sans provoquer une explosion du crime.

Les mouvements citoyens au Mexique fortifient-ils l'état de droit dans la mesure où le peuple se mobilise pour la justice et contre la spirale de violence accentuée par la présence militaire et fédérale ? La volonté de justice et de démocratie d'un peuple dans les rues peut-elle s'apparenter aux prémices d'un contrat social aux dépens du pacte imposé par Calderón ? Quoi qu'il en soit, le PRI a remporté les présidentielles de 2012. Pour ce qui est de savoir si le Mexique entame une nouvelle ère de "dictadura perfecta"... cela va dépendre en partie des capacités de l'opposition à lui disputer les futures élections.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Lorsque l'on évoque la fin de la transition démocratique nous sommes censés être en mesure de définir le type de régime auquel elle aboutit. Si nous avons repris le terme de “dictadura perfecta” jusqu'à la défaite électorale du PRI en 2000, nous pouvons difficilement qualifier le régime politique en vigueur en 2012. Effectivement, le Mexique ne s'apparente pas à un pays démocratique faute de sécurité publique pas plus qu'à une dictature puisqu'il n'y a pas de pouvoir autoritaire comme le montre le chaos qui y règne.

La victoire électorale aux présidentielles de 2012 voit le candidat *priísta*, Enrique Peña Nieto, remporter les élections avec un total de 38,21% des voix devant AMLO (31,59%) et la candidate du PAN (25,41%). La compétitivité représente l'un des principes fondamentaux de la transition démocratique et le score des présidentielles en 2012 démontre clairement une lutte à trois partis. Or, pour des raisons de cohérence, il n'est plus possible de parler de transition démocratique avec le retour du PRI au pouvoir. Comment interpréter le retour d'un parti dit « hégémonique » à la présidence après une absence de 12 ans qui est associée à la démocratisation du Mexique ?

En 2014, l'écrivain et journaliste John Ackerman a écrit ceci à propos de la transition démocratique mexicaine :

Uno de los mitos más nocivos, que debilita la movilización social y el desarrollo de una conciencia crítica entre los ciudadanos mexicanos, es la idea de que en la última década y media “transitamos” hacia un régimen político más democrático, y que nuestro principal reto sería perfeccionar el nuevo sistema.²⁹⁰

290 J. M. ACKERMAN, “El mito de la transición deocrática”, Revista Proceso, le 22 mai 2014. Consulté le 6 juin 2016, <http://www.proceso.com.mx/372867/el-mito-de-la-transicion-democratica-2>

Le fait de qualifier la transition démocratique de « mythe » nous semble juste. En revanche, il apparaît beaucoup plus contestable d'attribuer au peuple mexicain une certaine crédulité consécutive à l'arrivée du PAN au pouvoir. Les citoyens qui se sont prononcés pour un changement en 2000 n'ont pas eu le temps d'idéaliser le PAN. Tout laisse à penser que l'élection de Vicente Fox résulte avant tout d'un vote massif contre le PRI. Les suspicions de fraude qui planent sur le résultat des élections présidentielles de 2006 et les contestations à suivre démontrent une volonté du peuple de se faire entendre. Nous estimons que c'est cette pression populaire qui a poussé Felipe Calderón à déclarer la guerre au narcotrafic – puis successivement au crime organisé et à la délinquance – sans préavis et surtout sans programme, afin de détourner l'attention.

Les mobilisations citoyennes notamment constatées à Ciudad Juárez et à México D.F., entre 2010 et 2011, témoignent également de l'opposition populaire qu'a suscitée la politique sécuritaire de Calderón. Le retrait des troupes de Ciudad Juárez que l'on doit attribuer à une volonté fédératrice citoyenne représente en soi un début de souveraineté populaire. Si les conséquences de la mobilisation *juareense* est un cas isolé au Mexique, elle traduit cependant une volonté nationale d'en finir avec la guerre déclarée au crime organisé qui n'a fait qu'exacerber la violence. Les élections de 2012 en sont la preuve : voir le PAN arriver en troisième position concrétise un rejet massif de ce que celui-ci a pu proposer pendant la transition démocratique. Alors qu'AMLO semble inexorablement cantonné aux secondes places, le retour du PRI sur le devant de la scène politique peut-il s'interpréter comme la seule alternative crédible à l'échec du PAN ?

Il est probable que la population se soit souvenue au moment du vote que le PRI était parvenu à canaliser le narcotrafic. Dans ce cas de figure, cela reviendrait à dire que les préoccupations ne sont plus d'ordre démocratique et que la population serait prête à accepter la corruption jadis « institutionnalisée » par le PRI si elle permet de stopper l'escalade de violence. D'une certaine façon, c'est également l'analyse de l'universitaire Edgardo Buscaglia qui va jusqu'à évoquer le retour d'une « Pax Mafiosa » entre le PRI et le Cartel de Sinaloa : « A través de los acuerdos tácticos el Cártel de Sinaloa logrará consolidar los territorios, la violencia bajará debido a que los grupos no pugarán por las plazas ni mercados, disminuirán los homicidios, pero los delitos como narcotráfico, trata, piratería continuarán »²⁹¹.

291 D. GÓMORA, « Buscaglia percibe una 'pax mafiosa' », *El Universal*, le 11 août 2015. Consulté le 7 juin 2016, <http://www.eluniversal.com.mx/articulo/nacion/politica/2015/08/11/buscaglia-percibe-una-pax-mafiosa>

L'« idéal » serait le retour, à l'ancienne, d'un cartel hégémonique extrêmement puissant, capable de contrôler, voire d'anéantir, tous les autres pour ainsi réactiver le système de clientélisme instauré par le PRI. Or, si l'intention du président *priista* est de rétablir la “Pax Mafiosa”, il semblerait que le passage du PAN ait considérablement compliqué cette éventualité. La guerre contre le narcotraffic a eu pour conséquence la multiplication des cartels, ce qui augmente *de facto* le nombre de représentants à la table des négociations – si tant est qu'elles puissent être envisageables. Concernant le cartel de Sinaloa, les aventures du *Chapo Guzmán*, dignes des plus rocambolesques *telenovelas*, apparaissent en contradiction avec la politique d'un cartel hégémonique au Mexique. Pour de multiples raisons, le gouvernement peut vouloir écarter Joaquín Guzmán des négociations afin de traiter avec un nouveau *capo* du cartel – ce qui justifierait sa deuxième capture le 22 février 2014. En revanche, son évasion/libération du 11 juillet 2015 et sa troisième capture le 8 janvier 2016 laissent place à l'incompréhension. Peut-être le baron de la drogue divise-t-il dans les rangs du PRI au point de provoquer des désaccords dans les plus hautes sphères politiques. Ou bien s'agit-il encore et toujours d'une politique interventionniste des États-Unis – qui ont activement participé à ses deux dernières arrestations²⁹²? Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses. Ce qui est sûr, c'est que les arrestations/évasions du *Chapo Guzmán* résultent d'une corruption « mal maîtrisée » sans comparaison avec l'époque hégémonique du vieux parti.

La guerre contre le narcotraffic est l'héritage de Felipe Calderón laissé au PRI. Enrique Peña Nieto a fait le choix de ne pas renvoyer l'armée dans les casernes. Nous ne pouvons bien évidemment pas tirer de conclusions définitives sur la politique du dirigeant *priista* dans la mesure où ce dernier occupe à l'heure actuelle ses fonctions. Cependant, force est de constater à la mi-mandat de Peña Nieto, en janvier 2015, que le chiffre officiel d'homicides au Mexique est évalué à 56.117²⁹³, ce qui correspond à un bilan supérieur à celui de Calderón après trois ans de présidence (42.676). Nous imaginons difficilement qu'un gouvernement soit capable d'arrêter ce perpétuel « état de guerre ». Certes, le PRD n'a pas encore été mis à l'épreuve du pouvoir à l'échelle nationale mais les événements survenus à Iguala, Guerrero, le 26 septembre 2014 ont terni son image : l'intervention du cartel

292 J. ARANDA, “La DEA utilizó drones para capturar a El Chapo”, *La Jornada*, le 24 février 2014. Consulté le 8 juin 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2014/02/24/politica/002n1pol>

293 G. SÁNCHEZ B., “56 mil 117 asesinatos en los primeros 3 años del gobierno de Peña”, *Aristegui Noticias*, le 21 janvier 2016. Consulté le 7 juin 2016, <http://aristeguinoticias.com/2101/mexico/56-mil-117-asesinatos-en-los-primeros-3-anos-del-gobierno-de-pena/>

*Guerreros Unidos*²⁹⁴ à la demande du maire *perredista* d'Iguala, afin d'empêcher tout débordement des étudiants de la *Escuela Normal Rural de Ayotzinapa*, a provoqué le bilan suivant : 6 morts, 17 blessés et 43 disparus²⁹⁵.

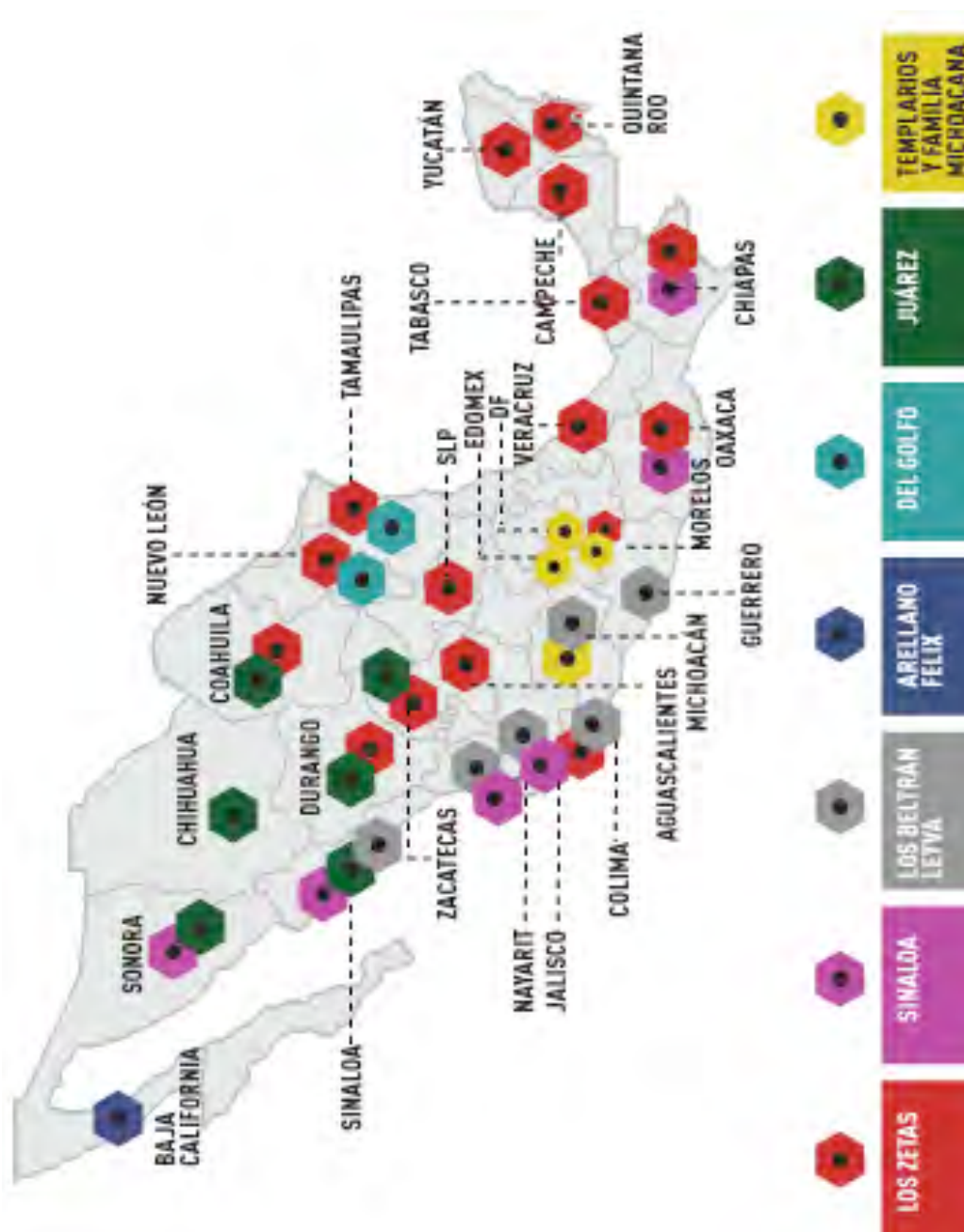
PAN, PRI, PRD, ... la *narcopolítica* n'est plus le monopole d'un parti. Le XXème siècle, la “dictadura perfecta” et l'hégémonie du cartel de Guadalajara appartiennent à une époque révolue. La politique devient une affaire de compétitivité dictée par le narcotrafic. En imprégnant la société à tous les niveaux, la mondialisation perpétue son travail de sape au Mexique.

294 Cartel fondé en 2011.

295 J. MARTÍNEZ AHRENS, “Detenido el alcalde de Iguala por la desaparición de los 43 estudiantes”, *El País*, le 4 novembre 2014. Consulté le 7 juin 2016, http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/04/actualidad/1415100270_134244.html

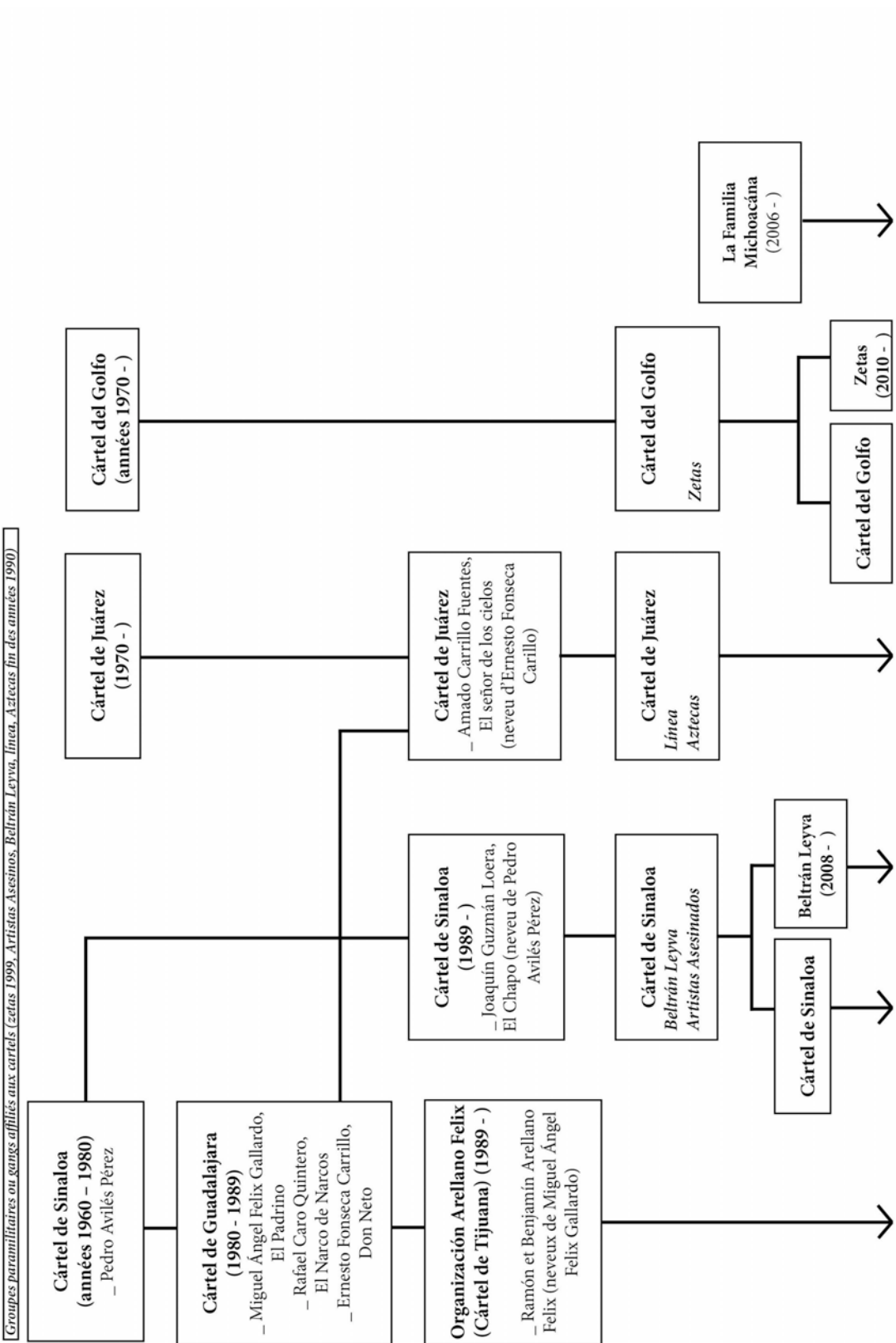
Annexes

Répartition des cartels sur le territoire mexicain



Mapa del territorio controlado por los cárteles, según la SIEDO: @mariana1hdzc

Organigramme non exhaustif des cartels mexicains



Anuncio sobre la Operación Conjunta Michoacán

11 dic 2006 | Discurso

Ciudad de México, Residencia Oficial.

- **MAXIMILIANO CORTAZAR:** Muy buenas tardes a todos los representantes de los medios de comunicación.

El día de hoy los hemos convocado para informar a la opinión pública sobre la Operación Conjunta Michoacán que el Gabinete de Seguridad ha instrumentado por instrucciones del Presidente de la República, Felipe Calderón Hinojosa.

Para eso hemos convocado a los secretarios de Gobernación, Defensa, Marina, Seguridad Pública y al procurador General de la República.

Cedo el uso de la palabra al Secretario de Gobernación, el licenciado Francisco Ramírez Acuña.

- **SECRETARIO FRANCISCO JAVIER RAMÍREZ ACUÑA:** Muy buenas tardes amigos de los medios de comunicación.

Una de las tres prioridades del Gobierno del Presidente de la República, Felipe Calderón Hinojosa, es fortalecer la seguridad de los mexicanos y sus familias en todas las regiones del país.

Esto inmediatamente traerá la recuperación de los espacios públicos que la delincuencia organizada ha arrebatado; recuperación que acabará con la impunidad de los delincuentes que ponen en riesgo la salud de nuestros hijos y la tranquilidad de nuestras comunidades.

En esa convicción y de acuerdo con la orden emitida por el Presidente de la República, desde el primer día de su Gobierno hemos privilegiado la planeación y ejecución conjunta del Gabinete de Seguridad en el establecimiento de las acciones estratégicas para enfrentar con efectividad al narcotráfico y la delincuencia organizada.

En acuerdo con el gobernador del estado de Michoacán, Lázaro Cárdenas Batel, informamos a los mexicanos el inicio de la Operación Conjunta Michoacán, con un despliegue de más de cinco mil efectivos para esta operación en la cual se desarrollarán actividades de erradicación de plantíos ilícitos, establecimiento de puestos de control para acotar el tráfico de enervantes en carreteras y caminos secundarios, ejecución de cateos y de órdenes de aprehensión, así como ubicación y desmantelamiento de puntos de venta de drogas.

La Operación Conjunta Michoacán forma parte de las diferentes actividades contra la delincuencia que se han venido ejecutando desde el día 1 de diciembre tal como se comprometió, el Presidente Calderón de velar por la tranquilidad y seguridad de todos los mexicanos.

En cuanto a lo realizado por la Secretaría de la Defensa Nacional pido al señor secretario Guillermo Galván Galván, haga uso de la palabra.

- **SECRETARIO GUILLERMO GALVÁN GALVÁN:** Muy buenas tardes.

En el marco de la Operación Conjunta Michoacán, la Secretaría de la Defensa Nacional participa con los siguientes efectivos del Ejército y de la Fuerza Aérea mexicanos.

Cuatro mil 260 elementos, 17 aeronaves de ala fija, 29 aeronaves de ala rotativa, 19 binomios canófilos, 246 vehículos terrestres.

Este contingente realizará actividades de reconocimiento aéreo, erradicación de plantíos ilícitos y establecimiento de puestos de control para el acotamiento de las actividades de tráfico de enervantes en 16 regiones catalogadas como de alta incidencia del Estado de Michoacán.

Las actividades realizadas a la fecha comprenden:

El establecimiento de un Centro de comando, Control, Comunicaciones, Cómputo e Inteligencia en el Cuartel General de la 43 Zona Militar, en Apatzingán, Michoacán, al cual se han integrado elementos de la Secretaría de Marina Armada de México, Procuraduría General de la República, Secretaría de Seguridad Pública, gobierno del Estado de Michoacán y de la propia Secretaría de la Defensa Nacional.

Se llevaron a cabo reconocimientos aéreos habiéndose localizado hasta el momento mil 100 plantíos de marihuana.

Han sido asegurados en distintas operaciones: 13 presuntos narcotraficantes, tres fusiles AK-47, mil 100 cartuchos de diferentes calibres y 10 cargadores para fusil AR-15.

A partir de hoy iniciaron su despliegue 131 bases de operaciones, con efectivos de 30 elementos cada una, para erradicar plantíos, y se establecieron 24 puestos de control para acotar el tráfico de enervantes.

Los resultados de estas operaciones los haremos de su conocimiento en su oportunidad.

Muchas gracias.

- **SECRETARIO FRANCISCO JAVIER RAMÍREZ ACUÑA:** En lo concerniente, muchas gracias mi General Secretario, en lo concerniente a la Secretaría de Marina le pido al Almirante Mariano Francisco Saynez Mendoza nos exponga sus alcances.

- **SECRETARIO MARIANO FRANCISCO SAYNEZ MENDOZA:** En coordinación con la Secretaría de la Defensa Nacional, Seguridad Pública Federal, Procuraduría General de la República, se participa en la Operación Conjunta Michoacán con el siguiente despliegue:

Mil 54 elementos de infantería de marina, siete helicópteros MI-17, dos helicópteros Bolco, dos aviones Aviocard de patrulla equipados con cámara para detección nocturna, tres patrullas interceptoras y una patrulla oceánica en versión trinomio con helicóptero embarcado.

Esta última, Patrulla Oceánica Sonora, se empleó hace unos días para el aseguramiento e interceptación y aseguramiento de un buque pesquero, Alondra, al sur de Puerto Chiapas, habiendo, con resultados positivos, habiéndose encontrado 106 costales conteniendo dos mil 115 ladrillos de cocaína con un peso neto de dos mil 333.828 kilogramos.

La droga y siete tripulantes de la embarcación fueron puestos a disposición del Agente del Ministerio Público Federal en Tapachula, Chiapas.

También participamos con 35 vehículos tipo Comando y 17 vehículos de apoyo. La misión de la Armada de México en la Operación Michoacán será la de efectuar reconocimientos, aseguramientos y sellar prácticamente la costas de Michoacán para evitar el tráfico de enervantes.

Muchas gracias.

-**SECRETARIO FRANCISCO JAVIER RAMÍREZ ACUÑA:** Muchas gracias, Almirante Secretario.

Los alcances obtenidos por la Secretaría de Seguridad Pública son expuestos por el señor Secretario Genaro García Luna.

- **SECRETARIO GENARO GARCÍA LUNA:** Buenas tardes.

En el marco de la Operación Conjunta Michoacán, la Secretaría de Seguridad Pública Federal participa con el siguiente despliegue de personal y de apoyo logístico:

Mil 400 elementos, de los cuales 900 elementos son de Fuerzas Federales de Apoyo; 300 elementos de seguridad regional de la Policía Federal Preventiva; 10 unidades caninas; además de 220 elementos de Unidades de Inteligencia y Operación de la Agencia Federal de Investigación.

Esto último suman en total mil 420 elementos de operación policial.

Con el apoyo de seis helicópteros, tres para traslado de unidades de operación, tres de reconocimiento operativo, un autotanque para transporte y suministro de combustible, tres unidades móviles de detección de rayos gamma, en particular en puntos móviles en carreteras y brechas del estado.

El operativo se concentra en las siguientes acciones específicas de orden policial:

Instalación de puntos de control, revisión en carreteras y caminos secundarios, ejecución de órdenes de cateo, generación de inteligencia operativa, ejecución de órdenes de aprehensión; además de la ubicación y desmantelamiento de puntos de venta de drogas.

- **SECRETARIO FRANCISCO JAVIER RAMÍREZ ACUÑA:** Muchas gracias señor secretario. De las tareas emprendidas por la Procuraduría General de la República, el señor procurador Eduardo Medina Mora, nos expone los alcances obtenidos y las tareas a realizar.

- **SECRETARIO EDUARDO MEDINA MORA:** Gracias señor secretario, amigos de los medios de comunicación.

Por lo que hace a la Procuraduría General de la República, esta Operación Conjunta Michoacán involucra la participación de 50 agentes del Ministerio Público Federal, que con el apoyo de los elementos de la Secretaría de Seguridad Pública Federal, la Secretaría de Marina Armada de México, la Secretaría de la Defensa Nacional y el propio despliegue policial del Estado de Michoacán, realizarán órdenes, la ejecución de órdenes de cateo y órdenes de aprehensión en el marco de este operativo.

Y además quisiera señalar que con fecha 5 de diciembre y como parte de los trabajos preparatorios de este operativo, el Ministerio Público Federal aseguró en el Puerto de Lázaro Cárdenas, Michoacán, un cargamento de 19.7 toneladas de pseudoefedrina que es el precursor químico utilizado para la metanfetamina.

Este aseguramiento equivale a un tercio, poco más de un tercio del total de importaciones legales de pseudoefedrina por nuestro país en este año 2006, es el mayor cargamento de pseudoefedrina decomisado en la historia.

Este cargamento provenía de China, salió a en una embarcación de bandera británica de el Puerto de Dalianxingang, en China, dirigido hacia el Puerto de Long Beach, en California y posteriormente hacia Lázaro Cárdenas, Michoacán y venía declarado como una materia prima para otros usos, después de las pruebas que se realizaron en laboratorio en conjunto con la Administración General de Aduanas y la Policía Federal Preventiva es que se determina que el contenido real de este contenedor era pseudoefedrina, como digo, el mayor cargamento decomisado en la historia de nuestro país.

En adición se han asegurado los elementos productivos de un laboratorio de producción de metanfetamina ubicado en el poblado de Cheranguerán, en Michoacán; esta es una instalación ubicada sobre la carretera Uruapan-Carapan a la altura de esta comunidad y este era un laboratorio en el cual se producía metanfetamina, precisamente, a partir de la materia prima pseudoefedrina.

Es cuanto por lo que hace a la Procuraduría General de la República.

- **SECRETARIO FRANCISCO JAVIER RAMÍREZ ACUÑA:** Muchas gracias, señor Procurador.

Reiteramos a la opinión pública que la batalla contra el crimen organizado apenas comienza y será una lucha que nos llevará tiempo.

Son instrucciones del señor Presidente de la República, Felipe Calderón Hinojosa, que este esfuerzo coordinado de las diferentes dependencias del Gobierno Federal en el combate a la delincuencia se informe de manera permanente a la sociedad mexicana por conducto de de la Secretaría de Gobernación.

Por lo que estaremos emitiendo la información correspondiente de lo realizado en la Operación Conjunta Michoacán por la Secretaría de la Defensa Nacional, por la Secretaría de Marina, por la Secretaría de Seguridad y la Procuraduría General de la República para que los mexicanos estén informados de lo que realiza el Gobierno de la República.

Muchas gracias.

<http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/12/anuncio-sobre-la-operacion-conjuntamichoacan/>

El presidente Calderón en la XXI Sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública

22 ene 2007 | Discurso

Gracias, secretario.

Señora y señores gobernadores.

Señores secretarios y Procurador General de la República.

Señores secretarios de Seguridad Pública de los estados.

Distinguidos representantes de la sociedad civil.

Señora María Elena Morera, Presidenta de México Unido Contra la Delincuencia.

Distinguidos miembros de este Consejo Nacional de Seguridad Pública.

Señoras y señores:

Proteger la vida, el patrimonio y la integridad de los mexicanos es una demanda urgente de la sociedad y una tarea prioritaria de cualquier gobierno.

Durante años diversos sectores de la sociedad han alzado su voz denunciando la violencia y el crimen, y han trabajado para que las autoridades y la sociedad en general tomemos conciencia sobre la gravedad del problema.

Al rendir protesta como Presidente de la República, me comprometí a encabezar un Gobierno que pusiera un alto a la delincuencia y a la inseguridad, y que enfrentara de manera decidida a este mal que por décadas ha minado la calidad de vida de las mexicanas y los mexicanos y la capacidad de captar inversión e impulsar el desarrollo del país.

Desde el primer día instruí a los miembros de mi gabinete para diseñar una estrategia que nos permitiera atender con eficacia y contundencia esta delicada tarea.

Pusimos en marcha una estrategia con visión de largo plazo y con acciones que dieran resultados en el corto plazo.

Entre estas acciones se encuentran:

Primero. El reforzar la presencia de las fuerzas del orden para restablecer las condiciones mínimas de seguridad en ciudades, poblaciones y regiones del país más amenazadas por la violencia del crimen organizado.

Para ello hemos puesto en marcha diversos operativos conjuntos en Michoacán, en Tijuana y, más recientemente, en Guerrero y hemos fortalecido la presencia en la lógica de dichos operativos en regiones de Durango, Chihuahua y Sinaloa, y en la Sierra Madre Occidental.

Los cuerpos de seguridad de la Federación mantendrán una estrecha colaboración con los gobiernos estatales para hacer que prevalezca la legalidad por encima de la violencia donde se requiera en todo el país.

Estamos decididos a recuperar la seguridad en toda región que se vea amenazada por la delincuencia y el crimen organizado.

Segundo. Hemos fortalecido a nuestras instituciones policiacas mediante la orden de transferencia de 10 mil efectivos de las fuerzas armadas a la Policía Federal Preventiva.

En nuestra batalla contra el crimen es indispensable contar con un mayor número de elementos altamente capacitados, profesionales y con un firme compromiso con la seguridad y el bienestar de los mexicanos.

Dotamos de más y mejores recursos a nuestros policías para reforzar la batalla contra la inseguridad. Hemos fortalecido a nuestras policías para fortalecer a México.

Tercero. Hemos impulsado un crecimiento decidido en el presupuesto destinado a la seguridad pública para este año que se incrementó en 12.4 por ciento en términos reales.

En la lucha contra la inseguridad no debemos escatimar ni esfuerzos, ni recursos.

Cuarto. Instruí al Procurador General de la República y al Gabinete de Seguridad para que a más tardar a fines del mes próximo y cumplidos los 90 días de mi Administración, presenten a la sociedad mexicana un programa integral para mejorar nuestros mecanismos de seguridad y procuración de justicia.

Un Gobierno eficaz en su labor de garantizar la seguridad debe apoyarse en leyes e instituciones que también sean eficaces; no podemos permitir que los criminales se refugien en instituciones débiles o en leyes obsoletas.

Y **quinto.** Hemos unificado ya en la práctica la operación de la AFI y la Policía Federal Preventiva, con objeto de generar sinergias en capacidad de inteligencia, movilización y utilización de recursos.

Hoy, celebro los avances que logramos en la tarea compartida de brindar seguridad y tranquilidad a los mexicanos.

Y agradezco enormemente la colaboración que hemos encontrado en todos los gobernadores de la República para, precisamente, redoblar el esfuerzo en este sentido.

Con el Convenio de Colaboración en Materia de Seguridad Pública para el año 2007, que hoy firmaremos, los compromisos que adquirimos son muy claros, y quisiera destacar algunos de los ejes que guiarán nuestra estrategia contra la delincuencia.

A través del Servicio Nacional de Carrera, por ejemplo, vamos a poder garantizar la modernización y certificación de nuestras policías.

La idea es que todas las policías en México: municipales, estatales y, desde luego, federales, cumplan con estándares unificados que nos permitan tener la seguridad de que se trata de policías en los que pueden confiar los ciudadanos.

Segundo. Vamos a crear el Sistema Único de Información Criminalística con la colaboración, desde luego, de los ciudadanos y de las policías estatales, municipales y las federales, tendremos una plataforma nacional única que nos permita generar más eficacia en términos de inteligencia e información contra la delincuencia.

Tercero. Podremos dotar de más equipo y mejor equipamiento e infraestructura a las instituciones de seguridad pública.

Cuarto. Fortaleceremos las instancias de coordinación entre los tres órdenes de Gobierno.

En el combate al narcomenudeo aplicaremos una política de prevención, rehabilitación y operación integral que permita actuar conjuntamente a las entidades de la Federación y al Gobierno Federal.

Por otra parte, ampliaremos y reforzaremos los operativos conjuntos en contra del crimen organizado mirando a que su operación se traduzca, como un paso final, en dejar policías locales mucho más fortalecidas y supervisadas por la ciudadanía.

Haremos, como otro punto, y mediante los convenios que firmaremos hoy, haremos de la participación ciudadana el fundamento para consolidar una verdadera cultura de legalidad.

Evaluaremos las acciones que las autoridades locales instrumenten con recursos provenientes del Fondo de Aportaciones para la Seguridad Pública de los Estados y del Distrito Federal, y con ello, podremos decirle a los ciudadanos que estamos cumpliendo con este deber indispensable de transparencia y rendición de cuentas.

Entre otros, estos serán ejes que se convertirán en la guía y el fundamento de un sistema integral para el combate al crimen organizado, como es el propósito de todos los miembros del consejo.

Con estos compromisos, además, fortaleceremos el pacto federal e intensificaremos nuestra batalla común contra la delincuencia organizada y por la seguridad de los mexicanos.

Por eso, le he ordenado a la Secretaría de Seguridad Pública, que es responsable de articular este esfuerzo del Sistema Nacional de Seguridad Pública, para que consolide el sistema como una auténtica instancia articuladora y unificadora de todas las autoridades, el Gobierno Federal, estados y municipios en nuestro esfuerzo de todos los días por combatir la delincuencia.

Yo estoy convencido de que ninguna división de competencias puede ser obstáculo para garantizar la seguridad pública de los mexicanos.

Todos debemos reconocer y agradecer la actuación entregada y decidida de los miles de policías federales, estatales y municipales y de los soldados, marinos, Ministerios Públicos de México que hoy están en la primera línea en la batalla contra la delincuencia.

Ésta ha sido una pelea permanente en la que, por desgracia, muchos han perdido la vida, como víctimas de los criminales, otros en el cumplimiento de su deber, de proteger a la sociedad de los delincuentes.

Por eso estamos luchando sin tregua para garantizar que su sacrificio no haya sido en vano y lo haremos, sobre todo, para que las familias mexicanas puedan contar con un México mejor.

Señoras y señores:

Hoy más que nunca México demanda de nosotros corresponsabilidad para salvaguardar la seguridad e integridad de los ciudadanos.

Los Poderes de la Unión y los tres órdenes de Gobierno tenemos el deber de trabajar con total entrega de manera coordinada y con un absoluto compromiso en esta dedicada labor.

Para ganar la guerra contra la delincuencia es indispensable trabajar unidos, más allá de nuestras diferencias, más allá de cualquier bandera partidista y de todo interés particular.

La sociedad espera mucho de nosotros, espera resultados tangibles.

Los mexicanos exigen que sus parques, sus calles, sus escuelas, sus colonias sean espacios seguros para sus familias donde los hijos puedan vivir y desarrollarse en paz, con tranquilidad y seguridad.

Por eso nuestra entrega debe ser total y sin descanso. No cederemos ni claudicaremos ante el reto de brindar seguridad porque en ello está en juego el progreso de la Nación.

Lo haremos por el bien de los mexicanos que vienen, lo haremos por el bien de nuestras familias y de nuevas generaciones de mexicanos que tienen derecho a un país más seguro y mejor, lo haremos por el bien de México.

Muchas gracias y mucho éxito en esta reunión de consejo.

<http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/el-presidente-calderon-en-la-xxi-sesion-del-consejo-nacional-de-seguridad-publica/>

El Presidente Calderón en el Diálogo con miembros y representantes de la Sociedad Civil sobre seguridad

23 jun 2011 | Discurso

Ciudad de México, 23 de junio del 2011

Muy estimado Javier Sicilia.

Muy estimadas y muy estimados familiares y deudos de las víctimas de la violencia en el país.

Muy estimados testigos sociales.

Muy distinguidos invitados.

Señoras y señores:

Antes que nada, agradezco enormemente la oportunidad de dialogar, y de dialogar con franqueza, sobre preocupaciones que nos son comunes.

Tenemos diferencias, por supuesto, pero es importante ponerlas en claro y buscar las coincidencias, que, pienso, son más.

Y comienzo por decir que yo coincido totalmente con los propósitos últimos, que dan nombre a esta organización; es decir, yo también quiero para México, un México con paz, con justicia y con dignidad.

Y a mí también me entristecen las pérdidas de vidas de miles y miles de mexicanos, especialmente de jóvenes.

Y, coincido, no es cuestión de número. El énfasis en las estadísticas no releva la importancia de cada una de las vidas, ni una sola de las muchas víctimas que ha habido.

Me entristece la vida segada tan tempranamente de cientos de jóvenes inocentes, como Juan Francisco, su hijo; me duelen las vidas de sus compañeros y de sus amigos; y me duelen, también, profundamente, las vidas de los más de mil policías municipales asesinados.

Me entristecen los huérfanos de los 263 militares y de los 409 Policías Federales o Ministeriales Federales muertos, en cumplimiento del deber, protegiendo la vida de los demás mexicanos; algunos de ellos, muertos en enfrentamiento, pero, otros, la mayoría, asesinados cobardemente.

Me pesa, desde la vida de Gerardo, un policía asesinado al lado de su patrulla, el 11 de enero de 2007; hasta la vida de Raúl, un marino, ayer, fallecido en un enfrentamiento con Los Zetas, en Zacatecas.

Me pesan, también, las miles de víctimas de una violencia homicida y suicida de las bandas criminales. Los muchachos que han sido reclutados, apenas en su adolescencia; los jóvenes, sin esperanza, que han encontrado la muerte, sin saber a ciencia cierta por qué; los que conocieron una AK-47, o la muerte misma, antes que un amigo sincero.

Todas, todas esas víctimas me duelen y me pesan. Y me duelen más, especialmente, las víctimas inocentes. Mis paisanos secuestrados en Acapulco, y enterrados; o los jóvenes que levantaron en Colima y no han aparecido; los que han fallecido en un tiroteo.

Me duelen los migrantes que encontraron la muerte en el camino, levantados por policías y asesinados por criminales; me duelen sus sueños, que murieron con ellos. Me duelen, terriblemente, las fosas de Tamaulipas o de Durango, que son como heridas abiertas, no sólo en la tierra, sino en el cuerpo de todos. Y más, más me duelen los cientos de padres de familia que en todas partes me piden ayuda, una y otra vez, para encontrar a sus hijos, que un día levantaron.

Me duele Gerardo Servín, hermano de mi mejor amigo, que un día levantaron en Morelia, por una supuesta deuda que nunca tuvo, que no ha aparecido, y que las autoridades competentes ni siquiera se atrevieron a investigar su caso.

Me duele Fernando, el hijo de Alejandro Martí; y me duele Silvia, la hija de Nelson Vargas, porque ellos nos pidieron ayuda y, a pesar de ello, no pudimos encontrarlos con vida.

Me duele el dolor de todos los secuestrados, como me dolió el de Gaby Ulloa y el Diego, y me alegró abrazarlos a su regreso.

Me duele Edelmiro Cavazos, y todos los alcaldes a los que les han arrancado la vida esos asesinos. Me duele la orfandad de sus hijos.

Me duele Maribel, mi amiga, la Secretaria del Cabildo de Uruapan, a quien se llevaron hace dos años, probablemente por complicidad de sus propios compañeros, y que no ha aparecido.

Como padre de familia, como mexicano, y como Presidente de la República, me duele profundamente este dolor de México. Me duele el de la violencia, el dolor que causan los criminales, o el que causa el Gobierno, y cualquier Gobierno, con acciones y omisiones, que también haya causado.

Sé que hay quienes afirman que la violencia que hoy vive México ha sido generada por el Estado. Que todo es culpa, como usted ha dicho, de que el Presidente decidió lanzar al Ejército a las calles a esta guerra absurda; que se asume, en consecuencia, que la solución es detener esta guerra.

Sinceramente, Javier, pienso, en este punto, que la premisa está equivocada, y que, por tanto, la conclusión a la que se llega, también está equivocada.

Será cierto que todo es culpa del Gobierno. Qué no tendrán nada que ver los criminales que los levantaron, los que los torturaron, los que lo asesinaron, los que aún esconden a los nuestros.

Acaso no cuenta en la violencia la realidad abrumadora del crecimiento del crimen organizado en el país. No dicen nada a los pueblos asustados, que usted encontró en su camino. No le dijeron en Zacatecas nada acerca de Los Zetas. Y no le dijeron en Durango nada acerca de la gente de El Chapo. No le platicaron, en Torreón, las familias angustiadas de cómo secuestran a los suyos.

No dice nada la violencia inhumana, bestial con la que actúan esos homicidas. Si por lo menos admitimos que los criminales sí tienen que ver, también, en este problema de violencia, en qué proporción son los criminales, los violentos, los responsables de esa violencia.

Y si la premisa estuviese equivocada, también puede estar la conclusión. O acaso se piensa seriamente que replegando a las Fuerzas Federales, que en muchas partes son las únicas que combaten a los delincuentes, se terminará la violencia.

No parece difícil suponer que al suspender su acción el Gobierno, al retrotraer la acción de las Fuerzas Federales, no parece difícil creer que los criminales van a dejar así, simplemente, de secuestrar, de extorsionar, de asesinar. Van a dejar de reclutar jóvenes para satisfacer su apetito voraz de controlar territorios y comunidades.

Yo creo, sinceramente, que no es así.

Pero es fundamental que juntos analicemos qué fue lo que nos ha llevado a esta situación tan lamentable y dolorosa para todos, más allá de los dogmas y más allá de los prejuicios que nos impiden ver, como sociedad unida, esta realidad.

Creo que tan prejuicio es suponer que no cuenta la falta de oportunidades en el reclutamiento de miles de jóvenes para el hampa, o que el tema de las drogas no es un problema de salud. Yo creo que sí lo es.

Como suponer, también, que toda maldad viene del Estado y sostener, sin más, el paradigma de que el Estado es el generador exclusivo de violencia, como si los criminales y la maldad, que sí existe, y que ellos encarnan, no existiera.

Pienso lo contrario. Pienso que ha sido fundamentalmente la acción de los criminales, y no la del Estado, la que nos ha traído hasta aquí.

Y permítanme explicarlo desde distintas perspectivas.

No hay violencia porque estén ahí las Fuerzas Federales. Las Fuerzas Federales están ahí porque ahí hay violencia, una violencia que las autoridades locales no pudieron controlar, que las rebasó. Para una presencia Federal cuya ayuda solicitaron, y es el caso de Juárez, donde el

enfrentamiento entre cárteles precede a la intervención de la Fuerza Federal, como es el caso de Monterrey, o como es el caso de Tamaulipas, donde la acción del Estado es consecuencia y no causa de una violencia preexistente.

Yo también, Javier, sinceramente, me he preguntado: Qué es lo que pasó a México, y que nos ha llevado a esta situación que nadie quiere. Qué es lo que no ocurría antes y que ahora sí ocurre. Qué es lo que precipitó o desató, precisamente, este mal que, creo que coincidimos en ello también, queremos erradicar.

Hay algo que es clave para entender lo que está pasando y pienso que es éste: El cambio que se dio en los últimos años en la manera de operar de los grupos criminales.

Sí, efectivamente, empieza este tema con el narcotráfico, pero no es un problema para mí ya de narcotráfico. Es un problema de violencia y de crimen organizado.

Y cómo empezó.

La clave para mí es que pasamos de un modelo de narcotráfico tradicional, que buscaba primordialmente llevar la droga a Estados Unidos, a un modelo de narcomenudeo en el que los delincuentes, además de llevar la droga al otro lado, buscan, también, colocar droga entre los jóvenes mexicanos.

Narcotráfico y narcomenudeo parece una mera diferencia trivial y casi meramente semántica. Pero no lo es. Porque tiene, encierra una diferencia radical que explica muchas cosas.

Y la diferencia es ésta: El narcotraficante corrompe o intimida a la autoridad para pasar por ahí. El narcomenudista, en cambio, corrompe o intimida a la autoridad para quedarse ahí.

El primero busca salir pronto y sin ser visto, pasar al otro lado; el segundo busca meterse y quedarse, ser el dueño de la plaza, que se sepa que está ahí, que manda, que es el más violento. Por eso, no sólo asesina, sino también decapita; por eso, deja mensajes atemorizantes con la intención de que sean reproducidos en primera plana por algunos medios.

Entre el viejo y el nuevo modelo, entre el puro narcotráfico y el asociado al narcomenudeo, hay una diferencia sustancial, que es el problema que nos reúne, y esa diferencia sustancial, es la violencia.

Por qué.

Porque en el viejo modelo se trata de controlar rutas, y el número de rutas puede ser tan grande como el número de puntos en la frontera. En cambio, en el narcomenudeo, hay territorios completos, territorios que los criminales buscan delimitar, y cuya disputa es, precisamente, el objeto de los enfrentamientos.

La disputa es territorial, es cuerpo a cuerpo, es para controlar ciudadanos y pueblos; es una disputa violenta de cárteles contra cárteles lo que genera, fundamentalmente, y lo que inicia, la escalada de violencia.

En el nuevo modelo territorial, un modelo que no es de puntos en la frontera, sino de control de plazas y puntos de venta en todo el país; desde la frontera, sí, pero también en Acapulco, y también en Cuernavaca, y también en Veracruz, y también en Chiapas.

Hay otra cosa peor. El crimen, al controlar un territorio, se adueña de esa comunidad; desplaza a la autoridad, la corrompe o la mata; y, entonces, secuestra, extorsiona, asalta, viola impunemente.

Por qué. Porque la autoridad, o ya no existe, o está a su servicio.

Y ahí es donde yo coincidí, efectivamente, en la responsabilidad del Estado, que abdica de su deber esencial, precisamente, de defender a los ciudadanos.

Ellos quieren ser, ahora, la autoridad. Por eso, sustituyen a las leyes de los Congresos por sus propias leyes; por eso, sustituyen a la fuerza pública por sus propias fuerzas; y, por eso, sustituyen la recaudación de impuestos por sus propias cuotas. Y eso es, exactamente, Javier, lo que tenemos que impedir.

Y fue repentino el crecimiento del poder de estas organizaciones. Evidentemente que no. Por supuesto que no. Fueron acumulando un poder soterrado durante años o, quizá, durante décadas.

La corrupción tan tradicional en el sistema político mexicano, el miedo, la costumbre de verlos ahí siempre, de hacerlos nuestros, de convivir con ellos, hicieron que esta plaga fuera carcomiendo, poco a poco, las paredes de nuestra casa común, y un día esa pared se cayó. Eso es exactamente lo que ocurrió.

El seguimiento, el surgimiento de los choques entre bandas, como cortos circuitos que electrizan al país, hacen, precisamente, que esas paredes se derrumben. Y fue una fuerza acumulada de corruptelas, de miedos, de intereses, hasta que un día estalló, como la energía acumulada bajo un volcán, que un día entra en erupción. Así veo yo lo que ha pasado con nuestro México.

Y pienso que es nuestra obligación reconstruir la pared, reforzar los cimientos, reconstruir las partes de nuestra casa común, que ha sido dañada por el crimen, por la corrupción y por la impunidad.

Es a ese llamado al que ha atendido la presencia de las Fuerzas Federales. El Estado ha acudido en auxilio de la población y de las autoridades locales. Y contra lo que se ha dicho de que fue irresponsable actuar, pienso, sinceramente, que lo verdaderamente irresponsable hubiera sido no actuar.

Sí, efectivamente, el Estado tiene una responsabilidad, y tienes razón, el no haber cumplido en todos los órdenes de Gobierno con su deber de proteger la vida de las víctimas. Y, en ese sentido, todos los que integramos el Estado, y cada quien en su grado de responsabilidad, somos responsables, y coincido que debemos pedir perdón por no proteger la vida de las víctimas.

Pero no por haber actuado contra los criminales, que están matando a las víctimas. Eso, definitivamente, es un error. En eso Javier, sí estás equivocado. Sí, sí es de pedir perdón por la gente que murió a manos de los criminales, por no haber actuado contra esos criminales.

Pero si de algo, de algo en todo caso, me arrepiento en eso, no es de haber enviado Fuerzas Federales a combatir a criminales, que nadie combatía porque les tenía miedo, o porque estaba comprado por ellos.

De lo que, en todo caso, me arrepiento, es no haberlos mandado antes, es no haber tenido un operativo justo en Cuernavaca, precisamente, que pudo haber atrapado, primero, a la banda que mató a Francisco.

Es, precisamente, no haber actuado entre todos con más fuerza. Y en ese, perdón, tenemos que ir todos los que fuimos omisos en eso, y también quienes se han empeñado en frenar la acción del Gobierno cuando actúa contra los criminales.

En ese sentido, qué otra cosa hubiera podido hacerse al escuchar el clamor de la gente en todas esas comunidades, que piden la presencia de quien pueda defenderlos.

Qué hacer con los comerciantes que están extorsionando en La Laguna o en Sahuayo.

Qué hacer con las familias de los secuestrados, ahorita, de Tampico, o de Durango, o de Michoacán; qué hacer con los ganaderos que están perdiendo sus ranchos en Coahuila, o en Tamaulipas; qué hacer con las amas de casa que son despojadas de sus autos en Nuevo León.

Lo que hay que hacer es actuar y enfrentar a los criminales, y eso es lo que hemos hecho y, pienso, que debemos hacer.

El Estado sí tiene responsabilidad. Por supuesto que la tiene, en particular, por la complicidad, en particular, por la corrupción rampante que se sigue presentando en muchos niveles de Gobierno.

Pero omitir la responsabilidad fundamental de los criminales, me parece un error de grandes dimensiones. Cada hombre es libre y tiene responsabilidad de sus actos, y nadie es bueno, ni malo, per se, es simplemente responsable de las cosas buenas o de las cosas malas que hace.

Y si esto es indebido e infundado desde el análisis de la secuencia histórica de los hechos que comento; si es cierto, como lo es, que al presentarse la violencia hubo la acción de las Fuerzas Federales, y no al revés, también, lo es más desde el análisis de las propias víctimas a las que, coincido, hay que poner en perspectiva y en primer plano. Es más cierto desde los seres humanos de carne y hueso que han sufrido y han fallecido.

Los jóvenes de Villas de Salvárcar, no perdieron la vida a manos del Estado. Sí, efectivamente, vivieron en una sociedad desmantelada en sus autoridades policiacas, corrompidas ellas, pero

también fueron delincuentes comunes, quienes segaron sus vidas.

Y lo mismo los jóvenes asesinados en los bares de Torreón y los migrantes de San Fernando, en Tamaulipas. Sí, efectivamente, fueron levantados por policías de ese municipio, y luego, cruelmente asesinados por un grupo de criminales, para quienes la vida simplemente no tiene valor.

Ahí, el Estado tiene responsabilidad por los policías municipales que los levantaron y por los que no actuaron. Pero, también, estuvo presente el Estado, con soldados y con marinos, aunque duela oírlo o decirlo, que han rescatado también a cientos de migrantes que pudieron correr la misma suerte.

Rubí Frayre, la hija de Marisela, perdió la vida a manos de un criminal confeso, que a causa de una omisión imperdonable de la autoridad, fue liberado, y ahí, en esos jueces incompetentes o en una ley absurda, o en las dos cosas, está la responsabilidad del Estado, y las fundadas sospechas de que esa omisión llevó a la muerte a la propia Marisela Escobedo.

Pero, también, está la responsabilidad de los criminales que asesinaron a la hija, y del mismo que, probablemente, asesinó a la madre.

Juan Francisco y sus amigos fueron asesinados por criminales de carne y hueso: por El Negro Radilla, por El Jabón; y no fue el Estado, ni el Gobierno Federal, que lo representa, quienes lo asesinaron. Al contrario, fueron Fuerzas Federales las que atraparon, uno a uno, a esos asesinos.

Y ante esa violencia, el Estado no puede permanecer indiferente. Y lo que procede es que el Estado actúe y no que se repliegue. Porque los mexicanos no podemos permanecer inmóviles, pasivos, indolentes, callados.

Quizá hubiera sido más cómodo para mí, sí, seguir el ritmo de las cosas como iban, no actuar, pretender ignorar la realidad. Pero, como Presidente, vi esa amenaza del crecimiento brutal y despiadado del crimen, y me decidí a actuar.

Sé que se piensa que de no haber actuado, no hubiera pasado nada. De no haber actuado con los criminales todo seguiría, entre comillas, bien.

Desafortunadamente, no es así. Es como si un enfermo de cáncer pensara que nada hubiera pasado si no hubiera ido ese día con el médico, que detectó su enfermedad, apenas a tiempo, por cierto, e inició el tratamiento que le puede salvar la vida.

El poder y la violencia, el poder de los criminales y la violencia, venían creciendo en marcha arrolladora.

Los primeros enfrentamientos de autoridades asesinadas ocurrieron allá por 2004, precisamente, en Tamaulipas.

Ese mismo año, los americanos derogaron la Ley que prohibía la venta de armas de asalto y empezaron a entrar por cientos de miles a nuestro país.

Los primeros casos de decapitados aparecieron en Uruapan y en Acapulco, por allá del año 2005.

Y qué hacer frente al crecimiento de esta ola criminal.

Yo prefiero asumir la crítica, así sea injusta, de haber actuado, a quedarme con el cargo de conciencia de haber visto el problema y, por conveniencia, no haber hecho nada.

Había que actuar, o había que pretender que no pasaba nada y que el problema no existía.

Yo la respuesta la encuentro, Javier, en sus propias palabras, cuando parafraseaba a Bertolt Brecht: Un día vinieron por los comunistas, y no dije nada; otro día vinieron por los judíos, y tampoco dije nada; un día llegaron por mí, o por un hijo mío, y no tuve nada qué decir.

Señor Sicilia:

Yo me uno a este clamor. Cuando vinieron por los primeros, es cierto, hubo quien no dijo, ni hizo nada, yo diría, muchos que no dijeron y muchos que no hicieron nada. Pero en cuanto estuvo en mis manos actué, con aciertos y con errores, pero actué.

Y no se trata, por cierto, de una lucha contra las drogas en sí misma y menos una guerra, como se ha insistido en verbalizar. Es una lucha por la seguridad, y más que las drogas en sí mismas, que coincido son un problema medular de salud pública, a mí lo que me preocupa más son los

efectos perniciosos de la violencia que genera la producción, el tráfico y la distribución de sustancias y de los muchos delitos asociados a ese negocio criminal.

Como he señalado, se trata de una lucha por construir un país de leyes y para que todos los mexicanos puedan ejercer plenamente sus libertades, sin la amenaza que hoy representa la delincuencia organizada.

Y mientras sea Presidente estaré siempre dispuesto a revisar esa estrategia; siempre dispuesto a rectificar errores y a corregir alternativas. Pero también estaré siempre decidido a defender hasta a la más modesta de las familias campesinas que estén siendo extorsionadas, a las madres que no encuentran a sus hijos, a la gente que ve que su comunidad ha caído en manos de criminales y no tiene cerca de ella a ninguna autoridad que la defienda.

Mientras yo tenga autoridad, las defenderé, y las defenderé con todo, y con todo es con toda la fuerza del Estado. Eso no excluye todo lo que tenemos que hacer en otros terrenos.

La estrategia que hemos llevado tiene tres componentes, enfrentar y someter a los criminales.

Dos. Reconstruir las instituciones carcomidas, particularmente las policiales y ministeriales del país.

Y tres. La más importante, es reconstruir, y en eso también coincido con ustedes, el tejido social; un tejido social también carcomido y que sólo puede ser reconstruido con base a oportunidades para los jóvenes y, también, con certeza de conciencia puedo decirle que también ahí hemos actuado.

Nunca, nunca en cuatro años, en la vida del país se habían construido 91 nuevas universidades; nunca, más de 800 bachilleratos; nunca, más de mil clínicas y hospitales nuevas.

Y sé que eso es insuficiente, sé que eso es insuficiente para un país donde la mitad de su población tiene 26 años o menos.

He leído, con atención, el documento: Por un México en Paz, con Justicia y Dignidad. Tengo reflexiones puntuales, tanto del documento, como de las notas que alcancé a tomar de sus expresiones en este momento.

Reitero lo que he dicho: Sí, sí es de pedir perdón por las víctimas que murieron y que no pudimos defender. Pero no es procedente por haber actuado contra los criminales que están causando esas muertes. Y, en ese sentido, todos, todos tenemos una responsabilidad y un compromiso.

Segundo. También comparto plenamente el esclarecimiento preciso de los casos. En posterior intervención, porque es evidente que he abusado de mi tiempo, vamos a abordar más a detalle esos puntos.

Hemos establecido protocolos para que toda persona que muera se tenga un seguimiento claro y perfecto, porque sabemos que atrás de ella hay un nombre, hay una familia, hay una vida.

Y, por eso, necesitamos rescatar toda esa memoria, y estoy dispuesto a avanzar en algún mecanismo que haga que la sociedad civil participe en esa memoria, o en esa reconstrucción de las víctimas.

Y también, finalmente, y con esto, a reserva de ampliar sobre el documento en otra intervención, mis comentarios, también coincido con usted. Estoy de acuerdo en que hay que detener esta violencia. Pero hay que detenerla sin que eso implique claudicar y dejar al país y a sus comunidades más indefensas y más pobres en manos de criminales.

Hay que terminar esa violencia sin caer, precisamente, como muchos ya lo han hecho en el país, por miedo o por corrupción, en la indolencia y en la franca complicidad. Francamente no es para mí eso.

Le agradezco a usted, sinceramente, el liderazgo que ha tenido, y a todo el Movimiento Por un México en Paz, con Justicia y Dignidad.

Y estoy atento, desde luego, a las expresiones de las víctimas que han sido convocadas.

Muchísimas gracias.

<http://calderon.presidencia.gob.mx/2011/06/el-presidente-calderon-en-el-dialogo-con-miembros-y-representantes-de-la-sociedad-civil-sobre-seguridad/>

Sources

Presse:

América economía :

La redacción, “Heriberto Lazcano: a sus enemigos los decapitaban o se los tiraba vivos a un tigre”, *América economía*, le 10 octobre 2012. Consulté le 20 mars 2016, <http://www.americaeconomia.com/politica-sociedad/mundo/heriberto-lazcano-sus-enemigos-los-decapitaba-o-se-los-tiraba-vivos-un-tigre>

América Latina hoy :

A. BORJAS BENAVENTE, “La campaña presidencial de Vicente Fox y el modelo propagandista de comunicación política”, *América Latina hoy*, février 2003, p. 109. Consulté le 15 mars 2015, <http://www.redalyc.org/pdf/308/30803306.pdf>

Aristegui Noticias :

G. SÁNCHEZ B., “56 mil 117 asesinatos en los primeros 3 años del gobierno de Peña”, *Aristegui Noticias*, le 21 janvier 2016. Consulté le 7 juin 2016, <http://aristeguinoticias.com/2101/mexico/56-mil-117-asesinatos-en-los-primeros-3-anos-del-gobierno-de-pena/>

La redacción, “El hermano incómodo”, la portada de *Proceso* en 1994”, *Aristegui Noticias*, 2 août 2013. Consulté le 12 mai 2015, <http://aristeguinoticias.com/0208/mexico/el-hermano-incomodo-la-portada-de-proceso-en-1994/>

“La corrupción de Raúl Salinas, según el ex presidente De la Madrid”, *Aristegui Noticias*, le 1 août 2013. Consulté le 13 mai 2015, <http://aristeguinoticias.com/0108/mexico/la-corrupcion-de-raul-salinas-segun-el-ex-presidente-de-la-madrid/>

Biblioteca Jurídica Virtual de la UNAM :

J. HERNÁNDEZ PLIEGO, “Denuncia, Delación y Pesquisa”, *Biblioteca Jurídica Virtual de Investigación Jurídicas de la UNAM*, p. 276. Consulté le 15 juillet 2015, <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/7/3228/16.pdf>

Biblioteca Jurídica Virtual del Instituto del Investigaciones de la UNAM :

R.G. CARREÓN GALLEGOS, “Derechos humanos, garantías y derechos fundamentales. Problema terminológico o conceptual”, *Biblioteca Jurídica Virtual del Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM*, México, UNAM, 2012, p. 139. Consulté le 14 décembre 2015, <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/7/3171/7.pdf>

Boletín mexicano de derecho comparado :

M. KAPLAN, “ECONOMÍA, CRIMINAL Y LAVADO DE DINERO”, *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, n°85, janvier – avril 1996. Consulté le 10 mai 2015, <http://www.juridicas.unam.mx/publica/rev/boletin/cont/85/art/art10.htm>

CIDE :

J. CHABAT, “La Iniciativa Mérida y la relación México-Estados Unidos: En busca de la confianza perdida”, *CIDE*, janvier 2010, n°195. Consulté le 14 mars 2016, <http://libreriacide.com/librospdf/DTEI-195.pdf>

Comercio Exterior :

A. MACÍAS MACÍAS, “Tipo de cambio y paridad del poder de compra en México”, *Comercio Exterior*, septembre 2003. Consulté le 10 mars 2015, <http://revistas.bancomext.gob.mx/rce/magazines/56/3/maci0903.pdf>

El Cotidiano :

G. E. EMMERICH, ‘‘Las elecciones de 2006 y su impacto sobre la democracia en México’’, *El Cotidiano*, México, UAM, 2007, p. 10. Consulté le 23 mars 2015, http://www.plataformademocratica.org/Publicacoes/16540_Cached.pdf

Crónica :

L. ROBLES DE LA ROSA, ‘‘Ordena Fox ‘‘radicalizar’’ el operativo México Seguro’’, *Crónica*, le 3 aout 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://www.cronica.com.mx/notas/2005/195071.html>

El Diario :

J.D. OLIVAS, ‘‘La Nacha tuvo control total del narco aquí... desde 1925’’, *El Diario*, le 22 mars 2014. Consulté le 4 mai 2015, http://diario.mx/Local/2014-03-22_cbd8efb1/la-nacha-tuvo-control-total-del-narco-aqui-desde-1925/

Encyclopedia Universalis :

M. TROPER, « Kelsen Hans (1881-1973) » *Encyclopedia Universalis* [en ligne]. Consulté le 2 décembre 2015, <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/hans-kelsen/>

Espiral :

A. TEJADA, ‘‘Roberto, Amigos de Fox, breve historia de un ‘‘partido’’ efimero’’, *Espiral*, septembre/décembre 2005, p. 68. Consulté le 15 mars 2015, <http://www.redalyc.org/pdf/138/13803403.pdf>

Estudios de Asia y África :

F. BOTTON BEJA, ‘‘La persecución de los Chinos en México’’, *Estudios de Asia y África*, vol. XLIII, no 2, mai-aout 2008. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=58611186007>

Estudios Internacionales :

F. BUSTAMENTE, ‘‘La política de Estados Unidos contra el narcotráfico y su impacto en América Latina’’, *Estudios Internacionales*, vol. 23, no90, 1990. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.revistaei.uchile.cl/index.php/REI/article/viewFile/15542/16003>

Excelsior :

M. L. FUENTES, ‘‘México social: Jóvenes adicciones y violencia’’, *Excelsior*, le 17 décembre 2013. Consulté le 25 juin, <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2013/12/17/934174#imagen-3>

A. VEGA, ‘‘Se alían cárteles para pelear contra los Zetas’’, *Excelior*, le 19 septembre 2011. Consulté le 20 mars 2016, <http://www.excelsior.com.mx/2011/09/19/nacional/769062>

Foreign Affairs en Español :

L. FREEMAN, ‘‘Déjà vu. La política antidrogas en la relación México-Estados Unidos’’, *Foreign Affairs en Español*, Janvier – mars 2008. Consulté le 5 mai 2015, http://fes-seguridadregional.org/images/stories/docs/4157-001_g.pdf

Freedom Socialist :

T. MENDICINO, ‘‘Ni una más’’, *Freedom Socialist*, avril 2005. Consulté le 22 mars 2016, <http://www.socialism.com/drupal-6.8/articles/ni-una-más-que-se-acabe-el-femicidio-en-juárez>

Foro Internacional :

R. CRAIG, ‘‘Operación Intercepción: Una política de presión internacional’’, *Foro Internacional*, Octubre – Décembre 1981. Consulté le 5 mai 2015, http://codex.colmex.mx:8991/exlibris/aleph/a18_1/apache_media/3THLYQBFHLVURGYQLABXILJEML94N5.pdf

Frontera Norte :

J. E. MONÁRREZ FRAGOSO, “La cultura del feminicidio en Ciudad Juárez, 1993-1999”, *Frontera Norte*, Vol. 12, n° 23, janvier à juin 2000. Consulté le 21 mars 2016, http://www.colef.mx/fronteranorte/articulos/FN23/4-f23_Cultura_del_feminicidio_en_Ciudad_Juarez.pdf

L’hebdo :

M. MAURISSE et F. PILET, « #Swissleaks: Carlos Hank Rhon, l'intouchable », *L’hebdo*, le 12 février 2015. Consulté le 13 mai 2015, <http://www.hebdo.ch/hebdo/cadrages/detail/swissleaks-carlos-hank-rhon-fraudeurs-narcodollars-cash-coke-diamants-arme>

Insight Crime :

E. PACHICO, “Tasa de homicidios en Juárez llega a su nivel más bajo en cinco años”, *Insight Crime*, le 4 janvier 2013. Consulté le 7 avril 2016, <http://es.insightcrime.org/analisis/tasa-de-homicidios-en-juarez-llega-a-su-nivel-mas-bajo-en-cinco-anos>

La Jornada

J. ARANDA, “La DEA utilizó drones para capturar a El Chapo”, *La Jornada*, le 24 février 2014. Consulté le 8 juin 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2014/02/24/politica/002n1pol>

J. ARANDA, V. BALLINAS et A. BECERRIL, “Si el Ejército hace funciones policiacas debe estar bajo vigilancia civil: Arbour”, *La Jornada*, le 7 février 2008. Consulté le 19 février 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2008/02/07/index.php?section=politica&article=005n1pol>

J. ARANDA, F. MÁRTINEZ et A. URRUTIA, “Con 98,45% de casillas, diferencia de un punto entre Calderón y AMLO: PREP”, *La Jornada*, 4 juillet 2006. Consulté le 23 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/04/index.php?section=politica&article=005n1pol>

V. BALLINAS, “Crecen 300% quejas ante la CNDH contra el Ejército en primera mitad del sexenio”, *La Jornada*, le 10 janvier 2010. Consulté le 10 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2010/01/10/politica/007n1pol>

D. BROOKS, “Los planes para proteger los derechos humanos son de *largo aliento*, dice la SRE”, *La Jornada*, le 30 mars 2011. Consulté le 8 décembre 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2011/03/30/politica/015n1pol>

F. CAMACHO SERVÍN, “Mediante las *ejecuciones* más crueles, los sicarios ‘ritualizan’ la muerte: académico”, *La Jornada*, le 19 janvier 2011. Consulté le 15 mars 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2011/01/19/politica/008n1pol>

A. CRUZ et R. GARDUÑO, “En lucha contra el crimen no habrá tregua, dice Calderón a la Fuerza Aérea”, *La Jornada*, le 11 février 2007. Consulté le 20 juin 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2007/02/11/index.php?section=politica&article=012n1pol>

A. CRUZ et E. OLIVARES, “CNDH: espiral de violencia, por la ‘aparente falta de autoridad’”, *La Jornada*, 24 février 2007. Consulté le 15 décembre 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2007/02/24/index.php?section=politica&article=003n1pol>

V. BALLINAS ENVIADO, “Calderón: hace falta que otro michoacano llegue a Los Pinos, como Lázaro Cárdenas”, *La Jornada*, 13 mars 2006. Consulté le 8 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/03/13/index.php?section=politica&article=008n1pol>

V. BALLINAS et E. MENDEZ, “Desairada comparecencia del titular de Seguridad Pública”, *La Jornada*, le 3 mars 2006. Consulté le 31 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/03/03/index.php?section=sociedad&article=056n1soc>

A. BECERRIL et R. GARDUÑO, “AMLO: el PREP, manipulado y con infinidad de inconsistencias”, *La Jornada*, le 4 juillet 2006. Consulté le 24 avril 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/04/index.php?section=politica&article=003n1pol>

“Demostraremos que no ganó Calderón: AMLO”, *La Jornada*, le 7 juillet 2006. Consulté le 24

- avril 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2006/07/07/index.php?section=politica&article=007n1pol>
- J. CAMIL, “El error de diciembre en perspectiva”, *La Jornada*, vendredi 24 juin 2009. Consulté le 10 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2009/07/24/opinion/018a2pol>
- A. CASTEÑADA, “ ‘Atrocidad’ el spot donde aparece Poniatowska: intelectuales y artistas”, *La Jornada*, le 10 avril 2006. Consulté le 12 avril 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2006/04/10/index.php?section=politica&article=003n1pol>
- G. CASTILLO GARCÍA, “El asesinato de un agente de la DEA precipitó la debacle de Caro Quintero”, *La Jornada*, le 10 août 2013. Consulté le 5 mai 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2013/08/10/politica/004n1pol>
- G. CASTILLO et C. FRIAS, “Se fuga *El Chapo* Guzmán del penal de Puente Grande; arraigan al director y 33 custodios”, *La Jornada*, le 21 janvier 2001. Consulté le 8 mai 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2001/01/21/fugo.html>
- G. CASTILLO et A. HERAS, “Detienen a *El Chago*, quien afirma haber disuelto en ácido a 300 personas en 2008”, *La Jornada*, le 24 janvier 2009. Consulté le 17 mars 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2009/01/24/index.php?section=politica&article=013n1pol>
- M. CUELLAR, “Alianza de Fox con empresarios, el paso a Los Pinos”, *La Jornada*, 2 juillet 2001. Consulté le 15 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2001/07/02/006n1pol.html>
- R. GARDUÑO, “Ningún acuerdo sobre la tregua política rumbo al primer debate”, *La Jornada*, 12 avril 2006. Consulté le 12 avril 2006,
<http://www.jornada.unam.mx/2006/04/12/index.php?section=politica&article=014n2pol>
- R. GARDUÑO et E. MENDEZ : “El gobierno foxista no resolverá el conflicto de Chiapas con el EZLN”, *La Jornada*, le 25 mars 2004. Consulté le 20 mars 2015
<http://www.jornada.unam.mx/2004/03/25/013n1pol.php?origen=index.html&fly=1>
- “Avalan diputados que la CNDH proponga castigo a quien desatienda recomendaciones”, *La Jornada*, le 28 avril 2012. Consulté le 14 mars 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2012/04/28/politica/009n1pol>
- A. HERAS et J. RÁMIREZ CUEVAS, “Termina patrullaje en BC con *ejecución* y secuestro”, *La Jornada*, le 17 juin 2005. Consulté le 3 juillet 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2005/06/17/index.php?section=politica&article=010n1pol>
- C. HERRERA BELTRAN, “Comenzó bombardeo de Calderón en radio y tv”, *La Jornada*, le 19 janvier 2006. Consulté le 3 avril 2015
<http://www.jornada.unam.mx/2006/01/19/index.php?section=politica&article=009n1pol>
- “ ‘Para que vivamos mejor’, el nuevo lema de Calderón”, *La Jornada*, le 15 mars 2006. Consulté le 10 avril 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2006/03/15/index.php?section=politica&article=007n1pol>
- “México ahora ‘está en orden y en paz; vamos bien’: Calderón”, *La Jornada*, le 15 janvier 2007. Consulté le 30 mai 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2007/01/15/index.php?section=politica&article=003n1pol>
- “Exigen juarenses la salida del Ejército; se queda: Calderón”, *La Jornada*, le 12 février 2010 Consulté le 6 avril 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2010/02/12/politica/003n1pol>
- C. HERRERA et C. PÉREZ, “Calificativos y ofensas, lo destacado del debate”, *La Jornada*, le 26 avril 2006. Consulté le 12 avril 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2006/04/26/index.php?section=politica&article=012n1pol>
- C. HERRERA, C. PÉREZ et A. URRUTIA, “El encuentro devino confrontación entre los punteros AMLO y Calderón”, *La Jornada*, 7 juin 2006. Consulté le 14 avril 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2006/06/07/index.php?section=politica&article=003n1pol>
- E. MENDÉZ, “Presenta AMLO dos videos sobre embarazo de urnas y actas alteradas”, *La Jornada*, le 11 juillet 2006. Consulté le 26 avril 2015,

- <http://www.jornada.unam.mx/2006/07/11/index.php?section=politica&article=003n1pol>
 “Documentan 136 mil muertos por lucha al *narco*; ‘más que un país en guerra’”, *La Jornada*, le 11 décembre 2012. Consulté le 16 mars 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2012/12/11/politica/015n1pol>
- R. MORELOS CRUZ, “Que no anide el crimen en sus filas, pide Sicilia a las fuerzas armadas”, *La Jornada*, le 7 avril 2011. Consulté le 16 avril 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2011/04/07/politica/002n1pol>
- A. NÁJAR, “La guerra del narco por dentro”, *La Jornada*, le 10 juillet 2005. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2005/07/10/mas-najar.html>
 “Pobres resultados del *operativo* México Seguro en Nuevo Laredo”, *La Jornada*, le 16 juin 2005. Consulté le 2 juillet 2015,
<http://www.lajornadasanluis.com/2005/06/16/index.php?section=politica&article=014n1pol>
- C. PÉREZ SILVA, “Reconoce Zedillo en cadena nacional el triunfo de Fox”, *La Jornada*, le 3 juillet 2000. Consulté le 24 mai 2016, <http://www.jornada.unam.mx/2000/07/03/somos.html>
 “Pide Ramírez Acuña no hacerle 'el caldo gordo' al narcotráfico”, *La Jornada*, le 2 janvier 2007. Consulté le 27 mai 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2007/01/02/index.php?section=politica&article=003n1pol>
- J. RAMÍREZ CUEVAS, “Chiapas: El primer pendiente”, *La Jornada*, le 3 décembre 2000.
<http://www.jornada.unam.mx/2000/12/03/mas-chiapas.html>
 “El operativo México Seguro sólo dejó en Tijuana magros resultados y polémicas”, *La Jornada*, le 18 juin 2005. Consulté le 3 juillet 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2005/06/18/index.php?section=politica&article=010n1pol>
- A. SANCHEZ REBOLLEDO, “Cosas que faltan”, *La Jornada*, 11 avril 2002. Consulté le 17 mars 2015, <http://www.jornada.unam.mx/2002/04/11/025a1pol.php?origen=opinion.html>
- R. VILLALPANDO, “Familiares de mujeres asesinadas denuncian amenazas policiales”, *La Jornada*, le 19 février 2001. Consulté le 23 mars 2016,
http://www.jornada.unam.mx/2005/10/03/esp_juarez/2004_juarez.htm
 “Con marcha en Juárez, exigen dimisiones de Calderón, Reyes Baeza y el alcalde”, *La Jornada*, le 14 février 2010. Consulté le 6 avril 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2010/02/14/politica/005n1pol>
 “Falló el *Operativo* Conjunto Chihuahua, coinciden diversos sectores sociales”, *La Jornada*, le 28 mars 2010. Consulté le 7 avril 2016,
<http://www.jornada.unam.mx/2010/03/28/index.php?section=politica&article=007n1pol>
- La redacción, “Hubo financiamiento ilegal en la campaña de Fox, comprueba el IFE”, *La Jornada*, 3 octobre 2003. Consulté le 17 mars 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2003/10/03/012n1pol.php?origen=index.html&fly=1>
- Page de couverture du 23 janvier 2007. Consulté le 11 juin 2015,
<http://www.jornada.unam.mx/2007/01/23/>

El Mundo :

- EFE, “Ciudad Juárez registra cien asesinatos en los primeros diez días de 2010”, *El Mundo*, le 16 janvier 2010. Consulté le 5 avril 2016,
<http://www.elmundo.es/america/2010/01/11/mexico/1263232251.html>

Nexos :

- “La Operación Cóndor. Recuento mínimo”, *Nexos*, 1 mai 1978. Consulté le 5 mai 2015,
<http://www.nexos.com.mx/?p=3120>

Nueva Sociedad :

- M. LINTON, “La guerra contra las drogas: de Richard Nixon a Barack Obama”, *Nueva Sociedad*, n°255, janvier – février 2015. Consulté le 5 mai 2015,
http://www.nuso.org/upload/articulos/4093_1.pdf

El País :

- J. MARTÍNEZ AHRENS, “Detenido el alcalde de Iguala por la desaparición de los 43 estudiantes”, *El País*, le 4 novembre 2014. Consulté le 7 juin 2016, http://internacional.elpais.com/internacional/2014/11/04/actualidad/1415100270_134244.html
- La redacción, “Vargas Llosa: 'México es la dictadura perfecta', *El País*, 1er septembre 1990. Consulté le 31 mai 2016, http://elpais.com/diario/1990/09/01/cultura/652140001_850215.html

Proceso :

- J. M. ACKERMAN, “El mito de la transición deocrática”, *Proceso*, le 22 mai 2014. Consulté le 6 juin 2016, <http://www.proceso.com.mx/372867/el-mito-de-la-transicion-democratica-2>
- L. CHAPARRO et L.J. ESQUIVEL, “A Camarena lo ejecutó la CIA, no Caro Quintero”, *Proceso*, le 12 octobre 2013. Consulté le 10 mai 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=355283>
- J. COVARRUBIAS et G. REZA, “Expediente Posada: dos décadas de impunidad”, *Proceso*, 22 mai 2013. Consulté le 7 mai 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=342692>
- A. DELGADO, “Mister clean, un producto para venderlo al elector; Fox tendrá que ‘bajarle a la altanería’, dice un documento interno”, *Proceso*, 23 mai 1998. Consulté le 16 mars 2015, <http://www.proceso.com.mx/178152/mister-clean-un-producto-para-venderlo-al-elector-fox-tendra-que-bajarle-a-la-altaneria-dice-un-documento-interno>
- R. SAVIANO, “La crueldad se aprende... la crueldad tiene reglas”, *Proceso*, le 20 février 2014. Consulté le 5 mai 2015, <http://www.proceso.com.mx/?p=365455>
- M. TURATI, “Fosas de San Fernando: evidencias se vuelven humo”, *Proceso*, le 22 décembre 2012. Consulté le 17 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/328600/fosas-de-san-fernando-evidencias-se-vuelven-humo>
- “A la luz, los secretos de las matanzas de Tamaulipas”, *Proceso*, le 2 novembre 2013. Consulté le 20 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/357024/a-la-luz-los-secretos-de-las-matanzas-de-tamaulipas-2>
- La redacción, “Más de 121 mil muertos, el saldo de la narcoguerra de Calderón: Inegi”, *Proceso*, le 30 juin 2013. Consulté le 16 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/348816/mas-de-121-mil-muertos-el-saldo-de-la-narcoguerra-de-calderon-inegi>
- “Se rinde homenaje a Esther Chávez Cano”, *Proceso*, le 13 avril 2007. Consulté le 22 mars 2016, <http://www.proceso.com.mx/207075/se-rinde-homenaje-a-esther-chavez-cano>.
- “Javier Sicilia: carta abierta a políticos y criminales”, *Proceso*, le 3 avril 2011. Consulté le 14 avril 2016, <http://www.proceso.com.mx/266990/javier-sicilia-carta-abierta-a-politicos-y-criminales>

Revista Encrucijada Americana :

- J. GONZÁLEZ, “La democratización del narcotráfico”, *Revista Encrucijada Americana*, n°1, le 31 août 2014. Consulté le 5 mai, http://www.encrucijadaamericana.cl/articulos/a7_n1/Articulo_6_Jorge_Gonzalez.pdf

Revista Digital Universitaria :

- P. EUFRACIO SOLANO, “El liderazgo intelectual de Octavio Paz y el Encuentro Vuelta”, *Revista Digital Universitaria*, vol. 9, n°9, le 10 octobre 2008. Consulté le 3 juin 2016, <http://www.revista.unam.mx/vol.9/num10/art78/int78-2.htm>

Revista de Filosofía :

- L. VIGNEAULT, « La reconnaissance comme puissance spéculative du pacte social. Réflexion sur la lecture hégélienne de Hobbes », *Revista de Filosofía*, Universidad Complutense Madrid, Vol. 31, n°1, 2006. Consulté le 19 novembre 2015, <http://revistas.ucm.es/index.php/RESF/article/view/RESF0606120075A/9371>

Revista Mexicana de Ciencias Políticas :

- F.J. ACEVES GONZÁLEZ et L.F. SÁNCHEZ MURILLO, “Campañas políticas y configuración

del voto electoral en 2006. Encuestas electorales y publicidades en México’, *Revista Mexicana de Ciencias Políticas*, Guadalajara, 2006. Consulté le 3 avril 2015, <http://www.redalyc.org/pdf/421/42112607006.pdf>

Revista Mexicana de Historia del Derecho :

M. CARBONNEL, “Los derechos humanos en México durante el siglo XX: Notas para su estudio”, *Revista Mexicana de Historia del Derecho*, México, UNAM, 2012, p. 126. Consulté le 7 décembre 2015, http://miguelcarbonell.com/artman/uploads/1/ddhh_en_Mexico.pdf

Revista de la Universidad de México :

F. PRIETO, “Violencia e historia en el siglo XXI”, *Revista de la Universidad de México*, septembre 2011, n°91, p. 42 à 47. Consulté le 16 avril 2016, <http://www.revistadelauniversidad.unam.mx/9111/pdf/91prieto.pdf>

El Tiempo :

J.G. TOKATLIAN, “La Pax Mafiosa”, *El Tiempo*, le 12 mai 2005. Consulté le 10 mai 2015, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1635297>

UNR :

M. STANLEY, “El populismo en América Latina”, *UNR*, 2014. Consulté le 26 avril 2016, http://rephip.unr.edu.ar/bitstream/handle/2133/306/Stanley_Anuario_5.pdf?sequence=1

El Universal :

- R. BARBOZA, “Asesinan a la familia del heroe paraiseño”, *El Universal*, le 23 décembre 2009. Consulté le 16 mars 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/nacion/174075.html>
- A. Castro, “Cronología: La ruta del dinero de Raúl Salinas”, *El Universal*, le 18 juin 2008. <http://www.eluniversal.com.mx/notas/515862.html>
- J. CHABAT, “Todos somos narcos”, *El Universal*, le 21 décembre 2009. Consulté le 15 mars 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/editoriales/46754.html>
- J. CERVANTES, “Ofrece Fox retirar de Chiapas al Ejército”, *El Universal*, 28 décembre 1999. Consulté le 20 mars 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/10993.html>
- C. GARCÍA, “Entérate: Cronología, de Gutiérrez Rebollo a Ramírez Mandujano”, *El Universal*, le 21 novembre 2008. Consulté le 14 mai 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/557250.html>
- D. GÓMORA, “Buscaglia percibe una 'pax mafiosa'”, *El Universal*, le 11 août 2015. Consulté le 7 juin 2016, <http://www.eluniversal.com.mx/articulo/nacion/politica/2015/08/11/buscaglia-percibe-una-pax-mafiosa>
- F. GÓMEZ, “Vive Nuevo Laredo una 'guerra de sicarios'”, *El Universal*, le 26 juin 2005. Consulté le 6 mai 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/primera/22620.html>
- R. GÓMEZ, “Mejor perder puntos que ir a ‘carnicería’, afirma Camacho”, *El Universal*, le 27 avril 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/137770.html>
- M. GONZÁLEZ et S. JIMÉNEZ, “Unidad en guerra pide el gobierno”, *El Universal*, le 23 janvier 2007. Consulté le 11 juin 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/primera/28308.html>
- J. HERRERA et L. SAÚL RODRÍGUEZ, “PRD retira dos ‘spots’ contra Calderón pero prepara otro”, *El Universal*, le 27 mai 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/138779.html>
- M. IDALIA GÓMEZ, “Quirúrgico asalto en el penal de Apatzingán”, *El Universal*, le 11 mai 2004. Consulté le 7 mai 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/110732.html>
- H. JIMÉNEZ et L. SAÚL, “Lanzan cuatro candidatos nuevos spots”, *El Universal*, le 28 avril 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/345737.html>
- S. J. JIMÉNEZ et J. TEHERÁN, “Calderón: ya se contó voto por voto; yo gané”, *El Universal*, le 14 juillet 2006. Consulté le 26 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/362248.html>
- J. MARTÍNEZ, “Abusos militares, prácticas común en México: CNDH”, *El Universal*, le 14 mai 2010. Consulté le 10 mars 2016, <http://archivo.eluniversal.com.mx/notas/680548.html>

- L. SAÚL RODRÍGUEZ, “Contraofensiva de coalición con nuevos “spots””, *El Universal*, le 5 mai 2006. Consulté le 13 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/138048.html>
- A. ZÁRATE, “Titular de TEPJF revisará “recurso madre” del PRD”, *El Universal*, le 19 juillet 2006. Consulté le 26 avril 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/363221.html>
- La redacción, “Renuevan “Fox en vivo, Fox contigo””, *El Universal*, 19 janvier 2002. Consulté le 16 mars 2015, <http://archivo.eluniversal.com.mx/notas/44889.html>
- “Lanza Fox operativo *México Seguro*”, *El Universal*, le 12 juin 2005. Consulté le 2 juillet 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/288181.html>
- “Deja operativo *México Seguro* más de mil detenidos”, *El Universal*, le 20 juillet 2005. Consulté le 3 juillet 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/notas/294873.html>

24 Horas :

- “Tasa de feminicidios en Juárez, la más alta del mundo”, *24 Horas*, le 2 mars 2012. Consulté le 2 avril 2016, <http://www.24-horas.mx/tasa-de-feminicidios-en-juarez-la-mas-alta-del-mundo/>

Discours :

F. Calderón

- Palabras al pueblo de México*, discours prononcé à el Auditorio Nacional de México, le 1er décembre 2006. Consulté sur le site du gouvernement le 28 avril 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/12/palabras-al-pueblo-de-mexico-desde-el-auditorio-nacional/#b5>
- Presentación del Gabinete de seguridad*, discours prononcé à México le 30 novembre 2006. Consulté sur le site du gouvernement le 28 avril 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/11/presentacion-del-gabinete-de-seguridad/>
- La XXI sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública*, discours prononcé à México le 22 janvier 2007. Consulté le 2 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/el-presidente-calderon-en-la-xxi-sesion-del-consejo-nacional-de-seguridad-publica/>
- Desayuno conmemorativo al día de la Fuerza Aérea Mexicana*, discours prononcé à México le 10 février 2007. Consulté le 18 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/palabras-del-presidente-calderon-durante-el-desayuno-conmemorativo-al-dia-de-la-fuerza-aerea-mexicana/>
- Inauguración de la XXXI Reunión Ordinaria de la Conferencia Nacional de Gobernadores*, discours prononcé à México le 16 février 2007. Consulté le 21 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/palabras-del-presidente-felipe-calderon-durante-la-inauguracion-de-la-xxxi-reunion-ordinaria-de-la-conferencia-nacional-de-gobernadores/>
- La presentación del Programa Nacional contra las Adicciones*, discours prononcé à Tecomán (Colima), le 17 avril 2007. Consulté le 23 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/04/el-presidente-calderon-en-la-presentacion-del-programa-nacional-contras-las-adicciones/>
- Anuncio de la Estrategia Integral para la Prevención del Delito y Combate a la Delincuencia*, discours prononcé à México, le 7 mars 2007. Consulté le 25 juin 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/el-presidente-calderon-en-el-anuncio-de-la-estrategia-integral-para-la-prevencion-del-delito-y-combate-a-la-delincuencia/>
- La toma de protesta a la Mesa Directiva 2007-2008 del Consejo de Participación Ciudadana de la Procuraduría General de la República*, discours prononcé au palais présidentiel de Los Pinos le 22 mars 2007. Consulté le 15 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/el-presidente-calderon-en-la-toma-de-protesta-a-la-mesa-directiva-2007-2008-del-consejo-de-participacion-ciudadana-de-la-procuraduria-general-de-la-republica/>
- Informe de actividades de la Comisión Nacional de Derecho Humanos*, discours prononcé depuis le

- palais présidentiel de Los Pinos, le 23 février 2007. Consulté le 24 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/el-presidente-calderon-en-el-informe-de-actividades-del-presidente-de-la-comision-nacional-de-derechos-humanos/>
- Reunión del Consejo Estatal de Seguridad Pública*, discours prononcé depuis Chihuahua, Chihuahua, le 22 mai 2007. Consulté le 21 décembre 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/05/el-presidente-calderon-en-la-reunion-del-consejo-estatal-de-seguridad-publica/>
- La entrega de créditos hipotecarios para las Fuerzas Armadas*, discours prononcé à México, le 23 juillet 2007. Consulté le 27 décembre 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/07/el-presidente-calderon-en-la-entrega-de-creditos-hipotecarios-para-las-fuerzas-armadas/>
- En la conmemoración del décimo aniversario de México unido contra la delincuencia*, discours prononcé à México, le 13 novembre 2007. Consulté le 3 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/11/el-presidente-calderon-en-la-conmemoracion-del-decimo-aniversario-de-mexico-unido-contra-la-delincuencia-ac-y-premiacion-de-los-ganadores-del-segundo-concurso-de-carteles-exigimos-seguridad/>
- Reunión de trabajo con el grupo parlamentario del Partido Acción Nacional del Senado de la República*, discours prononcé à México, le 10 août 2007. Consulté le 4 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/08/el-presidente-calderon-en-la-reunion-de-trabajo-con-el-grupo-parlamentario-del-partido-accion-nacional-del-senado-de-la-republica/>
- Mensaje del Presidente como motivo del Primer Informe de Gobierno*, discours prononcé depuis le Palacio Nacional de Los Pinos à México, le 2 septembre 2007. Consulté le 9 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/09/mensaje-a-la-nacion-del-presidente-de-los-estados-unidos-mexicanos-con-motivo-de-su-primer-informe-de-gobierno/>
- El evento en torno a la visita de la señora Louise Arbour, Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los derechos humanos*, discours prononcé depuis le Palacio Nacional de Los Pinos à México, le 6 février 2008. Consulté le 19 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/02/el-presidente-calderon-en-el-evento-en-torno-a-la-visita-de-la-senora-louise-arbour-alta-comisionada-de-las-naciones-unidas-para-los-derechos-humanos/>
- Inauguración del tercer foro contra la Delincuencia*, discours prononcé à México, le 28 octobre 2008. Consulté le 7 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/10/el-presidente-calderon-en-la-inauguracion-del-tercer-foro-contra-la-delincuencia-a-quien-le-toca-prevenir-el-delito/>
- Informe de actividades 2008 de la CNDH*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 20 mars 2009. Consulté le 9 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2009/03/el-presidente-calderon-en-el-informe-de-la-comision-nacional-de-los-derechos-humanos/>
- Golpe contundente a una de las organizaciones criminales más peligrosas en México y América Latina*, discours prononcé à Copenhague, le 17 décembre 2009. Consulté le 15 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2009/12/golpe-contundente-a-una-de-las-organizaciones-criminales-mas-peligrosas-en-mexico-y-america-latina-presidente-calderon/>
- Entrega del Premio Nacional de derechos humanos 2008*, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 11 décembre 2008. Consulté le 21 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/12/el-presidente-calderon-en-la-entrega-del-premio-nacional-de-derechos-humanos-2008/>
- Sesión de preguntas y respuestas en la conferencia: México, una economía emergente. Retos internos y política exterior*, depuis Tokyo, le 6 février 2010. Consulté le 4 avril 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/02/sesion-de-preguntas-y-respuestas-en-la-conferencia-mexico-una-economia-emergente-retos-internos-y-politica-exterior/>
- Primera intervención en la reunión con el Gabinete Social*, discours prononcé depuis Juárez, Chihuahua, le 11 février 2010. Consulté le 5 avril 2016,

<http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/02/primera-intervencion-del-presidente-calderon-en-la-reunion-con-el-gabinete-social-en-ciudad-juarez-chihuahua/>

Segunda intervención en la reunión con el Gabinete Social, discours prononcé depuis Juárez,, Chihuahua, le 11 février 2010. Consulté le 6 avril 2016,
<http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/02/segunda-intervencion-del-presidente-calderon-en-la-reunion-con-el-gabinete-social-en-ciudad-juarez-chihuahua/>

En el diálogo con miembros y representantes de la sociedad civil sobre seguridad, discours prononcé depuis México le 23 juin 2011. Consulté le 16 avril 2016,
<http://calderon.presidencia.gob.mx/2011/06/el-presidente-calderon-en-el-dialogo-con-miembros-y-representantes-de-la-sociedad-civil-sobre-seguridad/>

M. Córdazar :

M. CÓRTAZAR, G. GALVÁN GALVÁN, E. MEDINA MORA, F. J. RAMÍREZ ACUÑA et M. F. SAYNEZ MENDOZA, *Anuncio sobre la Operación Conjunta Michoacán*, discours prononcé depuis la résidence officielle de Los Pinos à México, le 11 décembre 2006. Consulté le 5 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2006/12/anuncio-sobre-la-operacion-conjunta-michoacan/>

G. Galván Galván :

G. GALVÁN GALVÁN, E. MEDINA MORA, F. J. RAMÍREZ ACUÑA et M. F. SAYNEZ MENDOZA, *Mensaje del Gabinete de Seguridad*, discours prononcés depuis la résidence officielle de Los Pinos à México, le 2 janvier 2007. Consulté le 9 juillet 2015,
<http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/mensaje-del-gabinete-de-seguridad/>

G. García Luna :

G. GARCÍA LUNA, *La XXI sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública*, discours prononcé à México le 22 janvier 2007. Consulté le 11 juin 2015,
<http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/01/palabras-del-secretario-de-seguridad-publica-genaro-garcia-luna-durante-la-xxi-sesion-del-consejo-nacional-de-seguridad-publica/>

Diversas intervenciones en el Anuncio de la Estrategia Integral para la Prevención del Delito y Combate a la Delincuencia, discours prononcé à México, le 7 mars 2007. Consulté le 24 décembre 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/diversas-intervenciones-en-el-anuncio-de-la-estrategia-integral-para-la-prevencion-del-delito-y-combate-a-la-delincuencia/>

Gobierno Federal :

Ordena Presidente Vicente Fox puesta en marcha del ‘‘Operativo México Seguro’’ contra el crimen organizado, communiqué prononcé depuis le Résidence officielle de Los Pinos à México le 11 juin 2005. Consulté le 2 juillet 2015,
<http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/orden/?contenido=18872>

Da instrucciones el Ejecutivo Federal para elevar la eficacia del Programa México Seguro, a efecto de erradicar la violencia y al crimen organizado, communiqué prononcé depuis le Résidence officielle de Los Pinos à México le 2 août 2005. Consulté le 2 juillet 2015,
<http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/orden/?contenido=19826>

V. Fox :

Con la alternancia gana México y ganamos todos, discours prononcé à México le 30 mai 2000. Consulté le 18 mars 2015, <http://www.mexicomaxico.org/Voto/4A/FoxCompromisos.htm>

Mensaje de Toma de posesión, prononcé à México le 1er décembre 2000. Consulté le 18 mars 2015,
http://www.biblioteca.tv/artman2/publish/2000_49/Discurso_de_Toma_de_Posesi_n_de_Vicente_Fox_Quesad_71.shtml

Quinto Informe de Gobierno del Congreso, discours prononcé à México le 1er septembre 2005. Consulté le 31 mars 2015, <http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/?contenido=20549>

Informe de Resultados de la Campaña Permanente Contra la Delincuencia y el Narcotráfico, discours prononcé à Culiacán Sinaloa le 24 janvier 2001. Consulté le 11 juin 2015,

<http://fox.presidencia.gob.mx/actividades/?contenido=373>

E. Medina Mora :

E. MEDINA MORA et O. VÁZQUEZ RAÑA, *Diversas intervenciones durante la toma de protesta a la Mesa Directiva 2007-2008 del Consejo de Participación Ciudadana de la Procuraduría General de la República*, discours prononcé au palais présidentiel de Los Pinos le 22 mars 2007. Consulté le 15 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/03/diversas-intervenciones-durante-la-toma-de-protesta-a-la-mesa-directiva-2007-2008-del-consejo-de-participacion-ciudadana-de-la-procuraduria-general-de-la-republica/>

M. A. Morera De Galindo :

Diversas intervenciones en la conmemoración del décimo aniversario de México Unido contra la Delincuencia, discours prononcé à México, le 13 novembre 2007. Consulté le 10 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/11/diversas-intervenciones-en-la-conmemoracion-del-decimo-aniversario-de-mexico-unido-contra-la-delincuencia-ac-y-premiacion-de-los-ganadores-del-segundo-concurso-de-carteles-exigimos-seguridad/>

Inauguración del tercer foro contra la Delincuencia, discours prononcé à México, le 28 octobre 2008. Consulté le 3 mars 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2008/10/intervencion-de-maria-elena-morera-de-galindo-presidenta-nacional-de-mexico-unido-contra-la-delincuencia-durante-la-inauguracion-del-tercer-foro-contra-la-delincuencia-a-quien-le-toca-prevenir-el-deli/>

R. Plasencia Villanueva :

Informe de actividades de la CNDH del 1 de enero al 31 de diciembre de 2009, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 5 mars 2010. Consulté le 12 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2010/03/intervencion-de-raul-plasencia-villanueva-presidente-de-la-comision-nacional-de-los-derechos-humanos-en-el-informe-de-actividades-de-la-cndh-del-1-de-enero-al-31-de-diciembre-de-2009/>

J. L. Soberanes Fernández :

Informe de actividades de la Comisión Nacional de Derecho Humanos, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 23 février 2007. Consulté le 24 juillet 2015, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2007/02/intervencion-del-doctor-luis-soberanes-fernandez-durante-el-informe-de-actividades-de-la-comision-nacional-de-derecho-humanos/>

Informe de actividades 2008 de la CNDH, discours prononcé depuis le palais présidentiel de Los Pinos, le 20 mars 2009. Consulté le 9 février 2016, <http://calderon.presidencia.gob.mx/2009/03/intervencion-de-jose-luis-soberanes-en-el-informe-de-actividades-2008-de-la-comision-nacional-de-los-derechos-humanos/>

E. Zedillo :

Discurso de toma de protesta como Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos, prononcé au Palais Législatif de San Lázaro, le 1er décembre 1994. Consulté le 10 mars 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/dic94/01dic94-2.html>

El Presidente Ernesto Zedillo Ponce de León dio a conocer al pueblo de México el Programa de Emergencia Económica, prononcé depuis la résidence officielle de Los Pinos, le 29 décembre 1994. Consulté le 10 mars 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/dic94/29dic94.html>

En la ceremonia del LXVII Aniversario de la fundación del PRI, discours prononcé à México, le 3 mars 1996. Consulté le 10 mars 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/mar96/03mar96.html>

Presentación de la Cruzada Nacional contra el Crimen y la Delincuencia, discours prononcé depuis le musée national d'anthropologie de México le 26 août 1998. Consulté le 11 juin 2015, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/disc/ago98/26ago98.html>

Vidéo Youtube :

- “DF, mayor desempleo”, mise en ligne le 22 mars 2006. Consulté le 10 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=iGCYGS CpFh8&spfreload=10>
- “López Obrador sabe endeudarnos”, mise en ligne le 22 mars 2006. Consulté le 10 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=0vWyaASZFWU>
- “Ladrillo del 2ndo Piso”, mise en ligne le 28 mars 2006. Consulté le 8 avril 2015, https://www.youtube.com/watch?v=B4Lx_Rt6VNo
- “La intolerancia de Andrés Manuel López Obrador”, mise en ligne le 19 avril 2006. Consultée le 11 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=yySS8Io2Fis>
- “AMLO spot – No calumnien”, mise en ligne le 5 juin 2006. Consulté le 11 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=MjPju-mPyMQ>
- “Jésus Enrique Rejón Aguilar, *El mamito*, líder de los Zetas”, mise en ligne le 7 juillet 2011. Consulté le 20 mars 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=bfNwZOX3gc8>
- “Madre coraje confronta a Calderón”, mise en ligne le 12 février 2010. Consulté le 5 avril 2016, https://www.youtube.com/watch?v=n2JrmJ8_vbQ

Bibliographie

- R. AGUILAR, Los saldos del narco: el fracaso de una guerra, México, Punto de Lectura, 2012.
- R. AGUILAR et J. CASTAÑEDA, El narco : la guerra fallida. México, Punto de Lectura, 2009.
- A. ANGUIANO, El ocaso interminable: política y sociedad en el México de los cambios rotos, México, Biblioteca Era, 2010.
- A. ARMENTA et J.L. HERNÁNDEZ AVENDAÑO, Democracia reprobada : la elección presidencial de 2006, México, Universidad Iberoamericana, 2010.
- L. A. ASTORGA ALMANZA, Mitología del ‘‘narcotraficante’’ en México, México, Plaza y Valdés, 1955.
- A. ATTILI et L. SALAZAR, Más allá de la transición: los cambios políticos en México, 1977-2008, México, Miguel Ángel Porrúa, 2010.
- B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD et G. HERMET, Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques. 8ème édition, Paris, Armand Colin, 2015.
- B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD et G. HERMET, Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques. 7ème édition, Paris, Armand Colin, 2010.
- M. G. BARRÓN CRUZ, Violencia y seguridad en México en el umbral del siglo XXI, México, Editorial Novum, 2012.
- D. CAMACHO, Haiga sido como haiga sido: el sexenio de Calderón, México, Ediciones Cal y Arena, 2012.
- N. CÓRDOVA, La narcocultura : simbología de la transgresión, el poder y la muerte: Sinaloa y la "leyenda negra", Culiacán, Universidad Autónoma de Sinaloa, 2011.
- E. BUSCAGLIA, Vacíos de poder en México, México D.F., Debate, 2013.
- M. GONZÁLEZ COMPEÁN et L. LOMELÍ (coords), El Partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999), México, FCE, 2000.
- I. GRILLO, El Narco, Buenos Aires, Tendencia, 2012.
- T. HOBBS, Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil, Paris, Éditions Gallimard, 2000.
- H. KELSEN, La théorie pure du droit, Neuchâtel, La Baconnière, 1953.
- A. M. LÓPEZ OBRADOR, La mafia que se adueñó de México y el 2012, México, Grijalbo, 2010.
- S. MARTÍ I PUIG, ¿Adónde chingados va México? : un análisis político y socioeconómico de dos sexenios (2000-2012), Madrid : Los libros de la Catarata, DL 2012.
- R.M. MIRÓN LINCE, El PRI y la transición política en México, México, UNAM, 2011.
- M.D. NORZAGARAY LÓPEZ, El narcotráfico en México desde el discurso oficial, México, FLASCO, novembre 2010.
- E. NÚÑEZ ALBARRÁN, Crónica de un sexenio fallido, Grijalbo, México, 2012.
- R.Y. ORTEGA ORTIZ et F. SOMUANO VENTURA, La democracia en México, Barcelona, Bellaterra, 2011.
- D.E. OSORNO, La guerra de los Zetas, Grijalbo, México, 2012.

- A.Y. PÉREZ DÁMAZO, Campañas negativas, identidad partidista y sofisticación presidencial de México en 2006, México, Flasco, janvier 2009.
- S. PIMENTEL, Los nexos entre política y crimen organizado en México, México, Grijalbo, 2000.
- R. RAVELO, Herencia maldita: el reto de Calderón y el nuevo mapa del narcotráfico, México, Grijalbo, 2007.
- R. RAVELO, El narco en México: historia e historias de una guerra, México, D.F. : Grijalbo, 2011.
- F. REVELES VÁSQUEZ, El gobierno panista de Vicente Fox: la frustración del cambio, México, UNAM, 2008.
- R. RODRÍGUEZ CASTAÑEDA, El México narco, México, Planeta, 2010.
- J.J. ROUSSEAU, Du contrat social, Paris, Champion Classiques, 2010.
- O. RODRÍGUEZ-ARAUJO, México ¿un nuevo régimen político ?, México, Siglo Veintiuno Editores, 2009.
- E. RUIZ SANDOVAL, México 2010. 2, Hipotecando el futuro, México, Taurus, 2010.
- A. SÁNCHEZ REBOLLEDO, ¿Qué país nos deja Fox ? Los claroscuros del gobierno del cambio, Barcelone, Norma, 2006.
- J. SCHERER, Calderón de cuerpo entero, México, Grijalbo, 2012.
- M. SOLANO ABADÍA, Crónicas de la violencia, México, Miguel Angel Porrúa, 2011.
- R. TAFFOLLA MACKLEN, Problemas sociales, económicos y políticos de México, México, UNAM, 2006, p. 130.
- J. THIHELLAY, Lexique des religions chrétiennes, Paris, Ellipses, 1995.
- J. TORREA, Juárez en la sombra: crónicas de una ciudad que se resiste a morir, Madrid, Aguilar, 2011.
- M. E. VALDÉS VEGA, Los problemas nacionales durante el gobierno de Felipe Calderón, México, Miguel Ángel Porrúa, 2012.
- E. VULLIAMY, Amexica, Paris, Albin Michel, 2013.
- J. WOLDENBERG, La construcción de la democracia, Barcelone, Editorial Plaza & Janés, 2002.
- G.C. ZURITA MÉZQUITA, Análisis normativo de la alianza electoral como mecanismo en la transición democrática en México, Puebla, Universidad de las Américas, 2003.

Index

- Aguascalientes..... 37
AGUILAR GUAJARDO Rafael 48
ÁNGELES MORENO (de Los) María..... 10
ANGULO CORDOVA Melquisedet 135
ARBOUR Louise..... 124, 125
ARELLANO FELIX (Frères) 48, 49
ARELLANO FELIX Benjamín..... 48, 51
ARELLANO FELIX Eduardo (El Doctor) 21,
70, 106, 126, 127, 129
ARELLANO FELIX Ramón..... 49, 51
Artistas Asesinos 49
Atenco 103
ÁVILA CAMACHO Manuel..... 3
AVILES PEREZ Pedro 45, 46, 49
Aztecas 49, 144
Basse Californie 12, 37, 43, 48, 63, 66, 72,
114, 128, 129, 139, 142
BELTRAN LEYVA Arturo (*El Barba*) ... 51,
52, 126, 127, 133, 134, 135, 154
BUSH, W. Georges 36, 122
CALDERON HINOJOSA Felipe De Jesús .. 4,
5, 6, 8, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32,
33, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 59, 60,
62, 66, 67, 69, 72, 73, 74, 75, 76, 78,
79, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89,
90, 91, 98, 99, 100, 101, 104, 105, 106,
107, 108, 109, 110, 111, 112, 114, 115,
118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125,
126, 127, 128, 129, 130, 133, 135, 136,
139, 141, 143, 144, 145, 146, 147, 148,
149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157,
160, 162, 163, 170, 173
CAMACHO SOLIS Manuel 30
CAMARENA SALAZAR Enrique (*Kiki*).... 47,
54
CARDENAS BATEL Lázaro..... 69
CARDENAS DEL RIO Lázaro .. 3, 50, 52, 52,
69, 71, 103
CARDENAS GUILLEN Osiel..... 50
CARDENAS SOLORZANO Cuauhtémoc 3,
10, 17, 24
CARO QUINTERO Rafael (*El Narco de
Narcos*)..... 46, 47, 54
CARRANZA GARZA Venustiano..... 10
CARRILLO FUENTES Amado (*El señor de
los cielos*)..... 49, 50, 56
CASTRO Fidel..... 1, 26
CHABAT Jorge..... 134
CHAVEZ CANO Esther 140
CHAVEZ FRIAS Hugo... 28, 29, 31, 32, 140,
141
Cheranguerán 71
Chiapas 9, 12, 17, 19, 20, 22, 57, 58
Chihuahua..... 46, 72, 109, 112, 114, 128,
139, 142, 145, 146, 147, 150, 151, 160
Ciudad Juárez 44
CLINTON Bill 12
Coahuila 78
Coca-Cola..... 14, 58
Colima 85, 86, 87
Colombie 44, 46, 49, 50
COLOSIO Luis Donald 9, 10
Cuernavaca 133
Culiacán..... 48, 128
DAVILA Luz María..... 145, 146, 148
DE LA MADRID Miguel..... 54
DEL PONTE Carla 56
District Fédéral..... 3, 26, 27, 32, 53
Durango..... 46, 72, 114
El Paso..... 44
ELIAS CALLES Plutarco..... 2
ESCOBAR GAVIRIA Pablo Emilio (*El
Patrón*) 46, 49
ESPINO BARRIENTOS Manuel..... 57
États-Unis... 43, 45, 46, 48, 51, 53, 54, 55,
56, 57, 63, 65, 73, 84, 122, 138, 155,
163
FELIX GALLARDO Miguel Angel (*El
Padrino*) 46, 48
FERNÁNDEZ Diego 31, 103
FONSECA CARRILLO Ernesto (*Don Neto*)
..... 46, 48, 49
FOX QUESADA Vicente ... 3, 4, 6, 8, 13, 14,
15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 28,
34, 39, 40, 41, 57, 58, 60, 66, 73, 77,
99, 105, 106, 107, 108, 115, 126, 129,
132, 136, 137, 142, 162
GALVAN GALVAN Mariano Francisco .. 69,
70
GARCIA ÁBREGO Juan 45, 49
GARCIA LUNA Eduardo..... 70, 75, 76, 108,
109, 110, 120

GOMEZ MORIN Manuel.....	3	Oaxaca.....	28
GOMEZ Salvador <i>Chava</i>	50	OBREGON SLIDO Álvaro	10
GONZALEZ ALCOCER Alejandro	124	ORTIZ Francisco	25
GONZALEZ Héctor (<i>El Arabe</i>).....	44	PALMA SALAZAR Héctor Luis.....	48
GONZALEZ Pablo	44	PAZ Octavio.....	1, 2, 4, 5, 153
GONZALEZ PIZAÑA Rogelio(Z-2).....	50	PICHARDO PAGAZA Ignacio	10
Guadalajara.....	46, 47, 48, 54, 59, 86, 164	PONIATOWSKA Elena	29
Guanajuato	12, 14	POSADAS OCAMPOS Juan Jesús	49
Guatemala.....	49	Puente Grande	51, 57
Guerrero	72, 78, 114, 129, 142, 163	Querétaro.....	13
GUTIERREZ REBOLLO José de Jesús.....	56	RAMIREZ ACUÑA Francisco.....	62, 91
GUZMAN DECENA Arturo (Z-1)	50, 51	Rancho Búfalo.....	47
GUZMAN LOERA Joaquín <i>El Chapo</i> .	48, 50, 51, 57, 163	REAGAN Ronald.....	47
Huáncito	26	REJON AGUILAR Jesus Enrique (Z-7) ..	138
Iguala	163	REYES BAEZA TERRAZA José	146, 147
Jalisco	12, 37	REYES FERRIZ José	146, 147
JASSO Ignacia (<i>La Nacha</i>)	44	RUIZ MASSIEU José Francisco ...	10, 55, 56
Juárez..	44, 48, 49, 56, 128, 139, 140, 141, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 157, 160, 162	RUIZ VARGAS Benedicto	66
LABASTIDA OCHOA Francisco	13	SAEZ MENDOZA Mariano	91
LAZCANO LAZCANO Heriberto(Z-3)	50, 51	SALINAS DE GORTARI Carlos	9, 10, 11, 31, 48, 54, 55, 57, 102, 122
LOPEZ OBRADOR Andrés Manuel ...	24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 36	SALINAS Raúl.....	31, 55, 56, 57, 102, 122
Los Pinos	16, 18, 37, 57, 58	SANCHEZ MUNGUIA Vicente	66
MADRAZO PINTERO Roberto.....	24, 27, 39	SAYNEZ MENDOZA Mariano Francisco..	70
Matamoros.....	45, 48	SICILIA Javier	152, 153, 154, 158
MATTA BALLESTERES Juan Ramón (<i>El Negro</i>).....	47, 48	Sinaloa..	43, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 63, 72, 114, 126, 128, 129, 138, 162, 163
Medellín	46, 47, 49	Tabasco	62
MEDINA MORA Eduardo ...	21, 22, 70, 106, 129	Tamaulipas	45, 50, 52, 63, 64, 65, 66, 137, 139, 157, 160
MENDOZA CHAVEZ Antonio	65	Tijuana....	48, 49, 51, 64, 66, 72, 114, 127, 128, 137
Mexicali.....	65	UGALDE Luis Carlos.....	34, 35
Mexicles	49	VARGAS LLOSA Mario	1, 2
Michoacán ..	26, 42, 51, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 88, 101, 103, 114, 120, 136, 167	VASQUEZ MOTA Josefina	25
MIRON LINCE Rosa María.....	13	VAZQUEZ RAÑA Oleg	99
Morelia	72	Venezuela.....	29
Morelos.....	153	Villahermosa	62
MORERA DE GALINDO María.....	124	Washington	45, 46
MOURIÑO TERRAZO Juan Camilo	25	ZAMBADA Ismael Jesus (<i>El Rey Zambada</i>)	127
NEPOMUCENO GUERRA Juan (<i>Don Juan</i>)	45	ZAPATERO José Luís.....	36
NIXON Richard.....	45, 84	ZEDILLO PONCE DE LEON Ernesto	8, 9, 10, 11, 12, 13, 17, 19, 40, 56, 57, 58, 59, 77, 130
NORZAGARAY Miguel.....	55	Zetas	50, 113, 137, 138, 139, 154, 155, 160
Nuevo Laredo	51, 63, 65	Zurita Mezquita Guadalupe.....	18
Nuevo León.....	13, 137		

Table des matières

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE	
GOUVERNEMENT ET NARCOTRAFIQUANTS, OU LE COURANT CAPITALISTE	7
Une transición democrática instaurée en 2000 par coca-cola.....	9
Zedillo, le dernier président de l'hégémonie <i>priista</i> : la fin de la <i>Dictadura perfecta</i>	9
La campagne de Vicente Fox : une politique de marketing	14
De l'espoir d'une nouvelle ère à une rapide désillusion	18
Deuxième et ultime chance pour la Transición Democrática du PAN en 2006	24
Un programme bancal : de la défense du thème économique à la stigmatisation populiste de son adversaire direct aux présidentielles	24
Victoire électorale de Calderón : un scrutin remis en question	33
Du président de l'emploi à l' <i>hampa</i>	37
Le trafic de drogue : un commerce fleurissant plus compétitif que n'importe quelle entreprise.....	43
Un pays au coeur des débats depuis le <i>trampolín mexicano</i> des années 1970	43
D'une organisation verticale à une structure horizontale des cartels	48
De la <i>Pax Mafiosa</i> à un nouveau système de clientélisme	53
CONCLUSION • PREMIERE PARTIE	58
DEUXIEME PARTIE	
UN PLAN D'ATTAQUE DANS UNE GUERRE DECLAREE A TRAVERS LE DISCOURS PRESIDENTIEL	61
Le concept de la Operación Conjunta : une volonté de fédérer les différentes forces	63
Un antécédent nommé Operativo México Seguro	63
<i>La Operación Conjunta Michoacán</i> . La reprise d'un concept de Vicente Fox promis à un autre futur	66
Les objectifs avérés de cette entrée en guerre	74
Une guerre aux allures de Croisade	74
Lutter contre tous les ennemis de la Sécurité Publique : « du narcotrafic à la délinquance en passant par le crime organisé »	77
<i>Narcomenudeo</i> : quand la sécurité empiète sur la santé	84
États de droit et reconsidération des institutions	92
État de droit et état de droit définis par le contrat social	92
La délation comme base du pacte social	99
L'absence de la déclaration universelle des droits de l'homme ou le vice constitutionnel	101
La Comisión Nacional de los Derechos Humanos en 2007	104
Réformes policières et revalorisations salariales militaires	109
CONCLUSION • DEUXIEME PARTIE	115

TROISIEME PARTIE

PROPAGATION ET ENLISEMENT DU CONFLIT :

ENSEIGNEMENTS ET (AUTO) CRITIQUES	117
Guerre et démocratie : un inévitable antagonisme	119
Un premier bilan annuel contrasté	119
Les observateurs face au « justicier » militaire	123
Les dommages collatéraux	136
Un bilan humain non exhaustif évalué à une centaine de millier de morts.....	136
<i>Feminicidio y narcoviolencia</i>	139
<i>Muertos equivocados</i> : Les lycéens victimes de sicaires n'étaient pas des <i>pandilleros</i> “señor presidente”	144
“si es de pedir perdón...”	152
CONCLUSION • TROISIÈME PARTIE	159
CONCLUSION GENERALE.....	161
ANNEXES	165
Répartition des cartels sur le territoire mexicain.....	165
Organigramme non exhaustif des cartels mexicains	166
Anuncio sobre la Operación Conjunta Michoacán	167
El presidente Calderón en la XXI Sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública	170
El Presidente Calderón en el Diálogo con miembros y representantes de la Sociedad Civil sobre seguridad.....	173
SOURCES	179
Presse.....	179
Discours.....	187
Vidéo Youtube	191
BIBLIOGRAPHIE.....	193
INDEX	195
TABLE DES MATIERES.....	197